Marathon bible

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12529 – 6 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — DIMANCHE 12-LUNDI 13 MAI 1985

Terreur sikh à New-Delhi

Des transistors piégés ont explosé dans les transports publics, faisant cinquante morts

La crise créée par les extrémistes sikhs vient de rebondir en Inde. Des attentats qui leur sont attribués ont fait une soixantaine de morts et plus d'une centaine de blessés à New-Delhi et dans plusieurs Etats voisins. Gênés par l'important dispositif militaire et policier déployé au Pendjab, ils ont élargi leur champ d'action. Pour le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, cette terreur aveugle et bien organisée, ainsi que le montre la simultanéité des explosions du vendredi 10 mai, constitue une épreuve.

L'armée avait pris position ce samedi dans plusieurs quartiers de la capitale.

De notre correspondant

New-Delhi. – L'Inde redécouvre la terreur. Naguère, les attentats étaient l'œuvre de petits groupes, et la « cible » était généralement choisie. Cette fois-ci, la mort a frappé aveuglément. Et dans un rayon comprenant toute la capitale, New-Delhi, et plusieurs villes dans les Etats voisins d'Uttar-Pradesh, d'Haryana et du Radjasthan.

Samedi matin 11 mai, Delhi était calme en apparence. L'armée a été mise en état d'alerte. Les habitants tentent d'absorber le choc. Vendredi, à la nuit tombante, plusieurs dizaines de bombes – au moins vingt engins explosifs auraient été recensés – ont explosé dans les transports publics de la capitale et de quatre villes avoisinantes. C'était l'heure de pointe, bus et trains étaient encore plus bondés qu'à l'accoutumée à la suite d'une grève des scooters-taxis.

A la gare routière centrale de New-Delhi, noyée dans le vacarme des moteurs, la foule crut d'abord à un éclatement de pneu ; puis, à la vue des blessés et des corps déchiquetés, ce fut la panique. Selon des témoins, des jeunes sikhs seraient montés dans deux bus et, après en avoir vérifié la destination, auraient « réservé » leurs places en posant un « transistor » sur la banquette, avant de redescendre acheter leur billet et de disparaître... La campagne de terreur a ainsi été soigneusement préparée ; le nombre des victimes aurait pu être beaucoup plus élevé.



D'autres transistors piégés ont déchiqueté, en plusieurs dizaines d'endroits, les passagers de trains de banlieue et de bus faisant leur navette quotidienne, et même d'un cyclo-pousse... Déjà, quelques heures plus tôt, des assaillants non identifiés avaient abattu *un dirigeant hindou de l'opposition* à Hoshiarpur, une petite ville du Pendjab où la réaction ne s'est *pas fait attendre* : une foule enragée s'est aussitôt mise à incendier bus et magasins.

Comment expliquer ce regain de terreur ? Certes, depuis quelques mois, la crise du Pendjab était redevenue aiguë (*le Monde* du 10 mai). Les factions modérées et extrémistes du mouvement sikh, l'Akali Dal, sont engagées dans une épreuve de force. Afin de prévenir une explosion, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi a satisfait, il y a quelques semaines, plusieurs revendicatins mises en avant par l'Akali Dal (*le Monde* du 13 avril).

(Intérim.)

(Lire la suite page 5.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

La presse écrite à la conquête des 15-25 ans

Les exigences des jeunes, les stratégies des journaux

Reportage photo :

La condition pénitentiaire

FAUX PAS EN EUROPE, REVERS A WASHINGTON

M. Reagan perd son charisme

De notre correspondant

Washington. – Fût-elle évidente, M. Reagan n'est pas homme à avouer une défaite. « *Victoire* », a-t-il donc affirmé vendredi 10 mai à son retour d'Europe en saluant comme telle l'adoption *par le Sénat d'un projet* de budget 1986 qu'il qualifiait d'« *irresponsable* » il y a une semaine. *Dans le même esprit*, ses dix journées européennes étaient, à l'entendre, un « *voyage réussi* » au cours duquel sa « *mission* » avait été « *remplie* ». Tout cela fut dit avec tant d'habituelle assurance bonhomme que l'escamotage demeurait admirable.

La réalité n'en est pas moins là : parti dans la confusion, M. Reagan est revenu sur un échec grave d'une bien médiocre tournée. Bénéficiant d'une situation économique toujours enviable et du *soutien, après quatre ans et* demi de pouvoir, de 54 % de ses citoyens, il peut évidemment se faire une raison de cette mauvaise passe. L'ennui est qu'elle a déjà des relents de crise d'autorité et d'usure du charisme et qu'une ombre est ainsi *jetée* sur la crédibilité d'un président qui avait habitué à n'en pas manquer.

Jeudi, M. Reagan avait, c'est vrai, donné de Lisbonne son aval au projet de budget adopté vendredi à l'aube par le Sénat. Il est également vrai que ce texte sur lequel la Chambre des représentants, dominée par les démocrates, doit *encore se prononcer*, ne prévoit pas d'augmentation d'impôts, ce qui eût été un camouflet pour la Maison Blanche.

Au *Sénat, où le parti du président*, triomphalement réélu il y a six mois par quarante-neuf des cinquante Etats de l'Union, dispose de cinquante-trois voix contre quarante-sept aux démocrates, il a pourtant fallu, pour arriver à une majorité de cinquante contre quarante-neuf, faire venir sur une civière un élu républicain fraîchement opéré de l'appendicite et faire jouer le vote prépondérant dont le vice-*président Bush dispose ès-qualité*.

Ce n'est pas glorieux et cela constitue d'autant moins une victoire pour M. Reagan qu'il a bel et bien dû tout céder à ses propres amis politiques en acceptant que *les dépenses militaires ne* bénéficient d'aucune autre augmentation que celle de l'inflation.

Il n'avait pourtant cessé de répéter depuis quatre mois que le niveau des dépenses militaires ne pouvait dépendre que de celui de la menace extérieure et que freiner l'effort de réarmement à l'heure où reprennent les négociations avec l'URSS équivaudrait à *envoyer un « mauvais signal »* à Moscou sur la détermination américaine à refuser des concessions unilatérales.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 8.)

M. MITTERRAND ET LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

Arguties sur l'agriculture

Parmi les arguments mis en avant par le président de la République au sommet de Bonn, pour justifier son refus de fixer une date pour l'ouverture de la future négociation commerciale internationale, figure, en toute première place, celui-ci : si la négociation devait commencer demain, elle porterait d'abord et pratiquement seulement sur l'agriculture, étant donné que le seul dossier à être suffisamment préparé concerne *ce vaste secteur. Il est un endroit* où la raison ainsi invoquée a beaucoup surpris et où, pour tout dire, elle paraît difficilement compréhensible, c'est à Genève, au siège du *GATT, institution* chargée d'administrer l'accord sur les tarifs douaniers et le commerce.

Si la négociation commerciale devait, par hypothèse, débuter par l'agriculture, fait-on remarquer au bord du lac Léman, c'est également par l'agriculture qu'elle se terminerait. Les experts internationaux estiment qu'il faudrait au moins cinq à six ans pour venir à bout de ce sujet semé d'embûches, où les intérêts des parties contractantes (pays ou groupe de pays membres du GATT) sont contradictoires. Le dossier agricole, *ajoute-t-on, n'est pas à pro*prement parler prêt, Il est vrai cependant que beaucoup de travail lui a été consacré. Il ne faut pas s'en étonner : le GATT a reçu en 1982 de la part des parties contractantes un mandat à cet effet, dans le double but de mieux définir les droits et obligations en matière d'échanges des produits agricoles et de renforcer les disci*plines internationales dans ce* domaine. Il s'agit là d'une façon optimiste de s'exprimer car personne n'ignore que le commerce des produits agricoles échappe aux règles communes du libre-échange auquel est en principe soumis le commerce des produits manufacturés.

En ce qui concerne les services, autre grand secteur sur lequel devrait porter la future négociation, il s'agira surtout de s'entendre sur un « code de bonne *conduite » stipulant quelques* principes généraux à appliquer pour permettre à la concurrence étrangère de s'appliquer dans les différents pays qui l'entravent. Les pays visés sont le plus souvent des pays en voie de développement, ce qui explique la réticence de beaucoup *d'entre eux à s'enga*ger dans ce nouvel exercice.

M. Mitterrand a cité comme proches de la position française l'Inde et le Brésil. Il est vrai que ces deux pays s'inquiètent des projets américains visant à ouvrir de nouveaux débouchés à leurs banques et autres établissement financiers (compagnies d'assurances, etc.). Mais, sur le plan agricole, l'Inde, le plus peuplé des pays du tiers-monde après la *Chine, ne s'opposerait probable*ment pas à l'ouverture d'une négociation immédiate, contrairement à la France.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 17.)



Cannes, trente-huitième

Le difficile voyage du pape aux Pays-Bas

Les organisateurs craignent à la fois les protestations des catholiques contestataires et des actes de violence

Jean-Paul II devait arriver, samedi 11 *mai* en début d'après-midi, aux Pays-Bas, première étape d'un voyage qui le mènera ensuite au Luxembourg (les 15 et 16 mai), puis en Belgique (du 16 au 21 mai). *Un* voyage doublement difficile, les organisateurs craignant à la fois des actes violents d'hostilité et des protestations de catholiques contestataires.

Un engin de faible puissance a explosé, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Bruxelles, devant le siège de l'association Accueil du pape. Cette explosion, *qui n'a causé que* de faibles dégâts matériels, n'a pas été revendiquée. Mais c'est surtout aux *Pays-Bas que* les *services de* sécurité sont sur le pied de guerre. « *Le pape est la personnalité la plus vulnérable qui ait jamais visité le pays* », a déclaré le chef de la police de l'aéroport d'Eindhoven, où était attendu Jean-Paul II.

Les Pays-Bas ont mobilisé un tiers de leurs effectifs de police, soit dix *mille hommes, pour cette* visite. Les responsables craignent notamment qu'un déséquilibré ne *prenne au sérieux* des affiches promettant 15 000 florins de récompense à celui qui tuerait le pape. Les auteurs de ces affiches appartiennent, semble-t-il, aux communautés marginales d'Amsterdam (punks, squatters ou anarchistes), qui pourraient vouloir profiter du voyage pontifical pour faire parler d'elles.

Jean-Paul II est davantage préoccupé par la contestation qu'il risque de rencontrer dans l'Eglise elle-même. Nombre de catholiques néerlandais reprochent à Rome *d'avoir voulu reprendre en main* leur Eglise, connue pour ses expériences audacieuses, par la nomination d'évêques conservateurs.

Selon le Saint-Siège, le voyage de Jean-Paul II est une visite « *pastorale* », destinée « *à renforcer moralement les fidèles et à les confirmer dans leur foi* ». Accentuera-t-elle les divisions dans l'Eglise, comme le craint le Père Edward Schillebeeckx, un dominicain qui a eu des démêlés avec Rome à cause de ses écrits ?

Chef de file des nouveaux évêques conservateurs, le cardinal Simonis, archevêque d'Utrecht et primat des Pays-Bas, estime au contraire que la visite pontificale aura « *à long terme un effet unificateur* ». L'archevêque d'Utrecht *a cependant maintenu sa décision* d'exclure des rencontres avec le pape les représentants des groupes opposés aux thèses de *Rome sur* l'avortement, la régulation des naissances, le divorce et l'ordination des femmes.

De son côté, le plus important syndicat néerlandais, le FNV (catholique et socialiste) a adressé une lettre ouverte à *Jean-Paul II. Il* reproche à celui-ci de ne montrer aucune compréhension pour les droits des femmes et des homosexuels, et critique la manière dont le pape aborde les questions sociales dans le tiers-monde.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 12 mai. – *Italie :* Elections régionales et municipales. Visite du secrétaire d'Etat américain M. Shultz au Caire et à Amman ; *Israël :* Visite du président du Zaïre, M. Mobutu. Visite du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères M. Baylet à Djibouti, Sanaa, Aden.

Lundi 13 mai. – *Norvège :* Visite du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas.

Mardi 14 mai. – *Vienne :* Rencontre Gromyko-Shultz.

Mercredi 15 mai. – *Berlin-Est :* Visite du vice-premier ministre chinois ; *Vienne :* Célébration du trentième anniversaire du traité d'Etat.

Vendredi 17 mai. – Pourparlers économiques intercoréens.

Samedi 18 mai. – *Londres :* Visite du chancelier fédéral M. Kohl.

SPORTS

Lundi 13 mai. – *Tennis :* championnats internationaux d'Italie à Rome (jusqu'au 19).

Mardi 14 mai. – *Football :* Trente-sixième journée du championnat de France de première division.

Mercredi 15 mai. – : *Football :* Finale européenne de la coupe des coupes à Rotterdam entre Le Rapid de Vienne (Autriche) et Everton (Angleterre).

Jeudi 16 mai. – *Cyclisme :* Tour d'Italie (jusqu'au 6 juin).

Dimanche 19 mai. – *Automobilisme :* Grand prix de formule 1 à Monaco.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e] — OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A TRENTE ANS, LE TRAITÉ D'ÉTAT

L'Autriche ressuscitée sera neutre

Il y a trente ans, le 15 mai 1955, des centaines de milliers de Viennois chantent et dansent dans les rues illuminées de la capitale autrichienne pour fêter la signature du traité d'Etat. MM. Pinay, Macmillan, Dulles et Molotov, ministres français, britannique, américain et soviétique des affaires étrangères, se sont rencontrés quelques heures plus tôt près de la place Staline, où s'élève l'imposant monument à la gloire de l'armée rouge. Au palais du Belvédère, l'un des joyaux de l'architecture baroque restauré, ils ont paraphé le traité historique, composé d'un préambule, de neuf parties avec trente-huit articles, deux annexes et cinq listes...

Après dix-sept ans de période trouble, l'Autriche est à nouveau un pays indépendant et souverain. Pour arriver à ce résultat, rien n'a été simple.

Le 12 mars 1938, jour de l'Anschluss, beaucoup de citoyens de la capitale autrichienne accueillent les unités de la Wehrmacht avec des fleurs. Un mois plus tard, la majorité écrasante de la population plébiscite le « retour » au III[e] Reich, dont le chancelier, Adolf Hitler, est un natif du pays : il est né à Braunau, près de Linz.

Pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale, la situation juridique du pays est ambiguë. L'Etat autrichien, inexistant, ne peut être en conflit avec quiconque ; les conscrits des sept provinces de l'« Ostmark » (marche de l'Est, nouvelle appellation du territoire incorporé à l'Allemagne) sont répartis individuellement dans les différentes unités de la Wehrmacht et des SS ; ils participent, bon gré malgré, aux combats sur tous les fronts. Alors que la majorité de la population n'est pas nazie, 532 000 « ex-Autrichiens » adhèrent au Parti national-socialiste. Les plus fanatiques figurent parmi les tortionnaires tristement célèbres des camps de concentration et les officiers responsables du massacres des populations des territoires occupés. A l'opposé, des démocrates autrichiens dispersés à travers le monde animent des mouvements de résistance, sans parvenir à la constitution d'un gouvernement en exil à l'instar des Norvégiens, des Belges ou des Hollandais. D'autres organisent, en Autriche même, de petits groupes clandestins pour combattre Hitler.

Relativement épargné au début des hostilités, le territoire autrichien subit à partir de la fin de l'année 1944 les bombardements alliés.

Libérés ou vaincus ?

Le front s'approche au printemps de 1945 : les Soviétiques à l'est, les Britanniques au sud, les Américains et les Français à l'ouest, pénètrent dans le pays. Hitler croit encore possible la création d'un *« réduit alpin »* au Tyrol, mais les attaques conjuguées des armées alliées mettent rapidement fin à ses rêves.

La guerre se terminera au mois de mai : à ce moment, combien de citoyens de Vienne, de Graz, de Salzbourg, de Linz ou d'Innsbruck se considéreront comme des Autrichiens libérés plutôt que comme des Allemands vaincus ?

Le 1[er] novembre 1943, les ministres britannique, américain et soviétique des affaires étrangères réunis à Moscou laissent entrevoir le rétablissement d'un Etat autrichien, tout en évoquant en même temps une *« certaine coresponsabilité des Alliés »*.

La plupart des habitants du pays s'interrogent sur leur avenir. Les uns espèrent le retour pur et simple à l'Autriche d'avant l'Anschluss. D'autres, apparemment encouragés par certains milieux britanniques, mûrissent un plan de réunion de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Allemagne méridionale en une monarchie danubienne. Les Soviétiques bien sûr – mais aussi les Français – sont résolument hostiles à l'idée. Dans une lettre adressée au chancelier autrichien Karl Renner, Staline lui-même prend position en faveur de *« l'indépendance et l'intégrité »* du pays.

Pour le moment, les quatre vainqueurs fixent les limites de leurs zones d'occupation respectives : les Français s'installent au Voralberg et dans la partie occidentale du Tyrol ; les Britanniques au Tyrol occidental, en Carinthie et en Styrie ; la zone américaine comprend la région de Salzbourg et la Haute-Autriche. Quant au reste du pays, le Burgenland, en Basse-Autriche, passe sous contrôle soviétique. Les arrondissements de Vienne sont partagés ; le centre de la capitale sera administré alternativement par les Français, les Britanniques, les Américains et les Soviétiques.

« Le Troisième Homme »

Grâce au chef-d'œuvre d'Orson Welles, on gardera longtemps l'image de cette Vienne du *Troisième Homme*, avec ses égouts, ses enlèvements mystérieux, ses espions et contre-espions et ses trafiquants. Sans oublier les soldats appartenant à quatre nationalités différentes, qui patrouillent à bord de la même jeep autour de la cathédrale Saint-Etienne.

Les habitants de Vienne ont encore faim, vivent dans l'insécurité, mais accueillent fraternellement des réfugiés fuyant chaque nuit les pays de l'Est voisins au risque de leur vie, pour échapper à des régimes qui éliminent toutes les forces non communistes.

Les Autrichiens, malgré les privations et les angoisses, « redécouvrent » leur identité nationale mais aussi la démocratie, que protègent, paradoxalement, les 352 000 soldats étrangers stationnés sur le territoire.

Les puissances occupantes encouragent la création et le fonctionnement des trois grands partis. Plusieurs dirigeants du Parti populaire (OeVP), de tradition chrétienne-sociale auquel appartient Leopold Figl, ont passé les année de guerre dans des camps de concentration. Le Parti socialiste (SPOe), de vieille tradition, groupe également de nombreux démocrates antifascistes, parmi lesquels des personnalités revenues d'exil, comme le futur chancelier Bruno Kreisky. Le troisième parti est celui des communistes, soutenus par les Soviétiques. Leurs représentants sont presque aussi nombreux au sein du premier gouvernement provisoire que ceux des deux autres formations ; d'où le mécontentement des Occidentaux. Ils font des réserves sur le rôle trop important du PC, qui contrôle notamment le ministère de l'intérieur.

ROUIL.

Discussions interminables

Le 25 novembre 1945, sans que se produise le moindre incident, 94 % des électeurs inscrits (3 200 000 personnes) se prononcent à une majorité écrasante en faveur des candidats de l'OeVP ou du SPOe, alors que les voix communistes ne dépassent pas 5 %. Les « protégés » des Soviétiques sont marginalisés, et, en novembre 1947, passent à l'opposition. Ils garderont une certaine influence en zone russe, où éclateront périodiquement des grèves.

Le nouveau gouvernement décide l'étatisation des grandes banques et des industries clés. Les difficultés restent considérables : aux destructions de la guerre s'ajoute le démantèlement d'une partie importante de l'équipement industriel transporté en URSS par l'armée rouge. Près de cinq cents entreprises – parmi lesquelles les biens allemands saisis – sont directement « gérées » par les Soviétiques.

De vives protestations de Moscou et de ses partisans n'empêchent pas l'adhésion de l'Autriche au plan Marshall, qui contribue à son redressement rapide.

Pendant ce temps se poursuivent des discussions interminables pour fixer le statut juridique international de la future République autrichienne. Déjà, en décembre 1946, les ministres des affaires étrangères des Quatre parlent d'une « prochaine » élaboration du traité d'Etat. Trois ans plus tard, on apprend le « lâchage » par l'Union soviétique des revendications territoriales yougoslaves sur une partie de la Carinthie avec sa minorité d'origine slovène.

C'est le début de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest et aussi la rupture Staline-Tito. Dans les notes diplomatiques échangées au sujet de l'Autriche, Moscou et Belgrade se traitent de *« fascistes fieffés »* ou d'*« auteurs de ragots et d'allégations calomnieuses »*... sans faire avancer le dossier.

En décembre 1952, l'Assemblée générale des Nations unies lance un appel aux pays concernés, invités à mettre fin à l'occupation.

Après la mort de Staline en mars 1953, la position soviétique semble évoluer. En été de la même année se répandent des bruits concernant une « neutralisation » possible de l'Autriche. Des marchandages diplomatiques continuent, et pas seulement dans le cadre des Nations unies.

Lors de la conférence de Berlin réunie en janvier 1954, le ministre soviétique des affaires étrangères Molotov, se montre intéressé par la conclusion d'un traité. Toutefois, il pose une série de conditions *a priori* inacceptables pour ses collègues occidentaux. En fait, des deux côtés, on commence à peser les avantages et les inconvénients d'une « neutralisation ».

« La glace bouge »

Pour des raisons stratégiques, les Américains et plusieurs de leurs alliés de l'OTAN se montrent peu enthousiastes à l'idée d'un départ des militaires appartenant aux pays de l'alliance atlantique. *« Une évacuation,* affirment-ils – *signifierait la séparation entre l'Allemagne et la partie sud du continent européen, en raison de la ceinture neutre créée par la Suisse et l'Autriche. »* D'où un « vide stratégique » qui inquiète les états-majors.

Quant aux Soviétiques, eux aussi partagés : ils n'ont pas pour habitude d'abandonner un territoire déjà conquis. Or la Basse-Autriche est sous leur contrôle. Quoi qu'il en soit, les négociations sont relancées ; Moscou propose l'établissement de plusieurs bases permanentes pour des contingents militaires.

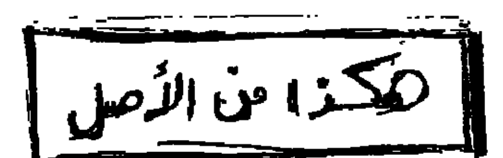
Mais les dirigeants autrichiens – le chancelier Julius Raab et l'un de ses plus proches collaborateurs, Bruno Kreisky, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, en particulier – tiennent tête aux successeurs de Staline. Grâce à des concessions réciproques, la visite de la délégation gouvernementale en avril 1955 à Moscou se termine sur un accord. Auparavant, les problèmes politiques et économiques avec les Occidentaux ont trouvé des solutions.

La 374[e] réunion interalliée sur le traité d'Etat sera la dernière : c'est l'adoption du document final. Quelques jours après la signature, le Conseil national autrichien vote à l'unanimité la *« neutralité éternelle »* du pays. Dans un éditorial, le *Manchester Guardian* écrit : *« Il n'y a pas de doute, la glace bouge en Europe, quoique l'hiver ne soit peut-être pas encore fini. Le dégel se sent dans le traité autrichien et les nouvelles propositions soviétiques de désarmement. »*

Le 19 décembre 1955 à l'aube, le dernier soldat étranger, de nationalité soviétique, quitte le pays. L'Autriche est enfin libre. Mais les Russes ne sont pas loin.

En effet, le jour même de la signature du traité d'Etat, les dirigeants des pays socialistes réunis dans la capitale polonaise, à quelques centaines de kilomètres de Vienne en liesse, décident la création du pacte de Varsovie...

THOMAS SCHREIBER.



هكذا من الأصل

Étranger

Pékin déçu par Moscou

Une évidente mauvaise humeur se manifeste depuis quelques jours à Pékin à l'égard de l'Union soviétique. Pour la première fois depuis *l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev*, il est de nouveau question dans les commentaires chinois de l'*« hégémonisme »* de l'URSS, de la *« grave menace »* qu'elle fait peser sur *« la sécurité de la Chine »*. Rien de plus mais rien de moins non plus, et les porte-parole officiels mettent de nouveau l'accent, avec plus d'insitance que jamais, sur les *« trois obstacles » qui interdisent une normalisation des* relations entre les deux pays : pression militaire aux frontières nord de la Chine, présence des forces soviétiques en Afghanistan, soutien accordé par Moscou à l'occupation du Cambodge par le Vietnam.

Ce refroidissement n'est que relatif car les mêmes griefs sont formulés de longue date à Pékin. Il attire cependant l'attention car il se manifeste trois semaines après la fin de la sixième session des conversations *sino-soviétiques, qui* s'était achevée à Moscou sur *une note plutôt optimste*. Les deux parties n'annonçaient-elles pas leur intention – inédite depuis plus de vingt ans – de développer leurs *« relations et contacts dans le domaine politique ? »* Formule qui paraissait répondre au souhait exprimé le 9 avril par le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, d'*« élever le niveau des pourparlers avec l'URSS »*. Pas de fausse note, *depuis cette période*, à Moscou où M. Gorbatchev, dans son discours prononcé pour l'anniversaire de la victoire de 1945 – par ailleurs très dur pour les Etats-Unis – a même éprouvé le besoin de célébrer l'*« étroite unité de combat avec le grand peuple chinois »*.

Non seulement le ton est différent à Pékin mais les diplomates chinois ne cachent pas, en privé, que les pourparlers du mois d'avril avec les Soviétiques n'ont abouti à aucun progrès substantiel. On en ressent d'autant plus clairement une déception que des signes favorables avaient précédé la rencontre et pas seulement sur le terrain du protocole – comme le terme de *« camarade »* employé à Pékin à l'égard de M. Gorbatchev après sa nomination à la tête du PC soviétique. Ainsi le rédacteur en chef de la *Pravda*, porte-parole à tout le moins autorisé du Kremlin, avait-il déclaré début avril à la presse yougoslave, au sujet de la situation à la frontière sino-soviétique, qu'il s'agissait d'une question sur laquelle les deux pays pouvaient *« se mettre d'accord, car elle relève des rapports bilatéraux »*.

Rien n'est venu confirmer les espoirs qu'avait pu faire naître ce genre de propos, et de là vient, semble-t-il, la première raison de la déception éprouvée à Pékin. Ce n'est pas la seule. En Afghanistan, les Soviétiques donnent toujours, selon toute apparence, la priorité à la méthode forte pour la recherche d'une aléatoire solution politique. *Côté* Indochine enfin, la récente tournée en Asie du Sud-Est de leur vice-ministre des affaires étrangères, M. Mikhaïl Kapitsa, ne semble nullement avoir contribué à débloquer la situation au Cambodge.

Temps mort ou seulement d'observation ? L'impression prévaut que si de légers indices positifs étaient apparus récemment dans les relations sino-soviétiques – qui continuent par ailleurs de se développer sur les plans économique, technique, culturel – c'est à Moscou qu'en dernière heure on a fait monter les enchères.

ALAIN JACOB.

LA VISITE DU PRÉSIDENT MOBUTU EN ISRAËL

Jérusalem se félicite de sa coopération avec le Zaïre

De notre correspondant

Jérusalem. – Trois ans après avoir rétabli les relations diplomatiques entre son pays et l'Etat juif – c'était le 14 mai 1982, – le président zaïrois Mobutu Sese Seko était attendu, dimanche 12 mai, en Israël pour une visite officielle de trois jours, qu'il prolongera par un séjour privé à l'invitation d'un homme d'affaires britannique, M. Leon Tamman.

M. Mobutu rend la politesse au président Haïm Herzog, qui s'était rendu au Zaïre – ainsi qu'au Liberia – en janvier 1984 et y reçut un chaleureux accueil. Ces deux pays sont les seuls du continent noir à avoir jusqu'à présent renoué avec l'Etat hébreu sur les vingt-six qui – par solidarité avec l'Egypte, membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) – lui tournèrent le dos lors de la guerre du Kippour en 1973. Quatre autres n'ont jamais boudé Israël : la République sud-africaine, le Malawi, le Lesotho et le Swaziland.

Jérusalem juge l'attitude du Zaïre exemplaire. Comme la plupart des dirigeants africains « modérés », M. Mobutu s'est en effet estimé délié, en 1982, des engagements pris envers le monde arabe car la restitution du Sinaï à l'Egypte enlevait, selon lui, sa raison d'être au boycottage d'Israël. On lui sait gré, ici, d'avoir été *« plus cohérent et plus courageux que les autres »* en accordant ses idées et ses actes au risque de braquer ses bailleurs de fonds arabes.

M. Mobutu évaluait un jour que le fait d'avoir *« respecté la parole donnée »*, en se reconciliant avec Israël, coûta à l'économie zaïroise 350 millions de dollars correspondant au montant des programmes d'aide annulés par les pays arabes. Le président zaïrois connaît bien Israël, et depuis longtemps, puiqu'il y reçut, dès 1963, une formation de *parachutiste*. A l'époque, il n'était encore que le chef de l'armée congolaise. Il y revint en novembre 1971, en compagnie de trois autres dirigeants africains pour tenter en vain d'arracher à Golda Meir, alors premier ministre, la promesse de *« ne pas annexer les territoires arabes occupés »*.

Cent conseillers militaires

La coopération *israélo-zaïroise*, interrompue après la rupture de 1973, reprit en 1981. Une trentaine d'experts israéliens sont aujourd'hui associés à des projets de développement agricole et médical. Les liens commerciaux sont modestes : Jérusalem achète à Kinshasa des matières premières – diamants, café, cacao – et lui vend des biens d'équipement et des armes. La visite au Zaïre du général Sharon, alors ministre de la défense, prépara la relance de la coopération militaire.

Israël contribua à former, en 1982, la brigade spéciale présidentielle, unité d'élite de l'armée nationale, et la pourvut en armes automatiques : *Uzi, M-16 et Kalachnikov*. Aux termes d'un contrat de plusieurs millions de dollars, l'Etat hébreu a, en outre, livré au Zaïre des fusils Galil. En janvier 1983, les deux pays mirent en œuvre un plan quinquennal portant pour l'essentiel sur la réorganisation de la « division Kamanyola » (cinq mille hommes) en garnison dans la province du Shaba. Une vingtaine de conseillers militaires israéliens servent au Zaïre.

Mauvaise réputation

M. Mobutu compte sur Jérusalem pour encourager les milieux d'affaires juifs et israéliens à investir au Zaïre. Les efforts des groupes de pression israéliens auprès de la diaspora et du Congrès américains n'ont *à ce jour guère eu de succès*. Malgré la remise en ordre économique intervenne à Kinshasa, le régime de M. Mobutu, pourtant résolument pro-occidental, continue de souffrir d'une mauvaise réputation, séquelle de longues années de corruption, de laxisme et de mépris des droits de l'homme.

Futur hôte du président Mobutu, pendant la deuxième partie de sa visite en Israël, M. Tamman a créé une société d'investissement qui a l'intention d'injecter au Zaïre 500 millions de dollars dans trois domaines : agriculture, industrie pharmaceutique et télécommunications par satellite. Mais les hommes d'affaires israéliens se font tirer l'oreille.

La visite de M. Mobutu incitera-t-elle d'autres dirigeants africains à renouer avec Israël ? Probablement pas dans l'immédiat. La presse spécule ici de temps à autre sur une normalisation avec certains Etats « modérés » du continent. Mais Jérusalem semble avoir fait son deuil d'une initiative en ce sens du président ivoirien *Houphouët-Boigny qui* aurait été susceptible d'entraîner ses voisins dans son sillage.

Au fond, chacun s'accommode du *statu quo*. Israël dispose, outre ses ambassades, de *« bureaux de liaison »* dans une douzaine de pays, notamment en Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Togo, au Gabon et au Cameroun. Une soixantaine de compagnies israéliennes opèrent sur le continent. Les échanges commerciaux avec l'Afrique atteignent 150 millions de dollars, sans compter les ventes d'armements. Quelque deux mille Israéliens travaillent dans le seul Nigéria. La rareté des chancelleries israéliennes en Afrique n'empêche donc pas une présence impressionnante.

Quant aux dirigeants noirs, ils n'ont aucune raison de modifier une situation qui, non sans quelque hypocrisie, leur permet de profiter du savoir-faire israélien tout en restant politiquement « respectables » au yeux du monde arabe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. PIERRE-LOUIS BLANC AMBASSADEUR A ATHÈNES

Le *Journal officiel* du 11 mai annonce la nomination de M. Pierre-Louis Blanc au poste d'ambassadeur en Grèce, en remplacement de M. Dominique Charpy.

[Né en 1926, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion 1954), M. Pierre-Louis Blanc a été en poste à Rabat, Berne, Tokyo, Madrid, avant de devenir chargé de mission au cabinet du général de Gaulle (1967-1969), puis délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Asie au quai d'Orsay jusqu'en 1971. Après avoir été ensuite conseiller culturel à Londres, puis directeur adjoint du personnel au quai d'Orsay, M. Louis Blanc a été directeur de l'École nationale d'administration de 1975 à 1982. Depuis cette dernière date, il était ambassadeur à Stockholm.]

Le directeur du BIT répond aux accusations des pays de l'Est

De notre correspondante

Genève. – De plus en plus ouvertement et avec violence, les pays communistes appliquent une stratégie visant à déstabiliser le Bureau international du travail (BIT) (*le Monde* du 28 février). Sous prétexte de non-respect de la souveraineté nationale, ils lui reprochent, en particulier, la publication d'un rapport d'experts sur les violations de la *liberté syndicale en Pologne* (*le Monde* du 30 juin et du 20 novembre 1984).

Une longue déclaration adressée à M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, par les ambassadeurs de tous les pays de l'Europe de l'Est *plus* la Mongolie – à l'exception de la Roumanie et en l'absence de la Pologne qui s'était retirée de l'organisation – affirme que *« des forces réactionnaires utilisent l'organisation dans le but d'opérer une diversion idéologique contre les pays socialistes »* (...) et que *« le rôle inconvenant joué par l'OIT a été particulièrement patent »* en ce qui concerne *« la prétendue question polonaise »*. Les pays frères entendent, par conséquent, marquer leur solidarité envers la Pologne et les mesures que prend ce pays pour *« riposter à la campagne antipolonaise lancée par les forces impérialistes et autres forces réactionnaires »*.

Cette attaque s'accompagne d'un certain nombre de doléances. Il est notamment reproché à l'OIT de ne pas lutter efficacement contre le chômage dans les pays capitalistes et de ne pas contribuer *« à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale, à la prévention d'une catastrophe nucléaire et à l'arrêt de la course aux armements qui impose un lourd fardeau aux travailleurs »*.

Répondant par un mémorandum nourri à ces accusations, M. Blanchard fait observer, entre autres, qu'il existe une convention (numéro 122) *« visant à promouvoir le plein emploi productif et librement choisi »* dont l'application est activement encouragée par le BIT dans la mesure, forcément limitée, de ses moyens.

En réponse à l'accusation selon laquelle les ressortissants d'un groupe très limité de pays occidentaux occupent des positions-clés au BIT en violation du principe d'une répartition géographique équitable, M. Blanchard fait remarquer que 20 % des postes ont été attribués en 1984 à des Soviétiques, et qu'un sous-directeur général (il s'agit de M. Chkounaev) est également de nationalité soviétique.

M. Blanchard réfute, d'autre part, chiffres à l'appui, les critiques ayant trait à la coopération technique et à *l'aide aux pays du tiers-monde*. La coopération telle que la conçoit le BIT est liée aux plans nationaux de développement économique de ces pays et aux priorités exprimés dans ces plans. Quant à l'importance des programmes techniques, les décisions finales sont prises par les gouvernements intéressés.

ISABELLE VICHNIAC.

Algérie

Un climat acrimonieux à l'égard de Paris

De notre correspondant

Alger. — Peut-être encouragée par le silence de Paris pendant une campagne contre la « fièvre raciste », dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne s'embarrassait pas de nuances (*le Monde* du 9 mai), l'Algérie a pris le risque de renforcer en France le secteur de l'opinion publique qui ne lui veut pas du bien.

La réaction du Quai d'Orsay montre que Paris ne considère pas l'affaire de la bombe comme une simple « bavure » due au zèle d'un producteur de télévision irresponsable. Chacun sait que, en Algérie, radio, télévision et presse écrite sont étroitement contrôlées par le pouvoir. Les autorités de tutelle ont indiqué qu'elles persistaient et signaient avec la diffusion, au lendemain de l'émission incriminée, d'une dépêche de l'agence Algérie Presse-Service, attirant l'attention sur les déclarations d'un légionnaire allemand et intitulée « Quand les moudjahidins servaient de cobayes aux autorités françaises ». Cette nouvelle querelle dans des relations en dents de scie n'est pas surprenante, tant s'accumulaient depuis quelque temps des récriminations algériennes à l'égard de la France.

Les déclarations d'amitié mutuelle au terme des visites ministérielles n'enlèvent rien au fait que les échanges de vues ne se passent pas toujours bien. Ces visites gagneraient à être moins nombreuses et mieux préparées du côté français. Les ministres français, discutant des relations commerciales, sont pris à contrepied par les griefs les plus étendus de la part de leurs hôtes, qui sortent parfois des dossiers vieux de plusieurs années.

En fait, l'Algérie reproche à la France le manque d'enthousiasme de ses entreprises face aux propositions de sociétés d'économie mixte en vue du transfert de technologie, thème d'actualité ici. Elle prend ombrage des tentatives de Paris pour trouver des fournisseurs d'hydrocarbures à des tarifs moins élevés que les siens.

Durement sermonnés pour manque d'esprit de coopération en matière commerciale, les ministres français évoquent généralement l'éternel contentieux sur les transferts des revenus des Français travaillant en Algérie et sur les biens des derniers « pieds noirs » restés ici. Des assurances sont données, une nouvelle fois, et, comme dans le passé, restent sans effet. Par exemple, alors que ce contentieux est présenté comme réglé depuis plusieurs années, aucun « pied noir » n'a pu rapatrier ses fonds.

La « petite phrase » de M. Fabius

Sur le plan de la grande politique, Alger ne manque pas d'exposer à certains de ses interlocuteurs étrangers ses « doutes » au sujet des desseins français en Afrique. Tout tourne finalement autour du conflit du Sahara occidental. Bien que beaucoup de militants socialistes entretiennent d'excellentes relations avec le Polisario, le président Mitterrand a refusé de choisir entre Rabat et Alger dans ce conflit. Les Algériens lui reprochent de ne pas user du « *poids* » que lui donnerait la coopération militaire franco-marocaine pour « *ramener le roi Hassan II à la raison* ». Ils « *s'étonnent* » de ses relations amicales avec les présidents Mobutu et Bongo, bêtes noires d'Alger, en raison de leurs positions pro-marocaines. Le coup d'Etat en Mauritanie qui, en décembre 1984, a privé Alger d'un allié dans la région, est attribué ici aux Français.

A l'évidence, le remplacement de M. Mauroy par M. Fabius et celui de M. Cheysson par M. Dumas n'ont pas réjoui Alger. On tient parfois ici des propos fort peu diplomatiques sur le « lobby *sioniste* » à Matignon et à l'Elysée. La petite phrase de M. Fabius à Rabat, le 27 avril : « *C'est la première fois que je me rends officiellement dans un pays du Maghreb et je tenais que ce fût au Maroc* » n'est pas tombée dans l'oreille de sourds.

L'Algérie ne s'encombre pas de précautions oratoires dans ses critiques à l'égard de la France mais elle souhaite en même temps entretenir une « *relation privilégiée* » avec elle. La visite privée de M. Mitterrand au Maroc en août 1984 avait suscité aussitôt une « stratégie de la tension » dans laquelle Alger excelle. Cela s'était terminé le 19 octobre par un voyage du président de la République à Alger et une réconciliation aussi démonstrative qu'éphémère.

M. Fabius a l'intention de se rendre aussi en Algérie. Pour le moment, aucune date n'est fixée. Quand l'heure sera venue, plutôt qu'un nouveau tour de passe-passe diplomatique, il faudrait parvenir à mettre à plat des questions aussi diverses que l'immigration, la politique énergétique de la France, sa diplomatie au Maghreb et en Afrique noire, sa politique dans les territoires et départements d'outre-mer, critiquée ici en termes de moins en moins voilés.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LES « PRISONNERS-COBAYES DE REGGANE »

« Ridicule »... « Pure imagination »

Le documentaire diffusé mercredi 8 mai par la télévision algérienne, accusant la France d'avoir utilisé des prisonniers comme cobayes lors du premier essai nucléaire de Reggane, en avril 1960, continue de susciter à Paris une vague de démentis catégoriques, tant du côté officiel que chez les anciens responsables civils et militaires.

M. Michel Debré, premier ministre du général de Gaulle à l'époque, a affirmé qu'il « *était en mesure de démentir absolument que des Algériens aient été utilisés comme cobayes. Il s'agit pour les Algériens d'une affaire de politique intérieure, et l'écho qui lui est donné en France est également une affaire de politique intérieure* ».

Le général Bigeard, ancien secrétaire d'Etat à la défense sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, a qualifié le documentaire de « *montage* », ajoutant : « *C'est ridicule... c'est de la pure imagination.* »

L'ancien médecin militaire de la base de Reggane a également affirmé qu'« *aucun être humain, de quelque race que ce soit, prisonnier ou non, n'a été mis en danger à Reggane* ».

Quant à l'intendant général Coulé, qui était en 1960 chargé, à Reggane, de l'expérimentation des radiations sur l'habillement, il a expliqué qu'« *une centaine de mannequins, dans lesquels avaient été disposés des dosimètres, avaient été utilisés pour juger des effets thermiques et radioactifs de la bombe* ».

De son côté, M. Jacques Roseau, porte-parole de l'association le RECOURS, estime « *tout à fait lamentable que le rapprochement franco-algérien, largement justifié par tant de complémentarité économique, humaine et géographique, puisse être miné par de prétendues révélations, aussi ridicules que scandaleuses, tendant à accréditer l'idée que l'armée française se serait comportée, en Algérie, comme une armée nazie et aurait procédé à des expérimentations atomiques sur des Algériens* ». Le RECOURS demande au gouvernement français « *d'intervenir énergiquement auprès d'Alger pour que les médias algériens sachent raison garder* ».

Italie : le PC premier parti ?

Les communistes à l'heure de la grande tentation social-démocrate

De notre correspondant

Rome. — Comme tout parti qui s'est fortement identifié à un homme, le PCI reste, dix mois après la mort d'Enrico Berlinguer, un parti orphelin. Son nouveau secrétaire général, M. Natta, homme tolérant et soucieux de ne pas se démarquer de la ligne de ses prédécesseurs, n'a pas cherché à faire accomplir à son parti une « *révolution copernicienne* », mais plutôt à tenir à distance les « *grands tigres* ».

Sous son aspect un peu terne, sans prise de position spectaculaire, le PCI n'en connaît pas moins un intense débat interne, notamment autour de la notion de « *troisième voie* » et vit une « tentation » social-démocrate qui ne sera pas sans conséquences sur les choix futurs. L'un des premiers éléments qui ont contribué à enlever un peu de lustre au PCI fut la fin de la polémique ouverte avec l'URSS : cette « déchirure » (*strappo*) fut entérinée par le seizième congrès, en mars 1983. Elle permettait une appréhension plus ouverte de la réalité sociopolitique de cette fin de siècle. Le PCI constatait l'« *extinction de la force propulsive* » du modèle soviétique.

Le parti de M. Natta n'a rien fait qui puisse être interprété comme un retour en arrière. Il ne s'en est pas moins produit une évolution dans les rapports entre Moscou et le PCI dont l'initiative semble venir de l'URSS et de M. Gorbatchev en particulier.

C'est ce dernier qui représentait le Kremlin aux funérailles de Berlinguer. Apparemment surpris par la popularité de celui-ci et par l'émotion que suscita sa disparition, il fit une première ouverture aux communistes italiens lors d'un dîner à l'ambassade d'URSS à Rome, où il recevait l'état-major du PCI, en déclarant qu'Enrico Berlinguer n'avait pas eu tort sur tous les points et que ses critiques méritaient réflexion. A son retour de Moscou, M. Gorbatchev fit au comité central une relation de sa visite à Rome dans laquelle il soulignait en substance la nécessité d'une amélioration des rapports avec le premier Parti communiste d'Occident, qui, même s'il ne pouvait plus être considéré comme un « *parti frère*), devait au moins être reconnu comme un « *parti ami* ». Progressivement par la suite, les attaques des organes de presse des pays de l'Est contre le PCI diminuèrent pour pratiquement cesser.

Relations « diplomatiques » avec Moscou

La nomination de M. Natta à la tête du PCI n'a en rien modifié cette situation. Il serait erroné d'en conclure qu'il est plus philosophique que Berlinguer, car c'est précisément cet attachement à la ligne berlinguérienne qui lui a valu l'opposition, lors de son élection, de deux membres du comité central représentant le courant prosoviétique. La politique menée au sein du parti par les pro-soviétiques a cependant cessé, comme celle provenant de Moscou. Quant à *l'Unita*, elle a aussi limité ses critiques contre l'URSS.

Actuellement, les rapports entre le PCI et le Kremlin sont de nature « diplomatique » : chacun connaît les divergences profondes qui le séparent de l'autre, mais on préfère d'un commun accord mettre une sourdine à l'affrontement idéologique. Le voyage du secrétaire général du PCI à Moscou est toujours à l'ordre du jour (il pourrait avoir lieu à l'automne). L'invitation faite à Berlinguer, qui n'avait pu se concrétiser en raison de la maladie de M. Tchernenko, a en effet été maintenue par M. Natta. Le PCI, en revanche, a répondu avec froideur aux propositions soviétiques de trouver « *de nouvelles formes de coordination du mouvement communiste international* » (après celles du Komintern et du Kominform, et des conférences internationales), jugeant ces initiatives « *dangereuses et nuisibles* » : « *Les rapports entre les partis communistes seront d'autant plus féconds qu'ils seront fondés sur la reconnaissance de la réalité de leur situation* », a déclaré M. Natta au cours d'une interview à *la Stampa* en février dernier.

Pour beaucoup, au sein du PCI, si la polémique avec l'URSS a cessé, c'est précisément parce qu'a été franchi un pas sur lequel on ne peut revenir : la prise de distance à l'égard de l'URSS est un acquis. Ne serait-ce que sur la question de la paix, d'ailleurs, il ne peut y avoir la moindre convergence entre Moscou et le PCI. Sans doute celui-ci est-il favorable à un « gel » des armements, mais il l'est aussi à la proposition de M. Palme d'une zone « désatomisée » en Europe, et il travaille actuellement à la formulation de propositions de réduction au plus bas niveau des forces dissuasives. Le PCI, qui n'exclut pas la construction du socialisme dans le cadre de l'OTAN, n'est pas loin non plus, semble-t-il, d'envisager une politique de défense coordonnée de l'Europe.

Dégagée de l'hypothèque soviétique mais aussi sans illusion, sur l'idée d'un eurocommunisme tel que l'hypothèse s'en dessinait au milieu des années 70, le PCI vit actuellement, non sans quelques tiraillements internes, la grande tentation *social-démocrate*, c'est-à-dire celle du réformisme (que d'ailleurs condamne avec acharnement Moscou).

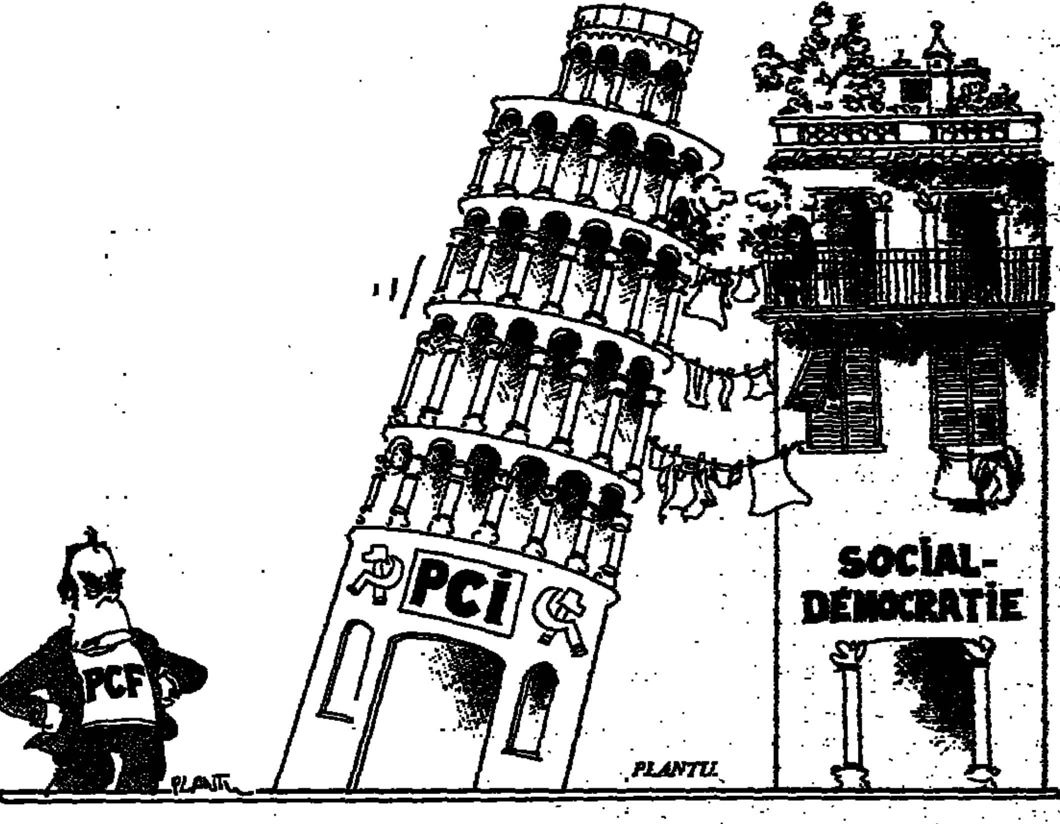
« Un nouvel internationalisme »

La tentation social-démocrate suscite d'entrée de jeu des ambiguïtés de vocabulaire, et l'on voit déjà Kautsky se profiler derrière Lénine. Pour les communistes italiens, la question qui se pose est celle de l'élaboration d'une politique qui tienne compte de l'évolution des sociétés, notamment en matière technologique, de modes de production et de gestion des hommes. Mais il est conscient aussi que cette problématique n'est envisageable que dans un cadre européen.

Depuis plusieurs années, et notamment à la suite de l'échec de la grande lutte chez Fiat en 1979 (« *l'objectif était erroné* », reconnaissent des responsables syndicaux), le PCI ne se situe plus sur une position défensive lorsqu'il s'agit de restructurations industrielles, d'innovations technologiques et de mobilité des travailleurs. Même sur le plan de l'Europe, il sollicite désormais une ouverture plus grande des marchés et une accélération de leur uniformisation. Il insiste, en outre, beaucoup sur une politique financière qui permette une redistribution des ressources mais qui soit aussi favorable aux investissements (légitimant, en somme, le profit industriel).

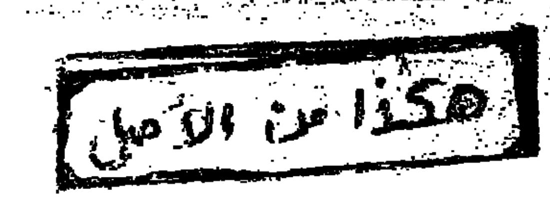
Cette évolution reste sans doute encore trop académique et n'est pas toujours accompagnée de propositions concrètes. Mais il est clair que, s'orientant dans une telle perspective réformiste, le PCI porte un intérêt particulier à la social-démocratie allemande et aux *expériences* scandinaves (alors qu'il est en polémique avec ses anciens amis du Parti travailliste anglais *sur* la question du Marché commun).

Il existe actuellement deux grands thèmes de débat dans le PCI sur le réformisme : la question de la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise ; celle de l'Europe et de l'extension du Marché mais aussi de la « multinationalisation » des entreprises.



Pour M. Napolitano, chef du groupe parlementaire du PCI à la Chambre des députés, le *réformisme est au cœur du problème de la gauche européenne*, et le PCI participe, comme le SPD et d'autres formations politiques qui en font partie, à une recherche idéologique dont les objectifs sont communs. Dans un article publié en février dernier par *Rinascita*, organe théorique du PCI, M. Napolitano affirmait qu'il est nécessaire de faire un effort de concertation au niveau européen, et qu'il convient de passer d'une conception de l'« *internationalisme prolétarien* » à « *un nouvel internationalisme* ». La troisième voie ? Elle consiste, selon M. Napolitano, à « *dépasser des éléments historiquement vieillis ou négatifs tant dans la tradition social-démocrate que dans la tradition communiste* ». Cette « ouverture », dont M. Napolitano est l'un des principaux défenseurs, ne va pas sans susciter des résistances. Non seulement de la minorité pro-soviétique, mais aussi d'autres courants de pensée du PCI, moins prêts que d'autres à tirer un trait sur le patrimoine idéologique. Elle pose en outre un problème épineux : le PCI se dit proche du SPD allemand, mais, en Italie, l'un de ses principaux adversaires n'est autre que le PSI, pourtant allié désigné des communistes pour constituer une alternative de gauche.

PHILIPPE PONS.



Le président du conseil, M. Bettino Craxi (socialiste), est formel :
les élections municipales du dimanche 12 mai « sont si importantes que ni la coalition au pouvoir ni le gouvernement ne pourraient survivre à une défaite ».
En effet, l'enjeu est de taille. Le Parti communiste va-t-il, fût-ce à quelques centièmes de point près, confirmer sa prouesse sans précédent des élections européennes (33,3 %) ?
Cela scellerait avec éclat le « déclin historique » de la Démocratie chrétienne.
Dans la partie capitale qu'il joue, M. Natta a quelques atouts.
Mais la gestion des municipalités communistes
– surtout celle de Rome –
jouera peut-être un plus grand rôle que l'évolution du parti vers la social-démocratie.

Haro sur la « gestion rouge » de Rome !

De notre correspondant

Rome. – Toutes les formations, grandes ou petites (dix-sept au total) qui se présentent aux élections du 12 mai ont leurs idées sur la question : pas une qui n'ait sa recette pour remédier aux maux de Rome dont chacun s'entend pour affirmer qu'elle est devenue une *« ville en folie, invivable, ingouvernable »*. Il est vrai que les Italiens n'aiment pas Rome : vénale, corrompue, indifférente, sans gêne. Les adjectifs péjoratifs ne manquent pas pour la qualifier : *« Si c'était une femme, elle ne serait pas reçue dans les salons »*, écrit un quotidien.

Alors, qui fera de Rome une capitale moderne, fonctionnelle, soucieuse de son patrimoine historique ? Qui trouvera un remède à une circulation infernale, aux problèmes aigus du logement, au mauvais fontionnement endémique des services publics, à commencer par les hôpitaux engorgés de malades jusque dans les couloirs ? Les Romains ont pris leur parti de « se débrouiller » avec une ville qui se bloque lorsqu'il neige, est paralysée par tout cortège de quelque importance et, systématiquement, chaque mercredi par l'audience générale au Vatican.

Depuis neuf ans, Rome est gouvernée par une administration de gauche dans laquelle prédominent communistes et socialistes aux côtés de formations minoritaires comme les républicains et les sociaux démocrates. Fortement majoritaire, (36 % des voix aux élections de 1981), le PCI a déjà donné trois maires à la capitale. L'administration communiste de Rome est, à la veille des élections, la cible de tous les partis qui cherchent sinon à conquérir la mairie du moins à renforcer leur présence au conseil municipal.

La contre-attaque communiste

La Démocratie chrétienne, après neuf ans de quasi-indifférence aux problèmes de la capitale depuis qu'elle en a perdu la gestion, sort de son immobilisme. Le Parti socialiste, qui avec 10 % des voix apparaît surreprésenté au sein de l'administration municipale, ne ménage pas ses critiques au PCI, estimant que celui-ci a été *« trop timide »* dans ses réformes. Point de mire également des adversaires des communistes, la politique culturelle dite de *« l'éphémère »* menée par l'assessorat à la culture dirigée par M. Nicolini. Avec *l'Estade romano* et ses manifestations diverses, il a cherché à recréer une vie collective et à redonner aux citoyens le goût de la fête qu'ils eurent dans la Rome des Papes et de l'Empire.

Ces *« feux d'artifice »*, affirme l'opposition, se sont faits au dépens des périphéries, des musées et de la Rome antique. On accuse en outre le PCI ne pas avoir su exploiter et promouvoir une nouvelle industrialisation de la ville dans le domaine du tertiaire et des technologies de pointe.

Le PCI contre-attaque. Il présente le maire sortant, M. Ugo Vetere, et en seconde position M. Giovanni Berlinguer, frère d'Enrico Berlinguer, sénateur et secrétaire de la Fédération du Latium. Surtout, il fait valoir les priorités auxquelles il a consacré son énergie : en premier lieu, la reprise en main d'une ville laissée à l'abandon par une administration démocrate-chrétienne qui au bout de vingt ans de gestion – elle est tombée en 1976 – a notamment légué à ses successeurs le problème des « borgate », ces banlieues voulues par Mussolini, qui y déplaça une bonne partie du petit peuple du centre. Elles furent par la suite à la fois négligées et victimes d'une spéculation immobilière effrénée. En neuf ans, l'administration communiste a cherché à intégrer ces banlieues à la ville en développant les transports. Elle a mis en place une infrastructure scolaire, a construit un système d'égouts jusqu'alors inexistant. Pour les adversaires du PCI, celui-ci a surtout voulu ainsi se constituer une solide base électorale dans la capitale.

Au lendemain de l'unité de l'Italie, on entassa à Rome Parlement et ministères. La Rome bureaucratique était née. Le fascisme voulut façonner la ville à son image de la « romanité ». Puis, après la guerre, la spéculation immobilière fit le reste. Le résultat fut une nappe urbaine aux contours mal définis. Rome, à la différence des autres villes européennes, n'a pas même une périphérie adaptée à son époque, et son centre historique, asphyxié par les instances du pouvoir qui occupent des édifices autrefois habités, est devenu un labyrinthe impraticable et pollué. On reproche notamment à l'administration communiste d'avoir laissé dans les tiroirs certains projets (parkings, voie de dégagement, etc.).

Un projet colossal

La municipalité de Rome n'en a pas moins mis en chantier un projet colossal : sans doute la plus importante tentative jamais entreprise de restructuration d'une ville par réintégration de son patrimoine archéologique dans la quotidienneté de la vie citadine. Ce projet a soulevé de vives polémiques : il vise en effet la fermeture de la via dei Fori imperiali, voulue par Mussolini pour ses parades, qui coupe en deux la zone des forums entre la piazza Venezia et le Colisée. La fermeture de cette voie, qui contribue à l'engorgement du centre (on estime en effet que 60 % de la circulation qui converge vers le centre ne fait que le traverser pour se rendre vers d'autres destinations), suppose cependant tout un aménagement des artères périphériques permettant précisément d'éviter le cœur de la ville.

Au demeurant, intégrer les périphéries à la ville ne fut pas toujours une tentative couronnée de succès. L'une des grandes lacunes de la politique communiste est l'absence pratiquement totale de promotion de la vie culturelle dans les « borgate ». Cette année, annonce cependant l'assessorat à la culture de Rome, l'*Estate romano* se déroulera aussi en périphérie.

Le grand problème de Rome, patent pour qui y vit et dont tout le monde souffre, est l'absence d'une politique efficace en matière de circulation. Les investissements (221 milliards de lires) semblent avoir été une goutte d'eau dans la mer. Il est vrai qu'on immatricule chaque année à Rome un nombre de voitures supérieur à celui des naissances. La vitesse de la circulation varie entre 10 et 18 km/heure et les dépenses en carburant sont parmi les plus élevées du monde occidental, tant les embouteillages sont inextricables. Une seconde ligne de métro, qui sera ouverte prochainement, devrait permettre de soulager le trafic des autobus, seul moyen de circulation avec la voiture particulière.

Désengorger la ville

La paralysie de Rome est un vieux problème qui tient à la malformation initiale de la ville depuis qu'elle est devenue capitale. Hormis pendant la période fasciste, Rome n'a jamais été véritablement pensée comme une capitale. La réalisation du parc archéologique des Forums, qui est sans doute le projet le plus ambitieux de l'administration communiste, a pour condition un déplacement de Rome vers l'est, où seraient transférés ministères, administrations et sièges des grandes sociétés. Pour le moment, ce grand projet, auquel on prête des vertus thérapeutiques radicales, n'est encore qu'un point rouge sur le plan régulateur de développement de la ville élaboré par la municipalité. Il faudra vingt ans pour le réaliser et quelques 10 000 milliards de lires.

D'ici là ? D'autres projets, moins grandioses, sont encore dans les tiroirs. La pompeuse motion, récemment adoptée par le Parlement sur proposition communiste, « Rome capitale de l'an 2000 », semble en tout cas une de ces nouvelles idées brillantes, séduisantes et prétexte à de grandes envolées futuristes, mais sans grands effets concrets.

En fait, tant que l'État italien ne financera pas sa capitale pour en faire une ville moderne, Rome conservera le charme, parfois pesant à ceux qui y habitent, d'une agglomération de villages, tentaculaire et chaotique, semblant se complaire autant dans ses beautés que dans sa décadence. Rome continue à mener une vie « fin de siècle » avec cent ans de retard. Il lui manque les deux éléments de la ville moderne : la rapidité des déplacements et la diversité des univers et des expériences.

Ph. P.

Un marathon électoral

Quarante-quatre millions d'Italiens sont appelés, dimanche 12 mai, à renouveler les administrations de 15 régions, 86 provinces et 6 567 communes. Au total, 64 074 candidats. Si l'on ajoute quelques référendums à caractère local, la consultation de dimanche tient, pour le citoyen, du marathon électoral. Le ministre de l'intérieur a d'ailleurs exprimé l'espoir que l'électeur ne *« confonde pas tous les bulletins de vote »*.

Lassitude devant la complexité du scrutin ou, plus vraisemblablement, indifférence de plus en plus sensible pour la politique, ou du moins pour la manière dont elle est faite (une phraséologie répétitive qui semble anachronique, compte tenu des vrais problèmes du pays) : en tout cas, le ministère de l'intérieur s'attend à un fort taux d'abstention. Il était de 20 % lors de la dernière consultation. Il est vrai que rarement une campagne électorale tint davantage du pur spectacle : *« On s'embrasse, on s'indigne, on fronce les sourcils, on fait alterner l'ironie et l'invective. Mais tout cela en fonction d'un code qui ne passionne que ceux qui le pratiquent et qui seuls sont capables de le déchiffrer »*, écrit, désabusé, *la Repubblica*.

Les Italiens votent pour renouveler les administrations locales mais, pour les partis, l'enjeu est *la nouvelle donne* politique qui va sortir des urnes, et chacun est prêt à exploiter au maximum le plus infime déplacement des voix.

Principale force d'opposition, ayant dépassé de peu la Démocratie chrétienne aux élections européennes, le PCI de M. Natta affronte sa première épreuve électorale depuis la disparition de M. Berlinguer, dont la mort en pleine campagne électorale avait profondément marqué la consultation européenne du mois de juin.

Le PCI confirmera-t-il le *« sorpasso »* (le « dépassement » de la DC) ? Même s'il maintient sa faible avance sur la DC, le PCI n'a guère d'espoir pour autant de sortir de sa situation d'opposant. En revanche, s'il régresse, il risque d'être victime de la stratégie des socialistes, prêts à exploiter le moindre écart de point de progression pour opérer un renversement des alliances, abandonnant les communistes pour s'allier aux démocrates-chrétiens dans les municipalités. Rome, Turin et Florence pourraient ainsi cesser d'être des « villes rouges ».

Ph. P.

Suède

Lock-out pour 80 000 fonctionnaires

De notre correspondant

Stockholm. – Les conflits sociaux sont rares en Suède, mais, lorsqu'ils éclatent, ils prennent des proportions spectaculaires. Pour répliquer à la grève de vingt mille employés de l'État, déclenchée le 2 mai par TCO-S, l'un des six syndicats du secteur public, l'Office des employeurs de la fonction publique a lock-outé, à partir de ce samedi 11 mai, environ quatre-vingt mille fonctionnaires. Une mesure « choc » qui touche cinquante-cinq mille enseignants du primaire et du secondaire et vingt-cinq mille agents dans une centaine d'administrations nationales et régionales. Le patronat, qui collabore étroitement avec le gouvernement, compte ainsi tarir rapidement les caisses de grève du syndicat et imposer un règlement.

Les trois médiateurs nommés tardivement par le ministre du travail ont échoué dans leur mission. Leurs dernières propositions, présentées dans la nuit du 10 au 11 mai, portaient principalement sur un relèvement supplémentaire de 0,7 % des rémunérations des fonctionnaires au 1er décembre 1985. Le syndicat, lui, réclamait pour ses quelque trois cent mille membres 3,1 %, représentant la différence entre les hausses de salaires accordées dans le secteur privé et dans le secteur public l'année dernière. Les employeurs étaient disposés à accepter le compromis proposé par la commission de médiation, mais le syndicat l'a carrément rejeté.

Le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme est partiellement responsable de ce conflit. Il avait, en effet, accepté que les conventions collectives des fonctionnaires signées pour 1984 et 1985 comportent une clause spéciale permettant au syndicat de demander une renégociation des salaires si d'autres catégories de personnel, dans le privé, obtenaient des augmentations supérieures. Le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, pensait sans doute secrètement que TCO-S allait fermer les yeux cette année sur ce paragraphe, afin de ne pas compromettre la politique économique du gouvernement, qui vise notamment à ramener l'inflation à 3 %. Mais les dirigeants du syndicat, pourtant sociaux-démocrates eux aussi, estiment qu'ils doivent d'abord être solidaires de leurs membres et qu'ils n'ont aucune responsabilité devant le pouvoir.

Le gouvernement écarte, pour le moment, tout recours à une loi d'exception imposant la reprise du travail. *« Elle porterait atteinte au droit de négociation, de grève et de lock-out des partenaires sociaux. Il est préférable que les organisations syndicales et patronales règlent le conflit eux-mêmes »*, a déclaré M. Palme. Le conflit en cours paralyse toujours le trafic aérien, et tous les ports de la Baltique, à l'exception de Landskrona, sont fermés au commerce maritime en raison de la grève du personnel douanier. Le trafic ferroviaire de marchandises a toutefois repris normalement, la grève dans ce secteur ayant été limitée à une semaine. L'industrie et le commerce extérieur ne sont donc pas, pour l'heure, gravement touchés par les arrêts de travail et les lock-outs. C'est probablement pourquoi le gouvernement reste ferme et semble se préparer à un conflit de longue durée.

ALAIN DEBOVE.

Inde

Terreur sikh à New-Delhi

(Suite de la première page.)

La situation s'est embrouillée. Les journaux annoncent un jour que des négociations sont en vue, le lendemain une aggravation subite dans les relations entre, d'une part, les différentes factions de l'Akali Dal et, d'autre part, entre celles-ci et le pouvoir.

Ainsi a-t-on assisté, avec quelque surprise, à l'ascension de M. Joginger Singh, le père septuagénaire de Salt Jarnail Singh Bhindrawale, le jeune dirigeant extrémiste tué au cours de la prise du Temple d'or. Ce fut, pour les uns, une nouvelle de mauvaise augure, pour d'autres, au contraire, l'annonce d'une unification de l'Akali Dal ; les différents groupes se sont en effet dissous puis ressoudés derrière M. Joginger Singh.

Momentanément désorganisés à la suite de l'action contre le Temple d'or, les éléments extrémistes sikh se seraient aujourd'hui regroupés. Ils sont pour la plupart jeunes et maintenant bien organisés. Gênés par l'important dispositif militaire et policier en place au Pendjab, ils ont élargi leur champ d'opérations ; de préférence là – telle la capitale New-Delhi – où l'on trouve une population sikh suffisamment nombreuse pour qu'ils puissent s'y fondre... La stratégie des extrémistes vise ainsi à saboter tout espoir de compromis avec le gouvernement. En effet, selon les thèses les plus radicales, c'est de la haine, attisée par les actions et les réactions des diverses communautés, que devrait naître la *« nation sikh indépendante »*...

(Intérim.)

Les suites de la rébellion d'Amritsar

Les extrémistes fondamentalistes sikhs ont multiplié, depuis 1982, les attentats dans cet État du nord-ouest de l'Inde, pour y imposer la création d'un « pouvoir sikh », voire d'une nation indépendante, le « Khalistan ». En 1984, le gouvernement central, qui n'était pas parvenu à venir à bout de la rébellion d'un groupe d'extrémistes conduit par S.J.S. Bhindrawale retranchés dans le Temple d'or d'Amritsar, fit investir ce sanctuaire de la religion sikh par l'armée. Le dirigeant extrémiste et plusieurs de ses lieutenants furent tués dans l'opération, qui causa quelque six cents morts et laissa un profond ressentiment dans la communauté sikh. Le 31 octobre, le premier ministre, Indira Gandhi, était assassinée par des membres sikhs de son service de sécurité. Des affrontements entre hindous et sikhs s'ensuivirent dans l'agglomération de Delhi, qui firent plus d'un millier de victimes.

Depuis son accession au pouvoir, M. Rajiv Gandhi a pris un certain nombre de mesures pour désamorcer la crise sikh, mais il ne peut que difficilement y parvenir sans l'appui du principal parti sikh (l'Akali dal) – autonomiste, religieux et de nouveau débordé par de jeunes nationalistes jusqu'au-boutistes. Plusieurs personnalités politiques hostiles à l'indépendance du Pendjab avaient été, ces dernières semaines, victimes du regain du terrorisme sikh, sans doute relancé aussi par la rumeur d'un prochain procès des assassins d'Indira Gandhi.

Communauté majoritaire du Pendjab, les sikhs comptent environ 16 millions, la population totale de l'Inde étant estimée à 760 millions d'habitants.

Étranger

ESPAGNE

Le « pueblo blanco » culturel des Arabes

Dans le grand effort pour rapprocher le monde arabe de l'Occident, l'Espagne est une médiatrice désignée par l'histoire. Le dernier roi arabe d'Andalousie, qui pleura quand il en fut chassé, va avoir bientôt motif à se consoler.

Correspondance

Carmona. – Comment sauter de l'an mil à l'an 2000 pour intégrer la *medersa* arabe du Moyen Age – école, centre de culture et lieu de vie – dans une structure *universitaire à imaginer* qui serait celle du vingt et unième siècle ? Comment créer la première université euro-arabe des temps modernes depuis celles qui virent jadis le jour à Tolède et à Cordoue et apportèrent une contribution majeure à la Renaissance ? Comment recréer des points de convergence entre les deux rives de la Méditerranée pour renouer le dialogue culturel et *faire fleurir* de nouvelles « *Andalousies* », selon l'expression de Jacques Berque dans sa leçon de clôture (1) au Collège de France ?

C'est pour réaliser ce rêve que, du 2 au 4 mai, à l'invitation de la *Fondation arabo-espagnole* Pascual de Gayangos, du nom d'un éminent orientaliste espagnol du dix-neuvième siècle, s'est réuni un Conseil international formé de quelques-uns des meilleurs arabisants du monde dont des chefs des départements des études arabes et islamiques de grandes universités d'Europe, des Etats-Unis et du monde arabe, notamment, MM. Pedro Martinez Montaves (Madrid), *Jacinto Boch Vila* (*Grenade*), Mohamed Arkoun (Paris-III), Michael Hudson (Georgetown), Charles Beckingham (Londres), Josef Van Ess (Tübingen), Mohamed Abdel-Hadi Abouridah (Koweït) ainsi *que Giovanni Dotoli* (Bari), coordonnateur de la Communauté des universités européennes, Abdelwahab Bayati, poète irakien, Abdelaziz Kacem, directeur de la Bibliothèque nationale de Tunis...

Le projet a vu le jour autour d'un patio du *palais des comtes* de Rueda, demeure seigneuriale du dix-septième siècle, à Carmona. Dominant la plaine à perte de vue et contrôlant, depuis les Ibères, la route stratégique qui *relie* Cordoue à Séville, *toute proche*, cette ville, riche en vestiges, siège d'un ancien royaume arabe, fait partie de ces « pueblos blancos » d'une somptueuse simplicité qui, avec la fraîcheur ombrée des ruelles *contrastant avec* le blanc mat des maisons peintes à la chaux et la brique des églises et des palais de la reconquête, font le charme de l'Espagne du Sud. L'Espagne – et tout particulièrement l'Andalousie – *qui a été pendant des siè*cles un carrefour de civilisations et qui s'apprête à entrer dans le Marché commun, avait vocation à redevenir un trait d'union entre l'Europe et le monde arabe, ce qu'a *d'ailleurs confirmé* une récente résolution des instances européennes.

Une solution originale

Question préalable : pourquoi les projets de création d'une université euro-arabe qui ont foisonné depuis une dizaine d'années sont-ils mort-nés ? Sans doute parce qu'ils ont été conçus de façon classique et sans imagination : un siège *unique*, *un cadre multidisciplinaire comportant* plusieurs chaires et départements, une hiérarchie et d'importants services administratifs. Trop lourds, trop chers, ces plans n'ont guère dépassé le stade des études et dorment toujours dans les cartons. Quant à la possibilité – également envisagée – de n'enseigner qu'une seule discipline, elle avait l'inconvénient de l'arbitraire sans l'avantage de l'économie. Pour surmonter ces deux obstacles, il *fallait oser ce paradoxe : imaginer* une université sans professeurs mais garantissant un enseignement assuré par les meilleurs spécialistes du monde. Etait-ce la quadrature du cercle ?

Président de ce *conseil international*, Mohamed Aziza, diplomate, écrivain et initiateur du premier roman télématique euro-arabe (*le Monde* daté 25-26 novembre 1984), a proposé une formule *inédite* et *originale*. Elle allie le principe de la coopérative, hérité de l'Antiquité, à celui de la révolution informatique, symbole du futur, qui a un effet démultiplicateur parce qu'elle met en relation *et associe différentes* composantes. Solution d'avenir ? Ceux qui ont participé à l'enrichissement du projet de base en sont persuadés.

Le Conseil international a conçu une structure *globale* : le *Centre universitaire* euro-arabe, qui comprendra quatre institutions ayant des vocations différentes mais complémentaires. Premièrement, un institut des hautes études euro-arabes pourrait voir le jour à Grenade. Il existera – et c'est là sa première nouveauté – par la volonté des universités d'Europe, des Amériques et du monde arabe qui le voudront puisque ce sont elles qui assureront le *cycle d'enseignement* en envoyant des professeurs traiter les sous-thèmes du thème général retenu. Douze universités – cinq arabes, cinq européennes, une latino-américaine et une nord-américaine – assurant *chacune deux semaines* de cours, permettraient de couvrir une année universitaire.

A titre d'exemple, le thème de la littérature favoriserait l'étude des influences du monde arabe sur l'Europe et *vice versa*. Dans ce cadre, on peut imaginer des *sous-thèmes concernant* les *rapports* entre l'œuvre de Dante et celle d'Al Maarri, les sources arabes chez Gœthe, les relations entre le roman picaresque et les Maqamât (les séances), genre littéraire donnant lieu à des récits plaisants, scabreux ou édifiants, etc. L'interdisciplinarité serait, elle – et c'est une autre nouveauté – étalée dans le temps : en effet, les thèmes *choisis* intéresseront successivement divers domaines (histoire, philosophie, économie, sciences politiques, arts...), de sorte que les universités ayant des spécialités différentes puissent, à tour de rôle, être *associées au projet*.

La vocation de Cordoue

Comment éviter que ce lieu de rencontre trilatéral euro-arabo-américain ne devienne une tour de Babel ? D'abord, les étudiants devront posséder deux des quatre langues *officielles qui sont* l'espagnol, l'arabe, le français et l'anglais.

En outre, l'ALECSO, l'UNESCO arabe, mettrait à la disposition de l'Institut, pour la durée de l'année universitaire, des interprètes stagiaires ayant terminé leur scolarité à l'Ecole arabe d'interprétariat qu'elle doit créer incessamment à Alger.

Deuxième institution : un Collège arabo-américain – à Séville ? – sera ouvert en priorité aux membres de la diaspora arabe *dans* les *Amériques* qui veulent renouer avec leurs racines. Selon M. Rodrigo Carazo, ancien président de la République du Costa-Rica et recteur de l'université pour la paix des Nations unies, douze millions d'Arabes d'origine musulmane, sans parler des chrétiens, vivent en Amérique latine et plusieurs millions d'autres sont installés aux Etats-Unis et au Canada. Ce collège assurera *donc* une initiation à l'histoire et à la civilisation arabes et des cours de langue arabe lors de stages de trois, six ou neuf mois.

Troisièmement, un Institut culturel euro-arabe que Cordoue pourrait accueillir en raison de ses traditions. Sa vocation sera principalement de permettre à des créateurs arabes et européens de travailler ensemble dans des ateliers d'architecture, d'artisanat, de musique comparée, de peinture... Enfin, un Centre de recherche euro-arabe, dont le siège serait situé à Madrid pour des raisons de commodité. Il proposera à des universités et à des centres de recherche arabes et *européens* ou américains, un programme d'investigations à effectuer en commun. Parmi les premiers thèmes proposés figurent : « Tradition et modernité » et « La politique arabe de l'*Europe* et *la politique* européenne des Arabes ». Le *résultat* de ces études donnerait lieu à une publication et, éventuellement, à une lecture comparée des deux visions par un centre ou une université appartenant à une autre aire géo-culturelle, comme *le Japon*.

Un projet de cette ampleur, *bien qu'il évite* les *structures* lourdes, pouvait-il être mené à bien par une fondation privée disposant, au demeurant, de moyens d'évidence modestes ? Le gouvernement de la province d'Andalousie en a pris conscience et c'est pourquoi il a *tenu* à *recevoir* le Conseil *international* devant lequel il s'est engagé à examiner le projet avec l'intention de tout mettre en œuvre pour favoriser sa réalisation. *Dans un premier temps*, *M.* Antonio Pascual Acosta, directeur général des universités, a pour mission de réunir les représentants de plusieurs universités espagnoles dont les cinq d'Andalousie, pour examiner en commun les possibilités de structures d'accueil et de fonctionnement qu'elles peuvent mettre à la disposition du Centre universitaire euro-arabe.

Ce centre devant bénéficier de subventions régionales, internationales et privées (mécénat), les autorités andalouses inviteraient, dans *un deuxième temps*, le Conseil international et les responsables universitaires afin qu'ils mettent au point le plan de concrétisation définitif de ce projet qui, tout comme l'Institut du monde arabe à Paris, est à bien des égards une aventure sans précédent.

PAUL BALTA.

(1) *Andalousies*, Ed. Sindbad, Paris, 1981.

SERGUEI

NIGER

Le grand fleuve à sec ?

L'eau et l'argent. L'argent et l'eau. Comme tant de pays de l'Afrique sub-saharienne, le Niger jongle avec les deux mots qui résument son malheur. Ce pays de six millions d'habitants manque cruellement de ressources, et le service de sa dette extérieure augmentera au moins jusqu'en 1988. Quant à la sécheresse, nul n'en prévoit la fin. Restent l'aide étrangère, l'ingéniosité et le courage.

De notre envoyé spécial

Niamey. – Le mot d'ordre est venu d'en haut, de tout en haut. Le général Seyni Kountché, président du Niger, a demandé à son peuple de cultiver des tomates et des céréales dans le désert. Le président désire mobiliser des habitants frappés par la sécheresse. C'était il y a quelques mois, au cours de l'automne 1984.

C'était un défi. Il s'agissait, et il s'agit toujours, de fixer un peuple habitué à cultiver seulement trois mois par an sa terre, d'enraciner au maximum les nomades peuls et touaregs (plus d'un million de personnes, soit 20 % de la population). Un défi avec trois idées forces : rendre courage aux Nigériens, les conduire à modifier leurs comportements et leur donner des raisons de ne pas venir grossir les villes.

Sans doute est-il trop tôt pour dire si cette révolution tient du feu de paille ou sera durable. Il reste que le Niger, progressivement, se parsème de petits jardins. *Quelque 25 hectares de culture maraîchère sont apparus* près de Say, à une soixantaine de kilomètres de Niamey. Quarante agriculteurs y travaillent et nourrissent ainsi leurs familles.

Des enclos, où poussent le manioc, le blé tendre, le maïs, les pommes de terre, mais aussi des salades, des tomates et des haricots, ont surgi le long du fleuve Niger et à proximité des mares, s'ajoutant aux cultures tenues traditionnellement par les Burkinabé (habitants du Burkina). A Niamey même et dans ses faubourgs, des habitants ont créé spontanément des potagers. *Tomates* et salades bénéficient de l'eau tirée toute la nuit des cinquante puits forés en 1984.

Le président Kountché a voulu que l'ensemble du pays soit concerné. Six cents tonnes de semence – offertes par la France – ont donc été réparties dans les sept régions du Niger. Chaque « jardinier » reçoit une ration de mil quotidienne en échange de son travail. Une nouvelle agriculture est en train de naître, qui prend à rebrousse-poil des habitudes, des traditions. *Une agriculture ordonnée d'en haut* – la *grande affaire* du régime – et reprise, amplifiée par des Nigériens apprentis-jardiniers.

A coup sûr, le miracle est précaire. Personne ne sait au juste combien d'hectares sont cultivés. Personne ne sait combien ces « *cultures de contre-saison* » *mobilisent* de nomades ruinés par la sécheresse. Tout au plus estime-t-on que deux cent à trois cent mille nomades et paysans n'attendent plus, désorientés, les mains dans les poches, l'aide *alimentaire internationale*, mais s'efforcent de vivre grâce à leur production.

Il y avait urgence. Le désert avance. Pis, l'un des plus grands fleuves du monde, le Niger, se meurt doucement face à Niamey. Ce fleuve-roi, parfois *si puissant*, agonise sous l'effet d'une décrue exceptionnelle. Une décrue maligne, qui touche les eaux nourricières d'une population d'environ trois cent mille habitants, et promet de s'aggraver. « *Nous savons que le débit sera le plus faible jamais enregistré depuis 1922, début des observations régulières* », déclare M. Bagnan Beïdou, directeur des ressources en eau. Et c'est peu dire. En l'absence de précipitations en mai (début de la saison des pluies), les prévisions des experts *nigériens* et français indiquent que le débit du fleuve sera nul le 31 mai.

« Inventer l'eau »

Le Niger à sec ? Le Niger à l'image d'une Afrique asséchée, pauvre d'espoir et affaiblie par le destin ? Qui sait ? Déjà de maigres troupeaux se moquent du fleuve mourant et le traversent tranquillement. L'herbe a recouvert l'un de ses bras devant Niamey, de larges et profondes rides aqueuses composent l'autre... Le Niger est *devenu un fleuve-flaques*, avec 7 m^3/seconde de débit. Les puits, à 5 kilomètres de la capitale, n'offrent plus que de la vase. Et quelques pluies lourdes mais brèves – appelées « pluies des *mangues* » – *ne sauraient seules* rendre optimiste.

L'eau. Ce seul mot résume une *grande partie* des *malheurs* du Niger. Et avec lui de l'Éthiopie et du Soudan, en direction de la Corne de l'Afrique, du Tchad, voisin du Niger, du Mali et de la Mauritanie à l'ouest, et de l'Afrique australe. *L'eau, parce qu*'elle manque, parce qu'elle se retire et parce qu'il faut tout de même l'« inventer » pour survivre.

L'inventer ? C'est possible. Le programme d'urgence, achevé le 15 décembre 1984 au Niger, le prouve. Un programme à vous réconcilier – *si jamais suspicion il* y eut – avec la Coopération française et son Fonds d'aide et de coopération (FAC). Car le projet n° 118/CD/84, mis en œuvre en mai, à la demande du Niger, ne s'est pas ensablé. La bureaucratie et ses lenteurs n'en ont pas eu raison. *Bref*, en *quelques mois*, cinquante puits ont surgi dans les quartiers périphériques de Niamey.

Un rapport conclut brièvement : « *Ce programme a permis d'apporter à près de trente mille personnes une eau potable à pérennité garantie et à qualité chimique et bactériologique contrôlée périodiquement. Voilà une sorte de miracle pour une population trop souvent fragilisée par l'eau polluée et souillée de vieux puits.* » A Yantala et Talladjé, faubourgs de la capitale, sept pompes sont actionnées par des Nigériennes, vestales d'un *nouveau genre*. De gros barils en fer recueillent jour et nuit l'eau « inventée », puisée à 45 mètres sous la terre et le sable.

Les ingénieurs du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ont dirigé, avec des compagnies françaises et nigériennes, cinquante-trois forages dont cinquante sont exploitables. Chaque puits aura coûté – tout compris – entre 65 000 et 100 000 francs selon les difficultés rencontrées. C'est bien. Très bien même. Il faut avoir vu les habitants des quartiers populaires *concernés applaudir* (spontanément) MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Christian Nucci, *ministre du développement* et de la coopération, au cours d'une récente visite.

Il n'empêche. L'eau manque encore. Le Niger souhaite pour sa capitale cinquante autres puits qui ne seront pas de trop. Chacun ne peut approvisionner plus de mille personnes.

L'eau manque, toujours. Les récoltes de *1984*, on le sait, ne permettront pas de faire la « soudure ». Avec 1,250 *million* de tonnes de mil, ce sont 350 000 tonnes qui manquent à l'appel. Un déficit considérable, que l'aide internationale devrait combler à hauteur de 240 000 tonnes. *Malheureusement*, le Niger est un pays enclavé. Les céréales offertes doivent transiter par les ports de Cotonou (Bénin) ou Lomé (Togo) et de là être convoyées par la route.

Des dollars pour vivre

Sur les 240 000 tonnes promises, 36 000 tonnes seulement sont arrivées pour l'instant. La CEE s'est engagée à fournir 85 000 tonnes, la France, 25 000 tonnes supplémentaires et les Etats-Unis 100 000 tonnes. *Le* cadeau de Washington – les Etats-Unis sont de plus en plus présents au Niger – n'a pas encore été livré, mais M. Georges Bush, vice-président, a déclaré lors de son passage à Niamey, en mars, qu'il s'attachait à régler les problèmes administratifs qui subsistaient.

Un Fonds spécial pour l'Afrique, créé au début de l'année, devrait être une nouvelle arme contre la disette. La France, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, les pays scandinaves, le Royaume-*Uni*, la RFA et divers pays du Proche-*Orient ont déjà réuni* 1,2 milliard de dollars pour financer des projets destinés à lutter contre la sécheresse, la malnutrition et parfois la famine.

Des dollars pour manger. Des dollars pour boire. Des dollars pour vivre. Mais vite alors ! « *Les pays africains ne peuvent pas attendre* », souligne M. Bérégovoy, qui ne rate pas une occasion de rappeler que M. Mitterrand fut, en *1983*, le promoteur de ce *Fonds spécial destiné à* l'Afrique sub-saharienne, où plus de 100 millions d'hommes ne mangent plus à leur faim et où les taux de mortalité progressent. « *Dès maintenant, des crédits peuvent être ouverts*, précise-t-il. *Il faut que les pays concernés proposent des programmes à financer.* »

Des dollars qui « nourriront » le Niger pendant que d'autres dollars devraient quitter ses caisses pour régler sa dette extérieure. Une dette dont le tiers est libellé en dollars. Une dette dont les intérêts ont absorbés, en 1983-1984, 24 % des recettes d'exportation et 42 % des recettes *totales de l'Etat*.

Infortuné Niger ! Son agriculture est secouée, malmenée, contrariée. Sa seule richesse – l'uranium – a perdu plus de 20 % de sa valeur sur le marché. Bref, « *le développement fout le camp* ». « *C'est dramatique*, confie un expert international. *Aucune raison d'être optimiste ne peut être retenue, et la sécheresse va durer. On a beau analyser tous les paramètres économiques, climatologiques, le Niger paraît coincé.* » Il lui reste sa discipline et – qualité rare – son courage.

LAURENT GREILSAMER.

GRANDE-BRETAGNE

La guerre du jeudi

Manœuvre navale de l'OTAN ou jeu électronique pour adultes de tempérament ludique ? Quand on s'embarque à bord d'un navire de la Royal Navy, on voit plus d'écrans et de lignes fluorescentes que de vagues...

De notre envoyé spécial

Portland. — Chaque semaine, au large des côtes du Dorset, c'est le branle-bas de combat : bataille navale... Presque un jeu, en effet, que cet exercice hebdomadaire dans la Manche : la « guerre du jeudi » (Thursday War) comme l'appelle la Royal Navy.

La presqu'île de Portland, dont le rocher fortifié se donne des airs de Gibraltar, est un centre d'essais et d'entraînement pour les nouveaux navires ou ceux qui viennent d'être rénovés et modernisés. Chaque jeudi, les équipages de ces bâtiments subissent une sorte d'examen au cours duquel les connaissances et l'expérience acquises les jours précédents sont mises en pratique et vérifiées à l'épreuve du feu, réel ou simulé, d'autres unités qui jouent le rôle de l'ennemi.

Mais ce jeudi-là on va faire les choses encore mieux que d'habitude, car la base de Portland accueille une escadre de l'OTAN, la Force nouvelle permanente de l'Atlantique (FNPA), qui vient, une fois de plus, mesurer les capacités d'intégration de la Royal Navy au sein de l'organisation, comme elle le fait régulièrement avec les autres marines alliées. Il s'agit d'une formation unique en son genre puisqu'elle constitue une force multinationale *« de déploiement rapide »* battant pavillon de l'OTAN et dont les éléments sont détachés, pour des rotations plus ou moins longues, par les différents pays membres de la zone atlantique. Actuellement huit nations sont représentées : Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal, RFA et Etats-Unis.

Commandée à tour de rôle (pendant douze mois) par un officier général de l'un de ces pays, la FNPA a pour mission de se tenir *« prête à intervenir »* immédiatement en cas de crise et à former le « noyau » autour duquel, en cas de conflit généralisé, seront rassemblées toutes les forces navales disponibles de l'OTAN, soit près de cinq cents bâtiments.

Bien que la France se situe en marge de l'organisation militaire du pacte atlantique, la FNPA entretient de fréquents contacts avec la marine nationale et, après l'escale de Portland, devait se rendre à Lorient pour participer à des manœuvres conjointes.

— *Mercredi, 19 h 30.* L'escadre est au mouillage dans la rade de Portland. A bord du navire amiral, en l'occurrence une frégate britannique, le *HMS Brilliant*, c'est l'heure du sherry dans la cabine du « commodore » (vice-amiral) Bruce A. Richardson, de la Royal Navy, qui vient de succéder, en avril, à un collègue allemand à la tête de la FNPA. Il a à peine le temps de nous expliquer ses fonctions qu'un matelot vient interrompre la conversation pour masquer le hublot. « Black out ». La guerre du jeudi peut commencer la veille au soir. Des « plongeurs non identifiés » sont signalés dans les parages. De la passerelle, on distingue dans la nuit les évolutions d'un hélicoptère et de plusieurs dinghies chargés d'hommes-grenouilles qui devront repérer les intrus.

Un vieux truc

Pour tenter de détourner ceux-ci, qu'on soupçonne de vouloir placer des charges explosives contre la coque de l'une des unités, on met en marche les sonars. Un vieux truc : le bruit que font ces appareils de détection sous-marine perturbe les sens de quiconque se trouve en plongée à proximité. Dans cet exercice, l'adversaire est qualifié de « terroriste », ce qui laisse entendre que l'attaque peut survenir en temps de guerre comme en temps de paix. Alors que des installations et des militaires de l'OTAN ont été récemment la cible de divers attentats, l'alerte de cette nuit n'est pas aussi imaginaire qu'elle le paraît.

Autre réalité : la flotte alliée doit parfois faire face à des manifestations pacifistes. Quelques heures plus tôt, des militants antinucléaires, à bord d'un canot, se sont approchés de l'un des navires pour protester contre la politique de l'OTAN et, notamment, l'installation d'euromissiles en Grande-Bretagne. L'incident s'est soldé par une riposte brève et spontanée de la part de quelques marins, à coup d'œufs et de pommes de terre, tir non prévu dans les manuels et auquel le commandement a eu tôt fait de mettre fin.

— *Jeudi, 7 h 30.* Appareillage. Les huit frégates et destroyers de la FNPA, auxquels se sont jointes deux unités de la Royal Navy, quittent l'abri des jetées de Portland, cap au sud, vers un secteur de la Manche où doivent patrouiller des « éléments adverses » censés avoir organisé un dispositif de blocus de la base. *« Comme toujours, l'ennemi est « pudiquement » appelé « force orange »*, précise le commodore Richardson, qui sait mieux que personne ce que peuvent dissimuler les mots, lui qui a été « prié » de quitter Moscou — où il était attaché militaire — lors de l'un des fréquents et nombreux échanges de mauvais procédés diplomatiques entre l'URSS et le Royaume-Uni. Il ajoute que la « force orange » est représentée par un sous-marin (conventionnel) de la Navy et deux frégates de son escadre qui vont, un moment, changer de camp pour les besoins du simulacre.

Sur ce point, on n'est pas loin des jeux guerriers de notre enfance : *« Alors tu serais le méchant... »* Mais la fiction est très relative, car le commandant de la « force bleue » n'écarte pas, aujourd'hui comme souvent dans ces eaux, la présence d'un « chalutier » bel et bien soviétique.

8 heures. La tête du convoi signale que l'on entre dans une zone densément minée.

Vitesse réduite à 13 nœuds (environ 25 km/h). Un chenal, très sinueux, est trouvé. Les navires louvoient avec une extrême circonspection entre les « mines ». Celles-ci sont imaginaires mais le capitaine du *Brilliant* sourit en indiquant que la manœuvre n'en est pas moins délicate puisque la largeur de la passe n'excède pas 200 mètres pour des bâtiments longs de 130 mètres et plus. A la « barre » — désormais réduite aux dimensions d'un minuscule guidon, — le timonier semble marcher sur des œufs. Autour de lui, plus un mot. Aucun droit à l'erreur.

8 h 20. Le danger écarté, le convoi reprend sa vitesse de croisière : 24 nœuds. Mais le répit est de courte durée. « Yellow » (jaune). Nouvelle alerte : une attaque aérienne est annoncée comme « probable ». Elle ne tarde pas à devenir « rouge », c'est-à-dire « imminente ». Deux avions ont été repérés à une trentaine de kilomètres. Deux minutes plus tard, un officier peut pointer un doigt infaillible vers la ligne d'horizon pour nous montrer deux appareils émergeant de la brume, au ras des vagues. Par de brusques virages, ils cherchent encore à échapper aux radars des lance-missiles ; les grosses boîtes de ces derniers suivent par mouvements saccadés les évolutions de l'agresseur.

Deux ponts en dessous, dans la salle des opérations plongée dans l'obscurité, deux hommes ont l'œil rivé sur un écran de télévision dans l'encadrement duquel vient de s'inscrire la silhouette de l'un des avions. Entre leurs mains : un tout petit levier avec lequel ils devraient pouvoir guider un missile Sea-Wolf vers l'objectif. Mais il n'y aura pas de tir réel, trop coûteux. L'un des avantages de l'électronique est d'autoriser toutes les simulations avec une assez grande économie de moyens.

FRANCHINI

L'existence de deux canons de 40 mm à bord du *Brilliant* paraît presque incongrue. Au passage des avions, ils vont ouvrir le feu. Coups assourdissants mais qui semblent de toute façon dérisoires quand bien même ne seraient-ils pas « à blanc ». Là, il s'agit peut-être davantage de créer l'ambiance pour mettre en condition l'ensemble des servants du navire.

Au détriment des hommes du *Scylla* qui escortait l'escadre, le capitaine Woodward, ordonnateur de l'exercice, fort de ses pouvoirs quasi divins a ordonné à l'un des aviateurs d'annoncer par radio à ce navire qu'il venait de recevoir une charge chimique (fictive). Du commandant au matelot, tout le monde a dû enfiler en catastrophe les combinaisons étanches. Puis le capitaine Woodward a fait larguer une grenade d'exercice. Tout le bâtiment a été secoué par la déflagration. Ce diable de metteur en scène était incognito à bord pour observer l'effet produit. *« Avec des complices, j'ai placé des fumigènes en divers endroits. Eh bien, je peux vous dire que j'ai lu, à travers les masques à oxygène, des regards vraiment inquiets ».*

Attaque aérienne

En plus des manœuvres de défense qu'elle impose, la démonstration des pilotes de chasse contribue largement à la création du climat de tension recherché.

10 h 15. Les avions continuent d'attaquer l'escadre sans relâche. Les pilotes rivalisent de prouesses, approchant leur cible à quelques mètres seulement au-dessus de l'eau. *« Au-dessous du niveau de notre mât »*, précise avec admiration l'un des officiers qui sait ce que l'expression « attaque à basse altitude » veut dire. Il était aux Malouines en 1982. Le *Brilliant* s'y trouvait aussi un an après sa mise en service.

Est-ce une des conséquences du vent de privatisation que fait souffler Mme Thatcher ? Les « as » qui nous attaquent sont des civils. Certes ce sont des anciens de la RAF, mais ils appartiennent à une compagnie privée comme leurs vieux Hunter — qui datent du début des années 50. Ces ancêtres ont encore de beaux restes. Ils contraignent le *Brilliant* et les autres navires à tenter des manœuvres d'évitement. Violentes embardées — il faut se tenir fermement au bastingage, alors que la Manche n'a pas une ride — et changements d'allure incessants. Les fortes accélérations dont est capable le *Brilliant* avec ses turbines Olympus (celles qui équipent Concorde) font merveille. Un tel ballet, quand les navires sont très proches les uns des autres, réclame une savante coordination. Une collision en pareil cas est vite arrivée. Pour des bâtiments de diverses origines les liaisons ne sont pas toujours faciles car il existe trois systèmes de communication différents au sein des flottes de l'OTAN. A ce sujet, le commodore Richardson ne peut que déplorer à demi-mot les lenteurs de la standardisation des équipements. Pour cette raison et aussi parce qu'il faut savoir faire silence pour ne pas être entendu de l'ennemi, on a toujours recours, sur ces destroyers de l'an 2000, aux bons vieux signaux lumineux voire aux fanions du temps de la marine en bois.

11 heures. Après une phase de « combat électronique » où l'on s'est livré avec la force « orange » à un assaut complexe fait de multiples brouillages et contre-mesures, le submersible « hostile » a été détecté par les hélicoptères embarqués qui sont devenus pour les navires modernes une arme essentielle parce que polyvalente et à très longue portée.

La « guerre du jeudi » est déjà terminée. Elle a été spectaculaire, mais pas dans ses moments les plus importants car ils se sont passés dans le secret des ordinateurs sous le contrôle d'officiers-ingénieurs, enfermés dans une pièce sombre et penchés devant des écrans sur la vitre desquels ils ont dessiné au crayon-feutre leur bataille navale. Cette guerre à grande distance a été très brève comme le sera vraisemblablement tout véritable conflit où l'OTAN pourrait être engagée. Le commodore Richardson ne manque pas de le rappeler sur la route du retour à la base : *« L'affrontement auquel nous nous préparons, s'il se produit un jour, pourrait se décider en quelques heures, sinon quelques minutes... »*

FRANCIS CORNU.



ISRAËL

L'étrange pâque des Samaritains

Riche en petites sectes, Israël en possède une plus surprenante que les autres. Les cinq cent soixante Samaritains survivants d'une étrange scission du judaïsme se partagent encore entre citoyens de l'Etat juif et sujets du roi Hussein sous statut d'occupation.

De notre correspondant

Naplouse (Cisjordanie). — D'une voix chevrotante, le grand prêtre profère le verset de l'Exode annonciateur du sacrifice. Aussitôt, vingt-huit moutons, la gorge tranchée, rendent ensemble le dernier soupir. Brandissant leurs lames rougies, les immolateurs lancent un violent cri de joie, s'embrassent et se congratulent avant d'oindre leur front de sang. Le rite immémorial chavire dans une allégresse désordonnée où se noie, par instants, la mélopée biblique.

Ces hommes en prière, vêtus d'un sarouel blanc et coiffés du tarbouch, qui se prosternent contre terre et lèvent les yeux au ciel en entourant leur chef spirituel, Yaacov Ben Azi Halevi — vieillard chenu drapé dans une robe verte, — forment la plus petite communauté religieuse du monde, et l'une des plus anciennes : les Samaritains. Un mois après les juifs et les chrétiens, ils célèbrent leur pâque, loin de Jérusalem, sur le mont Gerizim, qui surplombe Naplouse, l'antique Sichem, où Dieu promit à Abraham le pays de Canaan.

D'ordinaire, la longue cérémonie commence au crépuscule et s'achève vers minuit. La pâque tombant cette année un samedi, les Samaritains, respectueux du repos sabbatique, ont avancé leur fête pour qu'elle prenne fin avant le scintillement de la première étoile. Comme le veut la coutume, ils camperont ensuite, une semaine durant, sur la montagne sacrée où reposent leurs ancêtres.

L'origine des Samaritains reste, en partie, mystérieuse. Etablis depuis trente siècles au cœur de la Palestine, ils assurent descendre en droite ligne des tribus de Joseph, Ephraïm et Manassé. Pendant longtemps, ils s'appelèrent eux-mêmes les « gardiens de la vérité ». Leur divorce avec le peuple juif date de l'an 924 avant notre ère, lorsque le roi conquérant Sargon II déporta en Assyrie la majorité des Israélites, remplacés par des colons étrangers.

Le métissage des juifs restés sur place et des nouveaux venus donna naissance à la secte samaritaine. Quand les exilés revinrent au pays, ils taxèrent d'hérétiques leurs frères infidèles. Les deux communautés vécurent alors le temps du mépris, dont témoigneront plus tard les Evangiles. Parce que les juifs ne s'aventuraient guère dans l'hostile Samarie, la femme interpellée par Jésus près du puits de Jacob marque sa surprise de l'y rencontrer. Et c'est pour donner plus d'éclat à sa parabole sur l'amour du prochain que le Christ y a mis en scène le « bon Samaritain ».

Une lente déchéance

L'histoire de la secte, comme l'attestent ses chroniques, est celle d'un lent déclin où, entre deux pauses moins tragiques, les massacres succèdent aux révoltes et les persécutions aux épidémies. Alexandre lui octroie une éphémère protection. Son flirt avec l'occupant romain lui vaut quelque répit. Pourtant, les Samaritains doivent leurs pires souvenirs à l'empereur Commode, le mal nommé, qui les fait crucifier à la moindre vétille, ferme leurs synagogues et les oblige à manger du porc.

Le Spartacus des Samaritains, un certain Baba Rabbah, leur rend pour un temps le goût de la liberté. Malgré les épreuves et les conversions forcées, ils sont encore plusieurs centaines de milliers au début de l'ère byzantine. Fuyant l'oppression, ils essaiment à Gaza ou au Caire — ils y resteront jusqu'au dix-huitième siècle — ou encore à Damas où ils deviennent poètes, médecins et même vizirs à la cours des mamelouks.

En Samarie, le long règne ottoman consacre leur déchéance. Empêchés souvent d'accéder au sommet du Gerizim, ils perpétuent le rite pascal au pied de la montagne. Au milieu du siècle dernier, le grand rabbin de Jérusalem reconnaît solennellement l'« appartenance au peuple juif » de cette secte presque éteinte, qu'une épidémie de peste laissera au bord du néant. Quand l'armée turque se retire de Palestine en 1917, la communauté samaritaine compte cent quarante-six âmes.

Elle doit sa renaissance à l'obstination d'Ytzhak Ben Zvi, futur président de l'Etat hébreu, qui persuade ses chefs d'abandonner l'endogamie, pratique suicidaire. La création d'Israël en 1948 inflige aux Samaritains une nouvelle infortune, la scission. Une moitié d'entre eux s'installent à Holon, banlieue populaire de Tel-Aviv où ils bénéficient de la « loi du retour ». Le royaume hachémite, prompt à manipuler les minorités, accorde à leurs frères restés à Naplouse un traitement de faveur qui leur attirera la rancune tenace des Palestiniens musulmans.

L'occupation de la Cisjordanie en 1967 permet de relier les deux rameaux de la secte, sans les réunifier. Les Samaritains d'Holon parlent aujourd'hui hébreu et sont citoyens d'Israël. Ceux de Naplouse conservent leur passeport jordanien et s'expriment en arabe. Les cinq cent soixante membres de la communauté se retrouvent au complet une fois l'an pour la pâque. Réadmis dans la mouvance du judaïsme, ils n'ont pourtant rien renié de leur culte antique.

De l'Ancien Testament, les Samaritains ne reconnaissent que le Pentateuque et le Livre de *Josué*. Ils rejettent totalement l'autorité du Talmud, prient et écrivent en ancien hébreu, ignorent la valeur symbolique de Jérusalem. Leurs prêtres explicitent la loi divine et détiennent les secrets d'un calendrier qui diffère du judaïque. Comme les juifs, ils croient à la vie éternelle, pratiquent la circoncision, honorent avec soin les rites alimentaires de la Kashrout. Ils vénèrent l'essentiel du message biblique. Mais tout comme les musulmans, ils déroulent un tapis avant de réciter, paumes tendues vers le ciel, leurs versets gutturaux, et déchaussent leurs babouches au seuil... de la synagogue.

En ce vendredi pascal, sur le mont Gerizim, la fête bat maintenant son plein. Sous le regard intrigué des soldats israéliens et devant un parterre attentif où se côtoient touristes et diplomates,



SZLAKMANN.

les vingt-huit moutons subissent le minutieux cérémonial d'un auguste méchoui. On les dépiaute à l'aide de vulgaires pompes à vélo qui font gonfler les chairs et les décollent en douceur, on les purifie à grande eau bouillante. On les enduit du sel, — le rite alimentaire y oblige — qui absorbera le sang. Enfin, on les embroche sur de longs pals de bois.

Ils grilleront jusqu'au soir, dans quatre fours géants creusés à même le sol, sourds à la monotone plainte biblique. Chaque famille emportera le sien avant la nuit et s'en rassasiera avec du pain azyme et des herbes amères. *« Nous avons tant souffert dans notre histoire que chaque sacrifice pascal est pour nous un miracle »*, observe Hali Hakim, porte-parole de la secte. Un miracle qui se renouvelle depuis trois mille ans.

J.-P. LANGELLIER.

Étranger

La tension monte entre le Honduras et le Nicaragua

La tension monte entre le Honduras et le Nicaragua. Les forces armées honduriennes ont décrété, le vendredi 10 mai, *« zone d'urgence militaire »* un secteur d'environ 60 kilomètres le long de la frontière avec le Nicaragua. Une brigade d'infanterie a été chargée d'effectuer des *« opérations défensives spéciales »* pour éviter des incursions de l'armée sandiniste à l'intérieur du territoire du Honduras. Selon le gouvernement de Tegucigalpa, un poste militaire hondurien a été attaqué et bombardé par les sandinistes. Cette attaque aurait fait un mort et quatre blessés du côté hondurien. La zone d'« urgence » se situe entre les localités de Cifuentes et d'Arenales, où un incident a déjà eu lieu il y a quarante-huit heures (*le Monde* du 11 mai). Les habitants de la région ont commencé à abandonner leurs villages, car ils redoutent une aggravation de la situation et affirment que les incursions de l'armée sandiniste visent les camps de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), la principale organisation armée antisandiniste, installés près de la frontière du Nicaragua, en territoire hondurien. Les autorités de Tegucigalpa nient l'existence de tels camps.

Au Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats-Unis ont réussi à se jouer du Nicaragua, vendredi 10 mai, en faisant adopter à l'unanimité une résolution dont le principal paragraphe — qui réclamait la levée immédiate de l'embargo commercial imposé à Managua par Washington — a été retiré grâce à une manœuvre de procédure.

Les Etats-Unis ont évité ainsi d'avoir à opposer leur veto à ce texte, causant la surprise générale. Ils sont parvenus à leurs fins en réclamant, avant le vote de l'ensemble du texte, un vote paragraphe par paragraphe du projet. Ils ont ainsi pu faire éliminer, en jouant de leur droit de veto, deux paragraphes inacceptables pour eux, dont celui regrettant l'embargo et réclamant sa levée immédiate. L'Egypte, le Royaume-Uni et la Thaïlande se sont abstenus lors du vote de ce paragraphe.

Malgré ce succès de procédure, les Etats-Unis se sont retrouvés pratiquement isolés durant les trois jours de ce débat réclamé par le Nicaragua. Certains de leurs alliés traditionnels, comme l'Australie, le Danemark et la France, ont critiqué les mesures de rétorsion économiques, et même des pays comme le Honduras et le Costa-Rica ont pris leurs distances à l'égard de l'embargo, tout en rappelant les responsabilités du Nicaragua dans la crise qui frappe l'Amérique centrale.

D'autre part, le Conseil de sécurité a approuvé vendredi un projet de résolution sur l'Amérique centrale appuyant l'initiative des pays du groupe de Contadora et appelant les Etats-Unis et le Nicaragua à reprendre les conversations bilatérales qui ont lieu à Manzanillo, au Mexique, et qui ont été suspendues par les Etats-Unis. — *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

M. Ortega doit être reçu par M. Mitterrand le lundi 13 mai

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, qui effectue actuellement une tournée européenne, doit être reçu le lundi 13 mai, à 15 h 30, par M. Mitterrand à l'Elysée. M. Ortega, qui restera moins de vingt-quatre heures en France, doit ensuite se rendre en Italie, en Suède et sans doute en Grèce.

● *Le GATT examinera, le 29 mai, la plainte du Nicaragua.* — Le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) examinera, le 29 mai, au cours d'une réunion spéciale la plainte déposée par le Nicaragua à la suite de l'embargo commercial décidé par les Etats-Unis à son encontre. M. Peter Murphy, chef de la mission commerciale américaine à Genève, a déclaré, dans une conférence de presse, que cette décision, annoncée à Bonn par le président Reagan, était motivée par *« des raisons de sécurité intérieure »*. *« Nous invoquerons l'article 21 du GATT pour justifier cet embargo. Il s'agit d'un problème politique*, a-t-il annoncé. *Cet article énumère une série d'exceptions — concernant notamment la sécurité — que peut invoquer un Etat-membre pour se soustraire aux obligations du GATT. »* — *(AFP.)*

● *Instauration d'un marché libre des devises.* — Le gouvernement sandiniste a annoncé, le vendredi 10 mai, l'ouverture d'un marché libre des devises, qui sera régi par la loi de l'offre et de la demande. Il s'agit pour les autorités de lutter contre la spéculation et le marché noir. Le marché libre de devises sera assuré par des maisons de change, établissements privés ayant un statut de sociétés anonymes. Le président de la Banque centrale, M. Cuadra, a précisé que toute personne pourra désormais posséder autant de devises étrangères qu'il le souhaite. Cette somme était jusqu'à présent limitée à 500 dollars. D'autre part, le ministère de la défense a décidé de suspendre pendant deux mois l'appel des jeunes recrues dans le cadre du service militaire patriotique (SMP), qui a suscité de multiples protestations et de très nombreuses désertions. Une dizaine de jeunes réfractaires sont ainsi arrivés le 8 mai au Salvador. *(AFP.)*

M. Reagan perd son charisme

(Suite de la première page.)

« Une augmentation de 3 %, disait-il encore le 24 avril dans une allocution télévisée dont la Maison Blanche affirmait qu'elle mobiliserait l'opinion en sa faveur, *est le strict minimum pour assurer la dissuasion et protéger notre sécurité. »*

Rien n'y a fait, car vingt-deux des sénateurs républicains sont soumis à réélection en novembre 1986 et considèrent qu'ils auraient risqué leurs sièges en acceptant de tailler dans toutes les enveloppes, sauf celle du Pentagone. Ils ont donc pris aux militaires pour, partiellement, rétablir certains budgets civils (dont ceux de l'aide à l'agriculture) et fait ainsi pour la première fois voler en éclats le pilier de la politique étrangère de M. Reagan : le développement de l'effort de dépense sur lequel s'appuie l'idée de la *« paix par la force »*.

Sauf très grosse maladresse des dirigeants soviétiques, il est peu probable que cette évolution s'inverse l'année prochaine, juste à la veille des élections parlementaires. Il y a tout à parier au contraire que les sénateurs républicains affirmeront plus encore, d'ici là, leur indépendance, sous la houlette de M. Robert Dole, leur chef de file, dont les ambitions personnelles pour 1988 sont notoires. L'autorité de M. Reagan qui a, de surcroît, dû accepter — contre tous ses engagements électoraux — le gel pour un an des retraites de trente-cinq millions d'Américains, risque d'en être d'autant diminuée, et sans doute alors jusqu'à la fin de son second et dernier mandat.

Un état-major maladroit

Pour enrayer cette évolution apparemment inéluctable, M. Reagan devrait en premier lieu remanier le nouvel état-major mis en place à la Maison Blanche après novembre. Manquant soit d'expérience, soit de souplesse politique, les hommes qui le composent ont d'abord laissé le président s'engluer dans la consternante affaire de Bitburg. Ils l'ont ensuite poussé à prendre le risque totalement superflu avant le sommet de Bonn d'un échec au Congrès sur l'aide à la guérilla antisandiniste. Ils ont eu, enfin, la maladresse de laisser trop tôt espérer à la France de véritables concessions sur le dossier monétaire en échange d'un accord sur des négociations commerciales, pour ensuite battre en retraite.

Ce dernier faux pas a largement contribué, explique-t-on souvent dans les milieux dirigeants américains, à la fermeté de M. Reagan à Bonn et, par voie de conséquence, à l'échec qu'il y a essuyé en n'obtenant pas — contrairement aux espérances dont son entourage avait fait état — que soit fixée une date pour l'ouverture de conversations sur les échanges internationaux. Vainqueur sur ce point, le président américain aurait été à même d'ignorer les pressions protectionnistes qui montent dans son pays, et les quelques manifestations hostiles dont il a été l'objet en Europe n'auraient pas entaché sa tournée. Revenant les mains vides, il n'est au contraire plus le président acclamé à l'étranger que les télévisions montraient auparavant, mais un homme fraîchement accueilli chez les alliés européens au moment même où son taux de popularité a baissé de quatorze points en cinq mois.

En admettant même — mais c'est improbable — que M. Reagan se résolve à remanier son état-major au bout de six mois, il lui faudrait, pour en constituer un autre, redéfinir un délicat équilibre entre les différents courants républicains, ce qui lui avait pris deux bons mois après sa réélection.

M. Reagan aurait ensuite besoin de marquer des points sur le terrain diplomatique, mais la tâche est là aussi singulièrement ardue. Il y a de bonnes chances, dit-on à Washington, que les entretiens qu'auront, mardi prochain à Vienne, MM. Shultz et Gromyko débouchent sur l'annonce d'une rencontre au sommet, vraisemblablement à l'automne, entre MM. Reagan et Gorbatchev.

Divergences sur la « guerre des étoiles »

Cette nouvelle serait bien accueillie de l'opinion américaine et du Congrès et renforcerait le prestige présidentiel. Mais, sur le fond, les Etats-Unis pourraient bien avoir du mal, maintenant que des pourparlers sont rouverts, à s'en tenir à leur refus absolu de concessions sur la « guerre des étoiles ». Cela permettrait en effet à l'URSS d'affirmer que c'est cette intransigeance qui empêche une réduction du niveau des armements nucléaires, et un Congrès qui refuse d'augmenter les dépenses du Pentagone n'est pas en l'occurrence le meilleur soutien pour la Maison Blanche. Au sein même de l'administration, les divergences sur l'initiative de défense stratégique semblent au demeurant se raviver puisque des responsables du département d'Etat cités par l'agence Associated Press recommencent à présenter comme une monnaie d'échange le programme de recherches sur les systèmes antimissiles.

La décision d'imposer des sanctions économiques contre le Nicaragua — précipitamment annoncée pour laver l'affront de la défaite sur l'aide aux « contras » — a quant à elle beaucoup isolé Washington en Europe et en Amérique latine, alors même que les sympathies pour le régime sandiniste allaient s'amenuisant dans les capitales occidentales.

Au Proche-Orient, enfin, où M. Shultz effectue une tournée ce week-end, Washington a le choix entre le risque de décevoir les pays européens modérés en ne prenant aucune initiative et celui d'un échec en s'engageant, comme le souhaitent Le Caire et Amman, dans des contacts aléatoires avec une délégation jordano-palestinienne restant à former.

La reprise économique se ralentit ; les dossiers sont devenus hautement complexes ; M. Reagan a déjà des airs de président sortant : le second mandat démarre presque aussi mal que le premier, avant il est vrai de connaître le feu d'artifice que l'on sait, mais dont la répétition n'est pas du tout prouvée.

BERNARD GUETTA.

SELON LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Washington pourrait renoncer à appliquer l'accord SALT de 1979

Pour la première fois depuis son arrivée à la Maison Blanche, le président Reagan a laissé entendre qu'il pourrait cesser d'appliquer les clauses du traité SALT 2 sur la limitation des armements nucléaires, un traité signé en 1979, non ratifié par les Etats-Unis, mais que M. Reagan s'était dit prêt à respecter jusqu'à présent. Interrogé au cours d'une conférence de presse à Lisbonne sur l'application des accords SALT par les deux grandes puissances, M. Reagan a dit : *« Il existe aujourd'hui de nombreuses preuves que cette application a été unilatérale. Si c'est bien le cas, nous n'avons aucune raison de continuer. La décision de savoir si nous nous y tenons ou non sera prise en temps utile. Il est possible que nous arrivions à une telle étape avec un système d'armes. Mais cette décision, si nous la prenons, sera prise ouvertement, et l'Union soviétique en sera pleinement informée ».* — *(AP, UPI).*

[Par cette déclaration, M. Reagan fait écho à des propos tenus quelques jours plus tôt dans le même sens par M. Richard Perle, assistant de M. Weinberger au Pentagone. Le traité SALT 2, signé en 1979, à Vienne, par MM. Carter et Brejnev, a été observé par les deux puissances jusqu'à présent, bien que Washington ait à plusieurs reprises accusé Moscou d'en violer certaines dispositions. En ce qui concerne les Etats-Unis, la mise en service, prévue pour septembre prochain, d'un nouveau sous-marin Trident équipé de vingt-quatre missiles à plusieurs ogives, obligerait le Pentagone, pour rester dans les plafonds fixés par SALT 2, à retirer au moins un ancien sous-marin Poséidon de l'ancienne génération, ce à quoi beaucoup à Washington se refusent. Même ratifié, le traité SALT 2 aurait expiré à la fin de 1985, sauf accord entre les deux Grands sur sa reconduction.]

WASHINGTON, BONN ET JÉRUSALEM VONT COORDONNER LEURS EFFORTS POUR RETROUVER LE DOCTEUR MENGELE

Washington (AFP). — Les autorités judiciaires israéliennes, ouest-allemandes et américaines ont décidé de coordonner leurs efforts pour retrouver le criminel nazi Josef Mengele et le déférer devant la justice, a indiqué, vendredi 10 mai, le secrétaire fédéral à la justice, M. Edwin Meese.

M. Meese a précisé, dans un communiqué, que des responsables des services judiciaires de ces trois pays s'étaient entretenus jeudi et vendredi à Francfort (RFA), pour examiner les démarches déjà effectuées dans le but de mettre la main sur le docteur Mengele. Baptisé par ses victimes l'ange de la mort, ce dernier officiait au camp de concentration d'Auschwitz, où il se livrait à des « expériences médicales » sur les détenus juifs, avant de les faire exterminer dans les chambres à gaz.

Le secrétaire américain à la justice a indiqué que les magistrats et les policiers israéliens, ouest-allemands et américains avaient également passé en revue les moyens dont ils disposent pour retrouver le bourreau. Il a toutefois prévenu que, en raison du caractère délicat de cette enquête, aucun détail supplémentaire sur la forme que prendra la coopération entre les trois pays ne sera rendue publique.

Selon certaines informations, Josef Mengele, qui, s'il est encore vivant, est âgé de soixante-quatorze ans, se serait réfugié au Paraguay. Les autorités de ce pays ont toutefois démenti qu'il se trouve encore sur leur territoire.

A travers le monde

Afghanistan

● RÉAPPARITION DE SOLDATS D'ASIE CENTRALE SOVIÉTIQUE A KABOUL. — Des soldats originaires d'Asie centrale soviétique, longtemps tenus à l'écart parce qu'ils partagent les ethnies, les langues et la religion des Afghans, ont recommencé à patrouiller récemment, Kaboul, a-t-on appris, mardi 7 mai, de source diplomatique occidentale au Pakistan. — *(Reuter.)*

Bolivie

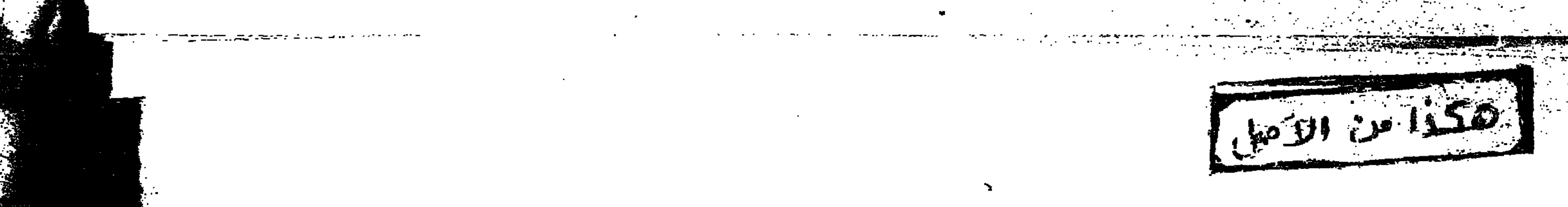
● DÉMISSION DU GOUVERNEMENT SILES ZUAZO. — Le gouvernement bolivien a présenté, le jeudi 9 mai, sa démission collective au président Hernan Siles Zuazo. Cette décision a été prise en vue des élections générales du 14 juillet. Selon la Constitution, les candidats doivent démissionner des postes qu'ils occupent soixante jours avant le scrutin. Le président Zuazo, qui ne se représente pas, pourrait conserver dans son prochain gouvernement certains ministres qui ne sont pas candidats. — *(Reuter.)*

Italie

● UN POSTE GOUVERNEMENTAL POUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM. — M. Francesco Forte, ministre italien chargé des affaires européennes, a été nommé le jeudi 9 mai sous-secrétaire d'Etat pour la faim dans le monde. La création de ce nouveau poste gouvernemental, décidée en conseil des ministres, fait suite à l'approbation le 7 mars dernier d'une *« loi sur la faim »* allouant 1 900 milliards de lires (1 milliard de dollars) pour des projets à réaliser dans le tiers-monde au cours des dix-huit prochains mois. M. Forte, chargé de gérer ces fonds, a immédiatement renoncé à ses précédentes attributions. — *(AFP).*

Thaïlande

● INCURSION MILITAIRE VIETNAMIENNE. — Bangkok a accusé les troupes vietnamiennes stationnées au Cambodge d'avoir franchi la frontière thaïlandaise dans la région de Trat (sud-est), où elles tenteraient de déloger des Khmers rouges retranchés dans un massif montagneux. L'aviation de Bangkok serait intervenue pour forcer les Vietnamiens à se replier du côté cambodgien de la frontière, située à ½ km du lieu des combats. L'état-major thaïlandais a fait état, vendredi 10 mai, de sept morts dans ses propres rangs. Selon Bangkok, les cadavres de dix soldats vietnamiens ont également été découverts. Hanoï a démenti, vendredi, toute intrusion de ses troupes en territoire thaïlandais. — *(AFP.)*



France

RÉUNIS EN COMITÉ DIRECTEUR

Les dirigeants socialistes à la recherche d'une nouvelle dynamique

Le Parti socialiste a réuni, le samedi 11 et le dimanche 12 mai, son comité directeur, devant lequel sont déposées les contributions préparatoires au congrès de Toulouse (*le Monde* du 11 mai). Les travaux ont été ouverts par M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qui, dans le rapport d'activité du secrétariat national, souligne que le refus de la cohabitation avec le président de la République, dans l'hypothèse d'une défaite de la gauche aux élections législatives, gagne du terrain dans l'opposition, l'électorat de celle-ci étant lui-même adversaire de tout compromis.

Dans la contribution qu'il a déposée pour le congrès, le CERES, dont le principal chef de file est M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, constate *« l'épuisement »* de la dynamique d'union de la gauche qui avait suivi le congrès socialiste d'Epinay, en 1971. Il invite le PS à épouser les réalités d'aujourd'hui dans le projet d'une *« république moderne »*, fondé sur *« l'indépendance nationale, la croissance économique, la démocratie sociale »*. La contribution des amis de M. Mauroy souligne que le PS doit *« redéfinir ses rapports »* avec l'entreprise, mais elle insiste, aussi, sur le caractère de *« nécessité »* de l'union de la gauche. Le courant animé par l'ancien premier ministre estime, d'autre part, que le rôle du PS est distinct de celui du chef de l'Etat et que les socialistes ne doivent pas *« chercher à sauver une majorité au prix de* [leurs] *convictions.*

Le CERES : l'évolution vers un régime présidentiel comporterait des avantages

Intitulée « Un projet contre le déclin : indépendance, croissance, démocratie », la contribution du CERES stigmatise le déclin de l'Europe et souligne les menaces (*« le mondialisme du capital, le démantèlement par le haut et un individualisme sans principe — cette désintégration par le bas »*), qui pèsent sur la France, avant d'affirmer : *« Conduire ou subir le changement, tel est plus que jamais l'enjeu du combat de la démocratie, celui qui départagera dans les années qui viennent les socialistes et les libéraux. »*

Le CERES, qui appelle *« à un ressaisissement intellectuel et moral »* estime qu' *« une période s'achève irrémédiablement »*. Les deux grands partis de gauche n'ont pas su gérer ensemble le dépassement de leur contribution. Dans ces conditions, la rupture de l'union n'aurait pas dû surprendre. *Réduit à ses seules forces, le Parti socialiste doit faire face à une puissante contre-offensive réactionnaire. Du choix de la proportionnelle, amplement favorisé par la rupture de l'union de la gauche, il résulte que les socialistes peuvent difficilement s'attendre à redevenir majoritaires dans les prochaines assemblées nationales (...). N'hésitons pas à le dire : le problème de la survie et de l'avenir du Parti socialiste est le principal enjeu du congrès de Toulouse. La logique de la proportionnelle ne doit pas entraîner le retour à des combinaisons sans principe qui seraient mortelles pour le Parti socialiste que nous avons fondé à Epinay (...).*

» Dans la période qui s'ouvre, le Parti socialiste n'a d'avenir que comme le môle de rassemblement de toutes les forces de la France contre les forces du déclin qui tendent à ne faire d'elle qu'un simple compartiment du marché mondial, un pays de seconde zone (...). Dans les vingt années qui viennent, la question décisive, la seule ligne de partage valable de la vie politique de notre pays et en Europe consistera à savoir qui veut, qui ne veut pas, construire un centre de décision indépendant de notre continent (...).

» Ce clivage ne peut pas être seulement une frontière intérieure entre les socialistes et ceux qui ne le sont pas parce qu'il est la ligne de partage (...) entre ceux qui trouvent leur compte dans le déclin collectif et ceux qui, sans être socialistes, ne peuvent y trouver aucun avenir (...). La lutte pour l'indépendance, c'est aussi le combat contre la société duale et le chômage, le ressort du rassemblement qui peut seul rendre la gauche hégémonique en France.

Une « confédération européenne »

» Sur cette base politique, le Parti socialiste s'affirme comme le principal parti à gauche, qui pourra d'autant mieux rassembler les forces du redressement qu'il reste en soi fidèle aux aspirations du monde du travail et aux valeurs du projet socialiste. Ce sera le rassemblement des forces populaires et, bien sûr, des communistes, dès lors qu'ils se montreraient prêts à prendre leur part de l'effort, mais aussi celui de tous les hommes de progrès (...), qui, sans faire leur la perspective du socialisme, sont prêts à travailler à un projet d'indépendance, de croissance et de démocratie sociale. Il s'agit donc de construire dans le monde tel qu'il est non pas, dès aujourd'hui le socialisme, mais une république moderne pour la France dès la fin du vingtième siècle. »

Le CERES détaille ensuite trois exigences. A propos de l'indépendance nationale, il souligne : *« La force à venir de la France doit être aussi celle de l'Europe. Alors qu'aujourd'hui le défi économique et technologique américano-japonais nous condamne à lutter ou à disparaître, une résistance efficace doit chercher des alliés et d'abord, européens. (...) Disons-le clairement : nous voulons aller vers une confédération européenne, mais nous refusons les mirages d'une supranationalité qui dissoudrait la France sans faire exister l'Europe autrement que comme alibi des décisions prises ailleurs, en fonction d'intérêts qui ne sont pas européens. »*

Au sujet de la croissance économique, le CERES note que *« les moyens de l'indépendance sont aussi sur le plan économique les outils de la croissance »*. Il souligne, à propos de la *« grande politique industrielle »* nécessaire à la croissance : *« Le secteur public doit pouvoir s'adapter pour faire face à l'évolution des marchés des techniques et des métiers. La « restauration » fait partie de la vie. L'équilibre atteint entre secteur public et secteur privé dans le cadre d'une société d'économie mixte n'exclut ni que des actifs publics puissent, dans des conditions contrôlées par le Parlement, être transférés au secteur privé, ni que, lorsque cela apparaît utile, de nouvelles entreprises entrent dans le secteur public. »*

Le texte du CERES ajoute : *« Ce n'est pas en nous abandonnant passivement aux forces du marché (...) que nous reconstruirons le tissu industriel cohérent, mais par une planification moderne et volontariste. »*

Après avoir souligné le rôle de la formation, le CERES aborde la question des institutions pour affirmer : *« Dès lors que le mode de scrutin proportionnel est adopté pour les élections législatives, l'évolution vers un régime véritablement présidentiel comporterait l'avantage, tout en consacrant le rôle directeur de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, de permettre mieux qu'aujourd'hui au Parlement d'exercer ses prérogatives essentielles (...). Cette évolution pourrait commencer par la réduction à cinq ans du mandat présidentiel (...). Elle pourrait s'accompagner de la désuétude du droit de dissolution qui serait définitivement consacré dans les textes par l'abandon de la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. »*

Enfin, à propos des choix politiques du PS, le CERES conclut : *« Nous dirons (...) non à ceux qui, sous le prétexte d'un faux réalisme, voudraient passer d'un libéralisme plus ou moins honteux à un libéralisme proclamé. Le réalisme ne consiste pas à renoncer à son ambition pour s'accommoder des réalités. Il consiste à se donner les moyens d'une ambition orientée vers les mêmes directions sur des objectifs accessibles : faire de l'indépendance française et de la croissance le ressort de l'Europe et de la démocratie sociale.*

» Le projet d'une République moderne n'est rien d'autre que le mariage du Parti socialiste avec les réalités de la nouvelle période. C'est sur cette base-là que nous pourrons mobiliser en 1986 notre électorat et au-delà les forces de progrès qui existent dans notre pays (...). Nous ne voulons pas d'un « Bad-Godesberg » à la française, qui ferait du Parti socialiste l'alibi social du règne des multinationales sur une Europe vassalisée. »

● *Socialisme et judaïsme.* — L'association Socialisme et judaïsme, que préside M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (PS) de Belfort, a publié le premier numéro de son bulletin. Elle annonce, notamment, l'organisation d'un colloque sur le sionisme, initialement prévu pour le mois de juin et reporté à novembre.

★ C/o M. Dreyfus-Schmidt, sénat, 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

LU

La « passerelle » de Gérard Delfau

Gagner à gauche (1). Avec un tel titre, on aura compris que l'auteur, président de l'ISER (2), membre adjoint du secrétariat national du PS chargé des études, et sénateur de l'Hérault, entend apporter sa contribution à la préparation des grandes échéances qui attendent le PS.

Pour Gérard Delfau, ce serait une *« folie »* de *« recommencer Metz »*, le congrès où les amis de M. Mauroy et de M. Rocard s'étaient retrouvés ensemble dans la minorité du parti. C'est pourquoi ce vieux mitterrandiste suggère — très prudemment — la prise en compte par le courant majoritaire du PS de certaines idées à tonalité rocardienne. Il articule à cette réflexion une autre tentative de liaison, entre *« la thématique républicaine et la thématique socialiste »*. Une telle préoccupation a fleuri, il y a quelques mois, dans le discours socialiste, quand le PS pensait que la dérive droitière de l'opposition et la montée du Front national lui permettraient de *« jouer »* le rassemblement autour de la défense des valeurs républicaines.

Si M. Delfau peut écrire à bon droit que la *« fraternité »* trouve aujourd'hui son expression dans l'attitude à l'égard des immigrés, il semble quelque peu en décalage avec la réalité lorsqu'il souligne, à plusieurs reprises, l'*« inévitable »* radicalisation de l'opposition.

A l'inverse, la dernière partie — *longuement travaillée* — de *Gagner à gauche* reste pleinement accrochée à l'actualité. L'auteur s'y interroge sur les moyens de retrouver une dynamique unitaire s'il invite ses amis mitterrandistes à prendre en compte la *« diversité »* de la gauche, c'est bien dans cette perspective : *« Et si,* écrit-il, *cette diversité était précisément la chance de la gauche aujourd'hui ? Je crois à une convergence possible, à l'occasion d'un scrutin décisif, de forces, « organisées » ou non, qui se rassembleraient dans une union des gauches, distincte de feu l'union de la gauche (...)*

» Cela suppose, évidemment, que le Parti socialiste modifie son dispositif de combat et qu'il reconnaisse explicitement que cet émiettement de la gauche, c'est aussi sa richesse. L'objectif serait de trouver un mode de fonctionnement où chacune des composantes de cette nouvelle « concentration républicaine » ait sa place. »

Gérard Delfau estime qu'il s'agit de lancer *« une passerelle entre l'état de la réflexion du PS et l'action du président de la République »*. On ne saurait être plus franc.

J.-L. A.

(1) *Gagner à gauche*, par Gérard Delfau. Ed. Robert Laffont, coll. « Franc-parler », 1985, 208 p., 69 F.

(2) Institut socialiste d'études et de recherches.

Les amis de M. Mauroy : la proportionnelle ce n'est pas le recentrage

La contribution déposée par les amis de M. Pierre Mauroy s'inspire largement de la préface rédigée par l'ancien premier ministre pour son livre *A gauche* (*le Monde* du 11 avril). Elle dresse un bilan de l'action des socialistes depuis 1981 et souligne : *« Pour la première fois, la gauche est parvenue à s'installer dans la durée. (...) Les réformes, la relance, la rigueur constituent les différentes facettes de notre politique, elles ne sont pas dissociables. (...) Aujourd'hui (...), le gouvernement de Laurent Fabius s'applique à consolider et à élargir les acquis tout en sachant calmer le jeu. S'il y a un temps pour la réforme, il faut aussi savoir utiliser l'écoulement du temps. Les Français ont besoin d'un délai, d'une pause. »*

A propos de la stratégie du PS, compte tenu de l'introduction de la proportionnelle cette contribution estime que *« le rôle du Parlement devrait se trouver accru »* et se prononce contre une présidentialisation accrue du régime. Evoquant l'après-86, le texte déclare : *« Ce que nous devons rechercher c'est de faire vivre la notion de compromis nécessaire entre le président de la République et le Parlement (...). En toute hypothèse, il importe aujourd'hui d'imposer à la droite le respect de normes institutionnelles (...). Elle doit (...) accepter l'éventualité de cohabiter avec le président de la République (...).*

» Si notre parti doit se fixer l'objectif d'aider le président de la République à mener son mandat à son terme, la plus grosse erreur que nous pourrions commettre serait d'assimiler le rôle du chef de l'Etat à celui de notre formation. Le Parti socialiste ne doit pas prendre le risque de chercher à sauver une majorité au prix de ses convictions. Ce serait un marché de dupes (...). Les logiques institutionnelles sont une chose, les choix politiques en sont une autre (...). Si par hypothèse le verdict des urnes était contraire, il appartiendrait au chef de l'Etat d'appeler un représentant de la nouvelle majorité à Matignon. Le Parti socialiste et son groupe parlementaire devraient alors, tout en soutenant l'action du chef de l'Etat, demeurer fidèles à leurs choix et animer l'opposition. »

La contribution mauroyiste estime encore que les socialistes doivent faire *« du PS le parti dominant, point de rassemblement de tous ceux qui se reconnaissent dans la voie démocratique au socialisme » : « Pour les socialistes, la proportionnelle ne saurait signifier le retour à une quelconque stratégie de troisième force ou de recentrage. L'objectif reste celui du rassemblement de toutes les forces de gauche et de progrès pour assurer dans un premier temps la majorité parlementaire nécessaire aux nouvelles avancées (...) dont la France a besoin. Puis dans un second temps pour permettre une victoire de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1988 (...).*

» La relance de notre dynamique ne saurait valablement résulter d'une discussion entre seuls militants politiques (...). Le rassemblement autour des socialistes devra aussi concerner les organisations politiques (...) comme le Mouvement des radicaux de gauche ou les écologistes (...). Des places peuvent leur être offertes sur nos listes législatives ou régionales (...). Si la gauche est majoritaire, il nous appartiendra de proposer au Parti communiste — voire à ceux des députés qui l'accepteraient — de s'engager sur un contrat de législature ou pour le moins un contrat pour les deux années de législature de 1986-1988 qui nous sépareront de l'élection présidentielle. »

« Un socialisme du quotidien »

Evoquant la définition d'un Projet socialiste, le texte n'estime pas souhaitable *« un nouveau train de nationalisations »* afin de *« laisser le temps faire son œuvre »*. Il demande le vote de la loi de *« respiration »* du secteur public et nationalisé, mais se prononce contre *« un abandon de pans entiers du secteur public »*. La contribution affirme : *« Moderniser la France passe (...) par la reconnaissance de l'entreprise, et plus particulièrement de l'entreprise industrielle (...). La gauche doit, forte de sa reconnaissance du rôle du marché, organiser une société dans laquelle il ne revient pas à l'Etat de produire. C'est le rôle des entreprises. L'Etat doit définir les grandes priorités économiques à travers le Plan et se préoccuper des formes de la redistribution de la richesse collective. »*

La contribution traite également de la question scolaire qui avait provoqué, en juillet 1984, la démission de M. Mauroy du gouvernement ! *« Jean-Pierre Chevènement a incontestablement réussi une opération psychologique importante,* souligne le texte. *Reste à faire entrer ce renouveau de l'école publique dans les faits. Il y faudra plus que des formules et là, le gouvernement aurait tort de rompre avec la politique de rénovation en profondeur de l'école entreprise par Alain Savary. L'école de demain ne peut se construire par simple retour à celle d'hier. »*

Quant rôle du PS, les mauroyistes affirment : *« Mener la modernisation économique et sociale de la France, maintenir et développer une politique de solidarité nationale contre le chômage, promouvoir un socialisme du quotidien, tel est notre projet pour les années qui viennent. Autour d'un tel programme, qui définit en fait le compromis social nécessaire à la construction de la société française de l'an 2000, les socialistes peuvent espérer constituer un front très large. »*

Pour cela il faut *« un Parti socialiste authentique et non un simple comité électoral »*. Le texte énumère un certain nombre de remarques sur le fonctionnement actuel du parti et aborde la question de la désignation des candidats pour les législatives et les régionales ainsi que le problème du cumul des mandats avant de conclure : *« Disons tout net qu'un partage des rôles qui reposerait sur le couple pervers pragmatisme gouvernemental et orthodoxie du parti serait suicidaire (...). Notre conviction demeure intacte : les injustices suscitées par le système capitaliste ne peuvent être la loi définitive du destin des hommes (...). Notre ambition est de poursuivre l'exercice du pouvoir qui n'a de sens que dans la perspective historique du socialisme. »*

La gauche doit refuser le « jeu manichéen » de la droite

déclare M. Jean Poperen

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, souligne, dans le rapport d'activité du secrétariat national qu'il a présenté, samedi, au comité directeur, que *« la montée de Barre s'est faite sur une ligne dure, une ligne de rupture, de refus du respect des institutions, dans la perspective d'un véritable ultimatum à l'égard du président de la République »*. Selon M. Jean Poperen, MM. Jacques Chirac et François Léotard *« tendent à s'aligner »* sur l'ancien premier ministre.

« Contrairement à toute la pratique depuis un quart de siècle, déclare M. Jean Poperen, *les dirigeants de la droite veulent faire des élections législatives une occasion de renverser le président de la République, c'est-à-dire, en fait, de créer les conditions d'une grave crise politique, d'une crise de régime. Une fois encore, il se confirme que la droite ne joue pas le jeu, qu'elle ne le joue que s'il l'avantage. Et l'on ne peut ignorer que cette ligne « dure », ultimatiste, correspond aux sentiments profonds de l'électorat de droite : dans sa masse, cet électorat veut avec force l'union de l'opposition, mais il ne veut pas de compromis, il veut purement et simplement chasser la gauche de tout ce qui est le pouvoir. »*

M. Jean Poperen estime que la gauche ne doit pas *« s'enfermer »* dans *« ce jeu manichéen »*, mais qu' *« elle doit d'abord avoir souci d'être elle-même »*. Il dénonce l'attitude des deux élus de gauche qui avaient permis l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas *à la présidence* du conseil régional d'Aquitaine, et celle du MRG, qui s'est assuré la présidence du conseil général de Tarn-et-Garonne avec le consensus de voix de droite.

« La volonté du Parti socialiste, ajoute M. Jean Poperen, *est, d'abord, de rassembler à gauche, de jouer pleinement son rôle de pôle principal du rassemblement à gauche. C'est pourquoi il considère avec intérêt l'évolution de certains éléments, venant les uns du PSU, les autres du PCF, et qui, soit rejoignent le Parti socialiste lui-même, soit, en tout cas, affirment leur volonté de soutenir l'effort du gouvernement, de la majorité. Rien n'indique,* a contrario, *que l'accentuation de la campagne antisocialiste, antigouvernementale des dirigeants communistes leur ait été, à ce jour, bénéfique. »*

INSCRIPTION COLLECTIVE DE JEUNES MAGHRÉBINS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Une vingtaine de jeunes Maghrébins ayant la nationalité française se sont rendus, vendredi 10 mai, à la mairie de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour s'inscrire sur les listes électorales et *« profiter,* comme l'a expliqué l'un d'eux, *de ce droit que nous possédons : voter »*.

En fait, quatre jeunes seulement ont pu s'inscrire. Les autres, qui n'avaient pas apporté tous les papiers nécessaires, ont été invités à revenir. Cette initiative avait été prise par le Club jeunesse Francs-Moisins, une cité HLM de Saint-Denis, qui avait appelé les jeunes à s'inscrire au moyen de tracts : *« J'existe, donc je vote ; je vote, donc j'existe »*.

Ils sont environ un million de jeunes nés en France de parents étrangers à bénéficier de la nationalité française et donc, à terme, du droit de vote. Une proportion assez faible s'est jusqu'à présent inscrite sur les listes électorales.

Le collectif des droits civiques, qui soutenait l'initiative des beurs de Saint-Denis, a lancé une campagne nationale pour inciter les jeunes à profiter de leurs droits politiques. Des inscriptions collectives sur les listes ont déjà eu lieu dans les Bouches-du-Rhône et à Clermont-Ferrand. Le collectif s'apprête à diffuser des affiches et des badges sur ce thème.

France

Calme précaire en Nouvelle-Calédonie

Bastonnades à Lifou

L'association Information et soutien aux droits du peuple kanak organise, le lundi 13 mai, à 18 h 30, de la place de la Nation à la place de la République, à Paris, un défilé pour dénoncer, notamment, *« les violences de la droite et de l'extrême droite »* en Nouvelle-Calédonie (1). Cette initiative est appuyée par plusieurs autres organisations.

En Nouvelle-Calédonie, la situation demeure assez tendue, en particulier dans l'île de Lifou, où, vendredi 10 mai, un petit chef coutumier a été traduit devant un « tribunal populaire » du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) et « condamné » à quinze coups de bâton. Un autre Mélanésien, directeur d'école, a subi le même sort, et un employé des postes a été très sérieusement frappé après avoir été arrêté à un barrage : son état a nécessité son transfert à Nouméa.

(1) Cette association précise que, contrairement aux informations diffusées par certaines agences de presse et reprises par certains quotidiens (*le Monde* du 10 mai), le rassemblement du même genre, organisé le mercredi soir 8 mai à Paris, a eu lieu à son initiative et non à celle de la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR), dont l'animateur, M. Alain Krivine, s'était exprimé, en effet, ce jour-là, mais ailleurs qu'à *ce rassemblement.*

A PARIS, LE PROCÈS DE M. TJIBAOU

« Devant la carence du gouvernement, j'utilise la loi »

déclare M. Dick Ukeiwé

Le gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, représenté par M. Dick Ukeiwé, avait fait citer, vendredi 10 mai, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, M. Jean-Marie Tjibaou, le chef du FLNKS, pour *« atteinte à l'intégrité du territoire national »*, mais le procès s'est déroulé en l'absence du prévenu.

Bousculant les usages du tribunal de Paris, le conseil de M. Ukeiwé, Me Patrick Devedjian, avait fait une stricte application des textes sur la citation directe en choisissant lui-même la date d'une audience que la parquet, selon l'avocat, mettait peu d'empressement à fixer. La première audience est généralement consacrée à la fixation d'une date pour les débats, mais Me Devedjian insista pour plaider le jour même en déclarant : *« C'est maintenant ou jamais car une nouvelle citation devrait, en raison de textes rédigés au temps de la marine à voile, respecter un délai de cinq mois pour être délivrée en Nouvelle-Calédonie. Dans six mois, tout aura peut-être changé, il sera trop tard. »* Pour tourner cette difficulté, la citation d'origine avait été remise à M. Tjibaou, au cours d'une conférence de presse tenue le 26 avril dernier, au 173 rue de Charonne à Paris.

Un des défenseurs de M. Tjibaou, Me Michel Tubiana, a précisé que le chef du mouvement indépendantiste n'avait pas à déférer *« à une convocation saugrenue »* et qu'il avait *« mieux à faire en Nouvelle-Calédonie qu'à cette barre »*. Toutefois, l'article 88 du code pénal, qui réprime l'atteinte à l'intégrité du territoire national, prévoit une peine de un à dix ans de prison et, dans le cas où le prévenu risque une sanction supérieure à deux ans, sa présence aux débats est obligatoire. Aussi M. Tjibaou a-t-il été jugé en son absence dans un procès *« réputé contradictoire »*, puisque la citation, sauf jugement contraire du tribunal, est considérée *comme régulière.*

Placés dans l'impossibilité de plaider, les avocats de M. Tjibaou, Mes Jean-Jacques de Félice et Michel Tubiana, du barreau de Paris, François Roux et Alain Ottan, du barreau de Montpellier, et Gustave Tehio, du barreau de Nouméa, ont *diffusé* un communiqué dans lequel ils notent : *« M. Ukeiwé tente de faire juger, au mépris des droits de la défense, son adversaire politique avec une célérité étonnante et alors que celui-ci est absent (...) M. Tjibaou n'avait aucune raison de participer à une procédure intentée à la seule requête de M. Ukeiwé et qui n'est légale ni en la forme ni au fond (...). C'est une manœuvre politique qui tend à faire condamner judiciairement le droit du peuple canaque à son indépendance. »* En résumant le communiqué, l'un des avocats lâcha : *« C'est un procès d'opinion absolu et parfait »*.

Irrecevable

A la reprise de l'audience, M. Marc Domingo, substitut du procureur de la République, présenta ses observations en considérant que la citation *était* irrégulière puisque le 173, rue de Charonne, local associatif, n'est pas un domicile et en conséquence il demanda au tribunal d'effectuer des vérifications. En outre, le magistrat considéra la citation comme irrecevable : *« Seul l'Etat français a la possibilité de demander au ministère public le respect des dispositions de l'article 88. Le parquet a le monopole des poursuites en ce domaine. Le seul intérêt atteint est l'intérêt de la collectivité publique tout entier. La poursuite est irrecevable car elle empiète sur les prérogatives du ministère public »*.

Me Devedjian présenta une autre interprétation des textes en s'appuyant notamment sur le statut du territoire calédonien voté le 6 septembre 1984 qui a étendu les compétences du gouvernement territorial.

Après une brève suspension, le tribunal décidait de joindre ces incidents au fond et, prié de s'exprimer sur la poursuite engagée, M. Ukeiwé déclara notamment : *« Devant la carence du gouvernement, j'utilise la loi pour attirer l'attention de la justice française »*. Seul dans le prétoire abandonné par les avocats de M. Tjibaou, Me Devedjian dans une courte plaidoirie estima que le délit était caractérisé, en affirmant : *« Au-delà des passions politiques des hommes il y a les lois de la République. Le sang a coulé. Il y a une petite chance de sauver des vies humaines simplement en faisant appliquer la loi »*. Le tribunal présidé par M. Emile Cabié rendra son jugement le 24 mai.

M.P.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les possibilités d'action de l'ONF sont accrues

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 10 mai, en première lecture, le projet de loi sur « la gestion, la valorisation et la protection de la forêt ». Seuls les députés socialistes l'ont approuvé, ceux du RPR et de l'UDF ont voté contre et les communistes se sont abstenus

M. André Soury (PC, Charente) a justifié l'abstention de ses amis par la timidité du texte, alors qu'une *« politique forestière audacieuse »* s'impose selon lui. L'opposition partage ce point de vue. Ce projet n'est pas, en effet, une loi d'orientation mais seulement la traduction législative d'un élément d'un ensemble. Tout au long de la discussion, M. René Souchon, ministre délégué à l'agriculture et à la forêt, a rappelé que la politique forestière du gouvernement ne peut se résumer à ce seul élément. Le soutien à l'industrie du bois, par exemple, n'a pas sa place dans un texte de loi. M. Souchon a annoncé que l'Institut du développement industriel du bois, qui devrait jouer dans ce secteur un rôle équivalant à celui de l'IDI, verra le jour dans un mois ou deux.

M. Pierre Micaux (UDF, Aube) et M. Rolland Vuillaume (RPR, Doubs) ont redit leur crainte de voir mis à mal le droit de propriété, même si, sur certains points, comme la constitution d'association syndicale de gestion forestière, ils furent rassurés par les explications données par le ministre. S'ils ont maintenu leurs critiques sur le remembrement forestier, M. Souchon a pu leur faire remarquer que celui-ci ne fait que reprendre en les transposant les règles du remembrement qui, elles, ne sont pas contestées.

L'opposition, en revanche, a maintenu ses critiques sur le développement du rôle de l'Office national des forêts. Le texte prévoit que celui-ci pourra tenter des expériences d'exploitation en régie des forêts publiques dont il a la charge, alors que jusqu'ici il ne pouvait que vendre le bois sur pied. Pour M. Micaux, il s'agit là d'une concurrence faites aux entreprises privées jusqu'alors chargées de ce travail : *« C'est une nationalisation rampante »* affirme-t-il. M. Souchon lui rappela qu'un tel système est utilisé en Alsace-Moselle, à la satisfaction de tous, ce que confirma M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), lequel ne veut absolument pas qu'une telle possibilité disparaisse dans sa région. Le ministre précisa que de toute façon ces expériences ne seront poursuivies que si l'ONF fait la preuve qu'il peut effectuer ce nouveau travail en respectant les critères de rentabilité commerciale.

Ainsi le projet de M. Souchon n'a-t-il pas été fondamentalement modifié par l'Assemblée, les amendements votés à l'initiative de M. Duroure touchant plus à la forme qu'au fond.

En revanche, les députés furent unanimes pour contester la solution préconisée par le projet pour les travailleurs forestiers. Ceux-ci sont, en effet, souvent victimes de fraude à la législation sociale, leurs employeurs faisant pression sur eux pour qu'ils se déclarent comme travailleurs indépendants. Le texte du projet ne faisait que prévoir une présomption de salariat. M. Souchon reconnaissait que cela n'était guère satisfaisant, mais il s'était opposé à l'amendement de la commission de la production, voté par tous les groupes de l'Assemblée et confiant à un décret le soin de préciser les *« conditions de capacité ou d'expérience professionnelle et d'autonomie de fonctionnement »* qui permettront de faire la part entre salariés et travailleurs indépendants. M. Duroure a maintenu son texte en expliquant qu'il permettrait au gouvernement de mieux régler le problème dans la suite de la discussion parlementaire.

R.Sa.

AU SÉNAT

M. Chevènement critiqué par les communistes

Hier irréductible sujet d'affrontement entre les socialistes et l'opposition, l'enseignement était devenu, le temps d'un après-midi, au Sénat, vendredi 10 mai, le terrain privilégié des critiques communistes contre le gouvernement.

Certes, il y a encore quelques craintes du côté de la majorité sénatoriale, telles celles de M. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, sur le recrutement et la formation des maîtres du privé, ou de M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) jugeant *« trop jacobine »* la démarche du ministre de l'éducation nationale. Mais la modération du ton des sénateurs de l'opposition s'explique, ont-ils suggéré, par le changement de discours du gouvernement en la matière, M. Jean-Pierre Chevènement faisant le *« contraire de ce qu'avaient annoncé les socialistes »*, d'après M. Gouteyron. Argument refusé par le ministre qui nie s'être opposé à son prédécesseur.

Continuité ou non, huit sénateurs communistes ont dénoncé la persistance des causes de l'échec scolaire. Sureffectifs, fermetures de classes, insuffisances de moyens, que ce soit en personnel ou en locaux... la liste des critiques était longue. *« Si l'école ne peut répondre aux besoins de formation de notre temps, c'est en grande partie la responsabilité des gouvernants de droite »* observe *Mme Hélène Luc, présidente* du groupe communiste. *« Cependant,* ajoute-t-elle, *voilà quatre ans que vous êtes au pouvoir, quatre ans c'est assez de temps pour ouvrir l'école sur la vie, encore faut-il en avoir la volonté et s'en donner les moyens. »* Mme Rolande Perlican (Paris) va encore plus loin : *« la droite a, pendant des années, dévalorisé notre enseignement mais les orientations actuelles du gouvernement constituent une nouvelle régression »*.

A ce flot de reproches, M. Chevènement rappelle ce qu'est — ou plutôt ce que n'est pas — la vocation de l'école : l'école n'est pas là *« pour résoudre les problèmes sociaux »*, elle n'est pas responsable de ce qui va mal, pas plus du chômage que des divorces. *« Son rôle est de transmettre les connaissances et les valeurs républicaines : liberté, égalité et fraternité. »* Elle est *« une chance de réussite pour chacun et pour le pays »*, et aussi la *« matrice de l'unité nationale »*, ajoute-t-il. Pour le ministre de l'éducation nationale, *« l'école publique n'a rien à gagner d'un discours misérabiliste qui ne montre jamais ce qui va bien »*. *« Les propos tenus par les sénateurs communistes ne servent pas l'école publique »*, a conclu le ministre de l'éducation nationale.

A. Ch.

UN COLLOQUE SUR LE « SERVICE DE L'ETAT »

L'éternité des fonctionnaires

La Fondation Hugot du Collège de France (1) a organisé, les 9 et 10 mai, un colloque sur le thème « Servir l'Etat », auquel ont participé une trentaine de chercheurs français et étrangers de disciplines différentes et des spécialistes de la fonction publique, comme MM. François Bloch-Lainé, Michel Debré, Jacques Narbonne, Simon Nora et Bernard Tricot. Cette réunion avait pour objet de confronter les conceptions du service public ayant existé au cours de l'histoire dans des sociétés différentes (Chine, Japon, Inde, Afrique, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne...).

Le débat qui nous agite sur le « trop » ou le « trop peu » d'Etat, le nombre et les privilèges des fonctionnaires, les mérites respectifs du libéralisme et du dirigisme pourrait nous faire croire — avec notre incorrigible nombrilisme — que la France est, une fois de plus, en train d'inventer l'histoire. Et pourtant rien n'est plus naïf que de vouloir réfléchir au problème du service public le nez collé sur l'ici et le maintenant, *puisque l'administration est à la fois* éternelle (ou presque) et consubstantielle à l'idée même d'Etat. Il n'y a pas d'Etat sans fonctionnaires, et ceux-ci ont (dans leur essence) *une longévité bien supérieure* à celle de tous les régimes politiques.

C'est cette idée qui a conduit le Collège de France à élargir, vertigineusement, le champ de vision en étudiant le service de l'Etat à son échelle véritable qui est celle des civilisations.

Les maîtres en la matière, les modèles de bureaucrates du monde entier, ce sont évidemment les Chinois qui, comme l'a rappelé Jacques Gernet, ont inventé l'Etat centralisé au quatrième siècle avant J.-C., et les concours de recrutement des mandarins (c'est-à-dire des hauts fonctionnaires) au septième siècle. Dès cette époque, un appareil administratif parfaitement constitué était en place — avec ses ministères spécialisés, ses chefs de service, ses gouverneurs, préfets, inspecteurs, commissaires, contrôleurs... — qui fonctionna, avec des hauts et des bas, pendant plus de mille deux cents ans...

S'il s'effondra au dix-neuvième siècle c'est, estime Jacques Gernet, qu'il fut asphyxié par l'excès de centralisme du pouvoir impérial et la mise en place d'appareils de contrôle parallèles — les eunuques chargés de surveiller les mandarins — et aussi parce que les épreuves des concours étaient devenues d'un formalisme tel qu'elles ne permettaient plus de recruter les élites.

Mais cette disparition ne devait pas être définitive. Mme Marianne Bastid-Bruguière a expliqué comment les derniers empereurs, puis la République de Sun Yat-Sen avaient entrepris de remettre sur pied un appareil administratif qui prit sous le régime communiste l'importance que l'on sait et retrouva naturellement les modes de pensée et les comportements des grands ancêtres. La phase de modernisation que connaît actuellement le régime voit le triomphe des « mandarins » (c'est-à-dire des administrateurs et des techniciens) sur les « commissaires » (les cadre du parti) qui tenaient le haut du pavé à l'époque de la révolution culturelle.

Cette permanence de l'appareil à travers les régimes, on la retrouve en Inde où, comme l'a montré Gilbert Etienne, le corps de fonctionnaires formé en 1858 — par les Anglais sur le modèle chinois avec l'*Indian civil Service*, — a permis la mise en place du nouvel Etat indépendant, puis assuré le développement économique du pays en fournissant un encadrement de qualité, rare dans les pays du tiers-monde.

Des « caméléons de qualité »

La France est un autre exemple remarquable d'une continuité de la fonction publique relativement peu *altérée par les secousses politiques.* Dès le haut Moyen Age, a montré Emmanuel Le Roy Ladurie, la nation se constitue autour de la personne du roi et un équilibre se met en place, cahin-caha, entre une administration centrale très faible au début, des institutions locales solides et des corps intermédiaires structurés (parlements, clergé, corporations...) *entre lesquels il s'agit* d'arbitrer. Si la cour prend à Versailles une importance grandissante, l'administration de la monarchie dite « absolue » est en fait relativement *décentralisée jusqu'à* la veille de la Révolution.

C'est sous le règne de Louis XVI, note Michel Bruguière, que sont prises dans le domaine financier une série de mesures tendant à renforcer le contrôle de l'Etat, qui ne prendront effet qu'à la Restauration. Et Michel Bruguière montre comment cette mainmise progressive du pouvoir central a été menée pendant les trente années les plus troublées de l'histoire de France par un personnel pratiquement inchangé.

Les hauts fonctionnaires des finances ont traversé sans trop de mal les tempêtes révolutionnaires, et bien des commis ayant commencé leur carrière sous l'Ancien Régime se retrouvent à des postes-clefs de l'administration des finances sous l'Empire. Fascinante continuité du service public, grâce à ces *« caméléons de qualité »*, dont on ne sait s'il faut admirer l'opportunisme cynique ou la vertu marmoréenne qui les rend invulnérables aux passions politiques.

Ce désintéressement absolu, cette indépendance totale à l'égard du politique, qui firent longtemps l'honneur de la haute fonction publique française, voilà ce qui, selon François Bloch-Lainé, est en train d'être remis en cause, et c'est ce qui l'inquiète. Selon lui, on assiste depuis une dizaine d'années à une double dégradation : d'une part, l'administratif et le politique s'interpénètrent de plus en plus (les pouvoirs ont tendance à nommer les responsables de l'administration en fonction de leurs opinions, et les fonctionnaires à envahir la sphère politique dans les cabinets ministériels et au Parlement). D'autre part, la fonction publique, avec sa croissance tentaculaire, sa centralisation, sa rigidité, sa tendance à vouloir gérer l'économie et contrôler la société civile, ne répond plus aux besoins d'initiative, d'innovation, de communication d'une société moderne.

Le juridisme américain

Et François Bloch-Lainé se demande *s'il ne faudrait pas interdire* aux fonctionnaires d'être députés, revoir les privilèges qui accompagnent le statut de la fonction publique, renforcer les obligations de réserve. Pour lui, les fonctionnaires doivent retrouver l'autonomie qui est le gage de l'indépendance et de la durée et *qui leur permettra de se* consacrer aux tâches de direction, de réforme et de planification. Bref, il faut redéfinir plus nettement les rôles de l'élu et du fonctionnaire, du *gouvernant et du commis*, et mettre fin aux glissements dangereux auxquels on assiste actuellement.

Est-ce utopique ? Ceux, en tout cas, qui croiraient, comme on l'entend souvent dire, que la solution à cet épineux problème est à chercher de l'autre côté de l'Atlantique seront déçus par l'intervention de Michel Crozier, pour qui l'administration est, aux Etats-Unis, également envahissante et inadaptée. La différence fondamentale avec la France est toutefois qu'elle n'assume pas une fonction de direction ou de gestion, au nom d'un mythique « intérêt général », mais d'arbitrage entre des intérêts particuliers concurrents et *également respectables. L'administration* n'est pas là pour organiser, mais pour négocier et faire respecter le droit. Son principal problème, maintenant, est de ne pas se laisser *asphyxier par un juridisme proliférant* et par la tendance des différents corps sociaux à se barricader derrière une accumulation de règlements protecteurs. Les difficultés ne sont pas moindres en Grande-Bretagne, comme l'a indiqué Benedict Meynell, où la crise et l'échec des travaillistes *ont* sérieusement entamé la crédibilité du Civil Service.

Ces difficultés d'adaptation aux évolutions sociales et technologiques peuvent paraître mineures pour des nations aussi enracinées dans l'histoire. Deux interventions plus exotiques ont rappelé toutefois que les administrations — comme les civilisations — sont mortelles, le coup de grâce pouvant venir de leur propre inaptitude à se transformer ou d'interventions extérieures. Francine Herail a montré comment une bureaucratie très sophistiquée, née au Japon au septième siècle sur le modèle chinois et qui prétendait contrôler chaque individu, s'est effondrée deux cents ans plus tard, entièrement paralysée par l'autorecrutement et le ritualisme. Et Emmanuel Terray nous dit comment le service de l'Etat dans les royaumes d'Afrique de l'Ouest, qui reposait sur un pacte subtil entre les familles et les communautés, a été entièrement détruit par la colonisation, sans pouvoir être reconstitué dans les nouvelles nations indépendantes, aux contours artificiels. L'échec *des administrations, déracinées* et corrompues, dans les pays africains est l'un des drames majeurs de ce continent.

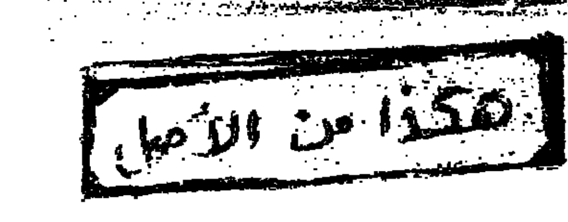
Ces exemples, certes marginaux, montrent en tout cas qu'il n'est pas d'Etat stable sans communauté de référence, reconnue de façon incontestable par chacun de ses membres, et sans un jeu interne suffisant, *permettant aux forces et aux problématiques* nouvelles de trouver leur expression.

Mais, quelle que soit la perfection des machineries administratives mises en place, leur efficacité, en dernier ressort, dépend de la qualité des hommes. Le dévouement, l'intégrité, la compétence, tiennent à de nombreux facteurs, tels que le prestige de la fonction, les rémunérations, la formation, le mode de recrutement, l'intérêt dans le travail, la conviction de servir une noble cause...

Les Chinois avaient inventé une prime spéciale pour les fonctionnaires, destinée à *« entretenir la probité »*. Dans leur grande sagesse, ils savaient que, pour gouverner les hommes, la vertu et l'intérêt sont également nécessaires...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Créée en 1979 par la volonté du mécène *Jean-Pierre Hugot, qui* avait légué sa fortune à l'Institut et au Collège de France, cette *fondation a pour* objet de développer les activités du Collège et d'organiser des rencontres pluridisciplinaires. Son directeur est *M. Jean-Pierre de Morant. Elle a son* siège 11, rue de l'Université, 75007 Paris.



L'agitation dans plusieurs prisons de province

Prise d'otages à Béziers

Un 10 mai « chaud » dans certaines prisons de province et une tendance à l'apaisement dans celles de la région parisienne. Vendredi 10 mai, c'est à Béziers (Hérault) que la tension a été la plus vive. Vers 17 heures, centre trente détenus de la maison d'arrêt ont retenu en otages, pendant une heure, trois surveillants et un assistant social. A Lyon, Jacques L., cinquante ans, en détention préventive à la prison Saint-Paul pour une affaire de vol, s'est pendu, le 10 mai au matin, et a été transporté dans un état comateux à l'hôpital. A Douai (Nord), les trois détenus installés depuis le 9 mai sur le toit de la maison d'arrêt, ont été relayés le 10 en fin d'après-midi par cinq autres prisonniers. A Amiens (Somme) cinquante détenus environ ont manifesté, peu après midi, sur le toit de la maison d'arrêt, brandissant une banderole « Nous voulons dialoguer sur le traitement carcéral ». **Mais à Rouen comme à Nice, à Chambéry et à Avignon, les mouvements de prisonniers ont duré, ce vendredi 10 mai, quelques heures.**

En région parisienne, ce même vendredi, un calme relatif est revenu à Fresnes (Val-de-Marne), à Fleury-Mérogis (Essonne) et à Bois-d'Arcy (Yvelines), après les violents incidents de ces derniers jours.

M. Badinter : « Des réformes, oui; le désordre, non »

Il n'y aura pas de nouvelles réformes dans les prisons tant que les désordres persisteront, a déclaré M. Robert Badinter, *vendredi* 10 mai, sur Europe 1. Le garde des sceaux, qui a rappelé que *« beaucoup avait été fait pour* [les] *humaniser »* depuis le changement de majorité, a affirmé que ce *« courant continu »* de réformes se poursuivrait mais que rien n'était *« possible dans l'agitation et sous la pression »*. *« L'ordre*, a-t-il insisté, *doit régner dans les prisons. »*

M. Badinter n'a pas dit précisément quelles réformes il envisageait, mais a reconnu que, dans le domaine de la santé, de l'éducation, et de la formation professionnelle des détenus, il n'avait pas accompli tout *ce qu'il voulait accomplir.*

Pour le garde des sceaux, il faudrait 40 000 places au total dans les prisons alors qu'il n'y en a qu'environ 32 000.

Il a rappelé qu'il avait « hérité » en 1981 de *« 28 500 places pour 41 000 détenus »* et d'une politique pénale, celle de M. Alain Peyrefitte, *« qui annonçait plus de condamnations »* encore.

Pour atteindre l'objectif de 40 000 places, il faudrait 1 milliard de francs pendant trois ans, a-t-il calculé, en rappelant que chaque nouvelle place en prison coûtait *400 000 francs. Pour lui, cependant*, le meilleur moyen de réduire le surpeuplement est de développer, en amont, des solutions de rechange à l'incarcération comme le contrôle judiciaire.

M. Badinter ne rétablira « jamais » les quartiers de sécurité, *qui ont pour résultat de « casser »* les hommes, mais il a averti que lorsque les auteurs des saccages à Fleury-Mérogis (Essonne), dimanche 5 et lundi 6 mai, seront précisément identifiés, *« les réquisitions du parquet seront fermes »*. Il a révélé que si les douze jeunes détenus montés sur le toit de la maison d'arret de Bois-d'Arcy (*Yvelines*) n'étaient pas descendus d'eux-mêmes, jeudi aux petites heures de la matinée, le groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) aurait agi à 7 heures.

Le garde des sceaux, qui a rendu hommage aux gardiens de prison, *s'est enfin déclaré opposé à la création* de syndicats de détenus, tout en rappelant que ceux-ci pouvaient militer aujourd'hui au sein des associations culturelles et sportives des prisons.

A FLEURY-MÉROGIS

La « théorie des meneurs » n'explique pas tout

estime une partie du personnel

Une partie des personnels médico-socio-éducatifs de la prison de Fleury-Mérogis dénonce la *« série de transferts »* de détenus entreprise depuis dimanche 5 mai par l'administration pénitentiaire qui *« ne fait que reprendre la vieille théorie des meneurs ».*

Dans un communiqué publié le 10 mai, plusieurs membres du personnel médico-socio-éducatif estiment que cette *« théorie est pourtant contredite par les faits eux-mêmes ».* Selon eux, *« les révoltes ont continué, alors que les prétendus meneurs étaient déjà dispersés dans les quartiers disciplinaires ». « Deux cents détenus,* ajoutent-ils, *ne se soulèvent pas sous la pression de quelques-uns. »*

« Si les détenus ont saccagé dimanche les installations du bâtiment D4, si des secousses continuent à agiter les prisons, c'est précisément parce que les moyens d'expression, indispensables soupape de sécurité dans tous les domaines, n'existent pas en prison », conclut le communiqué.

● RECTIFICATIF. – Il y a eu cinquante-quatre suicides en prison en 1982 et cinquante-sept en 1983, et non l'inverse comme nous l'avons indiqué dans *le Monde* du 11 mai, en première édition.

La CFDT demande la libération des détenus condamnés à des peines inférieures à six mois

La CFDT va intervenir prochainement auprès des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale pour obtenir la mise en discussion et *le vote d'une loi qui permettrait* de remettre en liberté les détenus condamnés à des peines inférieures à six mois de prison, a annoncé M. Robert Bono, secrétaire national de la Confédération, le 10 mai, au cours d'une conférence de presse consacrée à la surpopulation et à l'agitation dans les prisons. *« Ces détenus représentent 17 % du total des effectifs des prisons françaises »*, a précisé M. Bono. *Il* a indiqué que la CFDT avait demandé au garde des sceaux de donner des instructions pour que les peines inférieures à six mois soient systématiquement remplacées par des peines de substitution. Ces dernières représentent, *« en France, moins de 3 % des peines prononcées chaque année, ce qui est un chiffre tout à fait marginal »*, a précisé M. Bono.

Pour sa part, M. Claude Bodin, secrétaire général du Syndicat des services pénitentiaires CFDT, a préconisé la redéfinition du rôle de la prison, une meilleure formation des gardiens et l'association du personnel à l'élaboration du règlement interne des prisons.

Bien que demandant une augmentation des effectifs, M. Bodin a estimé que *« le problème principal n'est pas le manque de personnel, mais la mauvaise utilisation de celui qui existe ». « Plus de 10 % des surveillants sont employés à des tâches administratives ou techniques, et de nombreux gardiens, faute de formation suffisante, sont désarmés devant certaines situations »*, a-t-il estimé.

● *La Ligue des droits de l'homme* rappelle qu'elle *« n'a cessé d'affirmer la nécessité de voir aboutir une grande réforme pénitentiaire basée sur les droits fondamentaux des citoyens ».* Mais, ajoute-t-elle, *« sans une augmentation notable des crédits du ministère de la justice, toute réforme risque d'être inefficace ».* Déplorant que *« en dépit des nouvelles dispositions légales, le placement en détention provisoire d'un inculpé demeure trop souvent la règle »*, la Ligue regrette que le recours à des peines de substitution *« ne soit envisagé qu'avec réticence par le parquet ou les magistrats du siège ».*

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE JUDO

Les haltérophiles en kimono à leur vraie place

Pour la troisième année consécutive, aux championnats d'Europe de judo, les catégories de poids mi-moyens et moyens ont été dominés par le Britannique Adams (moins de 78 kilos) et le Soviétique Pesniak (moins de 86 kilos), qui se sont imposés en finale le 10 mai, aux dépens respectivement du Polonais Legien et de l'Allemand de l'Ouest Bazynski.

Pour la deuxième année consécutive, le Français Michel Nowak a obtenu la médaille de bronze des mi-moyens en dominant le Roumain Fratica, champion 1982 de la catégorie. En moyens, le Français Fournier, qui a été d'abord battu par Pesniak, a ensuite été éliminé en repêchage par le champion olympique autrichien Seisenbacher.

De notre envoyé spécial

Hamar (Norvège). – Il est regrettable que les championnats d'Europe 1985 se déroulent dans le cadre confidentiel d'une grosse bourgade norvégienne qui sort à peine du long hiver polaire. Deux artistes des tatami ont en effet donné, à l'occasion de la dernière *journée de compétition, un récital* qui aurait mérité la plus large audience.

Naguère, la force pure avait peu à peu pris le pas sur la science du déséquilibre. Les assauts ressemblaient de plus en plus à de longs bras de fer. Les combattants soviétiques, qui avaient été formés à l'école du Sambo de lutte d'Asie centrale, avaient été les précurseurs *de cette déplorable évolution.*

Or, ces quatre dernières années, l'école soviétique a produit le plus grand nombre de stylistes. *Il* est vrai que les membres de l'équipe d'Union soviétique passent de plus en plus de temps, chaque année, dans les universités japonaises. Vitali Pesniak est sans doute le plus beau représentant de cette nouvelle génération qui a résolument choisi la *voie de la souplesse. Chez les poids* moyens, qui comprennent traditionnellement les plus robustes athlètes, *sa silhouette à la* Robert de Niro paraît un peu fragile. Contrairement à la plupart des représentants de cette catégorie, il ne cherche pas à faire plier l'échine à ses adversaires. Il paraît même saisir le kimono de ses rivaux avec une certaine désinvolture. Mais cette apparente décontraction cache une vivacité prodigieuse.

Alors que le Polonais Sadej *tentait de le tenir à distance*, il a tout à coup bondi, effectuant une sorte de rouleau ventral autour du bras tendu pour porter, en retombant, une clé au coude. Le Français Fournier a, pour sa part, expérimenté la rapidité des anticipations du Soviétique : celui-ci a contré un grand fauchage de jambes en se décalant au moment de l'attaque, pourtant très forte. Enfin, Pesniak est capable de surprendre les adversaires les plus différents, en variant les techniques comme peu de judokas savent le faire. *En finale, l'Allemand de l'Ouest Bazynski, qui* avait jusque-là fait un parcours très brillant, est allé six fois au tapis sur deux projections de jambes différentes, deux confusions d'attaque d'épaule enchaînées en fauchage de jambes et deux enroulements de bras. A côté du Soviétique, qui avait été privé du voyage de Los Angeles, le champion olympique autrichien Seisenbacher *a donné en Norvège l'impression* d'être un néophyte.

Seul l'Anglais Niels Adams a été au niveau de Pesniak ; l'ancien champion du monde des mi-moyens, qui a malheureusement échoué en finale des Jeux olympiques, s'est appliqué cette fois à faire une *démonstration de travail au sol. Les* phases de combat, peu compréhensibles pour le public, sont très techniques. Or, dans des situations apparemment inextricables, Adams est parvenu à passer deux étranglements et une clé de bras, avec une précision d'horloger, *avant de renverser* le jeune Polonais Legien qui avait abordé la finale comme un combat de boxe.

Bref, Pesniak et Adams, qui ont gagné le 10 mai leur troisième titre européen consécutif, ont fait à eux deux à peu près tout ce qu'il était *possible de faire en judo avec* du talent. Et cela a remis les haltérophiles en kimono à leur place.

ALAIN GIRAUDO.

● FOOTBALL : *Coupe de France.* – Monaco, sur son terrain, a battu le Racing-Club de Paris (3-0), vendredi 10 mai, à l'occasion du premier match aller des quarts de finale de la Coupe de France.

● TENNIS : *Tournoi de Forest Hills.* – Les demi-finales du tournoi des champions, qui doivent avoir lieu samedi 11 mai à Forest Hills, opposeront l'Américain John McEnroe au Suédois Henrick Sundstroem et le Tchécoslovaque *Ivan Lendl* à l'Américain Aaron Krickstein. En quarts de finales, McEnroe a battu l'Italien Claudio Panatta 3-6, 6-2, 7-6 ; Lendl a éliminé l'Américain Lawson Duncan 6-3, 6-3 ; Krickstein a battu son compatriote Brad Gilbert 6-3, 7-6, et Sundstroem a dominé l'Américain Terry Moor 6-1, 6-2.

LES ACCUSÉS DE LA TUERIE D'AURIOL AUX ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Le temps des bilans

Aix-en-Provence. – ***Le long voyage à l'intérieur du SAC marseillais (Service d'action civique), de ses phantasmes, de ses extravagances, de ses inquiétants mystères, est terminé. Les jurés ont maintenant vu et entendu tous ceux qui en firent partie. Ils ont mesuré la crainte encore visible des uns, l'assurance tranquille de quelques autres. Certaines des histoires rapportées les ont à l'occasion fait rire. Qui l'eût cru ? Mais cette affaire est telle que le pittoresque devait y alterner avec l'horrible. Depuis plus d'une semaine, on avait semblé de la sorte perdre de vue les crimes accomplis et ceux qui sont accusés de les avoir commis. Ce fut pourtant là l'aboutissement de toutes ces années obscures au cours desquelles se développèrent les méfiances, les intrigues, les ambitions, et se nouèrent les antagonismes en raison de secrets réels ou imaginaires dont chacun redoutait la révélation par l'autre.***

Et voici, désormais, le temps des bilans.

De notre envoyé spécial

Les avocats des familles victimes, parties civiles, ont commencé vendredi 10 mai de présenter leurs conclusions. Tour à tour Mes Roger Malinconi, Sophie Bottaï, Paul Lombard et Christian Rosso ont ramené brutalement l'auditoire au massacre de la nuit du 18 au 19 juillet 1981. Pour eux, il n'y a pas à distinguer entre les accusés. La responsabilité est égale pour chacun. Leur collaboration dans l'action fut telle qu'ils sont aussi coupables les uns que les autres. *« Ce crime,* a dit Me Malinconi, *c'est du terrorisme mais commis par des terroristes sans cause. » « Ces pourvoyeurs de mort,* a renchéri Me Bottaï, *sont une insulte à la condition humaine. »*

Car pour les parties civiles, tout a *été prémédité*, y compris le massacre de la famille Massie. Certes, l'objet de l'entreprise c'était bien l'élimination de Jacques Massie, décidée par Maria, mais pour y parvenir on n'avait pas exclu l'éventualité d'avoir à tuer d'autres personnes. La preuve ? C'est Didier Campana qui l'a donnée dans l'une de ses déclarations à l'instruction : *« Je pense que, contrairement à ce qu'on avait dit, il était décidé de faire disparaître Jacques Massie et nécessairement les personnes présentes lors de son interpellation. »* Pourquoi, au reste, si cette hypothèse n'avait pas été envisagée, tout ce matériel, toutes ces armes et surtout cette camionnette qui seule pouvait devenir un fourgon mortuaire suffisant ?

Les mobiles ? Sur ce chapitre les représentants des parties civiles n'ont pu, jusqu'à *présent, qu'émettre*, eux aussi, des interrogations. Mais tous constatent que c'est bien pour le SAC, au *nom* du SAC, *que* fut déclenchée la tuerie. Alors, ont-ils dit, il ne suffit pas que M. Debizet, ancien secrétaire général du SAC, nous ait affirmé que rien ne pouvait justifier une tuerie pareille, à laquelle ne saurait être mêlée cette organisation. C'est bien le SAC, les membres du SAC, qui voulaient la mort d'un autre membre du SAC. Pour quelles raisons ? Pour la protection de quels secrets ? La loi du silence observée par tous ne permet guère de le savoir.

Stigmatisés, interpellés de la sorte, les six accusés en sont revenus à leur attitude des premiers jours. Accablement pour Finochietti, Poletti, Campana et Massoni, les quatre qui se reconnaissent participants. Affectation d'indifférence, mais affectation seulement, pour *Lionel Collard et Jean-Joseph* Maria, qui, eux, plaideront non coupables jusqu'au bout, mais n'en écoutent pas *moins avec attention* ceux qui les accablent, tel Me Paul Lombard, en relevant les dissimulations qu'ils tentèrent lorsqu'on leur demanda, d'emblée, leur emploi du temps pour les journées des 18 et *19 juillet 1981.*

Témoignages politiques

Revenons maintenant un peu en arrière, à la matinée de cette journée de vendredi. *Elle* avait *été réservée* pour les témoignages des hommes politiques marseillais qui avaient connu, soit les victimes, soit tel ou tel des accusés. Les uns étaient socialistes, les autres RPR. Auditions sans résultats tangibles, mais non négligeables pour autant.

M. Michel Pezet, président du conseil régional (PS), est avocat. C'est en cette qualité qu'il a connu Jacques Massie, ayant des liens avec son beau-père, M. Jacquèmes, un ancien de la SFIO. Il s'est occupé de lui pour une affaire d'accident de motocyclette et lui a fait obtenir des dommages-intérêts. Mais pour autant il n'a jamais su que ce client policier était le chef du SAC marseillais. Alors, bien sûr, il a totalement démenti l'affirmation de Poletti selon laquelle, dans les documents brûlés par ce dernier après la tuerie, se trouvait une lettre de l'homme politique remerciant Massie d'un concours à sa campagne électorale de *1981.*

M. Louis Philibert, député socialiste et président du conseil général des Bouches-du-Rhône, n'a pas connu Massie mais seulement son beau-père. A-t-il pour autant consenti des interventions en faveur de ce dernier ? *« Uniquement, monsieur le président, pour lui permettre de soumissionner dans certains marchés, mais cela sans résultat. »*

Pour M. Joseph Comiti, ancien ministre et ancien député RPR, comme pour M. Hyacinthe Santoni, député RPR, il ne fallait pas mélanger les genres. Dans leurs réunions électorales, il n'était pas question de recourir au SAC. Les militants du mouvement suffisaient. M. Santoni a même expliqué que les « gros bras » ne lui sont absolument pas nécessaires. *Lui, pour assurer* la bonne tenue des meetings de M. Chirac, fait appel aux groupes folkloriques provençaux. Les fifres de *l'Arlésienne* sont à ses yeux de bien meilleure efficacité que les « porte-flingues ».

Dans ces conditions, il leur a été *demandé les raisons* qui les faisaient ainsi prendre tellement de distance avec les hommes de M. Debizet. A quoi servait donc ce SAC marseillais si personne n'en voulait, même pour les tâches prévues par ses statuts ? *« Je n'ai pas le goût du spectacle »*, a simplement répondu M. Santoni.

M. Marcel Pujol, ancien député RPR, a montré moins de réticences. *Jacques Massie, il l'a connu.* Il lui a même concédé, un moment, des bureaux à sa propre permanence. En fin de compte, *il l'a jugé trop ambitieux* et a même douté de son bon sens en l'entendant raconter comment il plaçait des systèmes d'écoute sur les téléphones des députés amis, ou assurer que, pour avoir *« filé Gaston Defferre, il pouvait dire que le maire de Marseille était un travesti ».*

Ce fut l'ultime occasion de ces rires que, lundi 13 mai, le réquisitoire de M. Christian Lassalle achèvera de faire oublier.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'HYDROX MIEUX QUE L'HÉLIOX ?

L'expérience Hydra V, au cours de laquelle six hommes vivront, dans les caissons du Centre expérimental hyperbare de la Comex à Marseille, à la *pression de 45 bars (équivalant* à la pression régnant sous 450 mètres d'eau), a commencé le 4 mai à 20 heures pour la première équipe, le 7 mai à 20 heures pour la seconde équipe. L'expérience Hydra V a pour but de tester les réactions des plongeurs vivant dans un mélange gazeux – l'hydrox – fait d'hydrogène et d'oxygène.

L'hydrox devrait permettre un travail physique plus aisé et plus important et des profondeurs plus grandes que ne le permet l'héliox, le mélange respiratoire classique fait d'hélium et d'oxygène.

La pression de 45 bars a été atteinte le 8 mai à 16 heures par la première équipe et le sera *le 13 mai à 16 heures par la* seconde. La décompression commencera, pour les six hommes, *le 23 mai à 4 heures* et s'achèvera le 6 juin à 11 heures.

L'expérience est menée conjointement par la Comex et le Groupe d'intervention sous la mer (GISMER) de la marine nationale, avec la participation de *l'Institut national de plongée* professionnelle (INPP).

● *Nominations.* – Le Centre national de la recherche scientifique a confié la direction de sa filiale d'édition les Presses du CNRS à Mme Simone Scemla. Géographe, Mme Scemla a travaillé aux Éditions encyclopédiques, puis aux éditions de littérature générale, en tant que directeur des éditions à la librairie Hatier.

LE « MAL DES LYCÉENS DE MORTAGNE » NE SERAIT PAS DU A UN VIRUS

D'après les premiers résultats de l'enquête, les mystérieux malaises ayant atteint, la *semaine dernière*, une centaine de collégiens de Mortagne-au-Perche (Orne) *(le Monde* du 10 mai) ne seraient pas dus à un virus. *« Vraisemblablement, nous ne trouverons rien »* nous a déclaré le professeur Freymuth, chef du service de virologie du CHU de Caen.

On avait du *mal à imaginer*, qui plus est chez des enfants, qu'une infection virale puisse se manifester *en l'absence de tout signe infectieux.* Reste l'hypothèse d'une vague d'hystérie collective. La réouverture du collège, lundi 13 mai, sera à cet égard intéressante à observer...

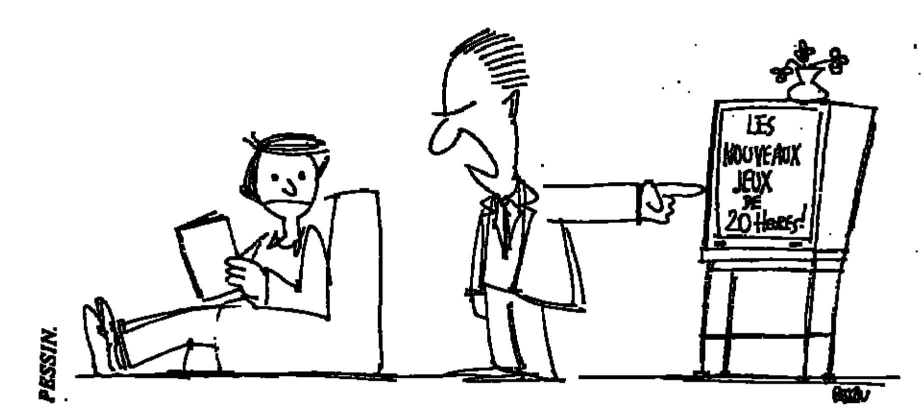
LE CHILI CONDAMNE L'ESSAI NUCLEAIRE FRANÇAIS A MURUROA

Santiago *(Reuter).* – Le nouvel essai nucléaire souterrain fait par la France à Mururoa, jeudi 9 mai, continue à soulever des protestations dans les pays du Pacifique sud. Après la Nouvelle-Zélande et l'Australie *(nos dernières éditions)*, le Chili proteste à son tour et indique son intention de porter l'affaire devant la prochaine conférence internationale sur l'environnement. Selon le directeur de la politique spéciale au ministère des affaires étrangères, M. Fernando Gamboa, *« la position du Chili est partagée par l'Equateur, le Pérou et la Colombie ».*

LES NOUVEAUX PROGRAMMES DE LA TÉLÉVISION SCOLAIRE

TF 1 = CM 2

Souvent célébré mais jamais vraiment consommé, le mariage de l'école avec la télévision est de nouveau à la mode. Le « protocole de coopération » ratifié par le ministre de l'éducation nationale et le PDG de TF1 mardi 30 avril à Toulouse (le Monde du 3 mai) scelle les retrouvailles de deux institutions qui n'avaient pas trouvé de modus vivendi jusqu'à présent. Au programme dès la rentrée : une série éducative matinale et un jeu qui opposera les meilleurs lycéens de France à une heure de grande écoute.



Le monde enseignant avait vu mourir sans émotion, en 1983, les dernières émissions de télévision scolaire destinées à l'école élémentaire. La télévision scolaire, née trente ans plus tôt, s'était développée à une époque où les vertus pédagogiques du petit écran paraissaient illimitées. Peu adaptée à la vie concrète des classes, victime d'un équipement audiovisuel déficient et délaissée par nombre de professeurs, la télévision scolaire a fait naufrage au moment même où la « télé », celle du grand public, conquérait une place toujours plus large dans l'emploi du temps des enfants. Ils la regardent aujourd'hui plus de deux heures par jour en moyenne.

Pourquoi dès lors ne pas introduire une pincée d'« éducatif » dans la grande marmite télévisuelle? Le Centre national de documentation pédagogique (CNDP), qui réalise depuis l'origine les émissions scolaires, tente l'expérience depuis la rentrée 1982 avec « Entrée libre ». Ce magazine diffusé par FR 3 chaque samedi après-midi comprend un débat, et diffuse des documentaires sur des sujets variés (économie, social, politique), sur les technologies nouvelles ou les méthodes d'enseignement. Les séquences sont conçues pour être enregistrées au magnétoscope et diffusées dans les classes.

Mais la dernière émission d'« Entrée libre », la quatre-vingt-deuxième de la série. est programmée ce samedi 11 mai. La formule est condamnée. *« Trop chère »*, dit-on au CNDP. Il est vrai que FR 3 facturait l'heure d'antenne 100 000 F en plus des coûts de production évalués à 650 000 F chaque semaine. « Entrée libre » engloutissait ainsi la quasi-totalité du budget de production audiovisuelle du CNDP. De plus, l'émission, soumise à une dure concurrence dans son créneau horaire, n'avait réussi à capter que 10% des téléspectateurs présents devant leur poste le samedi après-midi. *« Elle a beaucoup fait pour nous sortir du ghetto scolaire »*, assure cependant M. Robert Jammes, chef du département audiovisuel du CNDP.

La formule moribonde sera remplacée à partir de la prochaine rentrée par des émissions plus légères coproduites avec TF 1 et dont le principe a été arrêté par MM. Chevènement et Bourges dans leur protocole de coopération. La politique de réhabilitation de l'école menée par le nouveau ministre à l'intention du grand public inspire en partie le canevas retenu, qui rompt avec une télévision scolaire spécifique. Car l'affaire est entendue de part et d'autre : la télévision n'est pas en soi un moyen d'apprentissage des savoirs. *« L'école forme, si la télé informe et même parfois déforme »*, a déclaré le ministre de l'éducation nationale à Toulouse.

Didactique et distractif...

Et le président de TF 1, pourtant représentant de « l'autre camp » a renchéri en affirmant que *« la télévision, aussi profondément qu'elle s'adresse à la conscience des Français, n'est pas un instrument de formation, c'est un miroir et une loupe »*. Ces réserves n'empêchent pas M. Chevènement de nourrir un projet de « canal éducatif » entièrement nouveau et M. Bourges de vouloir *« parler à la France en la cultivant »*.

De cette belle unité vont donc naître plusieurs séries d'émissions où TF 1 doit affirmer sa vocation de chaîne du service public en partant à la conquête du vaste public des élèves, de leurs parents et des enseignants, et où le CNDP doit démontrer que « didactique » et « distractif » peuvent rimer. Le plus spectaculaire des projets consiste en un jeu, « Le grand tournoi » imaginé par Joseph Poli, journaliste à TF 1, et qui tient à la fois des formules d'« Intervilles » et de « L'homme du vingtième siècle ». Des lycéens sélectionnés parmi les meilleurs élèves de seconde de cent vingt-huit villes de France s'affronteront en répondant à un questionnaire inspiré des programmes scolaires mais accessible au grand public. Pendant six mois, entre 19 h 15 et 19 h 45, ils tenteront aussi de persuader les téléspectateurs que le niveau scolaire ne baisse pas et que la réussite passe par les savoirs. Deux idées chères à M. Chevènement. *« On instillera de l'élitisme républicain »* insiste malicieusement un responsable de TF 1. Une première maquette du « Grand tournoi » a été refusée par la chaîne, car elle ressemblait trop à un examen. La « Concierge de Pezanas » censée symboliser la France profonde n'aurait pas apprécié. Entre l'encyclopédisme benêt des jeux télévisés et le style « interrogation écrite », un équilibre reste à trouver.

Le CNDP et TF 1 coproduiront aussi une série de documentaires diffusés le soir qui pourront faire l'objet d'une exploitation scolaire à travers des documents écrits ou audiovisuels édités et diffusés par le Centre de documentation pédagogique. Premiers sujets abordés en 1986 : l'astronomie et l'électricité.

La télévision tentera un retour à l'école même, en servant de support aux nouveaux programmes du primaire. Deux fois par semaine, des séquences de vingt minutes (diffusées entre 10 h 55 et 11 h 15) destinées aux six-neuf ans et aux neuf-douze ans illustreront un thème de français, d'histoire-géographie, de sciences et techniques ou d'éducation civique. La revue hebdomadaire du CNDP, *Textes et documents pour la classe*, diffusée très largement, accompagnera ces émissions.

L'éducation nationale et TF 1 célébreront enfin l'union de l'ordinateur et de la télévision en appuyant l'opération « Informatique pour tous » mise en place par le premier ministre. Le plan prévoit l'installation de micro-ordinateurs dans tous les établissements primaires comme secondaires, avec pour corollaire la livraison de téléviseurs utilisables à la fois comme écrans de visualisation et comme récepteurs d'émissions. TF 1 et le CNDP prévoient d'expédier dans toutes les écoles primaires des images illustrant le mode d'emploi et les applications des ordinateurs fraîchement livrés. La télévision aura attendu la vague déferlante de l'informatique pour pénétrer systématiquement dans les écoles.

PHILIPPE BERNARD.

L'ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le grand diagnostic

Genève. — La trente-cinquième assemblée mondiale de la santé s'est ouverte le 6 mai au Palais des nations, avec la participation de plus de mille délégués, dont une centaine de ministres de la santé. Elle a élu à sa présidence le docteur Surjaningrat, ministre de la santé de l'Indonésie.

De notre correspondante

Parmi les principaux problèmes inscrits à l'ordre du jour figure la prévention de la cécité. On déplore vingt-huit millions d'aveugles dans le monde, dont plus des deux tiers vivent dans les pays pauvres. Or, selon les experts de l'OMS, près de 80 % des cas de cécité dans ces pays pourraient être évités grâce à une politique préventive et à une action systématique — fondée sur une technologie relativement simple — au niveau communautaire. Le budget 1984-1985 du programme de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour la prévention de la cécité s'élève à 5 695 300 dollars.

En dépit de tous les efforts déployés pour enrayer les maladies diarrhéiques, ce fléau a tué en 1984 cinq millions d'enfants dans les pays du tiers-monde. Il convient donc d'élaborer un programme plus efficace de lutte qui bénéficiera de la découverte du procédé de réhydratation par voie orale.

Ainsi, l'OMS estime pouvoir réduire d'un million et demi le nombre de décès d'enfants par maladie diarrhéique. Le budget 1984-1985 de l'OMS pour la lutte contre ces maladies est de 17 200 000 dollars.

La tuberculose, que l'on pouvait croire être un mal d'un autre âge, tue encore chaque année trois millions de personnes. Pourtant, cette maladie ne devient mortelle que lorsqu'elle n'est pas diagnostiquée et soignée à temps. Aucun continent n'est épargné, mais le risque de contracter la tuberculose est considéré comme étant cinquante fois plus élevé dans le tiers-monde que dans les pays industrialisés.

L'OMS compte présenter à l'assemblée mondiale de la santé un programme consistant notamment à vacciner par le BCG, d'ici à 1990, tous les enfants du monde, à renforcer les programmes nationaux de lutte contre la tuberculose, qui concerne également les adultes, ainsi qu'à réorganiser et améliorer le système mondial de surveillance de la propagation de cette maladie.

Le paludisme, phénomène mondial, continue également de tuer. Selon les statistiques de l'OMS, en 1982 il frappait deux milliards de personnes. Soit un peu plus de la moitié de la population mondiale, notamment des femmes enceintes, des nourrissons et des enfants. Il demeure une des principales causes de mortalité en Afrique tropicale. La situation s'est encore aggravée du fait de la résistance aux insecticides nouvellement acquise par les anophèles, vecteurs de la maladie.

Les stratégies du programme de l'OMS sont les suivantes : mettre au point et appliquer des plans nationaux de lutte antipaludique ; renforcer à cet effet les capacités nationales de formation des agents de santé ; encourager la recherche antipaludique sur le terrain et analyser, échanger et diffuser dans le monde entier des informations sur la lutte antipaludique. La résistance du plus dangereux des parasites du paludisme *(Plasmodium Falciparum)* aux médicaments habituellement utilisés constitue aussi un handicap.

L'accent sera mis également, au cours de cette assemblée, sur la condition féminine, notamment la fécondité non maîtrisée et le sort dans les pays pauvres des femmes, principales victimes de tous les méfaits de la pauvreté. Chaque année, cinq cent mille femmes meurent en couches. L'avortement illégal en tue également un nombre impressionnant ; une politique d'information et d'aide s'impose dans ce domaine, au point que le rapport soumis à l'assemblée pose cette question : *« Comment espérer atteindre l'objectif de la santé pour tous si l'on continue à ignorer les femmes ? »*

Car l'OMS estime que la situation des femmes constitue un indicateur important du degré de justice sociale dans certaines sociétés. Elles assurent plus de 50 % de la production alimentaire, mais, selon le BIT, nombreuses sont dans le tiers-monde celles qui travaillent jusqu'à quatre-vingts heures par semaine, gagnant nettement moins que les hommes.

L'assemblée accordera en outre une grande place à la coopération entre l'OMS et diverses organisations non gouvernementales. Son ordre du jour est ambitieux. Il ne pourra être respecté que si certains pays renoncent à transformer cette réunion annuelle en tribune, visant leurs propres desseins politiques, comme ce fut trop souvent le cas par le passé.

ISABELLE VICHNIAC.

CENT PROPRIÉTAIRES IMMOBILIERS SONT L'OBJET D'UN REDRESSEMENT FISCAL A TOURS

Les avatars du cloître Saint-Martin

Tours. — Depuis plus de dix ans, la vieille ville, sans tapage, se refaisait une beauté. Pour le plus grand plaisir des touristes, la brique et le tuffeau (pierre blanche des bords de Loire) retrouvaient leur lustre d'antan. Fière de sa tradition de compagnonnage, la cité prodiguait l'ouvrage à tous les corps du bâtiment. Autour de la place Plumereau, jalousement préservée des hideurs du modernisme, on gâchait dans la joie, on carrelait allègrement, on gobetait en chantant.

Le ballet enthousiaste des restaurateurs-rénovateurs s'est soudain figé. Désormais, la grande famille du bâtiment s'observe, atterrée : le 1er mai, un tract de la CFDT, distribué lors du défilé traditionnel de la fête du travail, a accusé *« une pincée de notaires complaisants et de promoteurs immobiliers douteux »* d'avoir aidé quelque deux cents contribuables, *« appartenant au gratin économique et financier »* de la ville, à frauder le fisc, à l'occasion d'opérations immobilières. Et le syndicat d'illustrer son propos par un exemple : *« M. Z., chirurgien, ayant disposé en 1981 d'un revenu de 1 200 000 francs, a payé 0 centime d'impôt sur le revenu, au lieu de 520 000 francs. »* Le lendemain, *la Nouvelle République*, quotidien local, accordait à l'« affaire » un titre barrant toute la largeur de sa première page.

Les personnalités ainsi mises en cause — médecins, experts comptables, commerçants aisés, — se voient accuser par le fisc d'avoir détourné la loi Malraux, promulguée en 1962, qui autorise les propriétaires de logements situés dans les secteurs urbains sauvegardés à déduire de leur revenu imposable le montant des travaux dans ces logements. Dans l'esprit du ministre de la culture du général de Gaulle, cette loi devait permettre aux petits propriétaires d'entretenir, sans trop de frais, leur part du patrimoine architectural.

On n'avait pas été long à se passer le mot. Investissement dans la pierre, déduction fiscale importante : les promoteurs qui se sont abattus sur les secteurs sauvegardés de la vieille ville n'ont eu aucun mal à recruter des acquéreurs. Mais selon le fisc — dont les fonctionnaires syndiqués à la CFDT ont largement inspiré le tract du 1er mai — les nouveaux propriétaires auraient détourné la loi Malraux de deux manières. D'abord en ne réalisant pas de simples travaux de restauration de ces logements, mais bel et bien des travaux de reconstruction, à partir de « carcasses » d'immeubles. Ensuite, en n'étant pas, eux-mêmes, à l'origine de ces travaux, condition indispensable pour recourir à la loi Malraux. Les travaux seraient, en fait, bel et bien commandités et supervisés par les promoteurs qui ont vendu les logements.

Pour ces deux raisons, les propriétaires, dont une centaine ont déjà reçu de l'administration fiscale des notifications de redressement, auraient usurpé leur déduction. Quarante millions de francs auraient été ainsi détournés des caisses de l'Etat.

Querelle technique

La controverse n'est pas neuve. Depuis quatre ans, entre le fisc et le bloc propriétaires-promoteurs, la bataille des arguments techniques étaient engagée, mais en coulisse. La pose d'isolant phonique sous les planchers, le percement de quelques mansardes, l'installation de mezzanines : restauration ou reconstruction ? Le cas le plus typique est celui d'un superbe « cloître Saint-Martin », *« une de plus belles œuvres que la Renaissance ait laissées en Touraine »*, selon un historien local.

Habité jusqu'en 1981 par quelques personnes âgées, et comprenant alors *« soixante-quinze chambres, neuf cuisines, quatre salles d'eau, dix-neuf w-c et quatre-vingt-douze dégagements, rangements, couloirs, halls et greniers »*, ce cloître, après travaux, se trouve, aujourd'hui, composé de soixante-dix-huit superbes logements, chacun doté de tout le confort moderne. Soixante-huit co-propriétaires se le partagent. Le fisc leur a déclaré la guerre.

Ces copropriétaires, qui viennent de se constituer en association et continuent de se déclarer solidaires du promoteur qui leur a vendu leurs appartements, auront bien du mal à faire croire qu'ils ont eux-mêmes, comme la loi Malraux l'exige, choisi, après achat, l'entrepreneur des travaux. Une enquête serrée a permis au fisc d'établir, par exemple, que les plans des logements « restaurés » étaient déjà dessinés, et certains travaux de démolition entrepris avant que les nouveaux propriétaires n'entrent dans les lieux. Le notaire lui-même ne pouvait rien en ignorer, qui n'a fait signer aux acquéreurs qu'un seul acte de vente, alors que la pratique notariale impose, dans un cas de ce genre, d'en signer deux : l'un décrivant les locaux « en l'état », l'autre après transformation.

Cette querelle technique a le mérite de montrer comment à Tours, des années durant, on a joué avec la loi Malraux, pour le plus grand profit de tous : médecins en mal d'investissement, promoteurs à l'ascension rapide, prospères entrepreneurs en bâtiment. Les tribulations du cloître Saint-Martin sont révélatrices. Racheté en 1979 par la STPR (Société tourangelle de promotion et de rénovation) à la Congrégation de l'Adoration des sœurs du Sacré-Cœur pour une somme de 3 millions de francs, il a changé trois fois de mains. En 1981, la STPR le revend à un autre promoteur, la SAGEP (Société anonyme de gestion du patrimoine) pour 7 millions de francs, soit plus du double, sans qu'il y ait été donné un coup de pioche. La SAGEP l'a ensuite vendu aux actuels copropriétaires.

« M. Z » et le libéralisme

Trop, c'était trop. C'est sans doute le cloître Saint-Martin, la plus grosse opération d'un seul tenant à laquelle on se soit livré dans le centre ville, qui a fait déborder la coupe. Certains ont-ils trop tiré sur la ficelle de la loi Malraux ? *« Si cette loi est mauvaise, qu'on l'abroge. Si elle est bonne, pourquoi ne l'apliquer que d'une façon restrictive ? Pourquoi devoir se cacher ? »* PDG de la clinique privée Saint-Gratien, chirurgien, président de l'Union patronale d'Indre-et-Loire, le docteur Jean-Pierre Alfandari ne se cache nullement d'être le *« M. Z. »* dénoncé par la CFDT. *« J'ai fait de la loi Malraux en 1981, c'est vrai, parce que sinon les hausses d'impôts et le plafonnement du quotient familial, alors décrétés par le gouvernement, auraient augmenté ma contribution de 250 000 francs d'une année sur l'autre. »* M. Alfandari, en dépit de ses revenus, reconnaît qu'il n'a pas payé d'impôts en 1982, grâce à la loi Malraux et à son avoir fiscal. *« Mais j'ai recommencé à payer l'année suivante, et depuis ils sont en hausse vertigineuse. »*

Fervent défenseur du libéralisme, ce fils d'immigrés italiens souhaite d'ailleurs s'engager *« à fond pour défendre ses idées »*. Mais il semble bien seul dans son combat. Pour persuadés qu'ils soient de la justesse de leur cause, la plupart des autres copropriétaires du cloître ne semblent nullement hostiles au principe d'une transaction avec le fisc.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

هكذا من الأصل

Johnny Godard

PRÉNOM : Johnny. Nom : Godard. C'était une belle idée lumineuse et excitante, cette association du « star système du show-biz » et d'un artisan moraliste. Surtout que le chanteur Johnny et le cinéaste Godard avaient visiblement eu à cœur de ne rien se voler. A la loyale, chacun au service de l'autre.

A voir le film, et le fil de cette journée cannoise, quelque chose d'estimable, qui tient du respect et de la tendresse, s'est bien produit entre l'éternel beau gosse et le petit homme voûté, frêle, compliqué. Ils ont échangé dans l'aventure un peu de leur *talent réciproque*.

Johnny pouvait-il recevoir plus beau cadeau ? Godard en a *fait un acteur, vieux rêve avoué du rocker, un acteur sensible* dont *Détective* révèle, avec une attention pudique, la densité humaine, ce que la *période strictement musicale du chanteur* n'avait pas toujours permis d'entrevoir. A Godard, Johnny Hallyday a offert, lui, l'infinie possibilité de ses « fans », la chance d'élargir son public. Plus encore sans doute un divertissement de créateur, soudain libre de travailler une matière moins familière. A la fois star et néophyte, Johnny présentait la rare originalité de cumuler les deux statuts d'acteur qui intéressent Godard. La *jubilation du cinéaste de ce point de vue crève* l'écran.

La Croisette aurait donc pu se dire avec l'accent yankee : *« Le deal est correct. »* Mais voilà, *Détective*, au-delà de cette grâce d'équilibre, a aussi subi vendredi la terrible pression de son lancement pour la course à la palme, mais en même temps pour la France entière des salles, et cette brutalité même a un *peu figé en des apparences simplistes* la rencontre de Cannes avec Johnny Godard.

La *campagne promotionnelle* du film s'est traduite *par une* hypermédiatisation essoufflante, constamment entretenue, que le Festival ne pourrait pas supporter plusieurs fois par an. Du coup, le cinéaste s'est retrouvé placé un peu en porte à faux, et le discours godardien sur le rôle justement des médias, sur le « système » de Cannes et du cinéma sonnait bizarrement.

Godard a dû compter vendredi *sur* la force de son film, sur le *bonheur de quelques critiques de cinéma et sur* sa personnalité — timidité maladive, malice bafouillante, intelligence vive — pour ne pas être entraîné. Il ressemble bien à son image fragile. Malchanceux : il a reçu la tarte à la crème d'un mauvais plaisantin au visage. Fidèle à une vieille tradition : il avait même à la conférence de presse autre chose en tête que *Détective*. Aux questions sur le polar il répondait parfois par des allusions à *Je vous salue Marie*, son film précédent. Il était préoccupé par l'attitude du Vatican. Il avait répondu au pape ; d'ailleurs il distribuait son communiqué et souhaitait que le film ne soit pas programmé à Rome. Godard était Godard, médiatiquement hors propos.



***Dehors pourtant, on faisait tirer à Johnny Hallyday* le chariot dans une tout autre direction. La production jouait ostensi*blement* le charisme populaire du *chanteur, négligeant* les autres interprètes, à commencer par Jean-Pierre Léaud, que Godard avait si bien utilisé. L'exclusion était rude pour Claude Brasseur, *star* numéro trois. Plus douloureuse pour Nathalie Baye, star numéro deux, toujours sur la photo, mais défaite, pour une journée au moins, du commandement cinématographique de son histoire d'amour.**

***Johnny ici ! Johnny là ! La « pub » devait se faire entendre* bien au-delà de Cannes, puisque le film allait si vite s'afficher *partout*. Mais le bruit à l'*épicentre* attaquait *légèrement* les tympans. Godard devait bien être d'accord avec la cible choisie, avec le style si directement polar retenu pour les panneaux, avec la fête vendredi soir dans une boîte de nuit rebaptisée « Dètective ». Ses fidèles misaient sur l'astuce du cinéaste pour croire l'œuvre préservée des effets négatifs de tels coups de massue.**

***Et puis, c'était le risque, avec les stars, de les voir* s'échapper du cadre trop étroit d'un film, même de Jean-Luc Godard. A l'air libre de la foule, de la magie entretenue, elles trouvent, c'est connu, leur propre oxygène, et, sous les projecteurs des soirées officielles, elles retrouvent le goût de rouler pour elles seules.**

Cannes, en une seconde, dans *Détective* comme dans la rue, a compris *ce qui faisait vendredi l'inestimable* valeur de réplique nationale de Johnny Hallyday. Aminci, marqué, il ressemblait terriblement à Clint Eastwood.

PHILIPPE BOGGIO.

Cannes, trente-huitième

Compétition

« DÉTECTIVE », de Jean-Luc Godard,
et « COLONEL REDL », d'Istvan Szabo

Il y a deux écoles, et les deux sont bonnes

Un jour, peut-être, il sera admis que le cinéma n'est pas seulement l'ardoise magique où s'inscrivent les bonheurs qu'on n'a pas, les douleurs auxquelles on échappe, des aventures à vivre comme lorsqu'on dort, des amours de rêve. Un jour, peut-être, il sera toléré que l'émotion, au cinéma, peut échapper au pôle magnétique des personnages, ces funambules héroïques qui évoluent sur le fil tendu d'une histoire exemplaire.

Cela fait trente ans que Jean-Luc Godard réalise des films, mais on n'a pas encore compris qu'il faut le laisser tranquille, ne pas lui chercher des histoires. L'émotion, chez Godard, naît de la beauté. C'est lui, le héros, derrière la caméra. C'est lui le poète, lui le peintre, lui l'artiste-orchestre qui compose : cinéaste. Il a pris le parti des choses, *et ce fameux langage cinématographique* dont on nous rabâche les soi-disant grammaires, il est le seul à l'employer vraiment.

Il y a dans *Détective* tous les éléments narratifs qui pourraient séduire les anti-godardiens, sur un malentendu : un meurtre, un match de boxe, une dette, des amours tendresse, des haines désir, la Mafia, des armes, des menaces, des kaïds, des perdants — et des têtes d'affiche, ou têtes de l'emploi, comme on voudra. Et il y a beaucoup de respect, de la part de Godard, pour ces éléments de récit. Il filme sans heurter.

Il filme comme boxe Tiger Jones : soigne ta droite et ton gauche, le champ et le contre-champ. La boxe dans *Détective* : petits coups de *patte de chat dans le vide, poings* bolides projetés, retenus, coups de caresse sur les seins de la princesse des Bahamas. Johnny Hallyday est appelé M. Fox ou M. Warner — bien qu'il soit essentiellement lord *Jim*... Le représentant fraternel de Godard, ici, est plutôt Stéphane Ferraz, ex-champion devenu comédien. Ne veut-il pas mettre KO Tiger Jones, question de se surpasser ?

Au bout d'une demi-heure, les instruments sont connus, la partition ne fera que continuer. Il y a bien un meurtre, mais *la* victime (Alain Cuny en prince), est vivante. Il y a bien des tractations Hôtel-Concorde-Saint-Lazare (lieu unique), la recherche d'un coupable, et de l'argent à demander. Nathalie Baye et Claude Brasseur se pendent aux *basques de l'imprésario Hallyday*, et Nathalie se retrouve dans les bras de Johnny. Le fil du film policier et sentimental, entré tout d'une pièce dans le chapeau du magicien, en sortira *pourtant* coupé, *défait*, tout brouillé, tout ambigu. Jean-Pierre Léaud mène l'enquête et William Prospero (Laurent Terzieff dans le rôle de la littérature) tire les ficelles. Que des questions, pas de réponse.

Musique ! Le film s'élance, opéra sur des morceaux connus du patrimoine et de la vie. Dans les images, des mains se rejoignent, des visages s'harmonisent, des corps sont projetés, avec ce sens bouleversant de la beauté, de la délicatesse, dont Godard ne se départit plus. « *Nous, nous sommes tous ses tubes de couleur* », a expliqué Nathalie Baye dans un entretien, et on ne peut mieux dire. Chaque acteur est une belle couleur, compréhensive, forte, à sa place.

Godard se cite, joue avec les mots et les retourne, comme d'habitude (*un peu moins*), *fait des signes au* cinéma, à la vidéo, aux ordinateurs. Godard tel qu'en lui-même l'aime, sa famille, et pourquoi la quitterait-il ? *Détective* n'est sans doute pas son film le plus proche de lui et de nous (oui, ce n'est qu'un film policier), mais reste la jouissance de l'art et le souvenir de cette jouissance.

Après, retour à un cinéma plus habituel, important, lui aussi, et qu'il ne sera jamais question d'exclure. Le cinéma de la réalité fouillée, de la densité psychologique, de l'intelligence civique, offert au plus large public, à condition qu'il soit attentif et sensible.

Colonel Redl a été présenté au Festival de Budapest cet *hiver* (*le Monde* du 20 février). A le revoir, on mesure combien la simplicité classique de ce film est trompeuse, combien Istvan Szabo, au contraire, met de subtilité et de sincérité dans sa mise en scène. Et, tout naturellement, on pense à Klaus-Maria Brandauer pour le prix d'interprétation final.

L'ambition, une soumission

Brandauer-Redl, Szabo ne le quitte pas des yeux pendant deux *heures, après avoir présenté* les pièces du dossier — l'enfance pauvre de cet officier floué par un système dont il s'est vu l'élu, et dont il s'est fait l'inutile esclave. L'erreur, ce *n'était pas d'y être, dans le système*, c'était d'y rester, conclut en substance Redl, citant Montaigne.

Il a servi la monarchie austro-hongroise. Il a assimilé l'empereur comme autorité divine, comme seule référence morale par conséquent. Cette soumission qui se croit sens du devoir et fidélité vertueuse, n'est-ce pas quelque chose que chacun peut connaître, et pas seulement ceux qui subissent les régimes totalitaires ?

Redl alimente en reniements successifs une ambition terrifiante. Farouchement, c'est par sa prore personnalité qu'il commence. Et cela ne servira à rien. Il sera la vic*time d'un piège dont il aura été l'ins*tigateur. Il laissera son homosexualité s'exprimer enfin, et le perdre. Un film, cela peut être, aussi, la rencontre avec le magistral récit d'un *destin*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ **Jean-Luc Godard a été victime du plus vieux gag du cinéma, celui de la tarte à la crème modernisée, semble-t-il, par un nappage de crème à raser, alors qu'il se rendait au Palais des festivals. *Mais on ne sait quel film était* visé, de *Détective* ou de *Je vous salue Marie*. Pour répondre à la réprobation du pape Jean-Paul II, le 23 avril, le cinéaste a en effet demandé d'arrêter la distribution de ce film *« dans et autour de la maison du Saint-Père à Rome »*, (*le Monde* du 11 mai). Le distributeur *italien*, M. Aldo Addobbati, *vient* cependant de répondre que les droits ayant été cédés par Gaumont, Jean-Luc Godard ne pouvait empêcher la diffusion du film, et que, sauf avis contraire du président de la République italienne, *Je vous salue Marie* continuerait d'être programmé normalement à Rome. *D'autre part, l'Eglise orthodoxe* grecque vient de condamner le film, projeté depuis peu à Athènes.**

Hors compétition

LE « SOULIER DE SATIN », par Manoel de Oliveira

Sept-Epées, à la conquête du monde

Attendue avec une extrême curiosité, l'adaptation de la pièce fleuve de Claudel que vient de nous offrir Manoel de Oliveira a été à ce jour l'un des événements du Festival. Théâtre filmé en apparence, les acteurs jouant face à la caméra, mais qui confirme l'importance, sinon le génie, de l'auteur d'*Amour de perdition* et de *Francisca*.

Après un court prologue, repris de l'ouverture de la pièce, et un détour au Portugal (Manoel de Oliveira veut rappeler que son pays a participé, à égalité avec l'Espagne, à la grande aventure de la Renaissance), nous assistons à la séparation de Dona Prouhèze, déjà mariée, et de Don Rodrigue, conquérant des terres nouvelles, qui s'aiment. Prouhèze confie à Rodrigue sa fillette, Sept-Epées. Une aventure tout intérieure, faite de rêve et d'exaltation, se développe. Sept-Epées, devenue adulte, désire, elle aussi, conquérir le monde, et d'abord libérer les chrétiens prisonniers des Turcs en Afrique du Nord. Rodrigue, *manipulé par le roi*, croit qu'il va un jour régner sur l'Angleterre et imagine l'Europe catholique, enfin unifiée, s'élançant à la découverte d'univers inconnus. Des perspectives radieuses s'ouvrent à l'humanité. Victime de l'arbitraire royal, Rodrigue, au comble du dénuement, finit enchaîné. Mais, porté par la foi, il découvre sa vérité profonde et sa victoire.

Le théâtre pour Claudel et pour Manoel de Oliveira, son fidèle adaptateur, exige le cinéma, se réalise dans le cinéma, seul capable de franchir l'espace et le temps et de libérer l'homme de ses chaînes. *Le miracle naît de* la fulgurante logorrhée claudélienne, servie par des comédiens parfois inspirés, luttant presque physiquement avec leur texte. Deux acteurs dominent la distribution : le Portugais Luis Miguel Cintra (Don Rodrigue), jouant en français avec une maîtrise de notre langue surprenante, et la jeune Anne Consigny (Sept-Epées), portée par la passion.

Ce *morceau* d'anthologie nous rend encore plus impatient de connaître la version intégrale, les quatre journées de Claudel, six heures de projection, promises pour Venise. Car peu de films ont réussi avec une telle sensibilité à nous restituer un chef-d'œuvre de la littérature. A se demander si la vertu du cinéma ne réside pas d'abord dans sa capacité, non seulement de reproduire la réalité, mais d'en filtrer les vibrations *les plus secrètes pour révéler* l'élan irrésistible de l'être vers la beauté et l'absolu.

LOUIS MARCORELLES.

● Dans l'article « Pierre Kast, l'Afrique et le cardinal » (*le Monde* du 10 mai), au dernier paragraphe, ligne 19, il fallait lire « la Semaine de la critique » au lieu de « la Semaine des écrivains ». Et huit lignes avant la fin, « son frère, un médecin un peu débile » au lieu de « son père, un médecin un peu débile ».

Bande à part

Du classique !

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

« Du classique, du classique », crie le serveur au pianiste du bar de *Détective*. L'ordre est *vite suivi et nous voici comblés* : Schubert, Wagner, Chopin, Listz, Chabrier... Nous avons encore en mémoire le Bach de *Je vous salue Marie*, le Beethoven de *Prénom Carmen*. Du classique, oui, partout du classique, du Rachmaninov de Lelouch à l'*Amadeus* de Forman, du Haendel de Kubrick au Brahms de Malle, la liste est longue et s'allongera géométriquement si j'en crois mon expérience d'éditeur musical et phonographique.

L'image demande la musique depuis les origines mêmes du cinéma, et les premiers films muets furent, dès le départ, accompagnés d'un tintamarre de musique ininterrompue — Oh ! l'orgue du Gaumont-Palace ! (1).

L'entre-deux-guerres vit les compositeurs les plus glorieux se consacrer au cinéma : *Honegger, Auric, Prokofiev*, avant qu'apparaissent les musiciens de films en réaction avec la coupure créée entre la musique contemporaine écrite dans le sillage de Schönberg et le public.

Le retour à l'usage du classique, avouons-le, chers camarades producteurs, est, bien sûr, lié à des considérations quelque peu sordides : point de droits à verser aux familles Bach et Beethoven, sans compter la possibilité de quelques arrangements juteux. Les esprits plus libres et impécunieux, le mien par exemple, ont vu plus encore *la recherche de nouveaux* « tubes ». Je me revois, arrivant au petit matin à Vicenza, sur le tournage de *Don Giovanni*, devant un groupe d'enfants sifflotant *« Laci darem la mano »* après une nuit de travail : Mozart, ça marche, n'est-ce *pas, Milos ?*

De là à franchir le pas qui sépare la musique de cinéma au cinéma de musique, et c'est le *film-opéra : reproduire, recréer* les œuvres du répertoire, mais pourquoi pas aussi créer les œuvres originales. Les librettistes d'aujourd'hui ne sont-ils pas les auteurs de films, et ne peut-on imaginer des *West side story* classiques ? Cherchant à mettre ensemble les Mozart et les Da Ponte *d'aujourd'hui, j'ai* fait se rencontrer Pierre Boulez, *dont je connaissais l'intention* d'écrire un opéra, et Jean-Luc Godard. J'attends encore, certes, les enfants de cette alliance qui devrait être excitante, et c'est Godard, évidemment, qui fut le premier disponible et enthousiaste, prêt à soumettre le pouvoir de ses *images à celui de la musique.*

Du classique donc. Mais les flots chaleureux de la *Symphonie inachevée*, encadrant admi*rablement les deux visages* attouchés de Nathalie et de Johnny, n'ont point suffi à calmer les huées du public. Siffler Schubert !

---

(1) *Lors de la destruction* déplorable du Gaumont-Palace, le plus grand cinéma de France (reconstruit en 1930), boulevard de Clichy, en 1972, son orgue spectaculaire fut malgré tout préservé et racheté par la ville de Nogent-sur-Marne, spécialisée dans le sauvetage des monuments perdus : l'orgue a ainsi trouvé place dans l'unique pavillon de Baltard, sauvé, pour sa part, du massacre des Halles et remonté à Nogent. Il sert régulièrement, désormais, à l'occasion de concerts ou d'autres manifestations artistiques.

LA FONDATION GULBENKIAN A LISBONNE

Les Muses et le mécénat

Onze ans après la « révolution des œillets », la vie musicale de Lisbonne ne se porte pas très bien. Les associations de concerts classiques, qui évoluaient trop souvent en circuit fermé, se sont éteintes. L'Orchestre de la Radio nationale, naguère de grand renom, n'est plus que l'ombre de lui-même ; les responsables ont eu, depuis 1974, d'autres soucis, et ne voyaient pas la nécessité d'un orchestre de qualité quand on a sous la main tant de disques et de programmes envoyés par les radios étrangères... Aujourd'hui, l'ensemble est squelettique et donne de rares concerts. Le courant sera long à remonter, d'autant que la formation des instrumentistes laisse à désirer dans les conservatoires de Lisbonne et de Porto, d'où sortent plus de bons amateurs que de vrais professionnels.

Les gouvernements récents ont eu cependant le souci d'une véritable politique musicale : une commission de l'éducation a longuement travaillé sur ces problèmes, un Festival international avait bien débuté en 1983, mais la valse des ministres au cours des dernières années a réduit ces efforts à néant. Seul l'Opéra de San Carlo poursuit courageusement sa tâche, soutenu par un public ici comme ailleurs de plus en plus passionné par l'art lyrique, en faisant appel, certes, à des vedettes internationales, mais aussi à des chanteurs du pays : et il monte parfois des spectacles originaux, tels, récemment, un remarquable *Mahagonny* et un ouvrage portugais inconnu du dix-huitième siècle.

Philanthropie

Assez critiqué lors de la révolution, comme il était normal en ces temps de remises en question, le service de la musique de la Fondation Gulbenkian continue à jouer un rôle primordial à Lisbonne, avec ses nombreux concerts (pas moins de soixante-quatre de janvier à avril) et, outre les Rencontres de musique contemporaine, un Festival de musique ancienne à l'automne. L'orchestre (cinquante musiciens), le chœur et le ballet Gulbenkian sont des formations de qualité qui rayonnent sans cesse sur l'ensemble du pays. Les cours de musique, de musicologie, de danse, les bourses d'étudiants, les subventions aux organismes d'enseignement, les nombreuses commandes passées aux compositeurs portugais et étrangers, les disques réalisés avec de grandes marques internationales, les éditions d'œuvres anciennes et modernes, consolident l'importance de la fondation dans la vie musicale portugaise. On peut la juger démesurée, mais comment ne pas reconnaître la fécondité de son action ?

Cette grande puissance culturelle, qui a fêté son vingt-cinquième anniversaire en 1981, poursuit dans tous les domaines la mission philanthropique que lui a confiée le fameux « Monsieur 5 % » (1), sous la direction toujours aussi vigoureuse de son président, M. José de Azeredo Perdigao, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-huit ans, dans les différents domaines des beaux-arts, de la science, de l'éducation et de la coopération avec les pays africains et les communautés arméniennes.

Elle a inauguré, en 1983, un superbe centre d'art moderne dans des bâtiments nouveaux aux baies largement ouvertes vers le ciel, verdoyantes comme les jardins suspendus de Babylone, qui répondent, par-delà le théâtre de plein air et le parc, aux lignes rigoureuses du musée Gulbenkian, un des plus beaux du monde. Le Centre reçoit, actuellement, une grande exposition organisée pour la première fois par le Conseil de l'Europe, « Dialogue », qui réunit les œuvres d'avant-garde les plus significatives de huit importants musées (Berlin, Rome, Rotterdam, Gand, Oslo, etc.), animée par des spectacles de théâtre, de danse et de musique, ainsi que par des colloques. Par toutes ces manifestations convergentes, la Fondation affirme sa conviction que l'éducation et la culture ne peuvent progresser que si elles sont reliées à leurs expressions d'aujourd'hui.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Calouste Sarkis Gulbenkian, né en 1869 à Istanbul, d'origine arménienne, avait acheté les droits d'exploitation du sous-sol de Mossoul à une époque où personne ne soupçonnait l'importance et l'intérêt des nappes pétrolifères. Il avait, plus tard, vendu ses droits à l'Iraq Petroleum Company, en se réservant une part de 5 % sur la propriété et les bénéfices. Réfugié à Lisbonne, en avril 1942, il légua ses collections, la plus grande partie de son immense fortune et les droits afférents à une fondation « portugaise et perpétuelle » aux fins « caritatives, artistiques, éducatives et scientifiques ».

Un nouveau Xenakis

Les neuvièmes Rencontres de musique contemporaine, organisées à Lisbonne par la Fondation Gulbenkian, et qui dureront jusqu'au 15 mai, se sont ouvertes avec une œuvre qui révèle un nouveau Xenakis, plus truculent et libéré que de coutume. *Thallein*, écrit l'an passé pour le London Sinfonietta, est certainement inspiré par cet ensemble plein de talent et de malice, qui adore l'imprévu.

Un petit ensemble de cordes, des bois et des cuivres solistes, le piano et quelques percussions, cette formation classique n'est pas fréquente chez le compositeur. D'entrée, un grand cri, de vigoureuses parois lisses des cordes, des arborescences des vents, ne laissent aucun doute quant à l'auteur. Mais ensuite, avec ces « mélodies » cabossées, ce piano qui gambade, ces percussions sèches et trépidantes, ces caquètements des bois et même cette trompette wha-wha, le discours, toujours vigoureux, est détendu, coloré, spontané, parfois comme théâtral. Un courant optimiste traverse l'orchestre, où les instrumentistes gardent une certaine latitude de jeu entre des bornes définies. La fête des rythmes et des sonorités, le frémissement de cette musique presque chantante, donnent à cette partition un aspect de divertissement... d'étudiants, qui surprend et ravit.

C'est aussi sans doute qu'elle était supérieurement jouée par l'Orchestre de chambre Gulbenkian, heureux de retrouver son ancien chef, Michel Tabachnik, qui excelle à développer toute la puissance et les virtualités dionysiaques de Xenakis. Et l'on n'en prenait pas moins de plaisir à entendre une version subtile et délicate de la *Suite lyrique* de Berg, ainsi que le *3e Concerto pour violon* du Soviétique Alfred Schnittke, romantique, expressionniste, au langage fort et original, admirablement interprété par Max Rabinovitch.

Cet excellent concert tranchait sur les programmes du Groupe de musique contemporaine de Lisbonne et de l'Orchestre de chambre de Pologne, qui offraient des œuvres peu convaincantes, voire parfois indigentes, mis à part l'*Arbor cosmica* pour cordes de Panufnik, d'une écriture rigoureuse, mais où le souci formel ne laisse guère filtrer de musique captivante.

■ LE JEUNE CHANTEUR TUNISIEN, SCHARIF ALAOUI, est revenu en France. Voix suave et douce, musique très proche de la plus ancienne tradition (anté-islamique), bendir, naï, le samedi 11 mai à 14 h 30 à l'Olympia à Paris.

■ ORGUES DE PARIS. – Pierre Cochereau, organiste titulaire du grand-orgue de Notre-Dame de Paris jusqu'à son décès en mars 1984, sera remplacé par quatre musiciens : il s'agit de Yves Devernay, Olivier Latry, Philippe Lefebvre et Jean-Pierre Leguay, choisis à l'issue d'un concours présidé par le compositeur Claude Ballif.

On apprend également que l'orgue de Saint-Sulpice a un nouveau titulaire en la personne de Daniel Roth, jusque-là organiste du Sacré-Cœur, qui succède à Jean-Jacques Grunenwald, décédé.

Des ombres chinoises étincelantes sillonnent nos villages du Midi

Il était une fois, en Chine, il y a longtemps de cela, bien plus de mille ans, un étudiant nommé Liu. Il se rendait sur son petit chameau à la capitale, pour y passer un examen de poésie.

Un soir, tombant de fatigue, il s'arrêta sous un bel auvent. C'était le temple d'une déesse, Sanshengmu.

Se chauffant pour son examen, Liu, inspiré par la beauté de ce temple, improvisa un poème, et le récita à haute voix. Entendant cela, la déesse, qui était jeune et très belle, mais un peu vieux jeu dans ses lectures, perdit le contrôle de ses nerfs, piqua une rage, déclencha un cyclone, puis, afin de retrouver son calme, épousa Liu, la nuit même.

Une déesse n'avait pas le droit d'épouser un humain, un étudiant. Le frère aîné de Sanshengmu, Yangji, qui chaperonnait sa sœur, l'enferma sous une grande montagne, le mont Huashan, afin de la séparer une fois pour toutes de ce jeune homme qui n'était pas un immortel.

Mais elle attendait, déjà, un enfant. Qui vint au monde, parvint à s'évader de la montagne par des anfractuosités, apprit les techniques surnaturelles, se procura une hache magique, et à l'aide de celle-ci fendit la montagne en deux, d'un coup d'un seul.

Sa maman retrouva le grand air, mais le conte ne dit pas si elle retrouva son poète de mari.

Cette légende, appelée « Fendre la montagne pour sauver sa mère », est l'une de celles que jouent les paysans du village de Luochuan, dans la boucle du fleuve Jaune, en Chine du Nord.

Ils ont un célèbre Théâtre d'ombres, depuis la fin du IXe siècle. En vérité, ce ne sont pas des ombres, car les figurines, faites dans de la peau de buffle très très mince et teintes de mille couleurs vives, sont tout à fait transparentes, si bien qu'à travers le cadre blanc de verre dépoli nous distinguons non pas des ombres mais des images lumineuses.

Elles sont petites, les villageois de Luochuen les dirigent, invisibles, avec des bambous et des fils de soie. Elles ont des gestes merveilleux. C'est ainsi que l'empereur Jaune, assis sur son tabouret d'or, croise la jambe gauche sur la jambe droite en un arc de cercle défini au centimètre près par des siècles de protocole, c'est ainsi que dans les rencontres au corps à corps les soldats de l'empereur, d'un très léger coup de sabre, font voler comme des moineaux les têtes de l'ennemi.

Toutes ces fééries s'accompagnent de chants et de musiques (percussions, vielle, hautbois, luth). C'est magique et envoûtant.

Les paysans de Luochuan ne donnent pas de représentation dans les grandes villes, ils les trouvent trop spacieuses pour leurs petites figurines lumineuses, ils ne jouent que dans les petits villages de leur province. Mais, en ce mois de mai 1985, pour une fois ils ont eu envie de changer de ciel : ils raconteront l'histoire de l'étudiant en poésie, et celle de l'invention du ver à soie, et d'autres, dans le midi et l'ouest de la France. Ne manquez pas d'accourir à ce Théâtre d'ombres, c'est un enchantement.

MICHEL COURNOT.

★ Le 12 mai à Uzès ; le 13 à Saint-Hippolyte-du-Fort ; le 14 à Avignon ; le 15 à Miramas ; le 17 à Bedarieux ; le 18 à Clermont-l'Hérault ; le 19 à Montpellier ; le 20 à Gruissan ; le 21 à Ginestas ; le 22 à Lézignan ; le 23 à Foix ; le 24 à Albi ; le 25 à Millau ; le 28 et le 29 à La Rochelle ; le 30 à Angers.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3963

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui vous fait manger le morceau. On y entre en grognant. – II. Trou d'air. Sont destinés à entrer dans un tube. – III. Participe à de nombreuses scènes. Pouvait vivre parmi les anges. – IV. Ne risquent pas de faire un éclat. Note. Saint. – V. Ne fait jamais son apparition lorsqu'on est en force. A l'origine de nombreuses prises en charge. – VI. Est malin comme un singe. Fait régulièrement naître de grandes aspirations. – VII. Gâtée par la nature. C'est complet ! – VIII. On y fait de nombreuses « galettes de sons ». Article. Ne laisse pas le gourmet indifférent. – IX. Note. Un vrai poison. Réservés aux « cadres » supérieurs. – X. Fait écran. Ne fait pas partie des gens de bonne volonté. – XI. Figure mythologique. Un homme et une femme. Accompagnent les petits fours. Abréviation. – XII. Occasionne peut-être une séparation. En travers d'un lit. Exposée aux câlins. N'évolue guère. – XIII. Habillé d'une robe. Passe après. Elément de la flore marine. – XIV. Etait durement frappé. Pour le panier de la ménagère. – XV. Ne laissent rien derrière eux.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I											■				
II							■								
III				■	■							■		■	
IV						■	■			■			■		■
V							■	■							
VI						■									
VII								■							
VIII		■							■			■			
IX			■								■				■
X					■		■							■	
XI			■				■						■		
XII				■					■				■		
XIII						■					■				
XIV	■		■				■	■		■					
XV															

VERTICALEMENT

1. Mauvais contact. – 2. Laisse échapper la chaleur d'un foyer. Peut faire évoquer la pivoine ou le coquelicot. – 3. Points de suspensions. Préposition. – 4. Eclat de rire. De quoi changer de couleur. Avait de l'autorité. – 5. Préfixe. Se termine en queue de poisson. Souffrira sans doute du foie. – 6. Possessif. Pouvaient obliger à mettre le doigt sur la plaie. Note. – 7. Met en valeur le détachement. Entrée en matière. – 8. Beaucoup plus long que le pied. Cité en Chine. – 9. Porte du noir. C'était monnaie courante. Ile grecque. – 10. Se mettait quotidiennement à l'ouvrage. Totalement incompatible avec un bon « entretien ». – 11. Le pétrin ne lui est pas préférable. Est ouvert. Quartier de Rome. – 12. Réfléchi. Messe « noire ». Aucun bénéfice à en tirer. – 13. Sigle. Peut mener un meunier à sa perte. Est bon pour les limaces. – 14. Note. Sans interdit. Ne concerne pas les bonnes œuvres. – 15. Point de côté. Pas bien loin d'Argentan. Ont l'habitude de faire des fleurs.

Solution du problème n° 3962

Horizontalement

I. Barreur. – II. Aveuglera. – III. Gap. Email. – IV. Alèse. Lee. – V. Tête. Oint. – VI. Erine. – VII. Te. Rate. – VIII. Lièvre. – IX. Elue. Jour. – X. Or. Meule. – XI. Assortie.

Verticalement

1. Bagatelle. – 2. Avaler. Ilos. – 3. Répétiteurs. – 4. Ru. Sénevé. – 5. Egée. MR. – 6. Ulm. Rejet. – 7. Réalisa. Oui. – 8. Rien. Taule. – 9. Galette. Ré.

GUY BROUTY.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MILLE FRANCS DE RÉCOMPENSE : Gémier (727-81-15), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

FRACASSE : Carré Silvia Monfort (531-28-34), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

VOL DE NUIT : Théâtre 14 (545-49-77), sam. 20 h 30.

CHANT POUR UNE PLANÈTE : Comédie de Paris (281-00-11), sam. 20 h 30.

☛ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☛ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), dim. 20 h 30 : le Misanthrope ; dim. 14 h 30 : le Triomphe de l'amour ; sam. 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

☛ CHAILLOT (727-81-15) : sam. 15 h : *les Aventures du petit père Lapin. Grand Théâtre* sam. 20 h 30, dim. 15 h : Ubu Roi. Théâtre Gémier sam. 20 h 30, dim. 15 h : Mille francs de récompense (de Victor Hugo).

☛ ODÉON (325-70-32) sam. 20 h 30, dim., 15 h : Hugo, l'homme qui dérange.

PETIT ODÉON (325-70-32) sam., dim, 18 h 30 : Lui, de Y.-F. Lebeau.

☛ TEP (364-80-80) : Théâtre : sam. 20 h 30 Macadam Quichotte ; Cinéma : dim. 20 h : Europe 51 (v.o.), de R. Rossellini ; Petit Joseph, de J.-M. Barjol.

BEAUBOURG (277-12-33) Débats-rencontres : 18 h 30, sam. : Festival franco-anglais de poésie, en collaboration avec le Centre culturel canadien ; Journées de littérature hongroise ; sam. 19 h, Néronissime, pièce de M. Hubay ; *21 h* : Aspects de la prose hongroise contemporaine ; Dim. à 16 h : Péronissime, de M. Hubay. *Concert : IRCAM, 20 h 30* : sam., dim. : Stockhausen-Immatériaux 3 (Traumformel, Oberlippentanz, Der Kleine Harlekin, Aries, Kathinka's Gesang) ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : sam., dim. 16 h, Antony Burgess, de K. Scherdsteger, T. Filliard ; 19 h, Jean Teule, alchimiste de l'image, de C. Boustani, P. Catherine ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris. Salle Garance (278-37-29), sam. 17 h 30 : Alice dans les villes, de W. Wenders ; 20 h 30 : Vivre, de A. Kurosawa. Dim. 17 h 30 : l'Impératrice Yang Kwei Fei, de K. Mizoguchi ; 20 h 30 : Au fil du temps, de W. Wenders. Cinéma hongrois : sam. 14 h 30, Sindbad, de Z. Huszarik ; Danse : sam. 18 h 30 : Compagnie Kilina Cremona : Roger Meguin ; dim. 16 h : sam. 21 h : Compagnie Elinor Embesh/Vocalise danse théâtre.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Lyrique : dim. 20 h 30 : Kata Kabanova ; L. Janacek. Orchestre de la Monnaie de Bruxelles.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 20 h 45 : Carolyn Carlson.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Fracasse, d'après Th. Gautier.

Les autres salles

☛ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Sablier.

☛ ARCANE (338-19-70), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Sonate au clair de lune.

☛ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim., 15 h : Doit-on le dire ?

ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim., 15 h : En attendant Godot.

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch.-Bérard, sam. 16 h 30 : Attentat meurtrier à Paris. Salle Louis-Jouvet : sam. 16 h : les Violettes

☛ BASTILLE (357-42-14), sam. 20 h, dim., 16 h : Exils ; sam. 21 h, dim. 17 h : le Monologue d'Adramelech.

☛ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☛ CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim., 16 h : les Incurables. Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim., 16 h : Place de Breteuil. Atelier du Chaudron (328-97-04), sam. 21 h, dim., 16 h : Identités provisoires.

☛ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Resserre, sam. 20 h 30 : Macbeth ; Grand Théâtre, sam. 20 h 30 : la Voix humaine ; La Galerie, sam. 20 h 30 : Délicate balance.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 20 h 45, dim., 15 h 30 : Léocadia.

☛ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim., 15 h 30 : le Baiser d'amour.

COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), sam. 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), sam. 22 h : Scènes de ménage.

☛ DIX-HUIT THÉÂTRE (226-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Play Strindberg (les jours pairs) ; Dialogues d'exilés (les jours impairs).

☛ EDEN-THÉÂTRE (356-64-37), sam. 21 h : la Jalousie du barbouille.

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☛ ÉPICERIE (724-14-16), sam., dim. 18 h 30 : l'Autocensure ; 21 h 30 : Comme un sens inverse.

☛ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), sam. 20 h 30 : Shame (la Honte).

ESPACE KIRON (373-50-25), sam. 20 h 30 ; Dim. 17 h : Adam et Eve.

☛ ESPACE MARAIS (584-09-31), sam. 22 h 15 : Azimut info.

☛ ESSAION (278-46-42), sam. I. 19 h : La dame est folle ou le Billet pour nulle part ; II. Sam. 17 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), sam. 20 h 45 : Un hiver indien.

☛ FONTAINE (874-82-34), sam. 17 h et 21 h : Triple mixte.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Love.

☛ GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam. 21 h : la Petite Marchande d'allume-âtres.

GRANDE-HALLE DE LA VILLETTE (225-92-92), sam., dim. 20 h 30 : opéra : la Conférence des oiseaux.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, *tu connais ?*

☛ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☛ LUCERNAIRE (544-57-34), sam. I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : Enfantillages ; sam. 22 h 30 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin. Petite salle, 21 h 30 : J. Florence.

☛ LYS MONTPARNASSE (327-88-61), dim : 15 h : La plus forte II ; sam. : 19 h 30, dim. 16 h 30 : La plus forte I.

☛ MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim., 15 h : les Œufs de l'autruche.

☛ MARIE-STUART (508-17-80), sam. 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; sam. 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), sam. 21 h, dim. 16 h : Tous aux abris.

☛ MATHURINS (265-90-00), sam. 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau (dern.).

MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☛ MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 21 h, dim., 16 h : Henri IV. Petite salle, sam., 18 h, dim., 16 h : Tchekhov Tchekhova.

☛ MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), sam., 21 h : Amphitryon 39.

☛ NOUVEAU TH. DE COLETTE (631-13-62 - 354-53-79), sam. 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim., 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

☛ PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30 : le Condamné à mort.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 21 h 30, dim., 15 h 30 : le Dindon.

☛ PLAINE (250-15-65), sam. 20 h 30, dim., 17 h : la Charrette de Caymans.

☛ PLAISANCE (320-00-06), sam. 16 h 30 et 20 h 30 : Sidney.

☛ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

☛ PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim., 15 h : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim., 15 h : Double Foyer.

☛ RANELAGH (288-64-44), sam. 20 h, dim. 15 h : Avant toute chose.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), sam. 21 h, dim. 15 h : Une clé pour deux (dern.).

☛ SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 20 h 45 ; dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

STUDIO FORTUNE, sam. 21 h : Bandit ! Voyou ! Polaroïde.

☛ TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79). I. Sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II. Sam. 20 h 30 : Huis clos ; sam. 22 h 15, dim. 17 h : Et si Beauregard n'était pas mort ; sam., 18 h : la Vie d'un gars qui naît.

☛ TEMPLIERS (278-91-15), sam. 20 h 30 : Du dac au dac.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), sam. 20 h 30 : le Grand Déménagement.

☛ THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Dernière du malade imaginaire.

☛ TH. DU TEMPS (355-10-88), sam. 21 h : Salomé.

☛ THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), sam. 20 h : la Nuit et le Moment.

☛ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Oiseaux.

☛ THÉÂTRE 13 (588-16-30), sam. 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

☛ THÉÂTRE 14 (545-49-77), sam. 20 h 45 : Vol de nuit-peau d'échappement.

☛ LE TINTAMARRE (887-33-82), sam. 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☛ TOURTOUR (887-82-48), sam. 16 h et 18 h 30 : Tac ; sam. 20 h 30, dim. 17 h : Haut comme la table ; sam. 22 h 30 : Carmen Cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Parle-moi comme la pluie.

La danse

☛ MAIRIE DU XIII[e], sam. 15 h 45 : S. Hermeline ; 17 h : Karunakaran ; 18 h 15 : Danse cambodgienne ; 20 h 30 : J. Guiserix, W. Piollet, C[e] Auffrère, ballets E. Pagava, M.-Cl. Dedon, B. Trever, F. Lazzarelli ; dim. 14 h 30 : M. Bozzoni ; *15 h 45 : Flamenco ; 17 h* : S. Petronio ; 18 h 15 : Les ballets de l'Ile-de-France ; 19 h 30 : A. Swanson, K. Quilan ; *20 h 45* : Ballet-Théâtre de la Seine.

☛ THÉÂTRE 14 (545-49-77), sam. 20 h 45 : Vol de nuit – Peau d'échappement.

Les chansonniers

☛ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Les zéros sont fatigués.

Les opérettes

CASINO DE PARIS (285-00-39), sam. 20 h 30, dim., 15 h : Hourra Papa.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), sam. 20 h 30, dim., 15 h et 20 h 30 : Les mille et une nuits.

Samedi 11 - Dimanche 12 mai

Les concerts

Lucernaire, 20 h : E. du Breuil, G. Le Thalouet (Mozart, Jolivet, Debussy).

A Déjazet, 18 h 30 : A. Cohen (Satie, Kagel, Conté).

Hôtel Saint-Aignan, *21 h* : Parisor Quartett (Bach, Telemann).

Th. des Champs-Elysées, 16 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboïm (Mozart : Don Giovanni).

18 Théâtre, 16 h 30 : Ch. Rousse, P. Maghin (Schumann, Liszt, Ravel...).

Heure musicale de Montmartre, *18 h* : F. Thinat, Cl. Loosen, E. Sterlicht (Glazounov, Françaix...).

Radio-France, Grand Auditorium, 17 h 30 : R. Hardy, J. Koerner, P. Csaba (Bartok, Kurtag).

Eglise Saint-Merri, 21 h : Quintette à vent Anteum (Hindemith, Françaix, Ibert...).

Centre Bösendorfer, 18 h 30 : Quintette à vent Immea (Müller, Gebauer, Ravel...).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Ensemble Bach (Mozart).

Grande Halle de La Villette, 18 h : Miroirs.

DIMANCHE 12

☛ Parvis Notre-Dame, 20 h 45 : Orchestre Jeunes Philharmonies de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (Bach, Haendel).

☛ Théâtre du Rond-Point, 11 h : P. Fontanarosa, B. Rigutto (Beethoven, Mozart, Schumann).

Eglise des Billettes, 17 h : Ensemble instrumental de France, *dir. : Ph. Bride* (Schubert, Mendelssohn).

Eglise Saint-Roch, 17 h : Chanteurs de Saint-Eustache, dir. : R.-P. Martin.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Troman, P. Ruby (Selma, Virgiliano, Corelli).

Lucernaire, 18 h 30 : CMC (Condé, Richer, Daval...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 11 MAI

15 h, soixante-dix ans d'Universal : Notre-Dame de Paris, de W. Worsley ; carte blanche à J.-C. Tacchella : 17 h, Show People, de K. Vidor ; 19 h, Entrée des artistes, de M. Allégret ; 21 h, carte blanche à Y. Chahine : Carioca, de T. Freeland.

DIMANCHE 12 MAI

15 h, soixante-dix ans d'Universal : Hit and Run, de E. Sedgwick ; carte blanche à J.-C. Tacchella : 17 h, Twentieth Century, de H. Hawks ; 19 h, le Carrosse d'or, de J. Renoir ; 21 h, carte blanche à Y. Chahine : Omar Gatlato, de M. Allouache.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 11 MAI

15 h, en présence de R. Carasco : Tarahumaras 78 ; Tatuguri ; Tarahumaras 79 ; Gravida esquisse 1 ; 17 h, classiques du cinéma mondial : Scènes de la rue, de K. Vidor ; cent jours du cinéma espagnol : 19 h, Valencia, de J. de Orduna ; 21 h, Las Chicas de la Cruz Roja, de R.J. Salvia.

DIMANCHE 12 MAI

15 h, en présence de R. Carasco : Los Pintos ; Tarahumaras 82 ; Yumari ; Tarahumaras 84-85 ; 17 h, classiques du cinéma mondial : The Squawman, de C.B. de Mille ; cent jours du cinéma espagnol : 19 h, El Pisito, de M. Ferreri ; 21 h, Un vaso de whisky, de J. Coll.

Les exclusivités

ADIEU BLAIREAU (A.) : UGC Opéra, 2[e] (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Cinoches, 6[e] (633-10-82) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; V.f. Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15[e] (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94) ; V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

LA BALADE INOUBLIABLE (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3[e] (772-94-56) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5[e] (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Parnassiens, 14[e] (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17[e] *(622-44-21)*.

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, mer., jeu., ven., 1[er] (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08). – V.f. : Capri, 2[e] (508-11-60) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; Rotonde, mer., jeu., 6[e] (574-94-94) ; v. f. : Français, 9[e] (770-33-88).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5[e] (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8[e] (561-10-60) ; *Olympic Entrepôt, 14[e]* (544-43-14) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Paris, 8[e] (359-53-99). – V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97).

EMMANUELLE IV (Fr.) (Int. moins de 18 ans) : George V, 8[e] (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – V.f. : Montparnos, 14[e] (327-52-37).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A., ** v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Biarritz, 8[e] (562-20-40). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2[e] (508-11-69).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : *Cinoches, 6[e] (633-10-82)*.

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5[e] (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17[e] (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11[e] (700-89-16) ; *Rialto, 19[e]* (607-87-61).

HORS LA LOI (Fr.) : Parnassiens, 14[e] (335-21-21).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; Marignan, 8[e] (359-92-82).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4[e] (278-47-86) ; Républic, 11[e] (805-51-33).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6[e] (326-19-68).

LE KID DE LA PLAGE (A., v.o.) : *George V, 8[e] (562-41-46)*.

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8[e] *(561-94-95)* ; *Espace Gaîté, 14[e]* (327-95-94).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Grand Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Opéra, 2[e] *(574-93-50)* ; *Ciné Beaubourg, 3[e]* (271-52-36) ; Cluny Palace, 5[e] (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; *UGC Odéon, 6[e]* (225-10-30) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Calypso, 17[e] (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, *5[e]* (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2[e] (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, 6[e] (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8[e] (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).

MATA-HARI (A., v.f.) (*) : UGC Montparnasse, 6[e] (574-94-94) ; Ermitage, 8[e] (563-16-16).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11[e] (700-89-16).

MICKI ET MAUD (A., v.o.) : Publicis St-Germain, 6[e] (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8[e] (720-76-23) ; v.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4[e] (278-47-86) ; Utopia, 5[e] (326-84-65) ; Denfert, 14[e] (321-41-01).

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5[e] (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (Brés., v.o.) : Républic Cinéma, 11[e] (805-51-33).

ONDE DE CHOC (A., v.o.) (*) : George-V, 8[e] (562-41-46) ; v.f. : Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1[er] *(233-42-26)* ; *Quintette, 5[e]* (633-79-38) ; George-V, 8[e] (562-41-46) ; Marignan, 8[e] (354-92-82) ; Français, 9[e] *(770-33-88) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86)* ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; *Calypso, 17[e] (380-30-11)* ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5[e] (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Opéra, 2[e] (574-93-50) ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9[e] (574-95-40) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9[e] (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3[e] (272-94-56) ; Studio 43, 9[e] (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : *v.o., Paramount Odéon, 6[e]* (325-59-83) ; v.f., Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Images, 18[e] (522-47-94).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2[e] *(236-83-93) ; UGC Opéra, 2[e]* (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; *UGC Champs-Elysées, 8[e]* (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9[e] (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75).

LES RIPOUX (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9[e] (233-67-06) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8[e] (562-20-40) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9[e] (574-95-40) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Ranelagh, 16[e] (288-64-44).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Escurial, 13[e] (707-28-04) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16).

SHOAH (Fr.) : Reflet Logos, 5[e] (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8[e] (225-09-83) ; Olympic, 14[e] (544-43-14).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9[e] (770-10-41) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).

SOLLERS/GODARD L'ENTRETIEN (Fr.) Latina, 9[e] (278-47-86) ; Studio 43, 9[e] (278-47-86).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5[e] (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.). LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13[e] (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-80-25) ; Rialto, 19[e] (607-87-61).

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Athéna, 12[e] (343-00-65) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15[e] (575-79-79) ; Victor Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum, 1[er] *(297-52-37)* ; *Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36)* ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8[e] (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Bastille, 11[e] (307-54-40) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-51) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, *14[e] (335-30-40) ; Convention Saint-Charles*, 15[e] (579-33-00) ; UGC Convention, 15[e] (574-93-40) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1[er] (297-49-70) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; 14 juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Images, 18[e] (522-47-94).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; George V, 8[e] (562-41-46) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, *14[e] (320-12-06)*.

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34) ; UGC *Marbeuf, 8[e] (561-94-95)*.

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4[e] (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

DIVORCE A HOLLYWOOD, film américain de Charles Shyer, v.o. : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) : Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) : Paramount Orléans, *14[e]* (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Passy, 16[e] (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Images, 18[e] (522-47-94).

L'ENVOUTEMENT, *film américain* de Ted Kotcheff, v.o. : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Calypso, 17[e] (380-30-11).

DÉTECTIVE, film français de Jean-Luc Godard : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Rex, 2[e] (236-83-93) ; Quintette, *5[e] (633-79-38)* ; UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; Marignan, 8[e] *(359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8[e]* (387-35-43) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; UGC Boulevards, 9[e] (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-85-50) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, *15[e] (544-25-02)* ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; *Victor Hugo, 16[e]* (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; *Pathé Wepler*, 18[e] (522-46-01) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 11 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Théâtre : le Don d'Adèle.
Comédie de Barillet et Grédy. Mise en scène J.-P. Cisife, avec M. Dax, A. Feydeau, A. Abbadie, J.-M. Juan.
Dans une famille bourgeoise parisienne des années 50, l'arrivée d'Adèle, la nouvelle petite bonne au service de madame, permet d'épier les faits et gestes d'une partie de la famille. Adèle possède, dit-on, un don de double vue.
22 h 20 Droit de réponse : Orient-Occident.
Emission de Michel Polac.
0 h 20 Journal.
0 h 35 C'est à Cannes.
0 h 40 Ouvert la nuit.
Au nom de la loi : *Jason.*
Extérieur nuit : Les doubleurs de films.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
de Michel Drucker.
Autour de Serge Reggiani, Gérard Lenorman...
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Jambalaya : Mardi gras time in New Orleans. *A la recherche de Sade.*
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
21 h 50 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit, à l'occasion du Festival de Cannes, Milos Forman, président du jury du 38e Festival.
23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h, Feuilleton : l'Homme du Picardie ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante.

CANAL PLUS

20 h 30, Football : AS-Saint-Etienne - Lille ; 22 h 10, Le radeau d'Olivier ; 22 h 55, Scum, film d'A. Clarke ; 0 h 30, Un dimanche à la campagne, film de B. Tavernier ; 2 h, J'ai le droit de vivre, film de F. Lang ; 3 h 25, Lady Libertine, film de G. Kikoine ; 4 h 55, l'Affrontement, film de P. Newman.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : la Conférence des oiseaux, de Michel Levinas, par l'Ensemble Itinéraire, dir. Y. Prin.
22 h 30 « L'avocat des ombres », de E. Dessarre. Avec R. Mollien, D. Page, P. Mazzotti...
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Art vocal : l'art lyrique au Canada français (les voix du passé, les grands noms, les voix nouvelles, l'Opéra au Canada, de Québec à Vancouver), « Les Malheurs d'Orphée », de Milhaud par l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal, dir. J. Richard.
23 h 4 Des sons et des couleurs d'Acadie : hommage à Arthur Leblanc.

Dimanche 12 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Journal.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris (6e).
12 h 2 Midi Presse.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Sports dimanche.
Gymnastique : Championnat d'Europe ; Athlétisme ; Judo.
16 h 10 Variétés : La belle vie.
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h 10 Série : Matt Houston.
19 h Sept sur sept.
Le magazine de la rédaction présenté cette semaine par Anne Sinclair. *Avec M. Léon Schwarzenberg, cancérologue.*
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : l'Année prochaine si tout va bien.
Film français de J.-L. Hubert (1981), avec I. Adjani, T. Lhermitte, M.-A. Chazel, M. Dussarat...
Isabelle et Maxime vivent ensemble mais sont rebelles au mariage. Elle, pourtant, désire un enfant. Comédie de mœurs finement réalisée et bien jouée, sur les principes et les renversements de situation des couples modernes.
22 h 10 Sports dimanche soir.
22 h 55 Journal.
23 h 10 C'est à Cannes.
23 h 15 La nuit des bandes-annonces.
En direct de Cannes, un hommage à Pierre Bromberger.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 35 Journal et météo.
9 h 40 Les chevaux du tiercé.
10 h 5 Récré A 2.
10 h 40 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14.25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15, L'école des fans ; 16.00, Dessins animés ; 16.15, Thé dansant.
17 h Série : Médecins de nuit.
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).
19 h Feuilleton : Et la vie continue.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : Le grand raid.
21 h 35 L'art au quotidien : Manger des yeux.
Réal. R. Coste et R. Topor, avec la participation du ministère de la culture.
L'art culinaire, c'est quoi, au juste ? Pour répondre à la question, des grands cuisiniers sont interviewés. L'émission est un clin d'œil cocasse au téléspectateur gourmand et met en boîte les grands chefs.
22 h 30 Concert magazine.
Emission d'E. Ruggieri : Vladimir Horowitz.
Le 22 mai 1982, pour la première fois depuis plus de trente ans, le pianiste américain revenait en Europe et jouait au Royal Festival à Londres.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Debout les enfants.
10 h Mosaïque.
13 h Magazine 85.
15 h Musique pour un dimanche (et à 17.20).
15 h 15 Opéra : Manon.
De Jules Massenet, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, les chœurs et groupe chorégraphique de l'opéra du Rhin.
Une « Manon » exclusivement lyrique. René Terrasson a travaillé sur des manuscrits retrouvés par Anne Massenet, et plus particulièrement sur une partition nouvelle.
18 h Emissions pour les jeunes.
19 h Au nom de l'amour. Emission de P. Bellemare.
20 h RFO Hebdo.
20 h 35 Hommage à François Truffaut : Vivement Truffaut !
Vingt scènes d'humour et d'amour tirées de l'œuvre de François Truffaut. Ce document de Claude de Givray est présenté ce même jour à 18 h 30 au Festival de Cannes.
21 h 30 Série : les Producteurs.
*Portrait de François Chavanne, directeur commercial d'*Eclair Journal *en 1938, devenu producteur d'une grande partie du cinéma commercial français d'après-guerre. Premier numéro d'une série très classique dans la manière, consacrée aux producteurs à l'occasion du Festival de Cannes.*
22 h 5 Journal.
22 h 40 Cinéma de minuit : Billy the Kid.
Film américain de K. Vidor (1930), avec J. Mack Brown, W. Beery, K. Johnson (v.o. sous-titrée. N.).
Pour venger son ami, éleveur de bétail, assassiné, un jeune homme devient un tueur.

0 h Prélude à la nuit.
« Tambour chinois », de F. Kreisler, interprété par J.-J. Kantorow, au violon, et M. Laforêt, au piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 7 h 15, Top 50 ; 8 h 30, Cabou Cadin (et à 13 h 55) ; 9 h 40, Gym à gym ; 9 h 50, les Princes, film de T. Gatlif ; 11 h 30, Tir groupé, film de J.-C. Missiaen ; 13 h 5, Série : Reilly, l'as des espions ; 15 h 45, Superstars ; 16 h 5, *Hill Street Blues* ; 17 h, Stock-choc : Mireille Darc et Anémone ; 18 h, T'es folle ou quoi, film de M. Gérard ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, la Femme publique, film d'A. Zulawski ; 23 h, Paco l'infaillible, film de D. Handepin ; 0 h 30, Neige, film de J. Berto et J.-H. Roger ; 1 h 55, Le radeau d'Olivier.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : « Le chemin de ma croix. Messes à Varsovie », du Père Jerzy Popieluszko ; 7 h 45, Dits et récits : un conte d'André Dhotel ; 8 h, Foi et tradition ; 8 h 25, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française ; 10 h, Messe à la cathédrale de Poitiers ; 11 h, L'esprit de perfection, avec Bernachon, chocolatier ; 12 h, Des Papous dans la tête ; 13 h 40, L'exposition du dimanche : exposition Morandi au musée Cantini de Marseille ; 14 h, Le temps de se parler ; 14.30 La Comédie-Française présente : « Oreste » de Vittorio Alfieri ; 15 h 50, La tasse de thé : rencontre avec Madeleine Chapsal ; à 17 h 45, Histoire-actualité : les plus belles années de Raymond Aron ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h, Musique : La conférence des rockers.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : Panne d'âme à Panama.
22 h 30 Musique : Electric Phoenix.
0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

0 h, Au gré de la fantaisie : Gilles Vignault ; 2 h, Concert : œuvres de Mercure, Sarasate, Saint-Saëns par l'Orchestre symphonique de Montréal ; 4 h, Jazz sur le vif ; 6 h, A contre-jour : les compositeurs et interprètes du Canada et leurs ancêtres français, des parentés insoupçonnées (et à 9 h 04) ; 12 h 4, Pour ceux qui aiment... ; 15 h, Québec, ma musique, mes amours (en direct du palais Montcalm à Québec) : œuvres de Poulenc, Leclair ; 16 h 30, L'évolution du piano au Canada français ; 18 h 4, Musique au Saguenay - Lac Saint-Jean ; 19 h, Les musiciens par eux-mêmes : autoportrait d'un compositeur-chef d'orchestre, Serge Garant.
20 h Concert (donné à l'occasion du gala de clôture du concours Bach-Gould) : « Concerto brandebourgeois no 3 en sol majeur », « Aria de la Passion selon Saint-Mathieu », « Concerto pour clavecin et orchestre en ré mineur », de Bach par l'Orchestre symphonique de Toronto, sol. S. Saryk, violon, M. Forrester, contralto.
23 h 4 Les goûts réunis : l'orgue et la musique ancienne au Québec.
24 h Musique actuelle : œuvres de Boulez, Tremblay, Boucher.

LES SOIRÉES DU LUNDI 13 MAI

TF 1	20 h 35, Cinéma : *Peur sur la ville*, d'H. Verneuil ; 22 h 40, Etoiles et toiles, magazine du cinéma ; 23 h 50, Nuit des espoirs de Cannes.
A2	20 h 35, Emmenez-moi au théâtre : *la Robe mauve de Valentine* ; 22 h 30, Magazine : Plaisir du théâtre.
FR3	20 h 35, Cinéma : *la Jument verte*, de C. Autant-Lara ; 22 h 35, Thalassa à Cannes ; 23 h 25, Série : Les producteurs ; 23 h 55, Prélude à la nuit.
CANAL PLUS	20 h 30, Cinéma : *Mesdames, messieurs... bonsoir*, de L. Comencini ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 20, Tennis ; 1 h 10, Cinéma : *Georgia*, d'A. Penn.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 12 MAI

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du Parti socialiste, répond aux questions des journalistes de « Midi presse » sur TF 1, à 12 heures.

– *M. Evan Galbraith*, ambassadeur des Etats-Unis en France, est reçu à l'émission « Forum » de RMC, à *12 h 30.*

– *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la CFDT, est l'invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Alain Carrignon*, maire (RPR) de Grenoble, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 h 15 (diffusé en clair sur Canal Plus à 19 h 45).

LUNDI 13 MAI

– *M. Jean Poperen*, secrétaire national du Parti socialiste, est l'invité du journal de France-Inter, à 7 h 40.

MÉTÉOROLOGIE

TEMPÉRATURES BASSES POUR LA SAISON

La journée du 11 mai devait être marquée par des pluies, parfois abondantes et orageuses, des Alpes à la Corse. Ciel chargé et pluies éparses au nord de la Loire. En Bretagne et au sud de la Loire, temps plus variable, avec des éclaircies, et des averses plus fréquentes sur le relief, ainsi que près de l'Atlantique en matinée.

Les températures maximales devraient atteindre de 11 à 18 degrés du nord au sud.

Le Centre d'étude de la neige annonce un risque fort d'avalanches sur les Alpes et les Pyrénées en raison des chutes de neige importantes de ces derniers jours.

Températures minimales pour la nuit du 10 au 11 mai : Clermont : 3 ; Bordeaux, Brest et Rennes : 4 ; Bourges et Lyon : 5 ; Ajaccio et Lille : 8 ; Paris : 9 ; Marseille et Strasbourg : 10 ; Nice : 11.

Températures maximales à l'étranger : Amsterdam : 14 ; Genève : 11 ; Londres : 13 ; Lisbonne : 20 ; Madrid : 20 ; Moscou : 17 ; Rome : 18. *(Source AFP).*

● *La presse réclame la gratuité de la Météorologie nationale.* – La Fédération nationale de la presse française (FNPF) et le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR), élèvent *« la plus vive protestation contre la décision prise par la direction de la Météorologie nationale d'imposer la rémunération de l'ensemble des renseignements météorologiques qu'elle fournit à la presse »*, dans un communiqué diffusé le 10 mai. Ils *« déplorent qu'un service public, financé par le budget de l'Etat, puisse vouloir commercialiser ses activités »* et rappellent qu'*« il est de la mission de la presse de se faire le vecteur de prévisions qui sont établies par la Météorologie nationale dans l'intérêt du public »*. En conséquence, la Fédération et le syndicat demandent que *« soient assurées, comme par le passé, la continuité et la gratuité du service public »*.

Carnet

Naissances

– Ferdinand est heureux d'annoncer l'arrivée de son frère

Vincent,

chez Jean THOUARD
et Marie-Agnès GENON-CATALOT,

le 26 avril 1985.

150, rue Lafayette,
75010 Paris.

Décès

– Lomi Bolo,
Laurent, Cindy et Alain Bolo,
Sophie Bolo,
Paule Bolo,
Marthe et Max Besnier
et leurs enfants,
Odile Pervez
et ses enfants,
Philippe Bolo
et ses enfants,
Hélène Cuenat et Michèle Gisselbrecht,
Tristan Revillon,
Koba Jensen,
Henri et Beate Jensen,
et leurs enfants,
Walli Vince et Tovin Monaco,

ont la douleur de faire part du décès de

Etienne BOLO,
docteur en sciences de l'éducation,

qui s'est donné la mort le mardi 7 mai 1985.

Kader Ammour, Jacques Charby, Jean Barral, Guy Demoy, Denise Demoy, Michèle Beauvillard, Simon Blumenthal, Mourad Benattigue, Monique Cahen, Gilbert Cahen, Robert Davezies, Laurence Gavarini, Annie Guerineau, Jorgen et Marianne Hunusoe, Didar Fawzy, Francis et Christiane Jeanson, André Kaminsky, Nicole Latour, Catherine Levy, Albert-Paul Lentin, André Manaigo, Josyane Moutet, Michel Moutet, Serge Michel, Françoise Medam, J.-Claude Paupert, Jean-François Picco, Anne Preiss, Ed. Quinn, Annette Roger, Bertrand Richard, Richard Sachs, Mahmoud Tlemsani, Anne Zink, Christiane Zuber,

les premiers informés de ses amis, et tous les autres qui n'ont pas encore été joints, ont aussi avec sa mort perdu un des leurs.

Selon sa volonté, l'incinération aura lieu le mercredi 15 mai, à 16 heures précises, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

15, rue du Commerce,
75015 Paris.

– M. Georges Legris,
M. et Mme Hubert Landais,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Albert Leguet,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges LEGRIS,
née Lucienne Vaché,

survenu *le 9 mai 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.*

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai, à 10 h 45, en l'église Sainte-Marie-aux-Fleurs, 24, rue d'Alsace-Lorraine, à Saint-Maur-des-Fossés.

23, rue Bourdignon,
94100 Saint-Maur-des-Fossés,
4, quai des Tuileries,
75001 Paris.
18, rue du Professeur-Pellé,
35000 Rennes.
16, rue Edmond-Rostand,
35000 Rennes.
23, rue Bourdignon,
94100 Saint-Maur-des-Fossés.

Anniversaires

– Le 12 mai 1983,

Adélie RASSIAL-HOFFENBERG

nous a *quittés.*

Tous ceux qui étaient attachés à elle et l'ont estimée auront ce jour une pensée toute particulière pour elle.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le lundi 13 mai 1985, à 17 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, chapelle du Saint-Sacrement à Paris, à l'intention de

Gérard NICOLAS-FALCONETTI,

appelé à Dieu le 9 juillet 1984.

Communications diverses

– Mgr J. Nasrallah, exarque d'Antioche, célébrera le dimanche 12 mai 1985, à 11 heures, à l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 17, rue du Petit-Pont à Paris-5e, une liturgie solennelle pour le repos de l'âme des victimes de la guerre au Liban Sud.

Soutenances de thèses

– *Université Paris-V, jeudi 23 mai*, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Claude Lelièvre : « Développement et fonctionnement des enseignements post-élémentaires dans la Somme de 1850 à 1914. Mise à l'épreuve des théories aux appareils idéologiques d'Etat. »

PARIS EN VISITES

LUNDI 13 MAI

« Un quartier de roture : le Trône et la Nation », 14 h 45, sortie métro Picpus (Vincent de Langlade).

« Dans les ateliers d'un grand orfèvre », 14 h 30, guichet métro Arts-et-Métiers (Marion Ragueneau).

« Les impressionnistes au *musée du* Jeu de paume », 14 h 30, entrée place de la Concorde.

« Musée national de la céramique à Sèvres », 14 h 30, entrée musée (Académia).

« Exposition : l'ère des shoguns », 15 heures, Espace Cardin, 1-3, avenue Gabriel.

« Un parc du souvenir : le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.

« L'appartement d'été d'Anne d'Autriche », 15 heures, métro Louvre (C.-A. Messer).

« Hôtels du Marais (nord), place des Vosges », *14 h 30, métro Hôtel-de-Ville* (sortie rue Lobau) (G. Botteau).

« L'hôtel de Lassay », 15 h 30, 128, rue de l'Université (P. Jaslet).

« Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, métro Eglise-d'Auteuil.

« La Mosquée de Paris », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite (Mlle Rojon).

« Les salons du mobilier *royal* au Louvre. Pièces françaises des grands maîtres de l'ébénisterie. Mobilier de Marie-Antoinette », 14 h 30, métro Louvre (L. Hauller).

« L'hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou.

« Les passages de Saint-Eustache à *Beaubourg* », *11 heures, devant* l'église Saint-Eustache.

« L'hôtel de Bourrienne et son quartier », 14 h 30, 58, rue d'Hauteville, dans la cour.

« La Sainte-Chapelle », 14 h 30, entrée du Palais de justice.

« Le vieux Belleville », 14 h 30, sortie métro Belleville (Arcus).

« Le vieux faubourg Saint-Antoine et ses cours », *14 h 30, sortie* métro Faidherbe-Chaligny (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

LUNDI 13 MAI

5, rue Largillière, « Cycle art et civilisation : l'Egypte. La religion, le calendrier et les fêtes » (M.-J. Cavaroc).

26, rue Bergère, 20 heures : « Le combat de Michaël entre les forces ahrimaniennes et les forces lucifériennes (deuxième partie) » (Hélène Vanel).

6, rue Ferrus, 17 h 30 : « L'Europe à douze » (M. Philippe Moreau-Defarges).

Académie des sciences morales et *politiques, 14 h 45 :* « L'Europe face aux menaces qui pèsent sur elle » (Mme Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 11 mai :

UN DÉCRET

● Relatif à l'institut d'études politiques de Paris.

UN ARRÊTÉ

● Fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés exposés aux substances susceptibles de provoquer une lésion maligne de la vessie.



هكذا من الأمل

Économie

LA MANIFESTATION DE LA CGT RENAULT : UN DEMI-SUCCÈS

La journée Renault organisée vendredi 10 mai par la CGT n'a été qu'un demi-succès : à Paris, le défilé des salariés du groupe n'a guère réuni que cinq mille personnes (quinze mille selon la fédération de la métallurgie CGT, dix mille selon *l'Humanité*), soit la moitié de ce qui était espéré ; dans les usines, les arrêts de travail ont été relativement peu suivis : moins d'un quart du personnel au Mans, et chez RVI à Limoges, 11 % à Venissieux où des grèves d'une journée étaient prévues, moins de 30 % à Billancourt et à Saint-Ouen et des proportions infimes dans les autres établissements, notamment à Flins où il ne s'agissait que de débrayages de trois ou quatre heures.

Banderoles en tête, au son de sifflets, de trompettes et de crécelles, les délégations venues des établissements de la Régie, notamment du Mans, de Douai, de Billancourt, de Sandouville et de Cléon, et des filiales, en particulier de RVI et de la région Rhône-Alpes, ainsi que de plusieurs autres entreprise comme les Plastiques de Gien, Ducellier, Michelin et Citroën, s'étaient rassemblées en début d'après-midi sur l'esplanade et au bas des gradins menant au Palais Omnisports de Bercy pour écouter une allocution de M. André Sainjon. Installé sur une terrasse, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM), était entouré de membres du bureau confédéral de la CGT, notamment MM. Henri Krasucki, secrétaire général, Gérard Alézard et Jean-Claude Laroze, et de représentants de la Fédération de la chimie. MM. Claude Gayssot et Claude Poperen étaient également présents au *nom du Parti communiste*. Les organisateurs n'avaient pas négligé le pittoresque : forêt de fanions rouges aux initiales de la CGT, casquettes de couleur (rouges, vertes ou blanches) ou calots de papier.

« Désastre »

Dans sa longue intervention, M. Sainjon a souligné que la manifestation se voulait *« constructive et, en même temps, une première grande alerte auprès de la direction et des pouvoirs publics »*. Il a dénoncé *« le désastre provoqué par l'affaiblissement ou la liquidation d'activités industrielles »* et l'intention de la direction du groupe Renault de s'installer dans une *« stagnation du marché en France et en Europe »*. Il a surtout réclamé une révision de la stratégie industrielle de Renault, notamment le *« renforment de la cohérence du groupe, l'utilisation maximum des capacités de production en France »* pour une *« reconquête du marché sur le sol national et en Europe »*.

Le défilé, de Bercy à la Chaussée-d'Antin, conduit par les dirigeants de la confédération, de la FTM et les responsables syndicaux de Renault, sous une banderole *« Tous solidaires pour redresser Renault ! »*, s'est déroulé dans une atmosphère de bonne humeur. En tête, une forte délégation de Billancourt, *plus de cinq cents manifestants*, regroupés derrière une banderole orange, reprenant le slogan *« Billancourt vivra, Besse tu n'y toucheras pas ! »*. Suivaient les ouvriers de RVI Vénissieux et de la région Rhône-Alpes réclamant *« Des camions, des cars, des bus français ! »*. Plus loin on remarquait aussi des Bretons de la SBFM, de Lorient et de Kerpont, une autre filiale de Renault, avec une cornemuse et un drapeau breton et un groupe de Micmo-Gitane portant un vélo. Le groupe des salariés du Mans, coiffés de calots, *« Renault-Le Mans, le tracteur français »*, fermait la marche. Le cortège s'est dispersé vers 17 h 30 après une dernière *Internationale*.

G. H.

● **La CFDT : élaborer des *« revendications accessibles »*.** – La CFDT du groupe Renault a annoncé *« deux mois d'initiatives et d'actions au service de l'emploi »* pour mobiliser les travailleurs *« dans le sens du redressement de l'entreprise »* et pour *« élaborer des revendications accessibles »* sur les objectifs suivants : *« réduction et aménagement du temps de travail, formation, organisation du travail »*. Elle va notamment organiser une pétition à l'occasion de la prochaine réunion du comité central d'entreprise (du 20 au 22 mai).

Nouveaux retraits massifs de fonds dans une institution d'épargne américaine

Baltimore (Maryland). – Une institution d'épargne et de crédit de Baltimore, la Old Court Savings and Loan Association, a été quasiment assiégée, *le 10 mai*, par des déposants désireux de retirer leurs dépôts. Ce mouvement de retraits massifs avait commencé la veille, apprend-on de bonne source, à la suite de l'annonce d'un changement à la tête de cette institution et d'un article, paru dans un journal local, selon lequel la banque pourrait éprouver des difficultés du fait d'une croissance récente trop rapide. Toutefois, ce mouvement de retrait ne s'est pas propagé aux autres établissements financiers.

Les dépôts de l'Old Court Savings and Loan Association sont assurés par un organisme local, le Maryland Savings Share Insurance Corporation, dont les fonds s'élèvent à 355 millions de dollars. Le Maryland est, avec l'Ohio, l'un des quatre Etats américains où les dépôts ne sont pas obligatoirement assurés auprès des organismes fédéraux, mais peuvent l'être auprès d'un organisme local. L'insuffisance des fonds dont disposait l'organisme local d'assurance de l'Ohio avait provoqué, il y a deux mois, une ruée sur quelque soixante-dix instituts d'épargne et de crédit de cet Etat lorsque l'un d'entre eux avait été acculé à la faillite.

Intervenant le même jour, le président de la Chase Manhattan Bank, M. William Butcher, a estimé que les États-Unis pourraient être confrontés prochainement à une crise sérieuse dans le secteur des intitutions d'épargne et de crédits. Les problèmes qui ont entraîné la *fermeture temporaire des certaines* caisses d'épargne de l'Ohio pourraient se reproduire ailleurs, a-t-il indiqué.

« Il y a des milliards de dollars d'actifs dans l'industrie de l'épargne avec une capitalisation insuffisante et j'imagine que les banques seront appelées à intervenir » pour éviter la crise, a souligné M. Butcher lors d'une conférence tenue à Hot-Springs (Virginie). M. Butcher a estimé que de nombreuses banques réagiraient de la même façon que la Chase Manhattan (dans la crise de l'Ohio) en essayant de racheter certaines institutions d'épargne en difficulté pour les transformer en banques commerciales.

Le président de la Chase Manhattan a également estimé que la question de l'assurance fédérale des dépôts devrait aussi être examiné. Dans l'affaire de l'Ohio, rappelle-t-on, les caisses d'épargne, qui avaient dû fermer étaient assurées par un organisme privé et non fédéral. M. Butcher a déclaré qu'il ne se faisait pas l'avocat d'une fusion entre la Federal Savings and Loan Insurance Corp, l'organisme fédéral assurant les dépôts d'épargne, et la puissante Federal Deposit Insurance Corp, qui assure les dépôts bancaires. Mais il a dit qu'il ne serait pas surpris de voir une forme quelconque de fonds unifié apparaître dans l'avenir. – *(AFP.)*

British Telecom prend le contrôle d'une société canadienne

British Telecom, la société qui gère le téléphone en Grande-Bretagne (privatisée à plus de 50 % par Mme Thatcher) va acquérir 51 % de la société canadienne Mitel pour 2 milliards de francs. Mitel est spécialisée dans la fabrication de centraux *téléphoniques pour entreprises* (PABX), avec un chiffre d'affaires de 2,56 milliards de francs pour son dernier exercice, clos en février 1985. British Telecom (BT) avait déjà acheté au début du mois de mai, pour 138 millions de francs, CTG, autre entreprise canadienne de plus petite taille.

Ces acquisitions constituent un pas significatif en direction du marché américain, dans le cadre de la nouvelle stratégie de BT, qui se veut globale en matière de communication : de la *fabrication d'équipements* aux services télématiques avancés. Précédemment, BT ne faisait *que distribuer les matériels* fabriqués par les autres groupes britanniques Plessey et General Electric Company, qui donc risquent d'être pénalisés à l'avenir.

Créé au début des années 70, Mitel a eu son heure de gloire en 1982. Sa technologie, son implantation dans quatre-vingts pays dont la France (dans les Vosges), avaient attiré IBM, qui passait un accord de coopération avec la firme canadienne. Puis des difficultés à mettre au point sa nouvelle génération de centraux conduisait le géant de l'informatique à la répudier, au profit de Rolm, société du même type mais américaine (acquise depuis à 100 % par IBM). Mitel a eu du mal à s'en remettre (ses pertes l'an dernier ont été de 220 millions de francs), mais BT estime que cette *mauvaise passe technique est désormais* traversée. Son apport d'argent frais devrait lui permettre d'amorcer une reconquête du marché mondial.

PALUEL-MARMONT PREND PIED DANS LA PUBLICITÉ

Un saint-cyrien venu aux affaires

Le groupe Boulet-Dru- Dupuy-Petit (BDDP), agence de publicité fondée en 1983, et qui vient de prendre le contrôle de Mafia (*le Monde* du 3 avril), se réorganise, financièrement cette fois. A la faveur d'une augmentation de capital, le groupe Paluel-Marmont, chef de file de l'opération, par la Société de placements internationaux (SPI), avec d'autres investisseurs financiers (1), vient de prendre 12 % du capital de BDDP, les dirigeants de l'agence en conservant 85 %.

Rien que de très classique dans cette affaire, une entreprise en pleine croissance et ambitieuse ayant tout intérêt à s'adosser à des financiers de métier pour mieux maîtriser son expansion à venir. Ce qui est plus original, c'est de voir un groupe financier privé, par tradition et presque par vocation discret, répondre à l'appel de publicitaires dont le goût est, pourrait-on dire, de s'afficher. On peut y voir un signe des temps : les gestionnaires de la fortune d'autrui, fournis faisant fructifier dans l'ombre les biens de ceux qu'on appelle pudiquement les « investisseurs » privés, grands ou petits, sans pour autant délaisser l'industrie ou l'immobilier, s'intéressent désormais aux entreprises de communication. Ceux dont le métier est d'acheter et de vendre du « papier » – titres ou obligations – entrent dans le monde de ceux qui vendent des mots, des images, des sons – du vent, disent les malveillants.

L'histoire est en fait plus particulière que cela, à cause de la personnalité des partenaires en présence. Il y a longtemps que M. Jean-Claude Boulet connaît M. Roger Paluel-Marmont. Œuvrant dans des univers qui ne se recoupent pour ainsi dire jamais, ils se ressemblent presque, et le premier pourrait bien être la version rajeunie du second. Ils ont en commun d'appartenir l'un et l'autre à des familles de militaires, ce qui leur a peut-être donné ce goût du costume strict avec gilet bien coupé mais sans originalité et de la cravate sobre.

Le groupe Paluel-Marmont, c'est avant tout son fondateur, Roger Paluel-Marmont, soixante-six ans, un homme du Sud-Ouest – la présence de sa famille y est attestée depuis le début du XVIIe siècle – très tôt devenu parisien. Son itinéraire personnel, tout entier fait d'adaptations aux traverses comme aux offres de la vie, est bien à l'image de l'évolution de son affaire, devenue depuis un groupe financier privé et familial, créée, en 1962, à partir de sa seule expérience et de son esprit d'entreprise.

Adolescent, un banal accident de santé l'empêche de préparer l'X et c'est *« pour s'occuper »* qu'il prépare Saint-Cyr, où il entre dans les tout premiers. Officier de carrière pendant trois ans, c'est les yeux ouverts sur l'inévitable défaite qu'il vit la « drôle de guerre », où il passe, comme tant d'autres, son temps à reculer, des Ardennes à la région bordelaise. Entré dans l'armée sans ressentir pour elle la vocation absolue qui l'y aurait retenu, il la quittera pour Science-Po et la faculté de droit. Collé au concours de l'inspection des finances, il entre en 1946 comme stagiaire au Crédit industriel et commercial (CIC), où pendant cinq ans il gravit tranquillement les degrés de la responsabilité. Il pose lui-même la question de ce choix, et y répond dans la foulée : *« Pourquoi un garçon élevé dans une famille où on ne parlait pas d'argent – c'était malséant – et où on n'en avait pas a-t-il choisi la banque ? Parce que c'était un métier intelligent. Traditionnellement, dans la bourgeoisie petite ou moins petite, on économisait sou par sou tout au long d'une vie, et cela se terminait au bout de vingt ans par des placements absurdes. J'ai toujours été intéressé par la nécessité de faire quelque chose pour et avec l'épargne collective. La banque, donc, m'attirait. »* Puis, pour des raisons personnelles et familiales, il entre à la Compagnie d'éclairage par le gaz Lebon et Cie, qu'il quittera, pour des raisons du même ordre, en 1962.

Et c'est la création « de toutes pièces » d'une société de services, le Centre d'études pour l'investissement et la gestion (CETIG), qui n'est autre que l'embryon à partir duquel se développera le groupe Paluel-Marmont. Aujourd'hui, ce groupe, détenu par deux holdings demeurés familiaux, propriétaire de deux solides immeubles – pierre de taille et escalier de marbre – bâtis par les frères Pereire tout près du parc Monceau, où s'activent quatre-vingts salariés, c'est, essentiellement : *la Société de placements* internationaux (SPI), cotée au comptant à la Bourse de Paris, holding des activités du groupe qui, selon une brochure de la société, *« anime, appuie, contrôle l'action de ses filiales, selon des méthodes adaptées à chacune d'elles »* ; Paluel-Marmont Finance (PMF), qui s'est un temps associée à Merrill Lynch, première firme de courtage américaine, qui gère le patrimoine financier de *« plusieurs milliers de personnes privées »* et a créé et gère quatre Sicav et neuf fonds communs de placements (toujours l'épargne collective). C'est encore la Compagnie Lebon (dont M. Paluel-Marmont est devenu PDG en 1970), qui a pour filiale la Compagnie de distribution de matériel électrique (CDME) avec sa quarantaine de filiales (plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé), et la Société des forces motrices de Changy-Pougny, qui éclaire Genève. Et c'est l'Hôtel des Saints-Pères, qui a été entièrement réhabilité, une société de promotion immobilière (qui courbe frileusement le dos depuis trois ans) et une société immobilière d'investissement. C'est enfin trois filiales à l'étranger, au Luxembourg, aux Etats-Unis (avec les Grands Moulins de Paris) et à Singapour...

Dans cet empire patiemment bâti, la règle d'or, c'est la flexibilité de la stratégie, pour que l'outil soit sans cesse adapté aux besoins, aux éventualités, aux évolutions des activités. *« Il faut savoir qu'il y a des métiers qui disparaissent, d'autres qui se transforment, d'autres qui émergent. Il faut aussi que la taille de l'entreprise soit à notre mesure. Nous avons fait, dans des secteurs divers, des entrées et des sorties prudentes, sans échec »*, dit M. Paluel-Marmont. Ainsi le groupe s'est dégagé de la Société bancaire de Paris, achetée en 1970, au profit du groupe Espirito-Santo (qui va créer une banque au Portugal) : il ne conserve que 10 % de son capital.

Alors, l'entrée dans Boulet-Dru ? C'est une diversification, parmi d'autres, montée méticuleusement (*« nous avons envie de nous consacrer à nos clients »*) et qui s'est faite sans hâte, sûrement. *« Je ne peux travailler avec des gens que je n'estime pas »*, dit-il. Et encore : *« On ne fait pas de diversification* a priori. » Qu'il s'agisse d'hôtellerie ou de publicité, il faut l'occasion, mais il faut aussi le partenaire adéquat : *« On ne fait bien que ce qu'on a envie de faire. »*

L'ambition de M. Paluel-Marmont de *« construire quelque chose qui se tienne »*, malgré la variété des activités et l'ouverture vers le modernisme, trouve son aboutissement dans l'espoir d'avoir assuré la pérennité de son entreprise. Deux des fils travaillent avec lui et l'aîné, PDG de PMF, après des années d'expérience à l'étranger, a de toute évidence vocation pour lui succéder, le moment venu. Mais *« notre intention, c'est d'avoir sur un pied d'égalité et avec le même poids moral des gens de l'extérieur »*. La flexibilité, toujours.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Le groupe Paluel-Marmont a acquis 6 % du capital, la Société centrale pour l'industrie, filiale de la Société générale de Belgique, et Essor Investissement 1 et 2, fonds à risques gérés par Charterhouse, 6 % ensemble.

Arguties sur l'agriculture

(Suite de la première page.)

Quant aux industries de pointe et à la haute technologie, autre secteur dont s'occuperait la future négociation, il s'agirait surtout d'abaisser les barrières douanières, ce qui est la tâche traditionnelle des négociations menées au sein du GATT. On comprend dans ces conditions que le lancement d'une négociation ne nécessite pas, comme c'est le cas pour l'agriculture, un travail de préparation méthodologique long et compliqué.

L'« accès aux marchés » et la police des subventions

Les experts du GATT ont donc *établi une sorte de schéma de négociations pour l'agriculture*. Il s'agirait, d'un côté, de mieux définir les règles d'accès aux marchés importateurs et, par là même, d'introduire un peu d'ordre dans les différentes mesures protectionnistes appliquées dans *pratiquement tous les pays*. Il s'agirait, de l'autre, de définir un cadre juridique pour l'octroi des subventions à l'exportation, accordées présentement d'une façon tout à fait anarchique. Deux méthodes sont proposées : ou bien une suppression de principe assortie *d'exceptions à négocier, ou* bien un aménagement des règles du GATT.

Vaste programme, il est vrai, qui englobe, à la limite, tous les aspects de la politique agricole commune. Cependant, fait-on remarquer à Genève, une négociation est une négociation. Comme une partie d'échecs, elle peut comporter des interruptions et des suspensions. C'est ici, en réalité, que se trouve la difficulté. A Genève, c'est la Commission européenne qui négocie au nom de la Communauté. Cela suppose que *les pays membres du Marché* commun soient en mesure de lui donner des directives précises. L'expérience passée a montré avec quelle âpreté les pays européens ont défendu leurs intérêts nationaux avant de s'entendre sur le mandat de négociations : de longues nuits ont été consacrées à Bruxelles à cet effet, à l'époque du « Kennedy round » (1963-*1967*) et du « *Tokyo round* » (1973-1979).

Les réticences de M. Mitterrand s'expliquent au moins autant par le fait que la France ne *compte qu'à moitié sur ses partenaires* que par la méfiance à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Il reste qu'une situation absurde s'est, au fil des ans, développée. L'une des raisons en est que la clientèle pour les produits agricoles est réduite à quelques pays, *dont certains, il est vrai, sont de* très gros importateurs : pays du Moyen-Orient pétroliers, URSS et un certain nombre de pays en voie de développement très pauvres. L'Egypte est l'exemple-type pour cette dernière catégorie. On s'y livre à une sorte de « *compétition à l'envers* » *entre pays producteurs*. Celui qui emporte le contrat est celui qui est en mesure d'offrir des avantages commerciaux exorbitants à l'acheteur égyptien qui paie à tempérament.

Les Etats-Unis et la Communauté se sont livrés, pour les céréales et pour la farine, à une concurrence des plus déloyales sur ce marché. Conséquence : le prix international du blé, tel qu'il est coté à Chicago, n'a pas grand-chose à *voir avec le prix de revient* du producteur moyen. Ce prix n'a pas changé depuis douze ans ; il est tout juste supérieur au coût de production le plus bas (120 dollars la tonne pour le blé), qu'on trouve en Argentine.

Pour fixer les idées, disons que le coût de revient moyen des producteurs européens dépasse d'environ 60 % le prix international.

Personne n'ignore que les différents pays, à commencer par la Communauté, continueront d'appliquer des systèmes revenant à garantir les revenus des agriculteurs. Cependant, si cette garantie est illimitée, elle aboutit à la production d'excédents de plus en plus invendables. La seul façon de *réformer à long terme la politique* agricole commune consiste sans doute à négocier un *modus vivendi* avec les principaux concurrents, dont les Etats-Unis.

PAUL FABRA.

● **M. de Larosière met en garde les pays endettés contre l'inflation.** – Estimant que *« le plus grave de la crise de l'endettement a été surmonté »*, mais qu'il y a peu de marge pour l'erreur, M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, a signalé que l'inflation galopante demeure un danger pour plusieurs des pays endettés. S'adressant à des banquiers, M. de Larosière leur a demandé de continuer à apporter leur concours aux pays débiteurs : *« Lorsque les programmes d'ajustement sont mis en œuvre avec courage et constance, il est fondamental que les débiteurs puissent continuer à compter sur la compréhension et le sens du réalisme de leurs créanciers »*, a dit le directeur général du FMI.

● **Nouveau retard des paiements de l'Argentine.** – L'Argentine a payé au premier trimestre de cette année seulement 50 millions de dollars d'intérêts sur sa dette extérieure, alors qu'elle doit verser au total 5,5 milliards de dollars en 1985, a indiqué jeudi 9 mai, devant le Parlement, le ministre argentin de l'économie, M. Juan Sourrouille. Selon le ministre argentin, l'ampleur *du déficit du secteur public*, qui a atteint au premier trimestre 9 % du produit intérieur brut, constitue la principale difficulté pour obtenir un rééchelonnement de la dette extérieure qui, rappelle-t-on, s'élève au total à 48 milliards de dollars.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 6 au 10 mai 1985

Un marché assuré

AGRÉABLEMENT surpris par une nouvelle détente des taux d'intérêt qui s'est traduite sur le marché monétaire par un taux de 10 %, vendredi, le niveau le plus bas enregistré depuis six ans, et par une nouvelle série de résultats annuels très positifs, la Bourse de Paris a largement contribué à l'essor général des bourses européennes. Certes, Wall Street a enregistré, vendredi 10 mai, sa meilleure performance depuis le début du mois de mars (avec une hausse de 14 points de l'indice Dow Jones), conséquence directe de l'approbation par le Sénat américain des mesures destinées à réduire le déficit budgétaire, au moyen notamment d'un quasi-gel des dépenses militaires, mais c'est toujours Paris qui «tient le pompon» au hit-parade des grandes places.

Avec une hausse voisine de 20 % depuis le début de l'année (19,7 % exactement selon les indices), le palais Brongniart caracole en tête des marchés boursiers, devançant de plusieurs longueurs le Kabuto-Cho où les valeurs nippones ont progressé de 12 % environ dans le même temps, le London Stock Exchange se contentant, lui, d'une avance de 8 %. Au cours de cette semaine entrecoupée par la célébration, le 8 mai, du quarantième anniversaire de la victoire des Alliés, Paris a encore consolidé sa position en laissant les valeurs françaises gagner 1,8 % à l'issue de quatre séances qui se sont achevées, chaque jour, sur un résultat positif grâce aux bonnes performances réalisées, pour l'essentiel, par des valeurs de second rang.

Parmi les titres les plus en vue, les spécialistes relevaient pêle-mêle les noms de Poclain, le numéro un mondial de la pelle hydraulique, en nette reprise (+ 14 %), après une série de sérieux revers, Générale de Fonderie et Docks de France dans des proportions sensiblement identiques et surtout, la Compagnie du Midi (+ 14 % également) qui bénéficie d'un fort courant acheteur.

Les comptes de Matra – qui s'est contenté de distribuer, au titre de 1984, un dividende de 57 F, identique à celui du précédent exercice – ont déçu, semble-t-il, la communauté financière, celle-ci estimant que l'amélioration des résultats du groupe doit trop à l'application du nouveau régime fiscal permis par le *« carry back »* (report en arrière des déficits), lequel s'est traduit, pour Matra, par un gain de 165 millions de francs. De son côté, Lafarge Coppée a été simplement soutenu à l'annonce d'un bénéfice consolidé (part du groupe) quasiment doublé d'une année à l'autre (il est passé de 255 à 485 millions de francs en 1984), signe que les opérateurs escomptaient depuis longtemps cette nette progression (90 %).

Délaissant le chapitre des individualités pour aborder celui des secteurs boursiers, c'est certainement celui des assurances nationalisées qui a tenu la vedette cette semaine. Cotée au marché « au comptant », tout comme ses consœurs, les AGF et le GAN, dont 25 % du capital environ est réparti dans le public, l'UAP a annoncé une hausse exceptionnelle de son dividende (119 F par action contre 35 F au titre de 1983) sur un bénéfice net en augmentation de 40 % d'une année à l'autre (1,17 milliard de francs). L'Union des assurances de Paris, qui a vu son cours franchir la barre des 3000 F vendredi, à 3043 F, a ainsi utilisé la latitude laissée aux entreprises nationalisées en matière de distribution de dividendes lesquels ne sont pas concernés par les *«limitations volontaires»* vivement conseillés aux sociétés privées. Naturellement, l'intérêt des opérateurs s'est également porté sur le GAN et les AGF qui devraient également annoncer une nette progression de leurs résultats lors des conseils d'administration prévus pour les prochains jours. Mais les cours de ces deux sociétés d'assurances (également cotés au comptant) sont restés plutôt stables, signe que l'on s'attend, certes, à une nette augmentation du dividende 1984, mais dans de moindres proportions que celle décidé par le groupe de Mme Yvette Chassagne.

SERGE MARTI.

Alimentation

	10-5-85	Diff.
Béghin-Say	274	+ 0,80
Bongrain	1900	+ 25
BSN G.-Danone	2550	+ 25
Carrefour	2155	+ 7
Casino	969	+ 49
Cédis	855	– 25
Euromarché	1020	inch.
Guyenne et Gasc.	299,90	+ 0,10
Lesieur	680	– 50
Martell	1770	+ 19
Moët-Hennessy	1833	– 24
Mumm	765	– 6
Nestlé	24850	+ 240
Occidentale (Gle)	707	+ 16
Olida-Caby	255	– 35
Pernod-Ricard	706	– 1
Promodès	1380	+ 4
Source Perrier	533	+ 21
St-Louis-Bouchon	344	+ 3
C.S. Saupiquet	515	– 11
Veuve Clicquot	2510	+ 60
Viniprix	1000	– 10

Produits chimiques

	10-5-85	Diff.
BASF	630	+ 5
Bayer	677	+ 7
Hoechst	672	+ 7
Imp. Chemical	93,95	+ 3,95
Institut Mérieux	1 721	+ 1
Laboratoire Bellon	1 025	– 10
Norsk Hydro	119,50	– 2,5
Roussel-Uclaf	1 750	+ 12

Valeurs diverses

	10-5-85	Diff.
Accor	277	+ 2,20
Agence Havas	629	– 11
Appl. Gaz	205	+ 15
Arjomari	1 045	– 50
Bic	517	+ 4
Bis	399	+ 14
CGIP	767	+ 25
Club Méditerr. (1)	575	+ 11
Essilor (2)	2 480	+ 21
Europe 1	878	+ 10
Hachette	1 891	+ 43
L'Air Liquide	629	+ 11
L'Oréal	2 470	+ 70
Navigation Mixte	417	– 3
Nord-Est	86,30	– 0,2
Presses de la Cité	2 125	+ 85
Sanofi	726	+ 15
Skis Rossignol (3)	1 530	+ 47

(1) Val. : par 2.
(2) Compte tenu d'un droit de 616 F.
(3) Compte tenu d'un droit de 297 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	10-5-85	Diff.
Bail Équipement	349	+ 1
Bancaire (Cie) (1)	582	+ 36
Cetelem (2)	720	+ 57
Chargeurs SA	520	+ 21,3
CFF	850	+ 50
CFI	315	+ 3
Eurafrance	1 245	+ 5
Hénin (La)	444	+ 16
Imm. P. Mon.	444	inch.
Locafrance	410	+ 15
Locindus	804	+ 28
Midi	2 533	+ 243
Midland Bank	245	+ 14
O F P (Omn. Fin. Paris)	1 155	+ 6
Parisienne de résc.	1 150	+ 10
Prétabail	1 184	– 1
Schneider	169,50	+ 7,70
UCB (3)	360	+ 6

(1) Compte tenu d'un droit de 109F et d'un coupon de 10 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 10 F.
(3) Compte tenu d'un coupon de 10 F

Mines d'or, diamants

	10-5-85	Diff.
Anglo Amer. C.	134	+ 8,20
Anglo-American G.	849	– 25
Buf. Gold M.	406	– 1
De Beers	52,10	+ 1,1
Drief. Cons.	258,10	+ 2,1
Free State	274	+ 12
Gencor	143,30	+ 7,3
Gold Field	64,50	+ 0,5
Harmony	144,30	+ 0,3
President Brand	272	+ 7,4
Randfontein	1 049	+ 4
Saint-Helena	178	– 3,7
Western Deep	439	+ 2
Western Holding	329	+ 15

Bâtiment, travaux publics

	10-5-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	925	+ 11
Bouygues	721	+ 25
Ciments Français	330	+ 5,5
Dumez	622	– 1
GTM	310	+ 9,5
J. Lefebvre	226	– 7,5
Lafarge	509	+ 4
Maisons Phénix	222	– 3
Poliet et Chausson	572	+ 26
SCREG	134	– 2,80
SGE-SB	65,80	– 0,80

Filatures, textiles, magasins

	10-5-85	Diff.
André Roudière	315	+ 10,60
FF Agache-Willot	N.C.	N.C.
BHV	241,50	+ 7,50
CFAO	890	+ 11
Damart-Serviposte	2 350	+ 90
Darty	1 329	+ 45
DMC	261	+ 20,90
Galeries Lafayette	397	+ 24
La Redoute	1 365	– 10
Nouvelles Galeries	159,80	+ 1,30
Printemps	229,80	– 2,70
SCOA	104	+ 5

Pétroles

	10-5-85	Diff.
Elf-Aquitaine	231	– 1,10
Esso	532	inch.
Exxon	496	– 18
Francarep	302	– 8
Petrofina	1058	+ 13
Pétroles (Française)	266,50	+ 1,70
Pétroles B.P.	128	+ 2
Primagaz	330,10	– 7,90
Raffinage	91,20	– 3,80
Royal Dutch	568	– 8
Sogerap	481	+ 18

Métallurgie construction mécanique

	10-5-85	Diff.
Alspi	146	+ 3,80
Avions Dassault-B.	1 530	– 33
Chiers-Châtillon	57,50	– 0,40
De Dietrich	515	– 37
FACOM	1 240	inch.
Fives-Lille	400	+ 3
Fonderie (Générale)	64,50	+ 9
Marine Wendel	224,80	+ 3,80
Penhoët	764	– 8
Peugeot SA	345	+ 2
Poclain	65,90	+ 7,90
Pompey	196,50	– 6,50
Sagem	1 749	+ 41
Valéo	236	– 11
Vallourec	107,10	– 0,90

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	10-5-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 695	– 15
7 % 1973	8 213	– 102
10,30 % 1975	97,77	+ 0,02
PME 10,6 % 1976	97,93	+ 0,23
8,80 % 1977	118,65	– 0,80
10 % 1978	97,50	+ 0,10
9,80 % 1978	96,79	+ 0,29
8,80 % 1978	97,60	+ 0,01
9 % 1979	94,03	+ 0,13
10,80 % 1979	99,80	inch
12 % 1980	101,09	– 0,01
13,80 % 1980	106,57	+ 0,07
16,75 % 1981	112,35	+ 0,05
16,20 % 1982	118,22	+ 0,27
16 % 1982	118,55	+ 0,05
15,75 % 1982	115,69	– 0,06
CNE 3 %	4 415	– 25
CNB bq. 5 000 F.	102,75	+ 0,37
CNB Paribas 5 000 F	103,30	inch.
CNB Suez 5 000 F	103,20	+ 0,05
CNI 5 000 F	102,72	+ 0,32

Matériel électrique services publics

	10-5-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	295	– 4
CIT-Alcatel	1 348	+ 23
Crouzet	288	+ 18
Générale des Eaux	626	– 2
IBM	1 275	+ 20
Intertechnique	2 550	– 20
ITT	336	– 4
Legrand	2 061	+ 21
Lyonnaise des Eaux	768	+ 29
Matra	1 801	– 107
Merlin-Gérin	1 970	+ 150
Moteurs Leroy-Somer	580	+ 34
Moulinex	101,50	+ 0,50
PM Labinal	520	+ 33
Radiotechnique	286	+ 0,50
Schlumberger	386,80	– 1,40
SEB	407	+ 1,50
Siemens	1 727	+ 48
Signaux	645	+ 4
Téléméc. Electrique	2 480	– 30
Thomson-CSF	543	+ 7

Mines, caoutchouc, outre-mer

	10-5-85	Diff.
Charter	24,60	+ 2,40
Géophysique	749	– 16
Imétal	121	+ 5,10
INCO	132	+ 1
Michelin	929	+ 9
Min. Penarroya	91	– 1
RTZ	75,80	+ 0,55
Zambia	1,97	+ 0,02

LA DRESDNER BANK A TOKYO

La Dresdner Bank va introduire ses actions à la Bourse de Tokyo, deuxième place boursière du monde après New-York, a indiqué son président, M. Wolgang Roeller, lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue à Francfort.

La Dresdner Bank, représentée dans plus de cinquante pays, est la première entreprise ouest-allemande à s'inscrire en Bourse pour s'ouvrir aux investisseurs japonais, a précisé M. Roeller.

Celui-ci attend de bons résultats pour 1985 après ceux de 1984, où le bilan du groupe a progressé de 8,6 % pour atteindre 175 milliards de deutschemarks, tandis que celui de la société mère augmentait de 6,6 %, à 91 milliards de deutschemarks.

Pour 1984, la Dresdner Bank paiera à ses actionnaires un dividende en augmentation de 25 % par rapport à 1983, soit 7,50 DM par action contre 6 DM l'année précédente.

En même temps que l'assemblée générale, toutefois, ont eu lieu des manifestations, aussi bien à Francfort que devant des filiales de la banque à l'étranger, de militants anti-apartheid *qui* protestaient contre les activités de la Dresdner Bank en Afrique du Sud. – *(AFP.)*

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
	–	–
Sommer-Allibert	118 436	64 781 432
BSN	21 958	55 210 730
Cie Midi	19 254	45 574 122
Lafarge-Coppée	83 015	42 246 807
Moët-Hennessy	20 303	37 717 584
ELF-Aquitaine (cert.)	160 352	36 590 726
Club Méditerranée	47 400	33 219 586
Thomson-CSF	59 398	31 966 937
Poclain	438 043	26 200 336
Sanofi	29 547	21 283 689

(*) Du 3 au 9 mai inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Or fin (kilo en barre)	98 250	98 100
– (kilo en lingot)	98 400	98 060
Pièce française (20 fr.)	571	570
Pièce française (10 fr.)	345	345
Pièce suisse (20 fr.)	587	559
Pièce latine (20 fr.)	583	553
● Pièce tunisienne (20 fr.)	568	565
Souverain	703	707
Souverain Elizabeth II	712	720
● Demi-souverain	405	401
Pièce de 20 dollars	4 010	3 890
– 10 dollars	2 000	2 012,5
● – 5 dollars	1 405	1 400
– 50 pesos	3 800	3 800
● – 20 marks	700	700
– 10 florins	580	580
● – 5 roubles	400	410

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	6 mai	7 mai	8 mai	9 mai	10mai
RM	322 432	339 631	–	401 542	–
Comptant					
R. et obl.	2 437 454	2 910 483	–	3 273 560	–
Actions	203 781	147 159	–	72 513	–
Total	2 963 667	3 397 273	–	3 747 615	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)					
Franç.	115,1	115,4	–	115,6	–
Étrang.	104,7	102,9	–	103,2	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)					
Tendance	118,6	118,8	–	119,1	119,7
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	216,3	217,3	–	217,4	218,2

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	10 mai	03 mai	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	112,5	111,7	+ 0,7	114	99,7

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 2 mai
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	426 485
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	78 340
ECU	72 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 352
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 149
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	170 528
dont :	
Effets escomptés	87 068
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	11 294
Total	708 913
PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	198 026
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	15 721
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 574
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	100 486
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	28 808
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 880
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 394
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	8 259
Total	708 913

Bouygues sans complexes

Etonnant Francis Bouygues! Présentant pour la quinzième année les comptes de l'entreprise de bâtiment qu'il a fondée et qui porte son nom, il a tout crûment déclaré : *«Bouygues est aujourd'hui le seul groupe du BTP qui soit en forte croissance pour 1984. Les deux autres grands (Dumez et l'Auxiliaire d'entreprise) sont essoufflés, leurs bénéfices, leur chiffre d'affaires, sont en nette baisse, la tendance de leur évolution marque une récession.»* Quant aux autres, SPIE Batignolles, Grands Travaux de Marseille, Société générale d'entreprise, SCREG, Campenon-Bernard, Fougerolles, c'est tout juste s'il ne les expédie pas aux oubliettes de l'espoir, se payant le luxe de fournir un tableau de leurs performances comparées.

Il faut bien dire qu'à part Dumez, dont la rentabilité continue toutefois à être supérieure à celle de Bouygues, et les deux suivants, le reste du peloton n'affiche que des pertes ou de très maigres résultats. Francis Bouygues ne veut pas cacher que les temps deviennent de plus en plus difficiles sur un marché du bâtiment en pleine récession, mais il assure que sa firme a de bons atouts en main pour conjurer la crise : une diversification plus poussée dans les secteurs sûrs et rentables, comme la distribution d'eau et les centrales nucléaires, *via* Framatome (*le Monde* du 11 mai), une diminution de la part du bâtiment, qui tombera à 49 % du chiffre d'affaires en 1985, et la probabilité de résultats 1985 supérieurs à ceux de 1984, eux-mêmes en progression de 21 % sur ceux de 1983. Quant au chiffre d'affaires, il restera stable dans le secteur construction et augmentera partout ailleurs, notamment dans l'immobilier, le pétrole (grâce à la reprise partielle d'AMREP) et les activités nouvelles.

Bouygues, c'est vrai, est aujourd'hui l'entreprise du BTP la plus informatisée de France avec une conception assistée par ordinateurs tout à fait poussée, une gestion « en béton » et une trésorerie à écœurer un banquier (3,8 milliards de francs contre 2,8 milliards de francs en 1983), générant 174 millions de francs de produits financiers. Quant à l'immobilier en France, qui représente 30 % de l'activité construction, et, selon François Bouygues, a atteint un point bas, le chiffre d'affaires du groupe (8 % du logement construit l'an dernier) ne diminuera pas et les bénéfices non plus.

Le siège social, enfin, va être installé dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines sur un vaste terrain de 30 hectares : un vrai petit Versailles dessiné par un brillant architecte américain, avec deux étages seulement et cinq coupoles se mirant dans deux pièces d'eau ; le tout pour 650 millions de francs.

Le projet n'est pas très cher (9 000 F seulement le mètre carré) et le prix du terrain a été « très avantageux », grâce aux conditions faites par la ville nouvelle. Constructeur : Bouygues, évidemment.

F. R.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

L'optimisme

Un vent d'optimiste a soufflé sur Wall-Street la semaine passée dans un marché très actif. L'indice des valeurs industrielles a récupéré la quasi-totalité des pertes subies la semaine précédente et a terminé avec des gains de 26,94 points par rapport à la clôture de vendredi dernier à 1 274,17.

L'enthousiasme des investisseurs qui a permis à la reprise de s'accentuer vendredi a émané, selon les observateurs, d'une détente des taux d'intérêt hors banque et du sentiment que des progrès avaient été accomplis pour réduire le déficit budgétaire fédéral.

Le Sénat a en effet adopté jeudi soir une résolution destinée à couper les dépenses gouvernementales de 295 milliards de dollars sur une période de trois ans. Bien que ces mesures doivent encore être ratifiées par la chambre des représentants – où l'on prévoit qu'elles seront ardemment débattues – elles n'en ont pas moins soulevé l'espoir que les problèmes du déficit budgétaire, jugés précédemment pratiquement insolubles, puissent être résolus, ont estimé les milieux boursiers.

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Alcoa	30 1/8	33
ATT	21 1/4	22 1/4
Boeing	58	62 1/8
Chase Man. Bank	53 1/2	57 3/8
Du Pont de Nemours	56	56 1/2
Eastman Kodak	63 7/8	63 7/8
Exxon	51 3/4	50
Ford	41	43
General Electric	58 5/8	60 5/8
General Foods	62 3/8	64 1/8
General Motors	67 5/8	68 7/8
Goodyear	25 7/8	27 3/4
IBM	124 7/8	130 1/8
ITT	34 1/2	34 1/2
Mobil Oil	33	30 1/4
Pfizer	44 7/8	46 3/4
Schlumberger	39 1/2	39
Texaco	38 5/8	37
UAL Inc.	42 7/8	47 7/8
Union Carbide	37 1/4	38 1/4
US Steel	28	28 3/4
Westinghouse	29 7/8	32
Xerox Corp	45 3/4	48 7/8

LONDRES

Reprise

Déprimé par le faible intérêt de la part des investisseurs au début de la semaine, le Stock Exchange a fluctué étroitement dans une ambiance incertaine jusqu'à ce qu'une reprise se produise à la veille du week-end.

Les fonds d'Etat ont particulièrement souffert, et leur indice est tombé à son plus bas niveau depuis la mi-mars avant que la hausse de la livre sterling en milieu de semaine ne freine les pertes.

Le gouvernement a aussi annoncé la privatisation «dès que possible» de l'Office national du gaz britannique, British Gas. Indices «FT» : valeurs industrielles : 1 001,9 (contre 989,9) ; mines d'or : 493,9 (contre 483,3) ; fonds d'Etat : 80,3 (contre 81,1).

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Beecham	353	363
Bowater	272	281
Brit. Petroleum	565	540
Charter	185	206
Courtaulds	137	145
De Beers (*)	520	537
Dunlop	66	–
Free State Ged. (*)	26	28 1/2
Glaxo	11 45/64	11 47/64
Gt. Univ. Stores	840	845
Imp. Chemical	749	767
Shell	733	711
Unilever	11 21/32	11 35/64
Vickers	275	340
War Loan	34	–

(*) En dollars.

FRANCFORT

Calme

Après avoir dépassé de justesse ses précédents records, la Bourse de Francfort s'est permis un léger repos. L'évolution du dollar a en effet désorienté le marché, lequel a toutefois fait preuve d'une remarquable stabilité.

Indice de la Commerzbank : 1 244,50 contre 1 222,60.

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
AEG	109,50	118
BASF	202,50	204,70
Bayer	213,50	213,80
Commerzbank	169,50	178
Deutschebank	464,50	472
Hoechst	212,50	213
Karstadt	224,90	226,50
Mannesman	161,50	157,50
Siemens	525	544,20
Volkswagen	208,90	225,50

TOKYO

Irrégulier

Les cours de la Bourse de Tokyo ont évolué en dents de scie, cette semaine, dans un marché étroit.

L'indice Dow Jones a néanmoins gagné 65,52 yen, du jeudi 2 mai au vendredi 10 mai (le marché était fermé vendredi 2 mai, lundi 6 et samedi 11), pour atteindre 12 527,31 yen. L'indice composite de toutes les valeurs cotées au premier marché est également en hausse, de 7,95 points à 979,49 points.

	Cours 3 mai	Cours 10 mai
Akaï	440	448
Bridgestone	527	524
Canon	1 280	1 240
Fuji Bank	1 500	1 560
Honda Motors	1 360	1 340
Matsushita Electric	1 500	1 480
Mitsubishi Heavy	261	263
Sony Corp.	4 280	4 070
Toyota Motors	1 300	1 290

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

LONDRES

Crédits – Changes – Grands marchés

L'euromarché

Achetez maintenant, payez plus tard

Une formule originale destinée à élargir le champ d'action des euro-émissions à taux d'intérêt variable est *actuellement* à l'*étude et pourrait* voir le jour dans un avenir assez proche. Elle émane de banques d'investissement anglo-saxonnes, qui, ne pouvant recevoir de dépôts, *sont contraintes de* compenser leur absence de fonds propres par une imagination toujours renouvelée. Comme il en va de toute innovation, le concept de base est simple. En *introduisant* le principe du paiement différé dans une émission à taux variable, on parvient à créer un instrument négociable similaire à un crédit stand-by. Ce dernier est un prêt bancaire *qui n'est pas destiné* à être tiré. Il est en général utilisé sur l'euromarché pour servir de caution à l'émission ultérieure de papier commercial ou d'euro-notes. En l'absence de tirage, les banques qui garantissent un crédit stand-by reçoivent pour ce service une commission d'engagement annuelle.

Imaginons maintenant le cas d'un *emprunteur qui décide d'offrir* 200 millions de dollars d'euro-obligations à dix ans à partir d'un taux d'intérêt variable basé *sur* le Libor, mais qui ne demande pas la libération immédiate des titres. Les prêteurs qui souscrivent vont recevoir un papier qui ne leur aura que peu ou rien coûté. La difficulté est de les contraindre à respecter leur engagement initial le jour où le débiteur choisit d'appeler le solde du montant nominal des euro-obligations. Selon que celles-ci ont été partiellement ou pas du tout libérées, *deux scénarios peuvent se présenter*. Si l'investisseur a déjà versé 5 % ou 10 % du montant total, il est quasi certain qu'il ne voudra pas perdre cet apport en refusant de verser le solde. Si, en *revanche*, aucun versement initial n'a été exigé de lui, il y a une manière de le forcer à respecter son engagement : émettre dès l'origine des titres nominatifs et non pas au porteur, *comme c'est* la règle sur l'euromarché.

Mais que la libération de l'euro-émission à taux variable soit partielle ou entièrement différée, le résultat est *le même* pour l'emprunteur. Aussi longtemps que les euro-obligations ne sont pas totalement payées, il bénéficie d'une ligne de crédit qu'il peut utiliser pour servir *de support à l'émission d'autres instruments*. Dans ce cas, l'équivalent de la commission d'engagement servie sur un crédit stand-by, sera la commission bancaire. Si elle s'élève à 0,75 % pour une émission d'une durée de dix ans, cela représentera *sur une base non actuarielle* 7,5 points de base par an.

En attendant, ce sont les émissions à taux variable perpétuelles des banques britanniques qui font florès. Huit jours plus tôt, la Lloyds Bank et la Standard Chartered *avaient lever en un tournemain* respectivement 750 millions et 400 millions de dollars. Cette semaine, la Midland Bank est, a son tour, venue offrir « à perpète » 750 millions de dollars d'obligations *sur* la base d'un intérêt semestriel qui sera l'addition de 0,25 % au taux du Libor à 6 mois et d'une commission bancaire totalisant 0,65 %. La semaine prochaine, la National Westminster fera un exercice similaire en proposant perpétuellement 500 millions de dollars de titres, mais à partir d'une marge au-dessus du Libor, qui pourrait être inférieure, car 0,125 % seulement.

Cette succession d'opérations perpétuelles découle de la nécessité pour les banques commerciales anglaises de renforcer leurs fonds propres. *Elles peuvent le faire avec* les présentes euro-émissions parce qu'elles sont tout à la fois de durée indéterminée et de nature subordonnée, ces créances euro-obligataires *s'inscrivant, tout comme le capital* social, en second rang au cas d'une faillite (bien improbable) de ces établissements.

Des économies à portée de la main

Les offres des banques britanniques ont toutes été bien reçues. Elles sont dotées de conditions qui sont beaucoup plus attrayantes que celles des emprunts à taux variable à échéances déterminées. La transaction de la *Lloyds Bank*, qui avait ouvert le feu, a été plusieurs fois souscrite. Il faut dire que les termes étaient extrêmement généreux puisque la commission bancaire s'élevait à 0,95 %. Mais, les établissements anglais ont un tel besoin de renforcer leurs fonds propres qu'ils préfèrent s'assurer des capitaux à tout prix plutôt que de grignoter quelques points de base supplémentaire qui, de toute manière, ne peuvent beaucoup modifier le coût lorsqu'on les comptabilise sur l'éternité.

La CEE a fait paraître jeudi un avis dans la presse financière spécialisée pour rappeler aux porteurs de son euro-émission à taux variable de 1,8 milliard de dollars émise de la fin du mois de juin 1983, qu'ils doivent avant le 7 juin prochain faire savoir s'ils désirent exercer leur possibilité de remboursement anticipé prévu pour 1988. La transaction, qui vient normalement à échéance en 1990, comporte, en effet, une clause *qui contraint les porteurs à signifier* deux ans à l'avance, donc le mois prochain, leur décision. S'ils choisissent de conserver leurs euro-obligations après 1988, ils recevront *un versement en espèces* représentant 0,125 % de leur investissement nominal. Ce montant leur sera remis en même temps que le paiement semestriel de leur coupon début *juillet*.

Il s'agit là de l'euro-emprunt que la CEE avait, à l'époque, levé pour le compte de la République française. Il est accompagné d'un coupon qui est l'ajout de 0,125 % au taux du Libor à six mois. Aujourd'hui, la CEE – ou la France – pourrait aisément emprunter le même montant à un taux deux fois moins cher. En conséquence, la question se pose une fois de plus de savoir pourquoi l'Etat *français* s'entête à ne pas renégocier, dans le cadre d'un réaménagement bien ordonné de sa dette étrangère, un prêt qui lui coûte trop cher. Aucun *des porteurs actuels ne va être assez* stupide pour demander le remboursement anticipé de titres de toute première qualité procurant un rendement aussi confortable. La France *via la CEE va donc se voir* contrainte de verser 2,5 millions de dollars pour le plaisir vraiment masochiste de continuer à surpayer son émission jusqu'en 1990. En la renégociant à partir d'une marge ramenée de 0,125 % à 0,0625 %, la République française économiserait 1,125 million de dollars par an, soit 5,625 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. C'est peut-être peu par les temps qui courent. Il y a quelques années, les frères Hunt, milliardaires texans qui avaient tentéans sans bonheur de thésauriser tout l'argent métal du monde, constataient déjà mélancoliquement que *« 1 milliard de dollars, ce n'est plus ce que c'était »*. Quand même, 7,875 millions de dollars d'économie sur un seul emprunt, c'est encore quelque chose.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Etats d'âme sur le dollar
Le franc reste ferme

Bien parti à la veille du week-end pour effectuer une nouvelle étape de hausse, le dollar n'a pas confirmé l'essai. Sous l'effet de ventes bénéficiaires, il est revenu à ses cours du début de la semaine dernière. Quant au *franc français*, il *affiche imperturbablement* la meilleure santé du monde au sein du système monétaire européen où il occupe pratiquement la tête, très fort face au mark.

Lundi 6 mai, le billet vert faisait un véritable bond, passant de *3,20 DM à 3,25 DM et de 9,75 F à* plus de 9,90 F, en hausse à nouveau vers les 10 F. Les milieux financiers internationaux prolongent la courbe haussière de la fin de la semaine dernière et les opérateurs sur graphiques voyaient le dollar monter à 2,30 DM comme le faisaient ceux de l'International Monetary Market à Chicago le vendredi précédent.

Le lendemain, néanmoins, les ordres de vente d'origine incertaine le ramenaient à ses bases de départ : intervention discrète de la Banque *fédérale d'Allemagne*, *délestage* soviétique, ventes suisses, toutes les rumeurs couraient. Le repli du billet vert se poursuivait encore jeudi sur des réalisations en provenance d'Extrême-Orient *et*, vendredi, *dans* des marchés très calmes, le dollar était coté 3,11 deutschemarks et 9,50 F ; retour à la case départ de la fin avril.

Les spéculations sur la santé de l'économie américaine ont été vives cette semaine. Les marchés ont pris acte avec intérêt des déclarations de M. Paul Volcker, *président* de la Réserve fédérale des Etats-Unis, déposant devant une commission parlementaire. Il a assuré que le Fed n'avait pas changé de politique jusqu'à maintenant, *mais* n'a pas dénié qu'un réexamen de cette politique pourrait être effectué à la prochaine réunion de l'open market le 21 mai prochain. Par ailleurs, M. Preston Martin, vice-président du Fed, a évoqué le risque d'une *« récession de croissance »* et a laissé entendre qu'une augmentation plus rapide de la masse monétaire pourrait s'avérer nécessaire, cela en dépit d'un dépassement des limites prévues. *M. Volcker, toutefois, a cru* bon de préciser que M. Martin s'exprimait à titre personnel. Enfin, M. Henry Kaufman, l'expert bien connu à Wall Street, a déclaré à *nouveau qu'une baisse du taux* d'escompte fédéral pouvait raisonnablement être envisagée.

A Paris, le deutschemark est resté faible et les interventions plus ou moins importantes de la Banque de France l'ont bloqué aux environs de *3,048 F*. Selon les opérateurs, en l'absence de telles interventions, le deutschemark serait susceptible de chuter au voisinage de son cours plancher de 3 F.

Un tel phénomène est de nature à alimenter la controverse sur le niveau des taux d'intérêt en France, presque doubles de ceux pratiqués *en RFA. Ne seraient-ils pas trop* élevés puisqu'ils attirent indûment les capitaux allemands sur la place de Paris et gonflent exagérément les réserves en devises de la Banque de France, tout en réévaluant excessivement le franc par rapport au mark ?

Rue de Rivoli, on incline à penser *(c'est un euphémisme) que cet* écart de taux pourrait être réduit sans risque pour la santé du franc, tandis que, à la Banque de France, on serait plutôt d'un avis contraire. Est-ce un signe, *mais* le loyer de l'argent au jour le jour sur la place de Paris vient de baisser d'un quart de point cette semaine (voir en rubrique marché monétaire et obligataire).

L'accumulation de marks par l'institution d'émission évoquée plus haut mécontente la Banque fédérale *d'Allemagne qui la juge malsaine et* surtout dangereuse. En effet, au cas où ces marks devraient être revendus pour un motif quelconque, leur cession rapide sur les marchés des changes *ferait* baisser la monnaie allemande, notamment à l'égard du dollar, perspective peu appréciée outre-Rhin.

Quant à l'avenir du franc, les milieux financiers étrangers estiment qu'il n'est pas menacé *jusqu'aux élections de 1986*. Au-delà, plusieurs questions se posent. En cas d'alternance, certaines têtes pensantes de l'opposition, se référant au plan Pinay-Rueff du début de *1959*, *échafauderaient* volontiers un dispositif du même ordre concernant une opération vérité sur les tarifs publics, une dévaluation limitée du franc pour compenser l'écart cumulé d'inflation avec l'Allemagne, une relance modérée de l'économie et pourquoi pas, une amnistie pour les capitaux évadés, couplée avec la levée du contrôle des changes. Tout cela, bien entendu, n'est que réflexion, mais l'action est *fille de l'imagination*.

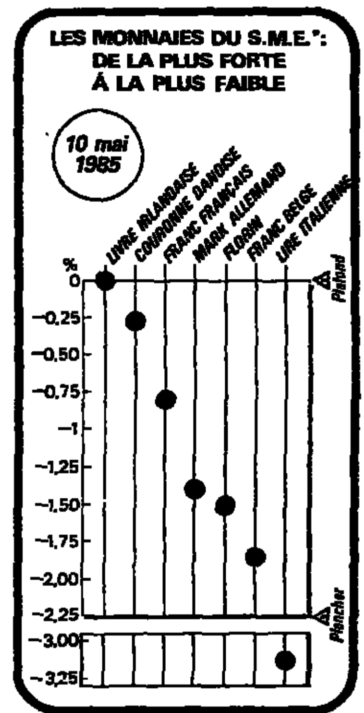
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 MAI AU 11 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,2365	–	10,5319	38,0952	32,1027	1,5962	28,4576	0,0502
	1,2110	–	10,2490	37,1747	31,2500	1,5545	27,6738	0,0493
Paris	11,7406	9,4950	–	361,71	304,81	15,1556	270,20	4,7690
	11,8157	9,7570	–	362,71	304,91	15,1671	270,05	4,8111
Zurich	3,2458	2,6250	27,6461	–	84,2697	4,1899	74,7012	1,3184
	3,2576	2,6900	27,5699	–	84,0625	4,1816	74,4534	1,3264
Francfort	3,8517	3,1150	32,8067	118,67	–	4,9721	88,6454	1,5645
	3,8752	3,2000	32,7970	118,96	–	4,9743	88,5690	1,5779
Bruxelles	77,4667	62,65	6,5982	23,8667	20,1124	–	17,8287	3,1467
	77,9036	64,33	6,5932	23,9145	20,1031	–	17,8051	3,1721
Amsterdam	4,3451	3,5140	37,0089	133,87	112,81	5,6089	–	1,7649
	4,3753	3,6130	37,0298	134,31	112,91	5,6163	–	1,7816
Milan	2461,87	1991	209,69	758,48	639,17	31,7797	566,59	–
	2455,91	2028	207,85	753,90	633,75	31,5249	561,31	–
Tokyo	311,85	252,20	26,5613	96,0762	80,9631	4,0255	71,7701	0,1267
	306,63	253,20	25,9506	94,1263	79,1250	3,9360	70,0003	0,1249

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 mai, 3.7649 F contre 3,8535 F le vendredi 3 mai.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Vive baisse du sucre - Hausse du cuivre

En l'absence d'indications plus précises relatives à l'évolution de la conjoncture économique aux Etats-Unis, les marchés commerciaux ont évolué au gré des caprices de la loi de l'offre et de la demande. Des craintes de pénurie à court terme ont incité les utilisateurs de cuivre à se couvrir alors que, en revanche, une surabondance de l'offre – exemple du sucre – provoquait une chute accélérée des cours. Les taux encore élevés de l'argent restent un obstacle à la reconstitution des stocks.

MÉTAUX. – *Après avoir progressé pour atteindre le niveau record de 1 339 livres la tonne, le cuivre s'est ensuite replié au Metal Exchange de Londres, ne conservant qu'une petite partie de ses gains antérieurs. Il subsiste toujours un écart anormal entre les cours du disponible et du trois mois, traduisant les craintes des utilisateurs relatives à une raréfaction des disponibilités à court terme. Autre facteur de tension des prix, l'amenuisement des stocks revenus en Grande-Bretagne à leur niveau le plus bas depuis onze ans, soit à 82 800 tonnes (– 4 400 tonnes).*

Une amélioration, mais de faible amplitude, s'est produite sur le marché de l'étain tant à Londres qu'à Penang. Toutefois, ce métal se traite toujours en Malaisie à un cours inférieur au prix plancher de l'accord international de 29,15 ringgits par kilo.

Les cours du plomb et du zinc se sont repliés à Londres. Les stocks actuels paraissent amplement suffisants pour faire face à toute éventualité, notamment à une diminution de la production. Une société suédoise pourrait être amenée à réduire ses livraisons en raison d'une grève survenue dans les ports. En outre, une grève pourrait éclater chez un important producteur canadien dont la capacité annuelle est de 285 000 tonnes de zinc et de 130 000 tonnes de plomb.

Les cours de l'aluminium se maintiennent au-dessus de 900 livres la tonne à Londres. Le plus important producteur américain a décidé de réduire sa capacité d'électrolyse de 31 000 tonnes par an, ce qui ramènera son utilisation à 84 %, soit une production de 1,43 million de tonnes. Pour ajuster convenablement l'offre à la demande mondiale de métal, il reste encore, semble-t-il, du chemin à parcourir.

TEXTILES. – *Peu de variations sur le cours de la laine. En Australie, les exportations devraient ralentir leur rythme de progression, selon les prévisions des experts, en 1985 et en 1986, qui serait ainsi ramené à 2 % au lieu de 7 %. Le prix plancher pratiqué lors des ventes aux enchères en Australie va être relevé et porté, à partir du 1er juillet prochain, à 500 cents le kilo au lieu de 470 cents pendant deux ans. La Commission australienne de la laine intervient sur le marché lorsque les cours pratiqués reviennent en dessous du prix plancher.*

DENRÉES. – *La chute des cours du sucre, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis quinze ans, s'est accélérée sur tous les marchés. En l'espace d'un an, la baisse atteint près de 40 % tant à Londres qu'à New-York pour le roux. Elle n'a été que légèrement supérieure à 10 % à Paris sur le sucre blanc. Des ventes spéculatives, des excédents mondiaux toujours importants, les mesures prises pour limiter l'emploi du sucre au profit des édulcorants, expliquent cette baisse ininterrompue des cours. La production mondiale de la campagne 1984-1985 est estimée par une revue sucrière à 97,38 millions de tonnes, chiffre supérieur de 2,05 % à celui de la précédente campagne.*

Fluctuations peu importantes sur les cours du cacao, bien que la récolte de fèves de la Côte-d'Ivoire doive dépasser le niveau record de 1981-1982 (465 000 tonnes) pour atteindre 500 000 tonnes. Depuis 1960, elle a été multipliée par huit. Les fèves de Côte-d'Ivoire bénéficient d'une bonne demande, car les expéditions en provenance du Nigéria subissent certains retards.

LES COURS DU 10 MAI 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 275 (1280) ; à trois mois, 1232 (1214) ; étain comptant, 9 545 (9 445) ; à trois mois, 9 521 (9 431) ; plomb, 303 (322) ; zinc, 688 (719) ; aluminium, 908 (913,50) ; nickel, 4 500 (4 610) ; argent (en pence par once troy), 512,50 (507) ; **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 64,75 (61,90) ; argent (en dollars par once), 6,32 (6,26) ; platine (en dollars par once), 272,5 (274). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 28,56 (27,49) ; **TEXTILES.** – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 65,68 (64,97) ; octobre, 64,51 (64,30). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 535 (531). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inch. (55).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), inch. (725).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 116 (2 113) ; septembre, 2 062 (2 065) ; sucre, juillet, 3,05 (3,41) ; septembre, 3,20 (3,58) ; café, juillet, 143,39 (146,17) ; septembre, 143,82 (146) ; **Londres** (en livres par tonne) : sucre, août, 95 (107,60) ; octobre, 98,8 (103,6) ; café, juillet, 2 159 (2 189) ; septembre, 2 202 (2 252) ; cacao, juillet, 1 855 (1 855) ; septembre, 1 842 (1 829). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, sept, 2 145 (2 135) ; décembre, 2 075 (2 070) ; café, septembre, 2 570 (2 615) ; novembre, 2 588 (2 635) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 263 (1 290) ; octobre, 1 280 (1 310). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 128,20 (127,10) ; août, 131,20 (130). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 127,50 (127,90) ; août, 124 (124,90).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 323,50 (320,50) ; septembre, 323 (321) ; maïs, juillet, 278 (277,75) ; septembre, 268 (267,50).

INDICES. – Moody's, 919,90 (916) ; Reuter, 1 873,80 (1 894,90).

Marché monétaire et obligataire

Nouvelle baisse des taux en France

Petit à petit, les taux d'intérêt baissent en France. Il y a quinze jours, la Banque de France ramenait de 10,5 % à 10 1/4 % son taux d'intervention, décision ratifiée par le marché monétaire qui s'alignait sur l'institut d'émission. Cette semaine, le loyer de l'argent au jour le jour a encore fléchi, revenant à 10 1/8e % puis à 10 % à la veille du week-end, le niveau le plus bas depuis 1979. *S'il se confirme, un tel* mouvement va permettre au taux moyen du jour le jour d'accuser une nouvelle diminution : il était encore de 10,48 % en avril et de 10,67 % en mars. Il va également relancer la spéculation sur un nouvel abaissement du taux de base des banques (TBB) ramené de 12 % à 11,50 % le 14 janvier dernier. On sait que M. Pierre Bérégovoy pousse de toutes ses forces à la roue pour accélérer la décrue des taux d'intérêt.

Jeudi, au cours de son entretien hebdomadaire avec la presse, il affirmait prudemment : *« Je crois que cela va se faire. »* En face de lui, il trouve deux partenaires qu'il faut convaincre sur deux terrains différents. *Le gouverneur de la Banque* de France d'abord, M. Michel Camdessus, n'est point trop pressé de diminuer l'écart des taux avec l'Allemagne, garant de la sécurité du franc, et voudrait moduler cette diminution en fonction du ralentissement du rythme de *l'inflation*. Or le mois de mars n'a pas été bon, on le sait (0,7 %) et avril ne sera pas très satisfaisant non plus. Il faudra attendre mai et juin pour retrouver les meilleurs indices. La profession bancaire ensuite voudrait bien, avant de concéder de nouvelles baisses du TBB, obtenir une diminution du coût de ses ressources dans le secteur des comptes sur livret dont le taux baisserait. Une telle mesure *toutefois* est *liée* à une *réduction* similaire de la rémunération des livrets de caisse d'épargne toujours « sensible » sur le plan électoral.

Certes, une telle réduction d'un point en principe a été prévue dans la loi de finances pour 1985 mais, traditionnellement, elle s'effectue en été, plus précisément en août, mois propice aux opérations chirurgicales. Si l'inflation continue de céder du terrain, la réduction aura lieu, mais il est possible que la Rue de Rivoli obtienne des banques, ses *administrées*, *un « petit effort »* avant cette échéance ; la discussion est en cours.

Sur le marché obligataire, également, la baisse des taux se poursuit à petit pas : 10,83 %, contre 10,84 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans et 10,58 %, contre 10,62 % pour ceux à moins de sept ans, selon *les indices Paribas*. Le *marché n'a* toutefois pas encore retrouvé les niveaux très bas de la fin août 1984, soit respectivement 10,67 % et 10,11 %. En revanche, pour les emprunts du secteur public, il les a retrouvés et enfoncés : 11,98 %, contre *12,10 %*. *Dans* ce contexte assez favorable, l'accueil reste bon pour les émissions. Celle des PTT, 1,5 milliard de francs au taux fixe de 11,70 % (en diminution de 0,10 % sur la semaine précédente, un peu moins en réalité), se place aisément dans le réseau de l'hirondelle. L'ambiance est bonne également pour les 2,5 milliards de francs de la Caisse française pour le développement industriel (CFDI), dont 1 milliard de *francs à taux variable* (TMO avec option d'échange, contre un taux fixe à la fin de 1985) et 1,5 milliard de francs à taux fixe de 11,80 %.

Pour la semaine prochaine, on attend un emprunt de la Caisse *nationale* de l'énergie. Quant aux émissions de la semaine passée, on juge assez catastrophique la façon dont s'est terminée celle des obligations renouvelables du Trésor (ORT) *déjà mal parties* : les réseaux placeurs ont ainsi manifesté leur mauvaise humeur d'avoir vu leur commission de placement ramenée de 1 % à 0,50 %. Il semble bien *que la Caisse des dépôts, le* chef de file, soit obligée d'en ravaler un bon paquet.

Quant aux 3,5 milliards de la Caisse d'équipement des collectivités locales (CAECL), ils se sont très convenablement placés car les liquidités restent abondantes, notamment pour les SICAV court *terme, qui continuent allégrement* à recueillir les souscriptions. Avec les fonds communs de placement court terme, l'encours de ces produits de trésorerie doit frôler maintenant les *250 milliards de francs*. Et dire qu'à leur début, en janvier 1982, le Trésor *tablait sur 80 milliards de francs*, tout au plus.

FRANÇOIS RENARD.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Les pétroliers l'eau et la famine

Pour combattre la famine dans le tiers-monde, l'Association interantionale des armateurs indépendants de pétroliers, Intertanko, vient de proposer qu'une cinquantaine de grands tankers, actuellement désarmés faute de cargaisons, soient affectés au transport d'eau vers les pays où sévit la sécheresse, rapporte *Lloyds List*, organe des Lloyds à Londres.

Ce projet permettrait d'irriguer des régions éprouvées par la sécheresse et de nourrir au moins un million de personnes, qui souffrent actuellement de la faim. Son coût est estimé à 500 millions de dollars. La question de savoir comment cette somme serait financée reste entière.

D'après le journal, Intertanko, dont le siège est à Oslo, et qui groupe des armateurs grecs, norvégiens et de Hongkong notamment, a soumis son projet aux Nations unies et aux trente-trois gouvernements ayant participé à une récente conférence sur les ressources mondiales en eau. L'eau pourrait provenir de Norvège, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, d'Espagne, du sud de la France, de Sri-Lanka *et de la côte pacifique* des Etats-Unis et du Canada.

Le transport d'eau par navire citerne, notamment par des pétroliers, ne soulève pas de difficultés *majeures. Il* est expérimenté dans plusieurs régions du monde, par exemple à partir de Marseille.

Nouveau durcissement de la législation en Pologne : les opposants sont assimilés à des espions

Les autorités de Varsovie ont fait adopter, le vendredi 10 mai, un ensemble de textes qui renforcent une nouvelle fois l'arsenal répressif, notamment à l'égard des délinquants « politiques » – tandis que le ministre de l'intérieur assimilait les opposants à *« des agents à la solde des centres de subversion occidentaux »*.

Cette nouvelle modification du code pénal fait suite aux mesures exceptionnelles prises lors de la proclamation de l'état de guerre, en décembre 1981, puis, après la levée de la loi martiale, à une législation spéciale dite *« de la période de sortie de la crise »*, en vigueur en principe jusqu'à la fin de cette année. Certaines des mesures adoptées cette fois sont à nouveau présentées comme temporaires, d'autres sont définitives. Il s'agit une fois de plus de permettre à la police et à la justice de frapper plus fort, plus vite et plus discrètement les délinquants de droit commun aussi bien que les « politiques » – tout en limitant les droits de la défense.

Ce nouveau projet a suscité une grande émotion, aussi bien parmi les juristes polonais que de la part de l'épiscopat, mais les autorités ont passé outre et ont fait en sorte que les nouveaux textes soient promulgués aussi vite que possible. Le Parlement les a adoptés sans débat – mais il s'est néanmoins trouvé vingt et un députés (chiffre devenu exceptionnellement élevé dans les circonstances présentes) pour ne pas les approuver (douze voix contre, onze abstentions).

Les principales « innovations » sont une procédure dite *« impérative »* qui permet à un juge unique de condamner quelqu'un à une peine de *« limitation de liberté »* (c'est-à-dire au travail obligatoire pas ou peu rémunéré) sur la base d'un simple rapport de police, en l'absence de l'accusé et de son avocat. D'autre part, la détention préventive est largement étendue, et même obligatoire *pour certains prévenus ; le sursis est* désormais impossible en cas de récidive, et des peines additionnelles, comportant des interdictions professionnelles, sont prévues pour certains délits, en particuliers politiques.

Les nouveaux textes rendent toute forme d'opposition particulièrement dangereuse. Alors que, jusqu'à présent, seule l'organisation de manifestations illégales et le refus de se disperser étaient punissables, la simple participation à une manifestation non officielle est désormais passible de deux ans de prison, selon une procédure de flagrant délit (la condamnation maximale dans ce type de procès sommaire était jusqu'à présent de trois mois – et c'est la peine qui avait frappé plusieurs personnalités connues de l'opposition, Kuron, Jaworski, Handzlik, après les récentes manifestations du 1er mai).

D'autre part, les délits tels que la *« participation à une réunion illégale dans un appartement privé »* seront à présent passibles de peines accrues. Autre arme contre l'opposition, les diverses amendes infligées sont considérablement alourdies – et le paiement de ces amendes par un tiers constitue désormais un délit. Il s'agit d'empêcher les organisations clandestines de solidarité ou même les organisations caritatives comme les « comités auprès du primat » d'aider les condamnés.

Selon l'épiscopat, les nouveaux textes de loi auront pour effet d'augmenter d'un tiers la population des prisons, déjà surpeuplées.

Il s'agit bien d'une nouvelle étape dans une politique de remise au pas progressive du pays : en témoigne le refus des autorités de tenir compte, non seulement des mises en garde de l'Eglise, *mais même des réticences* de certains organismes pourtant associés au pouvoir.

Le ton du discours prononcé devant la Diète par le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, est d'ailleurs très représentatif de cette attitude. Le ministre, renouant avec le vocabulaire du début des années 50, a accusé *« les services secrets occidentaux, notamment américains, d'élaborer des instructions destinées à l'ennemi intérieur »* (c'est-à-dire les militants clandestins de Solidarité), pour lesquels, selon le général Kiszczak, *« l'argument idéologique le plus fort est le dollar »*.

Le ministre de l'intérieur a, en même temps, insisté sur l'affaiblissement de l'opposition, limitée, selon lui, *« à mille cinq cents ennemis déclarés du socialisme »*, autour desquels gravitent *« un nombre difficilement évaluable de sympathisants »*. Il a ajouté que la Pologne comptait actuellement cent quarante-huit prisonniers politiques.

J. K.

Au Nigéria

CENT MILLE « IMMIGRANTS ILLÉGAUX » AURAIENT QUITTÉ LE PAYS

L'ultimatum donné aux ressortissants étrangers en situation irrégulière par les autorités de Lagos a expiré, vendredi 10 mai à 17 heures (GMT), indique un communiqué officiel du ministère de l'intérieur, publié le même jour.

Ce communiqué précise : *« Tous les étrangers en situation irrégulière n'ayant pas quitté le pays à 17 heures seront rapatriés des postes-frontières vers le camp de transit d'Ikeja, puis acheminés, à partir de lundi 13 mai, vers leur pays, sur des bateaux affrétés par le gouvernement fédéral. »*

Les statistiques du ministère de l'intérieur précisent que sept cent mille personnes sont concernées par l'ordre de départ. Il est cependant précisé, à Lagos, de source officieuse, que moins de cent mille personnes ont actuellement quitté le Nigéria. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

Au Liban

Le manifeste prosyrien des milices chrétiennes pourrait ouvrir la voie à une trêve des combats

De notre correspondant

Beyrouth. – Malgré le changement de cap des Forces libanaises (milice chrétienne) et leur proclamation de quasi-allégeance à la Syrie, (*le Monde* du 11 mai), le front s'est, à nouveau, embrasé et les voies de passage entre les deux secteurs de Beyrouth sont demeurées fermées sauf une, dite de Massaleh, marginale et à peine entrebâillée.

La Syrie ne s'est pas encore prononcée sur les positions des Forces libanaises ni sur la personne de leur nouveau chef, M. Elie Hobeika. Le journal pro syrien de Beyrouth, *Al-Chark*, écrit de façon fort significatif : *« Elie Hobeika est lui aussi, comme Samir Geagea, l'un des symboles de l'ère israélienne, mais la portée du manifeste dépasse de loin les questions de personnes et dénote que le camp chrétien s'achemine, en bloc, vers l'ouverture unificatrice, localement et régionalement. Cette proclamation tient lieu de repentir et de divorce définitif avec l'ennemi israélien au profit de la relation privilégiée avec la Syrie. »*

Mais, en même temps, les plus importants alliés de Damas au sein du clan musulman, MM. Berri, Joumblatt et Hoss, se montrent pour le moins réticents, non sur le manifeste lui-même mais sur le dialogue avec le chef des Forces libanaises. Leurs radios continuent de se déchaîner contre la milice chrétienne, annonçant la découverte de *« trois charniers contenant cent cinquante cadavres de musulmans de l'Iklim El-Kharroub »*, après que le PSP druze en eut pris le contrôle au prix, il est vrai, du massacre de soixante-dix habitants chrétiens.

Mais l'équipée israélienne au Liban a pris fin en laissant la Syrie maîtresse du jeu et de la quasi-totalité du territoire, et le difficile mois de mai que vivent les Beyrouthins paraît avoir un peu plus de chances de déboucher sur une pause qui serait une nouvelle « pax syriana ».

LUCIEN GEORGE.

● *Fin de l'occupation de l'ambassade du Liban.* – Les soixante-dix étudiants libanais, pour la plupart chrétiens, qui occupaient l'ambassade du Liban à Paris depuis le 28 avril (*le Monde* du 4 et du 8 mai) pour attirer l'attention sur la situation du Liban du Sud, ont décidé de mettre fin à leur mouvement, vendredi 10 mai, ayant obtenu qu'une « marche pacifique » ait lieu, mardi 14 mai à Paris, dans le but d'obtenir qu'une action internationale se développe en faveur des chrétiens du Liban.

En revanche, la grève de la faim observée depuis le 7 mai, pour les mêmes motifs, au consulat du Liban à Marseille, par cinq jeunes Libanais dont les camarades occupent les bureaux consulaires, se poursuivait ce samedi 11 mai. Deux députés de l'opposition, MM. Léotard et Gaudin, sont venus apporter leur soutien aux grévistes de la faim.

Aux États-Unis

Le patronat prévoit une croissance « léthargique »

L'économie américaine est entrée dans une phase de croissance « léthargique » en raison des énormes déficits du budget et de la balance commerciale, estime le Business Council. Cette organisation, qui regroupe les patrons des deux cents plus importantes sociétés américaines, prévoit, dans un rapport publié en marge de sa réunion de printemps, que les Etats-Unis connaîtront une croissance de 3,1 % cette année et de 2,2 % seulement l'an prochain. Pour sa part, le gouvernement compte toujours sur un taux de 3,9 % en 1985 et de 4 % en 1986.

Le Business Council estime par ailleurs que le niveau de chômage, stabilisé depuis le début de l'année à 7,3 %, pourrait revenir à 7 % fin 1985, mais remontera à 7,2 % fin 1986. Le taux de l'inflation devrait être, selon lui, de 3,9 % cette année – contre 4 % en 1984, – mais de 5 % en 1986.

Le patronat américain marque enfin dans son rapport son opposition à toute politique protectionniste, en raison notamment des représailles qu'elle susciterait à l'étranger. Il est *« préférable »*, souligne-t-il, de s'attaquer à la *cause même* des problèmes actuels – et notamment du niveau élevé du dollar – en réduisant de *« manière importante »* le déficit budgétaire. Le Business Council ne se fait toutefois pas trop d'illusions à cet égard, estimant que ce déficit restera voisin de 200 milliards de dollars pendant encore au moins deux ans, malgré la réduction des dépenses publiques actuellement débattue au Congrès.

EN INSTALLANT LE COMITÉ NATIONAL D'ÉVALUATION

M. Mitterrand encourage les universités à l'autonomie et à l'émulation

M. François Mitterrand a solennellement procédé, vendredi 10 mai, à l'installation du Comité national d'évaluation des universités. Le président de la République souhaitait manifester ainsi l'importance qu'il accorde à cette instance, chargée d'examiner et d'évaluer de manière régulière l'ensemble des activités exercées par les établissements d'enseignement supérieur (*le Monde* du 2 mai).

Les quinze membres du Comité qui ont été nommés lors d'un récent conseil des ministres ont écouté leur président, M. Laurent Schwartz expliquer que *« l'examen régulier de l'état de santé des établissements allait favoriser l'autonomie des universités »*. Selon M. Schwartz, les universités, *« trop souvent injustement critiquées, doivent saisir la chance que représente une évaluation indépendante »* pour regagner les faveurs de l'opinion publique. Il souhaite que *le Comité puisse dire* ce qui fonctionne bien ou mal dans des établissements chargés de faire progresser les connaissances et de les transmettre.

Ni juges sévères ni policiers, les membres du Comité entendent favoriser l'initiative des universitaires et entretenir avec eux un dialogue fructueux pour améliorer la qualité des établissements français. *« Le succès du Comité sera assuré*, selon M. Schwartz, *lorsque les établissements d'enseignement et de recherche demanderont eux-mêmes à être évalués »*.

M. Mitterrand a souligné devant une assistance composée de ministres, de membres des académies, de présidents du Conseil supérieur des universités, de responsables du CNRS, de recteurs et de présidents d'université, *« l'innovation d'importance majeure que constitue ce Comité »*. Le président de la République a souligné les trois principes essentiels qui doivent, selon lui, animer les universités : autonomie, émulation, qualité. Il attend du Comité, grâce à la diversité des compétences de ses membres et *« à leur talent »*, une amélioration de la qualité des établissements.

Une petite révolution

Le caractère solennel de cette cérémonie illustre la petite révolution que représente la création d'un *comité d'évaluation* en France. Pour la première fois, des personnalités indépendantes, aux qualités scientifiques reconnues, vont examiner comment sont dirigées les universités, la politique scientifique qu'elles conduisent, leur ouverture vers le monde extérieur, leurs relations avec les grandes écoles, leur politique de recrutement d'enseignants. Les rapports que le Comité doit rendre publics chaque année risquent de provoquer quelques mécontentements.

En attendant, si la communauté universitaire réagit peu à la mise en place du Comité, quelques organisations syndicales manifestent leur mécontentement. La Fédération des syndicats autonomes récuse ce Comité *« dont heureusement la vie sera bien éphémère puisqu'il disparaîtra dans un an avec la loi Savary »*. Le syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) rappelle son attachement *« à une évaluation démocratique »* mais s'inquiète d'une instance qui pourrait *« contribuer à un classement hiérarchisé des établissements et à un pilotage de l'attribution des moyens par le ministère »*.

SERGE BOLLOCH.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

● L'Union calédonienne veut participer aux prochaines élections régionales
● M. Pisani dépose deux plaintes après les violences du 8 mai

De notre correspondant

Nouméa. – Le FLNKS participera certainement aux élections régionales prévues le mois d'août prochain. C'est du moins la position qu'a adoptée, samedi 11 mai, sa principale composante, l'Union calédonienne (UC) au cours d'un comité directeur réuni à la tribu de N'Dé sur la commune de Païta, à une trentaine de kilomètres de Nouméa. Après les affrontements du 8 mai qui ont fait un mort – du côté mélanésien – et cetn trois blessés, certains dirigeants – en particulier M. Léopold Joredié, successeur d'Eloi Machoro, actuellement à Paris – avaient laissé entendre qu'ils préconiseraient un boycottage des prochaines élections. Il apparaît donc probable que lors de son *congrès, qui se tiendra les 25 et* 26 mai prochain à Hienghène (côte est), le FLNKS tout entier se prononcera pour une participation aux scrutins régionaux.

Toutefois, l'Union calédonienne, par la voix de son vice-président, M. Jean-Marie Tjibaou, persiste à émettre quelques réserves sur le nouveau projet gouvernemental dont elle souligne qu'il n'est *« pas le sien »* et que l'UC mesure *« les risques qu'il représente pour l'accession à l'indépendance* (...). *L'Union calédonienne*, a déclaré M. Tjibaou, *tient à réaffirmer que l'objectif du FLNKS demeure la souveraineté du peuple canaque sur son pays. Il engage tous ses comités locaux et régionaux à poursuivre sur le terrain et dans le concret leurs actions qui doivent contribuer à la construction de l'indépendance canaque et socialiste »*.

Pour le chef de file des indépendantistes, l'intérêt des nouvelles institutions territoriales réside malgré tout dans le fait qu'elles feront, d'une part, disparaître le gouvernement local, d'autre part, qu'elles doteront les régions d'un *« outil qui (...) permettra de créer une situation irréversible pour l'accession de Kanaky à l'indépendance »*.

A propos de la « cohabitation » entre les éleveurs européens et mélanésiens dans les régions où ceux-ci seront majoritaires, le président du FLNKS a dit : *« Beaucoup n'accepteront jamais* [la perspective de l'indépendance] *mais la situation les amènera à se prononcer, non pas pour ou contre cette indépendance, mais surtout pour avoir la possibilité de vivre en paix, quel que soit le statut futur. »*

A Nouméa, tandis que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, assistait à plusieurs exercices militaires, le délégué du gouvernement déposait deux plaintes après les affrontements violents du mercredi 8 mai. M. Edgard Pisani porte plainte contre X... à la suite des exactions commises et des coups de feu tirés contre les forces de l'ordre et contre le chef du service de sécurité du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Henri Morini, dont les directives semblent avoir été déterminantes dans le déclenchement des heurts qui se sont produits le 8 mai dans la ville et sa banlieue.

F. F.

UN ADOLESCENT EST GRIÈVEMENT BLESSÉ PAR LES GARDIENS D'UN SUPERMARCHÉ

Norbert Royer, quinze ans et demi, a été grièvement blessé, samedi 4 mai, par des gardiens qui le soupçonnaient de vol dans un supermarché d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle). Sur plainte de la famille du jeune homme, le parquet de Briey a ouvert, vendredi 10 mai, une information pour coups et blessures.

Selon la mère du garçon, interrogée par l'Agence France-Presse, Norbert Royer et trois camarades ont été interpellés par des employés du magasin. Soupçonnés d'avoir volé une bouteille de whisky – *« à tort »*, a déclaré Mme Royer, – les quatre jeunes ont été frappés. *« Mon fils a ensuite reçu des coups de genoux, Il est tombé et a pris encore des coups de genoux dans le ventre. »* Le fils de Mme Royer souffre, selon elle, de l'intestin et du foie.

SELON UN RAPPORT OFFICIEL

Trop d'antibiotiques seraient prescrits sans nécessité

« En 1983, près de quatre cents spécialités d'antibiotiques ont été prescrites près de quarante-huit millions de fois aux assurés du régime général et à leurs familles et ont été vendues au prix de 2,5 milliards de francs. » Telle est, en substance, la conclusion du rapport de la CNAMTS (*Caisse nationale de l'assurance* maladie des travailleurs salariés) consacrée à *« la morbidité et aux prescriptions pharmaceutiques (1) »*

Véritable *« guide du bon usage des antibiotiques »*, cette enquête révèle qu'une ordonnance de pharmacie sur quatre comporte une prescription d'antibiotiques. Pas de surprise, les médecins généralistes sont les principaux prescripteurs (80 %), suivis par les pédiatres, les chirurgiens dentistes et les ORL. Première cause – et de loin – de ce type de prescription, les infections respiratoires (dans 57,3 % des cas). Ainsi que le note le rapport, il semble bien qu'il s'agisse dans la plupart des cas de *« prescriptions de sécurité »*. Un pavé dans la mare de ceux qui n'hésitent pas à prescrire les antibiotiques même lorsqu'ils ont la conviction qu'il s'agit d'une infection virale et non pas bactérienne.

Autre lièvre levé par ce rapport : le fait que des antibiotiques locaux sont prescrits dans 36 % des cas. *« Quand on sait,* ajoutent les auteurs de l'enquête, *qu'ils sont considérés par certains comme peu efficaces dans certains infections et qu'ils sont susceptibles de donner des sensibilisations et d'induire des résistances »*, il y a de quoi s'interroger sur la nature de certaines prescriptions abusives.

Un bon point en revanche : *« Les résultats témoignent dans l'ensemble du respect des règles de prescription. »* A noter tout de même que, dans plus de la moitié des prescriptions, la durée de prise du médicament n'est pas précisée.

F. N.

(1) CNAMTS, 66, avenue du Maine, 75682 Paris Cedex 14

Le numéro du « Monde » daté 11 mai 1985 a été tiré à 445 462 exemplaires

A B C D F G H

M. EDMOND MAIRE
invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 12 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Maire, qui réunira du 11 au 15 juin le congrès confédéral de son organisation (il se tient tous les trois ans), répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Noblecourt, du *Monde*, et de Jeanine Perrimond et de Christian Ménanteau, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

هكذا من الأصل

Le Monde
AUJOURD'HUI

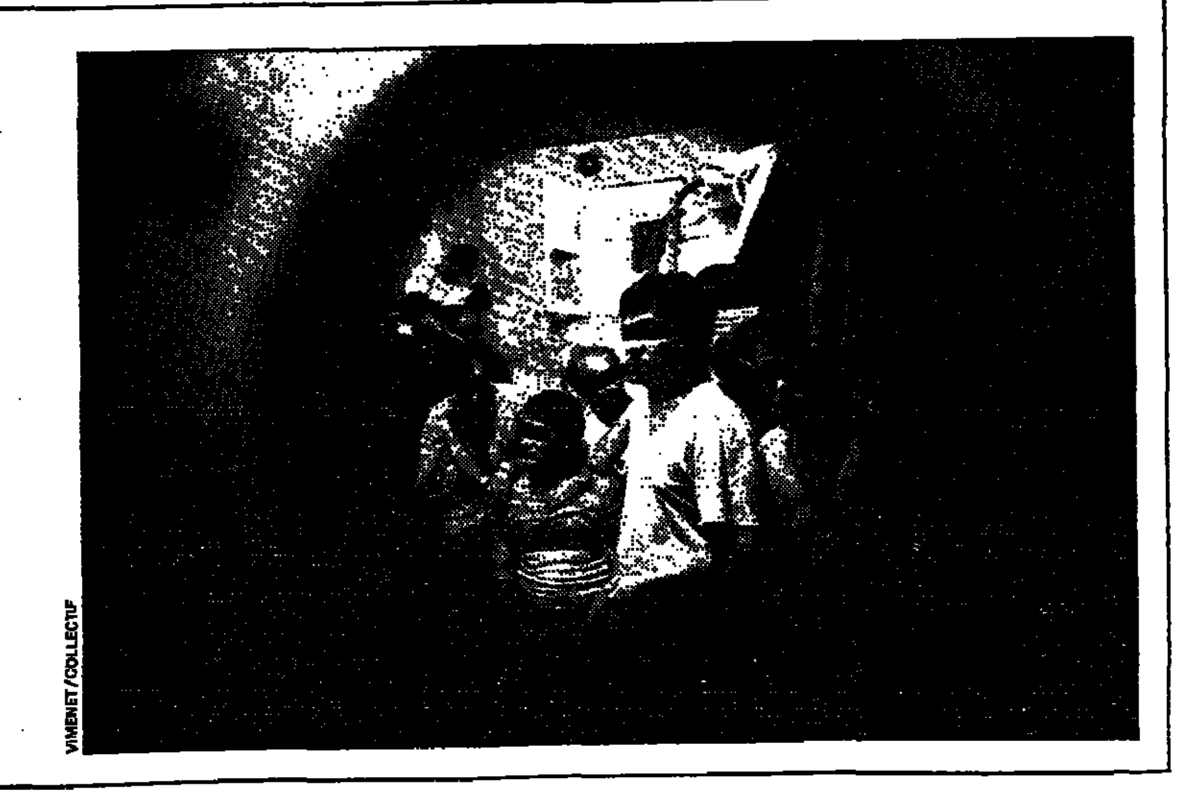


LES JEUNES ET LES MÉDIAS PAR DESCLOZEAUX.

PRESSE : A LA CONQUÊTE DES 15-25 ANS

TÉMOIGNAGE SUR LES PRISONS FRANÇAISES

Le mouvement de protestation des détenus dans les prisons françaises a provoqué, en moins d'une semaine, la mort de quatre d'entre eux. Surpeuplement, isolement, inactivité, les raisons de cette révolte sont nombreuses et bien connues. Manuel Vimenet, reporter de l'agence photographique Collectif, témoigne, par des photos saisies à Paris et en province, de toutes les contraintes qui s'ajoutent à la privation de liberté (pages X et XI).



VIMENET / COLLECTIF

Supplément au nº 12529. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 12 mai-Lundi 13 mai 1985.

FONCTION PUBLIQUE ET SABOTAGE

Vos pages sur les grands commis *du sérail socialiste dans le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril 1985 *n'ont pas mentionné* une donnée qui, à mon avis, est loin d'être négligeable : la haine profonde et tenace qu'éprouveront toujours de très nombreux cadres administratifs à l'égard du clan des partageux et leur préoccupation feutrée mais *constante de préparer « après » en* croyant servir à la fois leurs ambitions et le sens de l'histoire.

Que le pouvoir actuel ait distribué *ses prébendes et favorisé ses* fidèles, et que cette démarche soit détestable en son principe, on ne peut sérieusement le contester, mais quel parti oserait jeter la première pierre ? Je me faisais simplement une autre idée de la fraternité *socialiste, mais qu'importe.*

Que les promotions aient été souvent scandaleuses et que les résultats en aient été parfois excel*lents, parfois catastrophiques,* vous l'avez dit ; puisés dans le même vivier, celui où l'on apprend à tenir tous les rôles, les hauts et moins hauts fonctionnaires ne sont ni pires ni meilleurs aujourd'hui que ceux d'hier : plus directs, plus techniques, plus « branchés », aussi arrogants, ils sont soumis aux mêmes sanctions *de la réalité,* et cette continuité est tant mieux pour le *service public.*

Mais, au moment où les contraintes de l'économie imposent à nos gouvernants les révisions, *recentrages et autres appels* du pied que l'on sait, quelque chose manque dans le petit monde des bureaux : le devoir de loyalisme dans l'application des consignes de l'Etat tel qu'il est depuis 1981.

J'ai vu un secrétaire d'Etat, nouvel arrivé, signer d'urgence une décision dont l'absurdité était soi*gneusement calculée pour qu'il* doive se désavouer trois mois plus tard. Je sais des ordres de paiement systématiquement différés pour convaincre les fournisseurs que les caisses sont vides.

Et le mépris avec lequel, entre énarques anciens et modernes, nous avons parlé de la « troisième voie »... Et tel *de nos représentants* à l'étranger ironisant en privé sur les « cocus du socialisme »... Et tel qui encourage ses employés à manifester... Et tel qui refuse de produire le texte d'application qui seul rendrait opérante une loi récente.

Connaissez-vous la savante lenteur dans l'examen d'un dossier qui *oblige un industriel à un licencie*ment collectif au moment précis où *l'effet électoral en sera le plus inté*ressant ?

Toutes ces petites trahisons, ces multiples grains de sable, n'apparaissent en général jamais derrière les costumes gris-fer et les argumentations distinguées : pas de quoi nourrir concrètement un contentieux en tribunal administra*tif ; à entendre la plupart, on ne sait* même plus très bien qui roule pour qui, et on ne le saura jamais : bonjour, la carrière !

Aucun régime, surtout de gauche, n'empêchera jamais l'administration d'être un groupe de pression incontournable ; c'est l'honneur de la République de permettre, comme vous l'avez dit, à un fonctionnaire de servir le gouvernement le jour et *de militer contre lui la nuit ; il est en* fin de compte satisfaisant pour la *démocratie que postiers,* douaniers ou enseignants puissent se mettre en grève, même pour des raisons politiques.

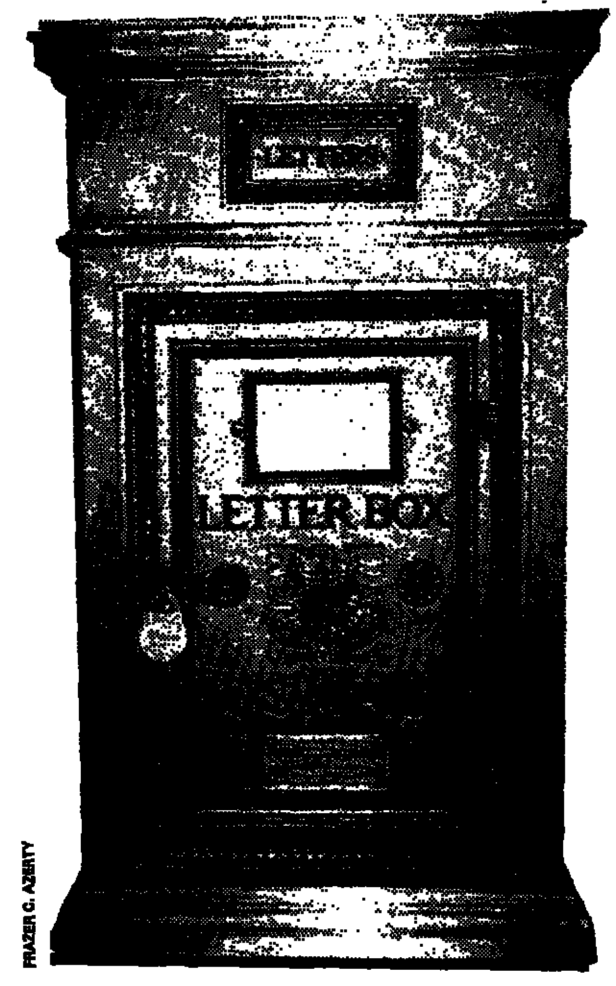
ALCESTE
(Paris).

FOOTBALL ET MUSIQUE

Dans *le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril 1985, vous publiez, sous le titre « L'Etat, c'est nous », la lettre de Michel Debost, qui reprend les arguments éculés en faveur du désengagement de l'Etat. Cette lettre n'en est pas moins intéressante comme illustration typique *de la croyance des Français que* l'Etat prend dans leur poche pour *redonner aux autres,* mais pas à eux.

Votre correspondant aime la musique et pas le football ; il pense qu'avec l'argent de ses impôts l'Etat finance plus de stades que d'Opéras. Qu'il se détrompe, l'Opéra est déficitaire, et sans les subventions du ministère de la culture, de la région et de la Ville de Paris (donc de l'Etat au sens large), ce mélomane ne pourrait pas satisfaire sa passion. La privatisation du *secteur culturel qu'il préconise* signifierait l'arrêt de mort des acti*vités minoritaires et non rentables,* dont l'art lyrique.

MAURICE BLANC
(Nancy, Meurthe-et-Moselle).



Boîte aux lettres de la gare de Dallas, Texas (1916).

RÉSISTER A L'ANARCHIE URBAINE

Voyageant beaucoup en Europe, *j'ai toujours été choqué par l'inorga*nisation de la vie citadine à Paris par rapport *aux autres grandes villes.* Le problème de la circulation ici, par *exemple, est identique à celui de la* vitesse sur route. On oscille du *laisser-aller à la répression* la plus bête. Et l'on ne cherche que des so*lutions financières que chacun* s'empressera de tourner, ce qui entraînera une augmentation des dépenses de répression. Puis l'« autorité » se fatiguera.

Nos voisins suisses ou autrichiens *ne se lassent pas de contrô*ler la vitesse sur route et autoroute, *et cela dans des pays réputés pour* leur sens civique.

Il est trop facile de rendre la population responsable de l'anarchie urbaine. La réelle responsabilité vient souvent de l'autorité qui n'a su ni organiser ni éduquer. Un exemple : la France est le seul pays où il faille des forces de police pour *assurer la traversée des rues aux* enfants des écoles. En regard savez-vous qu'à Francfort il y a encore des stationnements payants à 20 pfennigs pour vingt minutes où l'on trouve des places ? Mais les mères de famille allemandes ne se croient pas obligées d'amener en voiture leur progéniture à l'école. De nombreux lycéens se déplacent à bicyclette même dans une ville comme Munich, qui a organisé des couloirs cyclistes plus réalistes que ceux de M. Chirac.

Pour cela, il faut vivre sa ville, ce que *ne* fait certainement pas le maire de Paris. Le maire de Munich, lui, *n'est* pas député en Bavière. L'administration d'une ville se traite *sur le terrain, non dans un bureau.*

MAURICE ALBORD
(Paris).

LA DÉMOCRATIE AU RISQUE DE L'ÉTAT

La lecture du courrier intitulé « L'Etat, c'est nous », paru dans *le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 avril, suscite la réflexion. Je n'ai pas l'intention de joindre ma voix à celles, nombreuses — à droite comme à gauche — *qui* crient haro sur l'Etat, car la cause est déjà entendue : *l'anti-étatisme fait* recette ; le fonctionnaire, qui est au service de l'Etat, *fait figure* d'accusé. La décentralisation, censée nous délivrer des griffes du Léviathan, marquerait le début d'une ère nouvelle où le citoyen serait enfin libre et responsable. Tout cela peut paraître séduisant en théorie, mais dans la pratique ?

L'exemple que donne M. Debost est à cet égard très instructif. Ce dont il se plaint, c'est de payer des impôts sur lesquels il n'a aucun droit de regard, qui servent *« à construire des stades coûteux »* où il ne va pas. Mélomane, il préférerait que cet argent aide à construire, par exemple, un nouvel Opéra. Certes, il ne s'agit là que de dépenses de loisirs, mais rien n'empêche d'appliquer la même logique *à d'autres* domaines : *« Je n'ai pas d'enfants, pourquoi devrais-je payer des impôts pour construire des écoles ? »,* dirait le célibataire. *« Je ne prends jamais le train, je ne veux pas que mes impôts servent à financer le TGV mais des autoroutes »,* pourrait exiger l'automobiliste.

On voit bien quels excès entraînerait cette logique de l'individualisme que l'on veut opposer à celle de *l'égalitarisme. L'affirmation* selon laquelle ce projet *« n'est pas aussi utopique qu'il y paraît ; il existe aux Etats-Unis »* ne rassurera que ceux qui veulent ignorer que ce pays est un des plus inégalitaires qui soient. D'ailleurs, inutile d'aller aux Etats-Unis, nous avons en France un avant-goût de ce système avec la vignette-auto différenciée.

Mais parler d'« égalitarisme » à propos de la France paraît bien excessif. Il suffit de regarder autour de soi pour s'en convaincre. A moins qu'il ne s'agisse tout simplement de l'égalité de tous, garantie par le droit, devant un certain nombre de « services » que nous offre la société (les « services publics »). Le droit à l'instruction ou à la santé — comme le raccordement à une ligne téléphonique — est en France le même pour tous parce qu'il est assuré par l'Etat. Qui prétendra que la fin de cet égalitarisme-là serait un progrès ?

Mais on peut aller plus loin et se demander quelles seraient les conséquences profondes — culturelles, politiques — d'une décentralisation menée à son terme, et pas seulement dans le domaine fiscal. Car ce jacobinisme tant vilipendé n'est pas un caprice du hasard. C'est le *produit de notre* histoire, et tout particulièrement de la Révolution française — qui, comme chacun sait, est à l'origine de l'Etat moderne et centraliste. Et, depuis deux siècles, la France, les Français, même inconsciemment, vivent sur une culture politique héritée de la Révolution et qui tient en quelques mots-clés : *égalité, justice, progrès.* Mots usés par le langage politicien, mais restés plus vivants qu'on ne croit dans le peuple (et qu'on a vu *resurgir en 1981).*

Contrairement aux pays anglo-saxons, où domine l'individualisme protestant, la tradition démocratique en France est indissociable de la notion d'Etat et de République. Il s'agit là d'une spécificité française avec laquelle on ne peut pas jouer *sans courir le risque de déstabiliser* la démocratie elle-même. *« La démocratie se corrompt lorsqu'on perd l'esprit d'égalité »,* nous a avertis Montesquieu.

Il est d'ailleurs paradoxal que les « décentralisateurs », défenseurs des particularismes locaux et du droit à la différence, soient prêts à brader le particularisme français ! Car, si l'influence du mode de vie et de pensée américain — on n'ose *parler de culture — a été pendant* longtemps moins perceptible en France que dans d'autres pays, c'est sans aucun doute grâce à ce particularisme, à cette culture fondée sur la tradition des Lumières et de la Révolution qui fut un solide rempart contre le « modèle américain ». Veut-on *« une France anglo-saxonne » ?* (J. C. Eslin, *le Monde* du 26-4-85). La question mérite d'être posée.

RAYMOND PONSON
(Sartrouville, Yvelines).

Chronique

L'ENNEMI DES RATS

VINGT ANS, pour un campus, c'est le bel âge. Celui de Grenoble mériterait amplement de figurer au rang de huitième merveille du Dauphiné. Ceux qui, en 1965, pionniers parmi les pionniers, avaient été les premiers — étudiants et professeurs — à s'y installer en ont gardé le souvenir d'une sorte de champ de bataille après la bataille et après la pluie. *Le bâtiment des lettres,* c'était « huitième flaque à gauche », le restau U se gagnait à marches forcées, bottes aux pieds. Qui sait si, dans la gadoue de l'époque, on n'a pas perdu définitivement quelques étudiants à l'avenir prometteur, enlisés prématurément, engloutis dans l'océan tourmenté d'un chantier gigantesque ? Les rats régnaient.

Du passé faisons talus ras ! Le campus de Grenoble Saint-Martin-d'Hères est aujourd'hui, sur plus de 180 hectares, une sorte de parc paysager. Les arbres, des milliers et des milliers d'arbres et de toutes essences, ont pris de la bouteille. Ils sont partout. Il y a des massifs, des bosquets, des allées ombreuses, et même, dans certain recoin, une forêt de conifères si serrée et si noire qu'on y supposerait bien des ébats estudiantins si les étudiants grenoblois (ils sont trente mille) n'étaient réputés aussi sages, désormais.

Ciel de printemps qui ne rappelle en rien ce printemps agité — 1968, vous savez bien ! — qui mit les campus en colère. La sève a monté au fur et à mesure que retombaient la révolte et la contestation. Il faut écarter les branches pour trouver une fac, là où naguère une barricade vous guettait. A la résidence universitaire où, il y a quinze ans, les « maos » de Grenoble accueillaient le flic à coups de fronde et de cocktails Molotov, mettant la ville en émoi, on sirote au soleil un bon café Grand-Mère.

Tout baigne

Ça baigne, comme on dit. Pas étonnant si, dans ce cadre enchanteur entouré par les monts où perdurent des neiges qui voudraient bien être éternelles, cette année, Joël de Leiris baigne, lui-aussi, dans la sérénité et la satisfaction du devoir accompli. Professeur d'université, âgé de quarante-quatre ans, Joël de Leiris dirige un laboratoire de recherches de physiologie animale, au fond du campus : *« Vous verrez, ce n'est pas loin des tennis. »*

Un néo-Grenoblois comme tant d'autres, mais plus heureux sans doute que d'autres. Car il est aussi un élu, et un élu *« heureux »*. Depuis deux ans il représente, au sein de la municipalité Carignon, les intérêts de la classe universitaire et des chercheurs, puisqu'il est « conseiller délégué chargé des relations avec l'université ». Annonçons la couleur : il est RPR. C'est, dit-on, une espèce rare dans le milieu des chercheurs, où l'on a plutôt le cœur à gauche.

En consultant les fichiers du RPR, Alain Carignon a découvert ce chercheur-professeur souriant et militant de base. Il fallait bien faire figurer sur la liste des candidats aux municipales — à côté de tant de représentants du commerce et de l'artisanat, — pour battre la gauche, l'un de ces néo-Grenoblois typés qui ont fait la gloire et l'expansion de cette ville. Joël de Leiris ne s'était pas manifesté politiquement jusqu'au... 11 mai 1981. Ce jour-là, il adhéra au RPR *« pour qu'on ne puisse pas m'accuser, si je critiquais le nouveau système, de ne pas avoir d'engagement »*. Il était déjà gaulliste, bien sûr. Depuis 1958. *« J'avais dix-sept ans et demi quand de Gaulle est revenu au pouvoir. J'ai ressenti très fort le contraste entre la IVe République des politiciens et l'image du père de famille qu'incarnait de Gaulle. Et puis, il a réglé, et lui seul pouvait le faire, le problème de la décolonisation. »*

Entre 1958 et 1981, rien. Pas d'engagement politique. Boulot-boulot : il étudie sagement à Paris, devient assistant à Orsay, puis maître-assistant, chargé de cours au Mans : *« Je me préoccupais uniquement de mes recherches. »* La fatalité, elle, se préoccupait de sa carrière. En 1977, un professeur d'université meurt d'un infarctus. Voici Joël de Leiris nommé à sa place, à Grenoble. Il a vite et bien fait son trou et peut, désormais, s'engager politiquement avec ce mélange d'enthousiasme et de tolérance qui caractérise les militants de ce niveau, de cet âge et... les protestants, dont il est.

Porte-à-porte

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu. Le 11 mai, Joël de Leiris est membre du RPR. Le 12 mai, rien, ni le 13, *ni les semaines et les mois qui* suivent. Joël de Leiris n'est pas *un déçu du socialisme* (il n'en attendait pas moins, sans doute), mais il devient au fil du temps un déçu du militantisme. Quoi ! Voilà un professeur d'université qui s'engage dans le mouvement de Jacques Chirac, qui ne demande qu'à militer, et rien ne se passe ? Pas la moindre réunion, pas la plus petite proposition de militer sur tel ou tel secteur. Il se consolait en faisant du ski et en marchant dans la montagne : *« J'étais frustré ! »* Le silence éternel, jusqu'au jour fameux où Alain Carignon lui *téléphone* pour lui proposer de figurer sur sa liste.

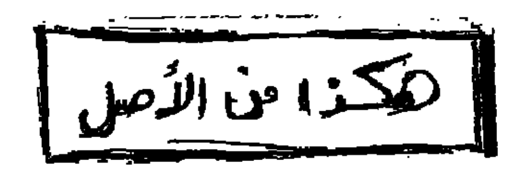
Il entre en campagne. Déjà un souvenir pour lui, mais quel bon souvenir : *« J'ai fait du porte-à-porte pour « vendre » notre liste. C'était passionnant, les différences sociales s'estompaient : c'était comme à l'armée. Jamais on ne m'a protégé parce que j'étais un universitaire. »* Elu, il constate que *« Grenoble était une ville bien gérée »* et qu'il y a *« dans les services de la ville des gens remarquables »*. Il découvre aussi qu'il faut d'abord convaincre ses colistiers que *« la recherche est capitale pour Grenoble »*. Au début, quand il leur proposait des aides financières à certains secteurs de la recherche, ses collègues haussaient les épaules. Aujourd'hui, ils votent pour comme un seul homme. Il s'est battu pour l'installation du synchrotron à Grenoble. Il a créé un prix du jeune chercheur (*« ça peut apparaître comme un gadget, mais c'est important »*).

Joël de Leiris n'est pas un fanatique ni un passionnel. Il a aimé les assises du RPR, organisées récemment à Grenoble, mais sans illusion : *« J'étais impressionné, cela me faisait plaisir de voir de près des gens que je ne connaissais que par les médias, mais je crois plutôt à la valeur des petits ensembles. Je ne crois pas que de ce genre de réunions puissent sortir des projets politiques. Ça ressemblait un peu à la Fête de* l'Humanité : *le militant de base, il est le même partout. »*

Au campus, Joël de Leiris dirige une équipe de vingt-cinq chercheurs qui planchent sur la pathologie cardiaque. On travaille sur les rats (*« on les stocke plus aisément que d'autres animaux, et, pour les grandes séries, on peut obtenir un prix de revient très raisonnable »*). Il s'agit de provoquer des infarctus du myocarde chez ces petites bêtes et d'observer la suite. On meurt beaucoup dans le labo de M. de Leiris, un raticide permanent ! Mais c'est pour la bonne cause, afin de trouver d'éventuelles parades cliniques aux maladies cardio-vasculaires, *« qui tuent plus que le cancer, on l'oublie trop »*.

L'industrie pharmaceutique s'intéresse beaucoup à ces recherches et finance le tiers du budget du labo. Il est même parfois obligé de freiner leur enthousiasme pour maintenir la proportion entre crédits publics et crédits privés. *« L'argent n'a pas d'odeur,* dit en souriant Joël de Leiris, *la recherche est une et indivisible. Il y a quinze ans, c'était faisable mais très mal vu. On nous montrait du doigt ! »* L'élu-chercheur heureux caresse un rêve : qu'un jour un laboratoire pharmaceutique vienne enfin s'installer à Grenoble. Si cela se faisait, on ne voit guère que les rats pour le lui reprocher légitimement.

BRUNO FRAPPAT.



PRESSE : A LA CONQUÊTE DES 15-25 ANS

Comment plaire aux jeunes ? Que veut cette génération, la première entièrement nourrie aux images, gavée de sensations, de distractions, de tentations ? Vivement concurrencée par la télévision et d'innombrables revues et magazines spécialisés qui couvrent chaque jour de nouveaux champs de la curiosité contemporaine, la presse écrite se sait menacée. Ces quotidiens, ces hebdomadaires, qui ont pour seule religion l'information dite générale (politique, économique, culturelle), dans le sillon rigoureux de l'actualité, ont une préoccupation commune : tenir haut la bannière de l'écrit, du commentaire, de la réflexion, tout en répondant à l'attente d'un public exigeant, dans un langage qu'il admette. Lecteurs jeunes, lecteurs longtemps.

SÉDUIRE SANS SE TRAHIR

par Frédéric Gaussen

LES créateurs de journaux *n'ont pas attendu les spécialistes du marketing*, pour savoir qu'ils n'écrivaient pas pour tout le monde et n'importe qui. Faire un journal, c'est bien *sûr rêver d'un public infini, mais* c'est aussi entretenir un dialogue privilégié avec un lecteur « modèle » dont on devine le profil, les idées, la sensibilité.

Pour les journaux « d'opinion » les choses sont simples : ils s'adressent en priorité à des fidèles qui y cherchent le reflet de leurs propres convictions. Pour les journaux « d'information générale » qui ratissent large, le lecteur tend à devenir une sorte d'abstraction, une moyenne statistique de l'ensemble des groupes sociaux. La tendance actuelle à la concentration des titres accentue encore ce phénomène — qui coïncide avec l'homogénéisation progressive de la *société*. On pourrait imaginer qu'un jour viendra où un seul journal suffira à informer un Français moyen universel, où se fondront les sexes et les âges, les classes *et les opinions*, les cultures et les croyances. N'est-ce pas déjà le cas avec la télévision d'Etat — malgré la fausse concurrence des trois chaînes ?

Mais les sociétés sont capricieuses et échappent souvent à l'entraînement des tendances lourdes. C'est ainsi qu'on voit périodiquement émerger des courants nouveaux qui refusent de se couler dans le moule — et opposent aux normes majoritaires *leur* propre vision du monde. Tel est le cas de la jeunesse — et c'est bien ce qui pose un problème aux journaux.

La presse « d'information générale » suppose un fonds culturel commun, une *certaine généralité* des intérêts. Elle parle de tout à tout le monde, ce qui suppose que chacun s'intéresse aux mêmes choses. Elle ne peut fonctionner *que sur un large consensus.* Etre le lecteur régulier d'un journal, c'est adhérer à son projet global, à sa façon de vous dire le monde.

Le divorce actuel entre la presse et les jeunes semble montrer que cette adhésion, précisément, fait défaut. Ils imaginent fort bien de vivre sans journal. Le discours de la presse ne fait pas partie de leur représentation de la réalité (1).

Cette abstention pourrait être de peu de portée si la jeunesse n'avait pris en tant que groupe social une importance dominante, depuis une vingtaine d'années. Par son nombre d'abord, et par *l'élévation rapide de son niveau de* formation. Par son dynamisme surtout, et le rôle moteur qu'elle joue dans l'évolution des mentalités et des repères culturels. Mais *en même temps, cette vitalité* même provoquait des craquements en accentuant le décalage entre les générations.

C'est pourquoi les responsables de journaux sont partagés entre le désir d'attirer cette masse de lecteurs potentiels, ardents, curieux, avides de modernité — et donc de rechercher *le ton* et *les sujets* susceptibles de leur plaire — et la crainte, ce faisant, de heurter les lecteurs plus âgés, qui risquent de se détourner parce qu'ils ne reconnaîtront plus « leur » journal.

Faut-il créer un espace réservé aux jeunes, sans modifier la ligne générale du journal ? Ou au *contraire en faire évoluer le ton* et l'esprit pour le rapprocher de la sensibilité des générations montantes? Cruel dilemme, tant ces deux solutions apparaissent à la fois difficiles et risquées.

De nombreux journaux ont tenté, dans la foulée de *mai 1968* — et souvent sous l'incitation des jeunes rédacteurs, — de créer des *rubriques ou des* pages entières consacrées à la vie des jeunes, généralement axées sur *les loisirs*, le rock, la moto... — ou sur les problèmes scolaires, de logement ou d'emploi. Il arrivait même qu'elles soient en partie réalisées par des jeunes, non-journalistes, à qui la rédaction offrait un espace pour s'exprimer librement.

Mais, alors que dans l'esprit de leurs promoteurs ces expériences devaient avoir pour effet de faire évoluer l'ensemble du journal, en sensibilisant les *rédactions* à l'« aspect jeune » des problèmes généraux, c'est l'inverse qui se produisit le plus souvent : ces *espaces réservés* se transformaient en ghettos, s'étiolaient progressivement et disparaissaient lorsque leurs inventeurs cessaient de s'en *occuper directement.*

On peut d'ailleurs s'interroger sur l'efficacité à long terme de telles formules : des « rubriques jeunes » — aussi réussies soient-elles — peuvent-elles suffire à attirer vers un journal des lecteurs qui n'auraient pas d'autres raisons de le fréquenter? On peut en douter. Car, bien souvent, c'est l'objet même du journal qui est rejeté dans sa globalité, parce qu'il donne du monde une vision jugée archaïque, conventionnelle, guindée. C'est pourquoi la tentation est grande dans les rédactions de chercher à dépoussiérer les façades, à rajeunir les maquettes, mettre les sujets et le vocabulaire au goût du jour.

Mais si le souci de suivre l'évolution des mentalités, d'être à l'écoute des modes et des surprises de l'actualité est le propre du journalisme, il est plus délicat de déterminer le seuil à partir *duquel le rajeunissement risque* d'être rejeté par les lecteurs traditionnels.

Or l'expérience semble montrer *que ce seuil est vite atteint et que* ce qui paraîtra évident aux lecteurs dans le vent est rapidement insupportable aux plus rassis. Les journaux qui ont connu le plus grand succès auprès des jeunes lecteurs ces dernières années — *Libération, Actuel, Charlie Hebdo*... — le devaient à une liberté de ton, une insolence, un non-conformisme inacceptables dans des journaux « installés ».

(Lire la suite page IV.)

(1) Ce point de vue est développé et analysé dans le dossier « La presse et les jeunes, procès d'un divorce » réalisé par le CIPE et d'où sont extraites les interviews recueillies par Delphine Pinel ainsi que l'article sur l'Italie, page VIII.

HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

ENTRE la presse écrite d'information et les *quinze - vingt-cinq ans*, le courant ne passe plus. Ils sont des millions à feuilleter les magazines *de distraction* et d'évasion, à tourner les boutons de leurs radios sur la bande FM, à regarder la télévision... Et à bouder massivement les quotidiens et les hebdomadaires d'information politique, économique et sociale.

C'est pour comprendre les raisons de l'indifférence des jeunes et confronter les solutions *que le Comité d'information* pour la presse dans l'enseignement (CIPE) réunit à Paris, *les 13 et 14 mai*, des professionnels de la presse, des sociologues, des enseignants, des éducateurs et des jeunes.

Deux jours de débats — à la *Cité internationale universitaire* de Paris, 19, boulevard Jourdan, 75014 Paris, — sur le mode d'un procès. Entrée gratuite.

TRIBUNES

■ Qui est responsable ?
Le lundi 13 mai, de 9 h 15 à 18 h 30

Débats présidés par Pierre Gaborit (directeur de la jeunesse), Jacques Sauvageot (SNEP), Philippe Tesson *(le Quotidien de Paris)*.

L'audiovisuel, qui dévore le temps de loisir et *exerce* une séduction facile, est-il coupable ? La société et la crise qui renforcent la *coupure* entre générations ? L'école qui rechigne à s'ouvrir sur le monde et les médias ? La presse et les journalistes, englués dans une information institutionnelle et austère ? Les jeunes eux-*mêmes, détachés* de l'avenir collectif ?

Avec la participation de Dominique Wolton (CNRS), Maryse Brugière (Service d'observation des émissions télévisées), Jacques Durand (Médiamétrie), François Rousseau (Radio 7), Robert Namias (FM 95.2), Jean-Michel Djian (ministère de la culture), Marc Coutty *(ancien chef d'édition au Matin de Paris)*, Hector Obalk (écrivain), Hervé Hamon (journaliste, *écrivain*), Raymond Le Loch (Association française des enseignants de français), Jacques Gonnet (CLEMI), Daniel Lacotte (Centre de formation *des journalistes*), Richard Landau *(la Repubblica*, Rome), Vincent Lalu (ancien directeur de la rédaction du *Matin de Paris*), Bruno Voisin *(Presse actualités)*, Emmanuel Sohier *(Prima, Ça m'intéresse)*, Jean-Pierre Thiollet *(le Quotidien de Paris)*, Benoît Prot *(l'Etudiant)*, Claude Maggiori *(Editorial)*.

■ Comment renouer le dialogue ?
Le mardi 14 mai, de 9 h 15 à 17 h 30

Débats présidés par François d'Orcival *(Valeurs actuelles)* et Henri Caillavet (président de la commission *pour la* transparence et le pluralisme de la presse).

Que peut-on apprendre de l'expérience des journaux étrangers à l'égard des quinze-vingt-cinq ans ? Faut-il considérer les jeunes comme un lectorat perdu et attendre qu'ils vieillissent ? Revoir l'ensemble des politiques rédactionnelles et *commerciales, pour rajeunir* globalement le contenu et la présentation des journaux ? Monter des « coups » à grand renfort de pages spéciales et de suppléments à l'intention des quinze-vingt-cinq ans ?

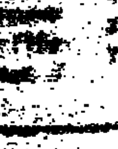
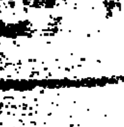
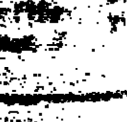
Avec la participation de Pierre Bourdieu (professeur au Collège de France), Bernard Lecomte *(la Croix)*, Claude Cabanes *(l'Humanité)*, Alain Ganassi *(le Courrier picard)*, Jean-Marcel Bouguereau *(Libération)*, Jean-François Kahn *(l'Evénement du jeudi)*, Patrice Drevet (Mini-journal de TF1), Bernadette Drouet (Bayard-Presse), Luc Lemaire *(le Matin de Paris)*, Jacques Soufflet *(la Tribune de l'économie)*, Jean-Marie Haeffélé *(l'Alsace)*, Pierre Didry *(l'Est républicain)*.

**

Le Forum, qui se tient dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse, est placé sous le patronage du ministre délégué à la jeunesse et aux sports et du secrétariat d'Etat chargé des techniques de communication. Il sera ouvert, lundi 13 mai à 9 h 30, par M. Alain Calmat, et animé par Jean-Marie Dupont *(le Monde)*, Jean-Michel Croissandeau *(le Monde de l'éducation)*, Jean-François Doumic et *Delphine Pinel* (CIPE).

Le CIPE réunit 42 titres de la presse écrite nationale — quotidiens, hebdomadaires, mensuels — de toutes les opinions. Il s'est donné pour mission de faciliter l'emploi de la presse à l'école; et, à travers la lecture *des journaux dans leur diversité*, de préparer les jeunes à prendre part comme citoyens au débat démocratique.

● **CIPE, 235, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. *Le dossier du Forum — 120 pages —* est en vente au CIPE, 65 F franco.**

LA PRESSE ET LES 15-25 ANS

SI ON LEUR PLAIT, TANT MIEUX !

propos recueillis par Delphine Pinel

Au risque d'une séduction plus lente, les rédacteurs en chef que nous avons interrogés veulent avant tout faire le journal qui leur plaît. La politique, l'économie et les relations internationales sont et resteront leurs priorités. Avec le souci d'écrire clair et vif. Pour les jeunes, comme pour les autres.

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE : plus insolent

« Je ne crois pas qu'il faille un style particulier pour se faire comprendre et apprécier des jeunes lecteurs.

» Ecrire jeune, c'est simplement écrire dans un style direct, acide et net, sur une information forte.

» Le problème des connaissances de base nécessaires pour comprendre un article politique est plus délicat : dans mes éditos, j'essaie d'être un peu pédagogue, mais on ne peut pas faire de l'instruction civique à longueur de colonnes...

» Il reste sûrement encore des choses à faire pour rajeunir les DNA *: être plus insolent, plus enquêteur et agressif.*

» Depuis cinq ou six ans, nous n'avons pas eu de nouvelle embauche, pas de sang neuf pour revivifier la rédaction. Mais il y a aussi un autre problème : jusqu'à vingt-deux ans, on s'intéresse peu à l'actualité. C'est l'installation dans la vie professionnelle et le mariage qui mènent à la lecture du journal. »

JEAN-LOUIS ENGLISH,
éditorialiste.

LE COURRIER PICARD : anti-notables

« Nous avons refusé de raisonner en saucissonnant les lecteurs, des scolaires au troisième âge. C'est par une attitude globalement dynamique à l'égard de l'information qu'on peut toucher les jeunes. Bien sûr, nous avons eu le souci de développer la rubrique rock ou les papiers sur les petites équipes sportives.

» Mais l'effort porte sutout sur le style général du journal et le traitement de l'actualité. Ce qui signifie : une politique « anti-notables » dans la locale, des titres incitatifs, une utilisation de la photo comme véritable support d'information... Quand l'équipe de foot d'Amiens perd un match, on ne parle pas de « vaillante résistance », on dit simplement : Amiens coule. »

ALAIN GANASSI,
rédacteur en chef.

NORD-ÉCLAIR : diversifier les produits

« Il n'y a rien dans Nord-Eclair *pour les dix-huit-trente ans. C'est une période où l'on ne souhaite pas se fixer. Or l'univers de notre journal correspond aux préoccupations de gens installés dans la vie, enracinés : il ne répond pas aux priorités des adolescents et des jeunes adultes. Il me semble difficile de concilier dans un même support les langages traditionnels et « jeunes » sans se mettre à dos une partie du lectorat.*

» Plutôt que de faire cohabiter les générations dans le journal, nous avons préféré diversifier nos produits et toucher les jeunes par un supplément mensuel gratuit. Formule 30 *(c'est son nom) est diffusé sur une zone beaucoup plus large que celle du quotidien. Il n'a pas pour vocation de faire connaître* Nord-Eclair *ou d'amener à la lecture du quotidien. C'est un produit tout à fait autonome. Essentiellement centré sur les loisirs, l'insolite, la forme, la mode... Il cherche à toucher les jeunes de dix-sept à trente-cinq ans qui ont les moyens de sortir. »*

ANDRE FARINE,
rédacteur en chef.

LIBÉRATION : appeler un chat un chat

« En matière d'écriture, la seule chose qui nous caractérise c'est que nous n'avons pas de fausse pudeur. Nous appelons un chat un chat. Mais le « style Libé *» n'existe pas : entre Gilles Millet, qui est hyper-factuel, et Serge Daney, hyper-intello, il n'y a pas grand-chose en commun. Et on se méfie du recours au vocabulaire branché.*

» C'est vrai que Libé *s'institutionnalise, notamment dans le traitement de l'actualité politique et économique, finalement assez classique. Et nous avons récemment réalisé que nous n'avions plus de journalistes de moins de vingt-cinq ans. Ceux qui dirigent* Libé *ont eu en majorité un itinéraire politique : ils avaient vingt-cinq ans dans les années 70... Même si nous développons le service mode de vie,* Libé *restera un journal politique. Si les générations suivantes rejettent massivement la politique, ça peut poser un problème à long terme.*

» Mais ce genre de préoccupation ne nous touche pas : nous n'avons pas de stratégie pour « faire jeune » et jusqu'à présent, ça nous réussit... »

EMMANUEL GABAY,
secrétaire général.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI : une séduction naturelle

« Si, dans l'avenir, les chiffres montrent que nous touchons mieux les jeunes que les autres news, ce ne sera pas le fait d'une volonté délibérée. Je ne lance pas un produit avec une stratégie et des classifications par tranches d'âge.

» On fait le journal qui nous plaît et qui nous ressemble. Il se trouve qu'il a un ton décontracté, qu'il refuse les embrigadements idéologiques, qu'il renouvelle les discours sur la politique, qu'il a une maquette plus claire et plus facile d'accès que ses concurrents, et qu'enfin il donne beaucoup de place à la BD et à la chanson, parce que ce sont des sujets qui passionnent des gens de la maison. Si tout ça a des chances de plaire aux jeunes, tant mieux. Mais encore une fois, ce sera le fait d'une séduction naturelle. Pas d'un plan d'attaque des jeunes. »

JEAN-FRANÇOIS KAHN
directeur.

LE POINT : en douceur

« Le Point *est un journal très structuré qui a fait le choix d'une certaine austérité, d'une mise en pages classique. Il n'est pas question de bouleverser cette structure, mais d'introduire peu à peu de nouvelles sections. Par exemple, la suppression de la section environnement (la vague écologiste est en perte de vitesse) remplacée par une nouvelle rubrique sur la communication. Et le souci de lever le pied — en douceur — sur la politique politicienne. Second point : des opérations ponctuelles, en liaison avec les écoles et les universités, comme notre enquête sur les régions avec les grandes écoles de commerce. Enfin, pour sentir les courants porteurs, les idées neuves, je crois sourtout aux hommes : trois de nos chefs de service ont moins de trente-sept ans. »*

CLAUDE IMBERT,
directeur de la rédaction.

L'EXPRESS : mauvais souvenir

« Le style de l'Express *évolue tout seul, sans directive particulière. Il y aurait sûrement des efforts à faire, mais je vois mal comment nous rapprocher des jeunes sans tomber dans la singerie. Nous n'embauchons pas de débutant ; mais, récemment, nous avons, exceptionnellement, intégré une journaliste de vingt-trois ans. Et c'est vrai qu'elle propose des sujets auxquels nous ne pensons pas spontanément. La réflexion sur les niveaux de référence, les « présumés acquis », n'est pas très poussée dans notre rédaction : c'est une question trop terrifiante ! Le vocabulaire des news est probablement de moins en moins bien compris, mais on ne peut pas écrire court et expliquer toutes les références.*

» De toute façon, le profit de notre lectorat, de notre « cœur de cible » ne nous permet pas de faire les pieds au mur. Tout le monde à l'Express *a en mémoire le mauvais souvenir de couvertures sur* Histoire d'O *ou sur la violence : des catastrophes commerciales... »*

ARLETTE MARCHAL,
rédactrice en chef.

LE NOUVEL OBSERVATEUR : d'abord des faits

« C'est surtout sur le traitement de l'information que l'effort va porter. Les jeunes comme les autres veulent d'abord des faits et moins d'analyses. L'Observateur *a eu tendance à éditorialiser à toutes les sauces et il faut aujourd'hui revenir à une information plus factuelle et moins idéologique. Concrètement, ça signifie plus d'enquêtes, de chiffres, d'interviews, de reportages sur le terrain. Mais les valeurs et les idées qui ont fondé* l'Observateur *et qui ont fait sa force restent toujours valables... »* ■

FRANZ-OLIVIER GIESBERT,
corédacteur en chef.

JUNIORS SPÉCIALE

DES expériences intéressantes d'ouverture de la presse sur le public « jeunes » ont été tentées par des journaux de l'est de la France, *l'Alsace*, et *le Républicain lorrain*, et par un quotidien national.

● « **Le Journal des enfants** », supplément hebdomadaire de *l'Alsace* : lancé en octobre 1984, il a — pendant un mois — *été encarté dans le quotidien et* vendu ensuite séparément, à 2 F. Il se vend à douze mille exemplaires *soit deux fois le seuil* d'équilibre financier. Sur quatre pages, grand format, il comprend des informations (politiques, culturelles, sociales, *sportives*...) mondiales et nationales, une page d'informations régionales et une page de jeux, BD, dessins, programmes de télévision. Les articles sont courts et écrits dans un style très simple et abondamment *illustrés avec de nombreux enca*drés « explicatifs » (l'Inde, un synchrotron, la Nouvelle-Calédonie, *un conseil général*...).

Sa créatrice et responsable, Béatrice d'Irube, qui est une ancienne attachée de presse, explique ainsi ses objectifs : *« Faire comprendre l'actualité, donner les clefs de l'information aux enfants qui sont assaillis d'images par la télévision sans avoir les moyens d'analyse et de décryptage. Enfin être un outil de communication qui suscite et facilite le dialogue en famille. »*

« Nous n'attendons pas de bénéfice financier consistant d'une telle opération, précise Jean-Marie Haeffeli, directeur de *l'Alsace*. *Plutôt un impact positif en termes d'image de marque faisant apparaître* l'Alsace *comme un groupe de communication novateur. »*

● « **La Bulle** », lancé par *l'Est républicain* le 16 avril dernier, répond à la même définition. Sur huit pages format tabloïd, il s'adresse aux neuf-quatorze ans et traite l'ensemble de l'actualité. Sa *responsable,* Marie-Thérèse Collin, souhaite maintenir une certaine diversité des styles journalistiques en mêlant l'information brute, les interviews, les reportages...

La préparation de la formule a été faite en liaison avec des enseignants. Après quatre semaines d'insertion gratuite dans *l'Est républicain*, il sera vendu séparément à partir du 18 mai.

● **Le « Journal des jeunes » du Matin** : En septembre 1984, *le Matin* a lancé une opération intitulée : « Devenez correspondant du *Matin* ». Les jeunes étaient invités à écrire au journal pour raconter dans quelles conditions se faisait la rentrée pour eux. Soutenue par une promotion importante — en particulier à la radio, — cette campagne a rencontré un succès inattendu puisque, en quatre mois, quatre mille demandes ont été obtenues.

L'opération, explique son responsable, Luc Lemaire, *« répondait à deux motivations : mieux faire connaître le journal dans le milieu scolaire et créer une plate-forme d'expression pour les adolescents ».*

Rapidement, les sujets traités ont débordé le cadre du lycée pour aborder tous les aspects de la vie des jeunes. Toutefois, malgré son succès, l'expérience n'a guère eu de répercussion sur l'ensemble de la rédaction, qui ne s'est pas mobilisée pour la soutenir.

« Nos journalistes ont en moyenne trente ou trente-cinq ans, dit Guy Claisse, ancien rédacteur en chef. *Ils sont passés par mai 1968, la contestation, etc. Quand ils découvrent l'engouement des lycéens pour la discipline, le goût de l'effort, les notes en classe..., ils n'ont pas envie d'enquêter ou d'approfondir le sujet. Et plus globalement, comme sujet d'enquête, les jeunes intéressent peu la rédaction. »* ■

LE JOURNAL DES ENFANTS

Samedi 10 novembre 1984 — Prochain numéro le 17 novembre — Prix : 2 francs

Vous pouvez vous abonner au « Journal des Enfants »

Un journal pas comme les autres

Indira Gandhi, le chef de l'Inde, a été tuée !

La Une du supplément « Jeunes » de l'Alsace.

SÉDUIRE SANS SE TRAHIR

(Suite de la page III.)

Il faut ajouter que l'humeur des jeunes générations est, par définition, mouvante et que les journaux qui semblent les plus « en phase » avec elle à un moment donné, ne tardent pas à s'apercevoir *qu'ils sont* eux-mêmes dépassés et que leurs lecteurs vieillissent avec eux. *Libération* a fait l'expérience de ce glissement progressif dans l'âge adulte...

Faut-il prendre son parti de ce divorce et les journaux doivent-ils — comme certains semblent s'y résigner — se contenter d'attendre que les jeunes aient vieilli et rejoignent naturellement le troupeau des lecteurs ordinaires ? Ce serait une attitude à coup sûr suicidaire. D'une part parce que la familiarité avec le journal s'acquiert lorsqu'on est jeune, dans le milieu familial, ou le compagnonnage scolaire ou universitaire.

La nouvelle culture

Si on devient souvent un lecteur régulier lorsqu'on « s'installe » dans la vie — professionnelle et familiale — cela ne signifie pas que l'on découvre le journal à ce moment, mais que cette habitude trouve plus naturellement sa place dans un mode de vie plus réglé.

D'autre part, il serait dangereux pour les journaux de ne pas être vigilants à toutes les formes de la modernité qu'expriment les goûts et les façons d'être des jeunes. Ce sont elles qui façonnent les cadres de vie de demain et s'imposent — avec une vitesse croissante — à l'ensemble de la société. Le souci de s'adresser aux jeunes lecteurs oblige d'autre part à des efforts de simplicité, de lisibilité, de pédagogie toujours salutaires.

Mais peut-être la meilleure façon d'aborder le problème est-elle de se débarrasser de l'obsession du « phénomène jeune » qui hante souvent les rédactions. Même si son apparition massive sur la scène de l'histoire dans les années 60 et 70 a conféré à la jeunesse une indéniable identité, elle demeure bien trop diverse et mouvante *pour pouvoir être appréhen*dée de façon uniforme.

Il est naturel que les journaux de création récente soient plus directement en prise avec la sensibilité des nouvelles générations. Et il est bon que des titres se créent pour exprimer les idées nouvelles *qui ne peuvent l'être dans un* cadre traditionnel. Mais ceux qui ont un passé peuvent fort bien s'ouvrir à des domaines nouveaux sans perdre pour autant leur image et leur spécificité. *Le Monde* a donné un exemple de cette mutation en devenant dans *les années 60-70 le journal* des classes montantes d'étudiants, sans cesser d'être — selon sa vocation originelle — *celui des cadres* de l'administration et des affaires.

Si la jeunesse des « trente glorieuses » était portée par les grands thèmes de l'efficacité économique, du progrès scientifique et de l'émancipation des peuples, celle des années 80 marquée par la *crise des idéologies*, la vague écologique et le reflux du tiers-mondisme semble délaisser le politique pour la culture, l'universel pour l'individuel. C'est probablement en faisant une plus large place à ces conceptions nouvelles de l'art et de la sociabilité, à cette attitude nouvelle face à l'avenir et à la vie que les journaux se rapprocheront des jeunes, plutôt qu'en *cherchant désespérément* à « changer de look » pour avoir l'air « branché »...

FREDERIC GAUSSEN.

هكذا من الأصل

LA PRESSE ET LES 15-25 ANS

GÉNÉRATION PAS DUPE

par Delphine Pinel

Première génération à avoir grandi devant les postes de télévision, les 15-25 ans sont pourtant avides de lecture. Le roman, la bande dessinée ont leur préférence. Mais près d'un jeune sur deux lit aussi un quotidien. Ce n'est pas assez. Seule l'imagination des patrons de presse permettra de combattre cette relative désaffection.

« *LES jeunes sont devenus des veaux : plus rien ne les mobilise, hormis les clips et leur walkman... S'ils ne s'intéressent ni à la politique, ni à l'économie, ni à la vie locale, la presse écrite peut se mettre en quatre, c'est un combat perdu d'avance. La jeunesse des années 70, c'était quand même autre chose...* »

Ces propos entendus à la conférence de rédaction d'un grand quotidien régional, où l'on planchait sur l'avenir et le contenu des pages « jeunes » du journal, expriment un jugement sans appel ni nuance, sûrement caricatural. Mais il reflète le mauvais état des relations entre les jeunes et les journaux, le découragement et le dépit des hommes de presse.

Les jeunes ne lisent pas (plus ?) la presse : constat réaliste ou idée reçue ? Les (rares) enquêtes sur le sujet dessinent un paysage contrasté, quand ce n'est pas contradictoire, en fonction des questions posées et des publics étudiés (lycéens, jeunes salariés, urbains ou ruraux...). Un indicateur pourtant assez fiable : les études annuelles du Centre d'étude des supports de publicité (CESP), qui décortique régulièrement l'audience des différents médias, notamment par tranches d'âge (1). Les courbes du CESP indiquent un tassement global de la pénétration des quotidiens chez les quinze-vingt-quatre ans. En 1975, ils étaient 54,4 % à déclarer en lire au moins un ; en 1984, 48,3 %. Ce sont les quotidiens régionaux qui accusent la plus forte chute, reculant de plus de six points en neuf ans : selon le CESP, 46,5 % les jeunes les lisaient en 1975. Ils étaient 39,8 % en 1984.

Les titres nationaux connaissent une période faste auprès des jeunes jusqu'en 1979. Succès précaire : les scores se « dégonflent » à partir de 1980, et les journaux parisiens retrouvent aujourd'hui leur niveau de 1975 (lus par 11 % des quinze- vingt-quatre ans). Ce mouvement de recul depuis 1980 se retrouve notamment dans l'évolution du lectorat jeune du *Monde* ou du *Matin de Paris*, lesquels ont perdu pendant cette période la moitié de « leurs » quinze-vingt-quatre ans.

Quant à *Libération*, pourtant porteur de l'image d'un quotidien jeune, son succès est beaucoup plus marqué chez les jeunes adultes autour de la trentaine qu'auprès des quinze-vingt-quatre ans. Le titre de Serge July n'adhère pas au CESP, mais une étude de la SOFRES le crédite, en 1984, de 123 000 lecteurs chez les quinze-vingt-quatre ans, ce qui représente environ 1,5 % de la génération, *le Monde* conservant un taux de pénétration supérieur (2,5 %), tandis que le *Matin de Paris* reste inférieur (1 %).

Du côté des magazines, le tableau, à première vue, est encourageant. A l'inverse des quotidiens, ceux-ci gagnent globalement quatorze points de pénétration entre 1976 et 1984. Reste à savoir à qui profite cette flambée... Principalement aux titres spécialisés et distrayants. Une observation plus « pointue » des scores des magazines d'information générale montre qu'ils n'échappent pas à l'érosion (2).

Face aux jeunes lecteurs, quotidiens et *news* sont dans le même bateau : c'est l'information politique, économique et sociale dans son *ensemble qui* est sur la sellette. Et cette désaffection ne fait pas pour autant la fortune des journaux pour adolescents, confrontés eux aussi à de sérieuses difficultés : on comptait 24 publications pour adolescents en 1974 : elles sont 9 seulement dix ans plus tard...

Dévoreurs de livres

Sauf des exceptions qui concernent des publications centrées sur des activités en vogue (informatique, vidéo, sport, aventure...), et souvent éphémères, on peut donc parler d'un recul global de la presse écrite auprès des quinze-vingt-quatre ans. A qui la faute ? Comment expliquer ce phénomène que les courbes et les tableaux démontrent sans en fournir les motifs ? Quelles sont, derrière les chiffres bruts, les raisons de cette désaffection ? Qu'est-ce qui, dans le mode de vie et la culture des jeunes, les éloigne des journaux ? Sur ce terrain de l'analyse qualitative, aucune enquête d'opinion ne permet de dégager de réponse claire. Il faut donc se contenter d'hypothèses.

La télévision, mère de tous les maux de la presse écrite ? Le rapprochement a été souvent fait, catégorique : « *Ils ne lisent plus, parce qu'ils regardent la télévision.* »

Une affirmation apparemment convaincante, étayée par le boom de l'équipement en téléviseurs des foyers français : 600 000 récepteurs en 1956, plus de 17 millions aujourd'hui. Les quinze-vingt-quatre ans des années 80 constituent la première génération « nourrie » à la télévision dès le berceau ; celle qui a découvert, en même temps, les boudoirs et le petit écran. Autre élément en faveur de cette thèse : les enfants consacreraient de quinze à vingt heures chaque semaine à leurs émissions préférées...

A l'analyse, pourtant, cette opposition *télévision-lecture* se révèle simplificatrice, sinon erronée. Si l'on n'en croit une étude du ministère de la culture consacrée aux pratiques culturelles des jeunes (3), ceux-ci continuent à lire. Certes, cette enquête confirme leur manque d'intérêt pour les journaux, mais elle révèle aussi que les jeunes de cette tranche d'âge *sont, parmi* l'ensemble des Français, les plus gros dévoreurs de livres. En tête de leur palmarès, les romans, puis les bandes dessinées. Leur manque d'enthousiasme pour la presse ne peut donc pas être mis au compte d'un rejet généralisé de la chose écrite.

La télévision dévore-t-elle leur temps autant qu'on le dit ? L'étude montre que les jeunes sont moins téléphiles que leurs aînés : un sur deux la regarde *tous* les jours, contre 70 % des adultes... En revanche, les jeunes *plébiscitent la radio, le cinéma et* la musique. S'il faut à tout prix trouver des « concurrents » à la presse *écrite*, ils sont là.

D'ailleurs, les stratégies d'analyse qui opposent des pratiques culturelles, en les présentant comme exclusives et concurrentes, sont-elles fondées ?

Une importante enquête réalisée, en 1976, par l'Institut national de la recherche et de la documentation pédagogiques sur l'utilisation des médias par les lycéens dégageait plutôt des axes communs entre pratiques culturelles (4) : télévision et presse écrite *régionale* faisaient bon ménage chez les mêmes lycéens, alors que les non-téléspectateurs se retrouvaient plus nombreux



Pour redonner aux jeunes le goût de la lecture.

chez les amateurs de quotidiens et d'hebdomadaires nationaux. Dans certains cas, la télévision peut donc apparaître comme un média complémentaire de la presse écrite.

Insécurité sociale

Si nos trois chaînes nationales ne peuvent porter, à elles seules, le chapeau de l'indifférence des jeunes pour les journaux, qui incriminer ? La crise, qui touche particulièrement les jeunes et favorise une certaine démobilisation ? Nombre de rédacteurs en chef le pensent. « *La lecture du journal*, entend-on souvent dans les rédactions, notamment en province, *est un signe d'enracinement, d'installation dans la société, de stabilisation. La curiosité pour l'univers extérieur, depuis le voisinage immédiat jusqu'à la planète entière, suppose de se sentir intégré dans cet univers. Ce qui est à l'opposé des désirs comme de la situation objective des jeunes d'aujourd'hui.* »

Une observation empirique qui n'a pas de support scientifique : aucun sondage ne permet d'établir, de façon chiffrée, la corrélation entre le sentiment d'insécurité sociale dont, plus que les autres, les jeunes sont victimes et leur désintérêt pour la presse. Deux enquêtes du ministère de la culture, l'une sur la culture des jeunes travailleurs, l'autre sur celle des jeunes en formation professionnelle précaire, confirment cependant la faible *fréquentation* des journaux par les groupes étudiés. Dans la première, réalisée en mars 1984, 30 % des jeunes travailleurs déclarent lire un quotidien tous les jours, 15 % la presse nationale, et 5 % les magazines d'actualité politique. Dans l'enquête sur les jeunes en formation, la presse n'apparaît même pas dans le champ de leurs pratiques culturelles.

Bien des travailleurs sociaux ressentent ce désintérêt. Dominique, par exemple, animatrice d'une mission locale pour l'insertion des jeunes en difficulté, sourit quand on l'interroge sur les relations entre « clients » et les journaux. « *Lire l'actualité*, explique-t-elle, *nécessite un minimum d'intérêt pour l'avenir collectif. Tous les jeunes qui atterrissent chez nous se caractérisent par leur désarroi, par l'incapacité d'imaginer leur propre avenir. Quand on ignore ce qu'on fera après son TUC, l'avenir collectif, c'est plutôt abstrait !* »

Certes, cette explication a ses limites : tous les quinze-vingt-cinq ans ne sont pas menacés de marginalisation. Reste que l'inquiétude et l'incertitude à l'égard de l'avenir sont probablement les sentiments les mieux partagés par cette génération qui a grandi avec la crise. Et que la lecture de la presse écrite *d'information, n'est ni* un facteur d'évasion ni une thérapeutique anti-stress...

Comment savoir quelles sont les opinions des jeunes sur la presse d'information ? Là encore, malheureusement, nulle enquête n'est représentative.

Seuls quelques « coups de sonde » permettent de se faire une idée. Selon un sondage publié par *Phosphore*, en décembre 1983, 84 % des 1 200 lycéens de l'académie du Rhône interrogés par le journal ont déclaré s'intéresser à l'actualité et 56 % lire un journal tous les jours ou presque. Mais ils lui consacrent en moyenne... dix minutes. Et deux lycéens sur trois aiment la presse « *un peu* » ou « *pas du tout* » ! Bref, une fréquentation sans passion. Et s'ils votent en *majorité* pour la presse à l'école, c'est d'abord parce qu'ils voient les journaux comme une *source* documentaire, comme un complément du cours. Les relations de ces lycéens avec les journaux sont marquées par l'utilitaire. La passion, la vraie vie sont manifestement ailleurs. Cette relation d'indifférence polie, on la retrouve dans une étude qu'Odile Riondet a consacrée, dans *Presse actualité* (février 1982), au courrier des lycéens adressé aux journaux. A la différence des adultes, montre Odile Riondet, les adolescents s'adressent à un journal pour des raisons « professionnelles », comme à un prestataire de services : c'est que, la pédagogie étant devenue active, il faut réussir les exposés, les dissertations les oraux d'examen...

Autre indicateur de l'opinion des jeunes sur la presse : le sondage de *Télérama* et de l'institut Louis Harris sur « les Français et les journalistes ». L'image des professionnels de l'information auprès des jeunes n'est sûrement pas sans rapport avec leurs jugements sur la presse. Sur de nombreux points, les quinze-vingt-quatre ans épousent les opinions de leurs aînés.

Ils se démarquent toutefois de l'ensemble des sondés sur trois critères : 64 % seulement de quinze-vingt-quatre ans (contre 74 % de l'ensemble) estiment que les journalistes *sont sérieux* ; *81* % (contre 88 %) leur reconnaissent du courage ; 61 % leur font crédit d'honnêteté (contre 72 %), et 23 % (contre 28 %) croient en leur indépendance. Question image de marque des journalistes, bonjour les dégâts !

Mieux que les adultes

Le tableau des relations entre les jeunes et la presse écrite n'est pas vraiment rose. Plus grave : cet hiatus s'inscrit dans un contexte de crise générale de la presse écrite d'information où se conjuguent la baisse des tirages, l'augmentation des coûts de fabrication et des prix de vente, la lutte pour les recettes publicitaires... Certes, la diminution du lectorat est un phénomène généralisé, qui s'observe dans toutes les tranches d'âge. Et il ne faudrait pas rendre les jeunes responsables de tous les maux de la presse.

Pour certains titres, ou certains secteurs de la presse écrite comme les quotidiens nationaux, les jeunes « résistent » même mieux que le lectorat adulte et « décrochent » à un rythme moins rapide que leurs aînés... Si les *jeunes ne sont pas plus nombreux* qu'il y a dix ans à lire les quotidiens nationaux, leur poids dans la structure du lectorat de ces titres a sensiblement augmenté, comparativement aux autres tranches d'âge. Toujours est-il qu'un fossé se creuse entre les jeunes et les journaux sans que l'on puisse dire s'il s'agit d'une désaffection *momentanée qui s'atténue* avec l'âge ou si, au contraire, ces jeunes-là sont définitivement perdus pour la presse écrite. Aux journaux de faire preuve d'imagination ! ■

(1) Les techniques d'enquête du CESP ayant changé à partir de 1975, toute comparaison entre les résultats *avant et après cette* date *serait erronée*. On ne peut donc dégager des tendances que sur une dizaine d'années.

(2) Scores de pénétration des quinze-*vingt-quatre ans pour les news : l'Express*, 9,2 % en 1975, 6,7 % en 1984 ; *le Nouvel Observateur*, 6,6 % en 1975, 5,7 % en 1984. *Le Point* retrouve aujourd'hui son niveau de 1975 (5,5 %), ce qui représente une baisse par rapport à 1980, où il touchait 8 % des quinze-vingt-quatre ans.

(3) *Développement culturel*, Bulletin du service des études et recherches, ministère de la culture. Avril 1985.

(4) *Le Monde* du 21 septembre 1976.

UN SUR CINQ « NIVEAU BAC »

Nés entre 1960 et 1970, ils représentent plus de 20 % de l'ensemble de la population de plus de 15 ans, soit un Français sur cinq ; ils appartiennent à des années de naissance démographiquement lourdes par rapport aux années suivantes : 850 000 naissances en moyenne par an contre 790 000 pour les dix années suivantes.

57 % des 15-19 ans sont élèves ou étudiants ; on en compte 15 % dans la tranche d'âge de 20 à 24 ans. La répartition entre les sexes est strictement équivalente. Parmi les jeunes de 20 à 24 ans, un sur cinq a au moins le niveau du baccalauréat.

L'intensité des pratiques culturelles des jeunes est fortement corrélée à la catégorie socio-professionnelle de leur foyer familial, ainsi qu'à leur implantation dans des communes rurales ou des centres urbains. Les plus jeunes sont proportionnellement plus nombreux à demeurer dans une commune rurale (un quart des 15-19 ans ; un cinquième des 20-24 ans).

LES CHAINES DE L'IMAGE

Fréquence d'écoute de la T.V. (en %)	Jeunes de 15 à 24 ans	Adultes plus de 25 ans
Tous les jours	51	73
3 à 4 jours/sem.	22	13
1 à 2 jours/sem.	16	8
Rarement	9	5
Jamais	5	4

Source : ministère de la culture (1985).

LA PRESSE ET LES 15-25 ANS

JOURNAUX DE BROUILLON

par Bernard Lefort

Lire le journal, cela peut être ennuyeux. Ecrire un article, confectionner une maquette, voilà qui devient passionnant. Dans de nombreux lycées parisiens, dans les limites admises par les censeurs, de petites équipes rédactionnelles font la preuve d'un réel engouement pour les métiers de la presse.

FAUT-IL se joindre au *lamento* des sondages quand ils dénoncent le peu d'empressement des jeunes pour la lecture ? Oui ? Non ? Peut-être pas. Car s'ils ne lisent pas, ils écrivent. La preuve : plus de huit mille titres de journaux scolaires ont été agréés par la commission paritaire. Les rédacteurs de ces feuilles, souvent éphémères, fabriquées à la va-comme-j'-t'agrafe, témoignent d'une remarquable volonté de connaître et de communiquer. Une visite impromptue dans quelques « rédactions » parisiennes a de quoi surprendre : Tintin n'est pas mort...

Au collège Jean-Baptiste-Clément, à Ménilmontant, les journalistes ont entre dix et quatorze ans. Leur journal, c'est *la Cerise*... Créé en janvier 1984, cinq numéros ont déjà fleuri, portés à bout de bras par quatre professeurs, avec la complicité de la documentaliste de l'établissement.

Imprimé à Poitiers pour cause d'économie (4 000 francs de subvention par an, ce n'est pas le pactole), et le journal est tiré à cinq cents exemplaires. 3 francs le numéro, ce n'est pas cher ; on se l'est arraché dans le quartier.

Chacun sa tâche. Le journal est mis en pages par Pétruchka : « *Au début, j'étais intimidée par l'écriture, alors je me suis mise à la technique, j'aime ça. Mais maintenant, j'ai envie d'écrire des nouvelles de science-fiction ; un livre peut-être. Vous savez comment on peut se faire publier ?* »

Côté rédaction, on se presse... Le jour de ma visite, Emeric, onze ans, et Michèle, quatorze ans, n'avaient qu'une idée en tête, un projet en suspens depuis le premier numéro : interwiewer Pierre Desproges : « *Ce soir on va le voir*, s'exclament-ils. *On savait qu'il habitait dans le quartier, mais on n'osait pas lui téléphoner. On adore son humour, il a l'air gentil... mais ça nous fait peur d'aller le voir.* »

Parmi les membres de la « rédaction » — dont les réunions les plus fructueuses se font parfois à l'heure du déjeuner, — chacun se spécialise, selon son humeur, le temps d'un numéro.

Si Josy, David ou Denis préfèrent illustrer sagement l'article de leurs amis, d'autres, plus âgés, vont chercher l'information. Pour le dernier numéro, Yasmina et ses confrères ont chaussé des bottes et coiffés un casque pour découvrir l'état d'avancement du chantier de leur nouveau collège.

Une enquête en bonne et due forme, micro tendu et appareil photographique en alerte. « *On a pu interroger le conducteur des travaux*, explique Margareth, *on a vu les plans, on a appris des tas de choses... Et surtout, pour la première fois, on a écrit l'article tout seuls.* »

Pourquoi collaborent-ils au journal ? Spontanément : « *Pour être ensemble* », dit une collégienne. Autre chose ? « *Ça me permet de frimer*, lâche Emeric en rigolant... *Surtout, quand je vois mon article imprimé dans* la Cerise, *je suis fier.* » « *Moi, ça m'a aidé à vaincre ma timidité*, ajoute quelqu'un. *Quand on vend le journal dans le quartier, les gens ne nous prennent pas toujours au sérieux, alors on insiste, il faut faire son baratin...* »

Equilibrer les comptes

Au lycée Voltaire, l'enthousiasme n'est pas moindre. Mais le projet de *Jeune Arabe* est plus large. Créé dans le cadre du club de culture arabe, le premier numéro souhaitait favoriser, parmi d'autres objectifs, « *l'expression, la confrontation, la réflexion, entre les jeunes Arabes eux-mêmes et entre les jeunes Arabes et les jeunes Français* ».

Depuis mars 1984, trois numéros ont paru, tirés entre cinq cents et mille exemplaires. Financé dans le cadre d'un projet d'action éducative, le journal équilibre difficilement ses comptes.

Si la technique est difficile à maîtriser, un regard sur les sommaires confirment l'orientation du projet : « *Richesse de l'islam ; Questionnaire auprès de parents français ;* « *Mon frère et moi nous aimerions avoir une chambre* », autant de titres, autant d'articles qui prennent en compte la réalité quotidienne, hors et dans les murs d'un lycée où différentes cultures sont représentées. « *Ce que j'ai voulu*, dit Mme Zehouane, l'animatrice qui coordonne la fabrication du journal et les activités du club, *c'est avoir un moyen de fixer les questions, les désirs exprimés par les lycéens dans de multiples débats journaliers ; je trouvais dommage qu'il n'y ait pas une mémoire de leurs idées souvent très riches.* »

Le journal n'est pas la propriété de quelques-uns. « *N'oubliez pas de dire que* Jeune Arabe *est ouvert à tout le monde*, insiste Guillaume, dont le nom côtoie ceux de Nassima et Rezika au comité de rédaction. *On a été nommés tous les trois au comité, mais en fait, lorsque l'on se réunit chaque lundi, n'importe qui peut venir ; c'est une réunion un peu vague et anarchique, mais ça fonctionne.* »

Peu à peu, au fil des semaines, articles commandés ou spontanés viennent grossir le numéro en cours. « *Quand un article n'est pas bon dans sa forme, mais que le sujet nous intéresse, on le fait réécrire. C'est normal.* » Pour Guillaume, sûrement, Leyla, elle, n'a pas digéré la réécriture pour « vice de forme » de son article sur le centre culturel algérien : « *Je n'ai pas retrouvé mes phrases*, se plaint-elle ; *mes idées étaient là, mais j'étais gênée qu'on ait modifié mon texte.* »

Samira, quinze ans, actuellement en 3e, n'a pas de critique à faire, bien au contraire : « *Grâce au journal, j'ai commencé à croire que je pourrais vraiment devenir journaliste. Pour mon article sur les philosophes arabes, je suis allée à Beaubourg ; ça m'a permis de sortir du travail scolaire... Mais le plus important avec ce journal, c'est qu'il m'a fait découvrir la culture de mes parents...* »

Le journal du club ne renforce pas seulement les vocations. Dans le n° 3, un entretien avec une élève marocaine du collège a révélé le malaise existant dans les classes où l'administration avait regroupé des enfants de même origine. « *Je ne regrette pas d'avoir laissé passer l'article*, dit le proviseur, qui donne son « bon à tirer » avant chaque publication, *il a sans doute accéléré une prise de conscience, et une décision modifiant l'actuelle structure pédagogique et administrative sera certainement prise à la prochaine rentrée.* »

La recette du cocktail Molotov

Cette mini-affaire n'a pas entamé sa bonne humeur. Il y a près de dix ans, à Luzarches, alors qu'il était déjà proviseur d'un lycée, des élèves « facétieux » avaient publié la recette du cocktail Molotov... Une plainte avait été déposée par le procureur de la République : « *Cette historique ne valait pas tant de bruit... Peu importe qu'un article choque. L'important est que la discussion s'organise, après...* »

Au *Rat*, la censure on ne la connaît pas, on ne l'a jamais connue. Depuis quatre ans, le lycée Arago est hanté par cette « *SARL à responsabilité néante, au capital inexistant* ». A la différence de Voltaire, où l'administration surveille d'un œil discret « son » journal, *le Rat* a produit ses numéros sans contrôle, sinon celui des élèves du foyer autogéré qui l'a porté sur les fonts baptismaux.

Volontiers provocantes, les dix couvertures parues sont rehaussées d'une citation de Satie : « *Bien que nos renseignements soient faux, nous ne les garantissons pas* ». Tout un programme qui donne au journal (presque une revue) des accents soixante-huitards, tendance *Hara-Kiri* : « *Je ne suis pas d'accord*, dit Stéphane Barbary, *Hara-Kiri, 1968, c'est loin tout ça. Lorsque j'ai lancé le journal il y a quatre ans, ce qui me plaisait et me plaît encore, c'était la BD. Pour tout dire, on a tous mis du temps à penser que l'on faisait un journal. Je ne me suis jamais vraiment pris pour un journaliste ; chroniqueur, à la rigueur. J'aime bien le mot. Ce que je souhaite, c'est écrire des nouvelles.* »

Malgré son départ du lycée l'année dernière, Stéphane reste la cheville ouvrière du journal. Il fait la mise en pages, s'occupe de l'imprimeur et sermonne les rédacteurs retardataires.

Emmanuel et Cyrille, élèves de première, continuent « de l'intérieur » l'animation du comité de rédaction : « *On essaie de se réunir toutes les semaines*, explique Emmanuel. *Chacun lit son texte, son poème, sa nouvelle, et l'on passe au vote ; s'il y a une majorité pour la parution, l'article est conservé... Il n'y a pas d'abstention.* »

Le contenu du *Rat* ? Iconoclaste ; peu d'articles consacrés à l'actualité. « *A la mort de Sadate, quelqu'un a écrit un article pour dire sa tristesse ; mais ce n'était pas une prise de position du comité. Quant à parler de la vie du lycée, non, ce n'est pas notre but. Pour savoir ce qui se dit dans le bahut, il n'est pas nécessaire de lire* le Rat ; *il vaut mieux regarder ce qui s'écrit sur les murs ou se grave sur les tables...* »

Aujourd'hui le n° 11 est quasiment bouclé. Sans doute le dernier *Rat*. Stéphane et d'autres ont décidé de tenter leur chance auprès d'un éditeur qui assurerait *uniquement* la distribution du journal. Plus d'information, plus de littérature ? Les « membres » du *Rat* n'ont pas encore tranché. Mais Cyrille, tenté par le journalisme, suit l'évolution de la situation, sans regret. « *Ce qui est sûr*, ajoute-t-il, philosophe, *c'est que l'on ne peut pas rester éternellement au lycée.* » ■

« PILOTE » A LA REMORQUE

1959 Impossible d'attendre plus longtemps. La Ve République a juste un an. Dans les rues, les Vespa et les Lambretta blanches happent au passage les sixties en jupette rose. Au cinéma, c'est l'époque bénie de la « nouvelle vague ». La seule couleur sombre au tableau des temps de pleine expansion est la guerre d'Algérie. Les enfants commencent à être les rois.

De l'autre côté de l'Atlantique, les comics américains font des ravages depuis plusieurs décennies. Tarzan, Flash Gordon traversent les cervelles des plus jeunes. En Europe, le génie dans le domaine de la bande dessinée est exclusivement belge. Il triomphe à Bruxelles : *Spirou* a dépassé le millième numéro et *Tintin* est à son apogée. En France, rien, presque rien...

La rumeur est alarmante. La BD traditionnelle, telle qu'on la concevait après la guerre, ne cesse d'agoniser. Réagir au plus vite, relever un défi. Créer un espace utopique où les imaginations pourront s'évader, les bulles s'envoler. Lancer un grand magazine illustré capable de répondre à la demande d'un public jeune.

C'est parti : le 29 octobre 1959, une équipe d'amis venus en majorité de Belgique, soutenus puissamment par Radio Luxembourg, commence la grande aventure *Pilote*. Pourquoi *Pilote* ? « *Eh bien, c'est simple*, dit l'un de ses rédacteurs en chef à l'époque, François Clauteaux ; *un pilote c'est celui qui conduit les autres. Souvent il le fait au moyen d'une machine : auto, avion... Parfois il passe le premier en faisant le chemin, c'est le guide, le chef de caravane, le passeur.* » *Pilote* devient rapidement la locomotive de la BD en France. La seule. Premier numéro, succès retentissant. Plus de deux cent mille exemplaires vendus.

Caractéristique de ce nouveau bijou de la presse pour jeunes : un hebdomadaire pour les huit-treize ans exclusivement consacré à la bande dessinée. Sa cible : la classe moyenne. A cette époque, cet art populaire n'avait pas encore acquis ses lettres de noblesse et n'était en France qu'un amusement pour enfants. *Pilote* répond immédiatement à un nouveau besoin.

Les virtuoses du crayon, les scénaristes les plus inventifs se bousculent au portillon. Epoque faste de l'hebdomadaire, les frimousses coquines des petits Rodolphe et Nicolas se disputent la une avec les aventures viriles de Tanguy et Laverdure. La bande dessinée est à son âge de bronze, elle se veut réaliste, elle veut seulement émouvoir nos petites têtes blondes. *Pilote* devient progressivement ce lieu de rencontre inévitable de toute une génération de dessinateurs, de René Goscinny, le rédacteur en chef talentueux et dictatorial, à Gotlib, Lauzier, Cabu, en passant par Régis Franc et Mandryka.

Pendant une quinzaine d'années, grâce surtout au succès national des aventures d'Astérix, *Pilote* a permis à la bande dessinée française de s'épanouir pleinement, de devenir adulte ; en même temps, au fil du temps, son lectorat est progressivement devenu plus âgé. Son noyau rédactionnel s'est effrité. Quelques-uns de ses plus illustres créateurs sont partis dans d'autres directions.

« A Pilote, rapporte Christian Godard, *des clans s'étaient formés, plus ou moins occultes, qui décidèrent selon des critères aléatoires et volatiles.* »

L'esprit qui animait les débuts de l'hebdo semble manquer. *Pilote*, après avoir mis la bande dessinée au service de la caricature politique, devient mensuel en 1972. Deux ans plus tard, Goscinny quitte la direction de « son » journal.

En 1979, *Pilote* a vingt ans d'âge. L'un de ses animateurs, Pierre Christin, se souvient : « Pilote *est un journal monstrueux. J'entends par là un journal qui n'a pas de forme. Invraisemblable fourre-tout où se retrouvent ou se sont retrouvés des gens que tout opposait... Mais au fond, plus j'y pense,* Pilote *c'est peut-être un journal libéral qui a finalement opéré un travail moins rabougrissant et moins conformiste que d'autres.* »

Le trajet de ce journal phare de la bande dessinée en France est celui de toute une époque. *Pilote*, après avoir été d'abord un joujou adoré des enfants, est devenu ensuite celui des adolescents pour être depuis cinq ans celui des adultes qui, semble-t-il, le boudent. « *Le journal est devenu une institution en France qui a subi plusieurs crises au cours de son histoire*, affirme Guy Vidal, membre actuel du comité éditorial ; *on a certainement vieilli comme toutes les institutions.* » La dernière formule, lancée au début de 1985, n'a, semble-t-il, pas porté les espérances escomptées. Quitter cette forme, mélangeant magazine et bande dessinée, pour revenir à ce qu'était originellement *Pilote* en 1959 est-il possible ? *On ne sait pas au juste quelle direction prendre au journal.* Et l'on s'interroge sur la nature et les envies d'un public difficile à saisir.

MARC GIANNESINI.

BAYARD SANS CRAINTE

LE groupe Bayard-Presse se porte bien et avance la fleur aux lèvres, publications bien en main (1). La crise de la presse ? Connaît pas. L'horizon 2000 ? Il est pour lui vert tendre.

Yves Beccaria, directeur du département jeunes du groupe, tient d'abord à souligner que le groupe Bayard se considère plus comme une maison d'édition que comme un groupe de presse, pour la simple raison que la publicité représente une part minime de son chiffre d'affaires, puis il aborde le phénomène de la lecture.

Première observation, le niveau culturel des jeunes lecteurs : 50 % sont d'un niveau supérieur au bac, 50 % ont souvent été rejetés dans le technique ou traînent. Deuxième observation, la mentalité scientifique des jeunes, qui les rend « *moins communicant avec l'expression littéraire* », ce qui ne veut pas dire, précise-t-il, que « *la lecture ne les intéresse pas* ». « *C'est un mode de communication qu'ils ont du mal à pénétrer.* » Révolution : « *C'est la première génération*, poursuit-il, *dont l'esprit est structuré par les images de la télévision, pour laquelle la communication affective par l'image est aussi importante que la communication par le texte.* »

Or les journaux, constate Yves Beccaria, « *sont aux mains de littéraires qui concèdent à des maquettistes l'illustration* ». L'image est, en quelque sorte, « *un hameçon pour attraper le lecteur* ».

D'où cette distorsion avec la structure mentale de beaucoup de jeunes qui pensent images *et* texte. Si l'on rattache à cela la lecture labiale, et donc la fatigabilité plus grande d'une partie de la population, notamment des enfants, on comprend la remarque du responsable de Bayard-Presse : « *Les journaux n'ont pas assez travaillé les moyens techniques pour faciliter la lecture. Depuis quarante-cinq ans, la presse a raté le rendez-vous avec ceux qui travaillent.* »

Feuilleter le soir dans un fauteuil

A l'appui de son propos, Yves Beccaria évoque le développement de la presse spécialisée, qui est « *une diversion pour des gens actifs* » : « *La revue de bateaux, par exemple, fait rêver, elle correspond à un vrai centre d'intérêt des vingt-quarante ans. Ils la feuillettent le soir dans un fauteuil après une journée harassante. Le temps est révolu où l'on lisait* in extenso *un quotidien.* »

Bayard-Presse essaie donc de ne pas rater le rendez-vous avec les jeunes. *Phosphore*, le mensuel — « sulfureux » — des quinze-dix-huit ans, est tiré à 88 000 exemplaires avec 58 757 exemplaires vendus. Sa caractéristique : le sérieux. Ce n'est pas un journal de distraction. Même optique et même succès pour *Je bouquine*, le mensuel des dix-quatorze ans ; lancé il y a un an, il est vendu à plus de 50 000 exemplaires.

Pourquoi ce choix délibéré d'une presse sérieuse ? Qu'est-ce qui pousse Yves Beccaria à viser le haut de gamme ? Là encore, pas de recette magique. Plus simplement, une évidence : la télévision est la distraction. La télévision fait plus « oublier » que la presse. Dans le groupe Bayard-Presse, on écrit pour ceux que la télévision éveille et qui veulent en savoir plus. Comme « *le plus inculte des lecteurs n'est pas insensible à des choses importantes et vraies* », *Phosphore* traite les sujets d'actualité en évitant la simplification à outrance. Cet essor de la presse des jeunes ne signifie pas qu'ils sont devenus plus sérieux : « *Cela veut dire simplement qu'ils ont des distractions ailleurs.* »

En conséquence, *Phosphore* offre tout : des textes forts et de détente — « *ce sont les exigences de tout le monde* », — mais un peu plus en pointe car les jeunes « *sentent les évolutions plus que les adultes* ».

Au sommaire de mai de *Phosphore*, un dossier, « Le bac français » : conseils des examinateurs, trucs pour l'écrit et l'oral, comment faire sa liste de textes ; mais aussi le terrorisme et des fiches à découper et à classer : le match Voltaire-Rousseau, le chômage en Europe, les grandes régions des Etats-Unis et leurs mythes, l'eau dans le monde... qui dit mieux en matière de sérieux ? Des adultes y trouveraient leur compte. D'ailleurs, ne lisent-ils pas le journal de leur enfant ?

Ce mariage détente-austérité continue de faire ses preuves. Yves Beccaria n'est donc pas inquiet pour demain : ses lecteurs grandissent, Bayard-Presse grandit avec eux. L'avenir a le goût de la sérénité.

DANIELLE TRAMARD.

(1) *Pomme d'Api, Astrapi, Okapi, Phosphore, le Pèlerin, la Croix, Notre temps*, etc. (Chiffre d'affaires consolidé 1982 : 640 millions de francs.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LA PRESSE ET LES 15-25 ANS

par Bernard Lefor

CRAINTE

L'ÉCOLE TOURNE LE DOS AUX QUOTIDIENS

par Yves-Marie Labé

1968 : la presse écrite entre à l'école par la petite porte.
1976 : elle est introduite officiellement dans les programmes scolaires.
Sans réussir à s'imposer vraiment.
Et voilà que — ministère de l'éducation nationale en tête — on ne jure plus aujourd'hui que par l'informatique.

CONSIDÉRÉE, il y a peu, comme le levain de la modernité, la presse à l'école marque actuellement le pas. En 1985, la vogue est à l'informatique. Et celle-ci reléguerait presque la presse au rayon des vestiges pédagogiques de la décennie précédente.

Ce n'est pourtant pas sans mal que la presse s'est rapprochée de l'univers scolaire. Reflet de la vie sociale et de la politique, lieu des conflits et de la division, carrefour de l'affectif et de l'éphémère, elle fut longtemps recalée à l'examen que lui faisaient subir enseignants et institution scolaire. *« Trop superficielle,* entendait-on souvent, *truffée de néologismes, porteuse de bruit et de fureur »* : trop proche de la vie en quelque sorte.

Jusqu'en 1968, les journaux ont été tenus à l'écart de l'école. Auparavant, les enseignants qui utilisaient la presse dans leur classe le faisaient à leurs risques et périls. Le choc de 1968 indique à l'école qu'il est grand temps pour *elle de s'ouvrir à la vie* : du coup, la presse fait son entrée dans les établissements scolaires. Mais par la petite porte, celle des foyers socio-éducatifs (FSE), où il devient possible de fournir aux élèves *« une information culturelle, philosophique et religieuse, économique et sociale, politique et civique »* (1). Tout en prenant garde aux débordements possibles.

Il faudra attendre 1976 et entretemps digérer de nombreux colloques et recherches qui *traitent des lycéens et des médias,* du journal dans l'enseignement, etc., pour qu'un pas décisif soit franchi en matière de presse à l'école. D'un côté des journaux se regroupent (2). De l'autre, se manifeste une parole officielle.

Une entrée en fanfare

Pour la première fois, un ministre de l'éducation, M. René Haby, préconise l'utilisation du journal dans la classe et réalise son introduction dans les programmes scolaires. Le journal n'est plus confiné à une présence symbolique dans l'établissement. Mieux encore : l'approche traditionnelle de la presse à l'école, considérée comme auxiliaire pédagogique du cours (de français, d'histoire et géographie, de sciences économique, etc.), s'est enrichie. Le journal devient aussi un objet d'études, destiné à former les élèves à une meilleure lecture de la presse et à un regard critique sur celle-ci. Bref à faire d'eux *« des citoyens capables de faire bon usage des informations qu'ils reçoivent »* (3).

L'étude de la presse dans son ensemble, la connaissance des circuits de l'information, comme celle des impératifs de la fabrication, ainsi que des contraintes de temps et d'espace du journaliste, doivent aider les élèves à devenir des lecteurs avisés, aptes à maîtriser l'information et à développer à la fois leur esprit critique et leur tolérance. La presse à l'école, dans une société où la vie publique est médiatisée, fait alors figure d'instruction civique *new look*. Les décisions de René Haby viennent à point : nombreux sont en effet les enseignants qui, dans le courant des années 70, s'efforcent de faire sortir l'école de son ghetto.

Au sein des FSE, puis à l'occasion des « 10 % » d'horaires scolaires *« libérés »* pour des *activités* pédagogiques, la presse se taille vite une part respectable. Des « clubs d'information », animés par des enseignants, se créent dans les collèges et les lycées. Les associations de professeurs spécialistes deviennent les thuriféraires de la presse à l'école (4). René Haby donne l'ultime touche au lancement de la presse dans l'univers scolaire et prévoit la constitution d'un organisme, composé *paritairement de membres de la* presse et de l'enseignement, qui se chargerait de mener à bien des expérimentations et de donner aux travaux sur la presse la rigueur méthodologique nécessaire.

Pluralisme et hypocrisie

Mais cet organisme ne verra pas le jour. Christian Beullac, son successeur à l'éducation, est principalement préoccupé par l'« *objectivité* » dans l'utilisation de la presse en classe. Il insiste sur la nécessaire diversité des titres et les garanties auxquelles l'administration doit veiller (5). Ce vœu fait écho à la crainte de politisation dans les collèges et les lycées, dont la presse — plus que les manuels ? — serait le cheval de Troie.

En fait, la revendication de ce pluralisme sert de prétexte à l'immobilisme : les moyens financiers des établissements et ceux attribués aux enseignants selon les disciplines permettent-ils de s'abonner à plusieurs titres ? Une enquête du ministère réalisée à la même époque indique qu'en moyenne les collèges sont abonnés à 2,8 titres au plus, les lycées d'enseignement professionnel (LEP) à 4,2 journaux et les lycées à 7,6. Mais ces chiffres prennent en compte aussi les revues professionnelles administratives...

En pratique, dans les classes, le pluralisme est souvent battu en brèche et la presse réduite à la portion congrue : lorsqu'un professeur demande à ses élèves d'apporter en cours un quotidien, c'est, la plupart du temps, l'unique exemplaire familial, et *souvent le quotidien régional*. A moins qu'il ne s'agisse de journaux invendus, dont l'actualité est caduque, obtenus par de bonnes volontés. A moins, enfin, que ce ne soient des photocopies d'articles. Cette disette explique que la presse ne serve souvent qu'à illustrer ou à *renforcer le cours*. Difficile, en effet, d'utiliser des exemplaires invendus ou anciens, quand il s'agit de faire porter aux élèves un regard critique sur l'événement au moment où celui-ci se produit.

Alain Savary *en est conscient*. En 1981, après avoir dénoncé *« les carences et l'absence d'initiatives publiques »* dans le domaine de la presse à l'école, le ministre de l'éducation nationale annonce son intention de *« dégager des moyens pour l'achat de journaux »*. Mais d'autres problèmes, également importants, se posent à lui : la rigidité des structures de l'enseignement, découpé en horaires et en disciplines cloisonnées, qui empêche l'interdisciplinarité dont la presse est le vecteur ; le sous-équipement audiovisuel ; enfin, l'absence de formation des enseignants à la connaissance de la presse. A tous ces problèmes, des réponses doivent être données.

Las ! Le chemin de la presse à l'école est décidément pavé de bonnes intentions. Mais seule la formation des professeurs sera entreprise. En revanche, aucun crédit supplémentaire ne permettra aux enseignants d'acheter les journaux nécessaires à un travail approfondi sur la presse, aucune négociation financière globale n'est entreprise avec les journaux, aucune adaptation des horaires ni du découpage disciplinaire ne sera préconisée. A *la différence* du plan informatique, mené à un train d'enfer — jusqu'à prévoir 100 000 micro-ordinateurs dans les établissements scolaires d'ici la fin de cette année, — l'abonnement à 100 000 journaux n'a jamais été envisagé.

Faute de pouvoir arroser d'encre et de papier toutes les classes de France et de Navarre, le ministère de l'éducation nationale n'a pas choisi de véritable stratégie : plutôt que de pratiquer des choix plus limités mais réalistes, par exemple par niveau (école, collège, lycée) ou par matière, les autorités ont laissé enseignants et élèves se débrouiller. Et bien des initiatives sont prises, mais sans cohérence entre elles. Ici, un projet d'action éducative (PAE) permet de faire face au coût des abonnements ; là, un journal local joue les mécènes.

Côté horaires et disciplines, l'horizon n'est guère plus dégagé. Sauf pour *quelques établissements* où la volonté et la tradition d'interdisciplinarité existent, la presse ne réussit qu'exceptionnellement à « casser » le moule. Aux *enseignants de faire au mieux*, s'ils y croient. *« Aucune impulsion ne nous est donnée par l'institution,* se plaint tel professeur de lettres. *Et pour certains collègues, comme pour bien des parents, faire un travail sur la presse, c'est s'amuser. Pour la première fois depuis vingt ans, je ne parlerai pas de presse en classe de seconde. Mon énergie est brisée. »*

Il faut dire que les propos de l'actuel ministre de l'éducation nationale incitent à la prudence.

La bataille de l'audiovisuel

La presse écrite serait-elle délaissée au profit des médias audiovisuels ? Le tableau n'est guère plus réjouissant. Les trois quarts des établissements seulement possèdent, aujourd'hui, un récepteur de télévision (82 % des lycées, 76 % des collèges, mais 59 % des LEP, soit un appareil pour 456 lycéens, 550 collégiens et... 616 élèves de LEP). Moins d'un établissement sur deux dispose d'un magnétoscope et moins de 30 % d'une caméra vidéo (6). *Et rien ne prouve que ceux-ci sont* en état de marche... Au-delà de cette carence, la plupart des établissements scolaires sont confrontés aux vols fréquents des appareils. Et, dans la mesure où ils réussissent à les sauvegarder, les cassettes documentaires manquent. *« Le ministère a installé des magnétoscopes,* souligne un professeur d'histoire. *Mais il n'a pas prévu assez de copies de ses documentaires. Comme tout le monde suit à peu près le même programme, il arrive que la copie d'un document filmé demandé parvienne à l'établissement trois mois après la requête. »* Dans ces conditions, comment faire travailler des élèves sur un document filmique ? Mieux vaut y renoncer.

Les archives de l'Institut national de *l'audiovisuel*, celles de la cinémathèque et de la sonothèque sont une solution, mais l'heure de visionnement varie de 80 F à 500 F. Une duplication de cassettes des futurs programmes documentaires produits par TF 1 et le CNDP à partir de la rentrée prochaine est bien prévue. De même que chaque école, chaque établissement scolaire devrait posséder, dès la fin de l'année 1985, un téléviseur, heureux effet de la politique d'équipement informatique du ministère, qui a choisi de faire « lire » les programmes informatiques sur des téléviseurs ordinaires, faisant ainsi coup double. Mais, aujourd'hui, la partie n'est pas gagnée, et ces projets n'empêchent pas le découragement des enseignants.

La presse à l'école, l'initiation aux médias, piétinent. Priorité à l'*informatique*. Seule la formation des enseignants a été entreprise. Dès la rentrée scolaire 1982, un Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'informations (CLEMI) était créé. Sa mission ? *« Promouvoir, par des actions de formation, l'utilisation pluraliste des moyens d'information dans l'enseignement »* (7). Les stages de formation du CLEMI durent un mois et s'adressent aux enseignants de tous niveaux et de toutes disciplines que leurs chefs d'établissement veulent bien lâcher... La première *semaine a lieu dans* l'académie d'origine, avec la presse régionale ; les deux suivantes à Paris, en liaison avec la presse nationale. La quatrième semaine, les stagiaires sont chargés de constituer un réseau de développement de la presse à l'école dans leur académie et de démultiplier l'expérience acquise.

En trois ans, 358 enseignants provenant de 17 académies (sur *un total de 28) ont bénéficié d'un* mois de formation CLEMI. Devenus *« personnes ressources »* dans leur académie, ils disposent en moyenne de trois heures de déchargè hebdomadaire afin de mettre leurs nouvelles compétences au service des autorités académiques et de leurs collègues.

Outre cette formation « lourde », le CLEMI organise aussi des stages spécifiques pour ceux qui désirent par exemple *réaliser une radio scolaire*. Aujourd'hui, 21 personnes travaillent au CLEMI, dont 10 formateurs, et le budget s'élève à 183 millions de francs. Organisateur d'une université d'été, le CLEMI édite aussi des bulletins périodiques, sert de conseiller technique et juridique aux enseignants qui souhaitent réaliser un journal, monter une radio scolaire ou tourner un reportage vidéo. Mais cet organisme à la structure administrative très lourde — son Conseil d'orientation et de perfectionnement ne compte pas moins de soixante-quatre membres ! — n'a pas su faire à la presse une place suffisante : aucun journaliste ne figure parmi ses personnels. De sorte que, conçu par l'éducation nationale et seulement pour elle, c'est *sur lui-même qu'il* devra surtout compter pour assurer son développement, voire sa survie.

La gauche préfère les puces

Ainsi la presse à l'école ressemble à une occasion manquée. Il est vrai que les journaux ne sont pas exempts de responsabilités dans cet échec : ils n'ont pas su dépasser leur compétition idéologique et commerciale pour servir de partenaires stimulants. Bien sûr, en de nombreux établissements, des journaux scolaires, écrits ou vidéo, plus ou moins éphémères, voient le jour. Bien sûr, des radios scolaires émettent. Mais, en 1985, les projets d'action éducative (PAE) « presse-média » ne constituent que 6 % des dix mille PAE lancés dans les collèges et les lycées. *« Soyez modernes, apprenez à lire la presse »*, déclarait, lors d'un récent congrès, Alain Gillette, directeur adjoint du cabinet du ministre de l'éducation nationale.

Mais la gauche, habituellement si prompte à se mobiliser lorsqu'il s'agit de défendre le pluralisme de la presse écrite, n'a pas voulu s'en préoccuper dans le cadre scolaire. Pourtant, à l'heure où l'instruction civique et l'apprentissage de la lecture sont remis au goût du jour, le peu d'intérêt accordé à la presse à l'école et l'absence de volonté politique à son égard ont de quoi surprendre. Les priorités sont ailleurs et le clavier d'ordinateur a la faveur du ministère. Les puces ont dévoré le papier journal. ■



CABU

(1) *Bulletin officiel*, n° 46, 26 décembre 1968.

(2) Le CIPE (quarante-deux journaux nationaux), l'Association régions presse enseignement jeunesse (ARPEJ, autant de régionaux) et l'Association presse enseignement (APE, qui regroupe une dizaine de titres).

(3) *Le Courrier de l'éducation*, n° 32, 24 mai 1976.

(4) « Regards sur la presse et l'école », *Historiens et géographes*, n° 264, juin-juillet 1979 ; « Fenêtre sur la presse », *le Français aujourd'hui*, n° 46, juin 1979.

(5) *Le Monde*, 4 février 1981.

(6) SIGES, n° 85-03, 21 janvier 1985.

(7) *Le Monde*, 16 juin 1983.

LA PRESSE ET LES 15-25 ANS

L'ITALIE TROP PRÈS DE SES ÉLITES

par Marc Semo

Les jeunes Italiens préfèrent à la lecture des journaux l'achat de livres ou de revues spécialisées. Pour obtenir de meilleurs résultats à l'école. A l'exception de la percée remarquable de la Gazzetta dello sport, les quotidiens restent figés sur les goûts et les habitudes de la génération précédente. Timide, une réflexion s'engage.

TERNE, ennuyeux mais surtout inutile : le journal ne fait pas partie de leur quotidien. *« Je n'y trouve jamais rien de vraiment intéressant. »* L'acheter rituellement le matin au kiosque du coin, il n'en est pas question, sinon à l'occasion d'événements exceptionnels. On y jette simplement un œil le soir en rentrant chez les parents. A peine une dizaine de minutes consacrées *en tout et pour tout* à la lecture du journal. Les pages spectacles. Le sport. Parfois un fait divers s'il est particulièrement bouleversant ou se déroule dans la ville même. Les jeunes Italiens ne sont pas des grands consommateurs de journaux d'information.

Le phénomène est encore plus accentué dans les petites villes de province, et notamment au sud. Annie Olliver, lectrice de français à l'université de Pescara, dans les Abruzzes, témoigne : *« Mes étudiantes lisent attentivement les livres du programme. Des ouvrages en français parfois très difficiles. Mais les journaux, jamais ou presque. Quelques-unes achètent le* Messaggero, *qui a une édition locale. Une seule m'a affirmé lire* la Repubblica, *mais je crains qu'elle ne l'ait dit que pour me faire plaisir. »* Mais même à Rome la situation n'est pas très différente. *« A 90 %, ils n'achètent que les journaux sportifs »*, affirme pour sa part le vendeur d'un kiosque installé Via Cavour, en face de l'institut d'études commerciales Michel-Ange.

Le sport d'abord

« Chez les jeunes Italiens aujourd'hui, c'est la volonté d'intégration qui prime, constate Giuliano Zincone, journaliste et éditorialiste du *Corriere della sera. Dans les classes, l'élève le plus populaire est celui qui étudie le mieux. Quand ils achètent des livres ou des revues, c'est pour approfondir le programme et obtenir de meilleurs résultats et non pas simplement pour le plaisir. La revue spécialisée, c'est une mise à jour. Une leçon particulière. Le quotidien ne leur apporte rien de plus sur ce plan. De surcroît, il est ennuyeux. »*

Les statistiques de l'ISEGI, institut qui, chaque année, dresse un tableau détaillé de la lecture des différents journaux en Italie, enregistrent le phénomène. Les grands quotidiens nationaux d'information comme le *Corriere della sera* ou *la Repubblica* sont sensiblement moins lus par les 18-24 ans que par leurs aînés de 25-35 ans. Ces derniers ont été profondément marqués par une décennie de luttes politiques. Ils continuent malgré tout à s'intéresser à la chose publique. Les 15-24 ans ont d'autres préoccupations.

Pourtant, à en croire les données de l'ISEGI, ainsi que celles des autres instituts de sondage comme la DOXA, ces jeunes, paradoxalement, lisent presque autant, sinon même un peu plus, dans certaines régions, que leurs aînés directs. Mais ce qu'ils préfèrent, c'est avant tout le quotidien sportif. Et en premier lieu *la Gazzetta dello sport*, devenue depuis quelques années le plus gros tirage de la péninsule.

33 % des lecteurs de ce quotidien ont entre *18 et 24 ans. C'est* de loin le plus lu par les jeunes de cette tranche d'âge, qu'il s'agisse de régions industrielles et développées comme la Lombardie ou au contraire du Sud profond. 580 000 exemplaires par jour représentent en Italie un véritable record. Il y a dix ans, elle en vendait à peine 160 000.

L'expansion continue de *la Gazzetta dello sport* apparaît comme un phénomène d'autant plus intéressant que ce journal n'est pas simplement un quotidien sportif. *« Nous traitons désormais des questions d'intérêt général. Des faits politiques ou de société parfois, y compris en première page. Pour des milliers de personnes, nous ne sommes plus un second journal. Et il est certain, en tout cas, que pour les jeunes nous représentons le premier et seul quotidien »*, constate Mario Pennachia, responsable de la rédaction romaine de *la Gazzetta dello sport.*

La Gazzetta reste avant tout un quotidien spécialisé, qui consacre la quasi-totalité de ses titres et de ses pages à la geste des héros du stade. Mais il ne s'agit pas simplement de donner les résultats ou de raconter les matches. Son directeur, Gino Palumbo – qui fut même pressenti l'an dernier pour diriger le *Corriere della sera*, – affirmait ainsi dans une interview : *« Dès 1976, je commençai à transformer la formule du journal. Pour récupérer de nouvelles franges de lecteurs, il fallait miser principalement sur l'aspect humain du sport, sur le « personnage ». Raconter les arrière-plans de la victoire, illustrer l'entraînement, savoir si la veille du match il avait lu la Bible,* la Divine Comédie *ou un polar. Parler de l'athlète mais aussi et surtout de l'homme. »* Lire *la Gazzetta dello sport*, c'est donc tout savoir sur les champions, qui, par le biais de la télévision, régulièrement regardée par plus de 60 % des 18-24 ans, font désormais partie de l'imaginaire quotidien.

Phrases simples pour journal facile

« Cela permet au jeune de communiquer avec ses aînés et ses parents, témoigne Mario Pennachia. *Quand il parle de ses problèmes, de ses espoirs en général, on ne l'écoute pas. En revanche, sur le sport on le prend au sérieux. Il peut briller. Se mettre en valeur. »* Une fonction d'intégration ? C'est aussi l'opinion de Giuliano Zincone, pour qui *« le sport, en particulier le football, est désormais devenu la drogue de l'Italie. Cela est évident, même pour les journaux locaux, qui doublent leurs ventes quand l'équipe du cru a triomphé. »*

Le journal sportif utilise les méthodes de la presse à sénsation sinon de celle du cœur. Mais à la différence des périodiques de ce genre ou du seul quotidien « populaire » jamais lancé dans la péninsule – *l'Occhio*, paru à peine pendant six mois – le journal sportif est reconnu et admis, aussi bien par les parents que par les enseignants.

Le succès de la presse sportive chez les 18-24 ans est avant tout celui d'un ton et d'un style. *« Des phrases simples pour un journal facile. Des dessins. Des tableaux de résumé. Des titres clairs. Des chapeaux qui synthétisent le contenu de l'article »*, affirme Gino Palumbo. *« Nous faisons un hebdomadaire au quotidien, traitant l'événement sous tous ces angles mais développant aussi de nombreux sujets magazine »*, renchérit Mario Pennachia.

Bien avant ses confrères de la grande presse d'information, *la Gazzetta dello sport* s'est lancée dans l'article coloré, racontant les vestiaires, les prises de bec entre les protagonistes. Elle a fait école, désormais, y compris chez les journalistes parlementaires, qui n'hésitent plus à narrer en détail les polémiques de couloirs. De surcroît, le jeune lecteur, à tort ou à raison, voit le quotidien sportif comme un journal « libre », non inféodé aux partis ou aux groupes de pression qui influencent plus ou moins directement le reste de la presse. L'expansion des journaux de ce type souligne par contrecoup les lacunes et les défauts des autres titres.


LESSING/MAGNUM

Plus de 40 % des Italiens n'ouvrent jamais le journal.

Le problème du « non-lecteur » reste une préccupation essentielle dans un pays où à peine un habitant sur onze achète régulièrement un quotidien. Langage trop difficile. Importance disproportionnée accordée à la politique politicienne et aux questions institutionnelles. *« L'ordre des priorités reste toujours le même : le gouvernement, les partis, l'économie, le syndicat »*, constate Enrico Deaglio, directeur du nouveau quotidien *Reporter* qui, à l'instar de *Libération* en France, tente non sans un certain succès (40 000 exemplaires après un mois d'existence) de parler du reste : le sport, bien sûr, mais surtout la société, la culture, les nouvelles technologies, etc. Le quotidien italien reste un journal d'élite. C'est vrai même pour les journaux régionaux qui imitent avec plus ou moins de bonheur le *Corriere della sera* ou, maintenant, *la Repubblica.*

La presse populaire n'existe pas, et plus de 40 % des Italiens n'ouvrent quasiment jamais le journal. Cela n'a rien d'étonnant dans un pays ou un demi-analphabétisme était encore très répandu il y a trente ans. Aujourd'hui encore, plus du quart des habitants de la péninsule s'expriment beaucoup plus facilement dans leurs différents dialectes qu'en italien.

Pourtant, au cours de ces cinq dernières années, les quotidiens italiens, contrairement à leurs confrères français, ont augmenté leur tirage de plus de 20 %, atteignant six millions d'exemplaires. Un phénomène sensible dans un pays où la presse est décentralisée sur le plan local. Et à l'échelle nationale, grâce aux journaux sportifs mais aussi avec l'expansion continuelle d'un quotidien d'opinion comme *la Repubblica. « Je ne crois pas que les traditionnels non-lecteurs se sont mis brusquement à acheter le journal. Certes, ce n'est pas la preuve que les jeunes lisent. Mais cela signifie néanmoins qu'ils lisent plus qu'on ne le pense »*, souligne Marco d'Eramo, journaliste du *Manifesto*, un quotidien intellectuel d'extrême gauche né depuis dix ans et qui, depuis six mois, a rénové sa formule et sa maquette, multipliant les articles consacrés à la culture, aux mass media, ainsi que des grandes enquêtes. Les ventes ont aussitôt augmenté d'un tiers, passant de 20 000 exemplaires par jour à 27 000.

Une ouverture sur le monde

« Il existe actuellement chez les jeunes, poursuit Marco d'Eramo, *deux phénomènes contradictoires. D'un côté, le rejet de la politique politicienne, le refus de l'idéologie. Mais, de l'autre, quelque chose a changé depuis trois ans. Il est possible de sentir un nouvel intérêt pour les grands problèmes éthiques, une recherche du sens de l'existence dans les choses du quotidien. Il ne suffit donc pas de parler de loisirs, de musique, de livres, de sciences. D'une certaine façon, il faut relier cet immédiat à la métaphysique. »* Le succès chez les 18-24 ans d'un hebdomaire comme *il Sabato*, expression du mouvement catholique « fondamentaliste » Communion et libération, témoigne du même phénomène. Lassée de la politique, une génération essaie de trouver ailleurs de nouvelles valeurs.

Où ? Dans la foi. Une enquête de l'IARD – une association de Milan regroupant universitaires et chercheurs, – fondée sur des données recueillies par la DOXA, constate ainsi que pour 68 % des jeunes la religion est assez ou très importante. En témoignent le développement du volontariat, celui des associations de base, mais aussi l'aide concrète au tiers-monde. *« Je voudrais que le journal me parle du monde tel qu'il est vraiment*, affirme Raffaella Querci, étudiante en médecine à l'université catholique de Rome, *de la manière dont les gens vivent et non des magouilles du Parlement et des partis. Le journal devrait être une ouverture sur le monde. »* Désormais, elle achète *Reporter.*

Auparavant, elle prenait *la Repubblica*, comme ses rares condisciples qui lisent régulièrement un quotidien. Pendant presque une décennie, ce journal, fondé en 1976 par Eugenio Scalfari, a représenté la seule nouveauté dans la presse italienne. *La Repubblica* vend désormais plus de 350 000 exemplaires par jour. Dans les années chaudes des mouvements à l'université, de la montée du Parti communiste et du défi terroriste, il était par excellence le point de référence d'une génération qui adhérait totalement à la politique. Aujourd'hui, la majorité de ses lecteurs a entre 25 ans et 35 ans. Nombre d'entre eux font partie de ce demi-million de personnes qui, en Italie, vivent plus ou moins directement de la politique et pour celle-ci.

La désaffection des jeunes lecteurs pour les quotidiens, en tout cas, ne semble pas préoccuper spécialement les professionnels de la presse transalpine. De multiples colloques ont été consacrés au phénomène des non-lecteurs et à la question du trop difficile langage de la presse. Jamais le problème spécifique des 18-24 ans n'a été étudié. Trois gouvernements régionaux italiens – ceux du Trentin, du Piémont, et du Latium – avaient voté entre 1979 et 1981 des lois et des crédits pour les expériences de « presse à l'école ». Malgré l'intérêt montré par certains parents, les professeurs et les professionnels, elles restèrent très limitées.

Elles n'en ont pas moins mis en lumière les principales lacunes des journaux par rapport aux besoins et aux désirs des jeunes lecteurs, comme le racontait dans un article du *Corriere della sera* Alfonso Madeo, citant les doléances d'une classe de terminale d'un lycée romain : *« Des pages de bla-bla et très peu d'informations. Des jugements incomplets et sommaires sur tout ce qui nous intéresse le plus directement, comme la musique. C'est une partie fondamentale de notre univers, de nos loisirs. Tout cela n'a presque aucun écho dans les journaux. Et, en tout cas, jamais avec notre optique. »*

Pourtant, les statistiques de l'ISEGI sont formelles : certes, les 18-24 ans lisent un peu moins la grande presse d'information que leurs aînés. Ils n'en suivent pas moins les mêmes tendances en matière de lecture des journaux : le quotidien local, suivi de près, même parfois précédé, par le journal sportif.

Age et catégorie sociale

Certes, entre-temps, *la Repubblica*, pour élargir son audience, a renforcé ses pages culturelles, développé le sport. L'essentiel du journal, des éditoriaux, des titres, reste pourtant consacré à ce que les Italiens appellent la vie du *« palazzo »* – c'est-à-dire *l'establishment* politique et économique. *« Dans cette phase pour intéresser les jeunes, il faudrait changer le produit, ce qui n'est pas facile*, reconnaît Miriam Mafai, une des grandes signatures de ce quotidien. *La politique au sens strict, les luttes pour changer les choses, ils n'y croient plus. Faire un journal qui montre mieux les multiples aspects de la réalité de notre société ? La plupart d'entre nous n'ont réalisé les véritables mutations de l'Italie sur le plan économique et social qu'après coup, en lisant les rapports du CENSIS, ce centre d'étude qui, le premier, étudia le phénomène de l'économie immergée et de l'énorme enrichissement social qui en découla. »*

Président du Syndicat national des journalistes, elle constate de surcroît : *« Les jeunes journalistes sont exactement comme leurs aînés. Leur rêve est d'être à la rubrique politique et de fréquenter le Parlement. Ils ne représentent pas un élément moteur de la transformation des journaux. »*

Ainsi, en Lombardie, la *Gazzetta dello sport* devance nettement le *Corriere della sera* dans cette tranche d'âge. Mais le *Resto del carlino* en Emilie-Romagne et surtout *la Stampa* au Piémont réussissent sans trop de problèmes à maintenir leur primat dans toutes les générations. Dans ces deux derniers cas, la qualité du journal – réelle pour *la Stampa* – joue apparemment moins que le sentiment de l'enracinement dans une réalité régionale spécifique. Mais, en définitive, l'âge joue beaucoup moins que la catégorie socioculturelle. *« Si nous ne nous sommes jamais posé spécialement le problème des jeunes lecteurs* affirme Miriam Mafai, *c'est parce que nos journaux ont toujours été des journaux d'élite. Les jeunes les plus cultivés, ceux des catégories socioprofessionnelles plus élevées, finiront fatalement par faire comme leurs aînés... »* ■

ENTRETIEN

MICHEL SERRES, MAITRE DE SILENCE

propos recueillis par Guitta Pessis-Pasternak

AVEC sa crinière blanche et son accent gascon, son visage buriné et sa *démarche dansante*, Michel Serres fait davantage penser à un marin (qu'il a été) ou à un acteur (*qu'il est lorsqu'il prend* la parole et fascine ses auditoires) qu'à un austère professeur de philosophie. Et il occupe effectivement, dans la constellation universitaire, une place à part. Marginale et dérangeante. Son itinéraire intellectuel est plein de détours et de surprises.

Après sa thèse sur *Le système de Leibniz et ses modèles mathématiques*, il travaille sur le problème de la communication et des relations nouvelles entre la science et le monde moderne, auquel il consacre les cinq tomes de sa série des *Hermès*. Mais il écrit aussi sur Jules Verne, Zola, Carpaccio, et *poursuit une réflexion* vagabonde aux frontières de la philosophie et de la science, de la *morale* et de l'*esthétique*.

BEAU STYLE

Sautant d'un thème à l'autre, il s'efforce de cerner ce que peut être le devenir de l'homme et de *la connaissance avec les* nouvelles donnes de la science et de la politique, de l'art et des *mœurs. Mais cet effort pour* décrypter les messages de la modernité va de pair avec un *enracinement* dans la tradition de la philosophie française, avec son goût du beau style et son souci encyclopédique.

Ce retour aux sources s'exprime aussi bien dans la gigantesque *entreprise* éditoriale dont il a pris l'initiative, avec la publication du *Corpus des œuvres de philosophie de langue française*, que dans la recherche formelle qui se manifeste dans ses derniers livres : *le Parasite*, Genèse, *Détachement*.

Pour ce passionné de rugby, grand admirateur de Tintin et ami fidèle de Maurice Béjart, le *monde* des idées ne se situe pas dans un éther inaccessible mais s'incarne d'abord dans des gestes, des sensations, des saveurs, des rythmes.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Guitta Pessis-Pasternak. – **Le silence et l'obscurité sont pour vous des besoins profonds et organiques qui permettent à vos sens et à votre être créateur de s'épanouir ; pensez-vous que Maître Eckart l'entendait ainsi lorsqu'il disait : « *Le verbe est la parole qui sort du silence et retourne au silence – toute autre parole se paie de mots* » ?**

Michel Serres. – Je regrette le temps où ce texte fut écrit, puisqu'il semble qu'entre la parole et le silence il n'y ait pas eu d'intermédiaire. Il n'en est plus de même : si nous nous arrêtons de parler, nous n'obtenons pas pour autant le silence, mais le bruit. Nous vivons plongés dans le bruit, aussi bien dans les villes qu'à la campagne, où il ne reste que peu d'espaces silencieux. Désormais, *même nos maisons* sont *pleines* de moteurs qui nous empêchent de vivre en silence comme naguère.

» L'environnement est malade : les choses grincent comme les organes hurlent lorsque nous nous blessons. De même l'obscurité n'existe plus : une ville comme Paris est sans cesse illuminée par une lumière qui ne change ni d'intensité ni de direction, de sorte que l'angle d'éclairement est toujours le même. Pour exister, la vue comme l'ouïe ont besoin *d'être plongées* souvent dans cet état zéro de silence et d'obscurité, afin de pouvoir saisir tous les *dégradés d'intensité que peuvent* prendre les sons et les lueurs.

» Heureusement, il y a quelques moments où un certain silence est respecté, où une certaine obscurité peut être encore vécue : des brefs instants qui précèdent l'aurore.

– Si le silence et l'obscurité sont indispensables à notre intégrité physique et mentale, notre malaise actuel ne serait-il pas aussi dû à cette agressivité permanente du bruit et de la lumière ?

– Cette lumière blanche et ce bruit *sourd dans lesquels nous* sommes plongés en permanence ont sur nous un effet de drogue. Nous sommes *anesthésiés, nous* ne percevons plus ! J'ai longtemps vécu dans cette anesthésie, et ce n'est donc pour des raisons ni intellectuelles ni morales mais de cure corporelle que je me suis mis à vivre dans le silence et l'obscurité.

– Croyez-vous que c'est un hasard si nous sommes ainsi drogués, ou y aurait-il peut-être une certaine « volonté » d'abrutissement ?

– De nombreux livres soutiennent que la société nous impose *certaines normes* pour *nous* asservir ; c'est possible. Je propose une médecine pour nous libérer : elle n'est pas coûteuse et n'implique aucun remède ; elle consiste uniquement à éteindre l'électricité et à mettre des doubles fenêtres en cas de désastre... Si vous réorganisez une vie de silence et d'obscurité, vous allez rapidement voir se réexercer une perception d'une richesse que nous avions perdue.

– Quel genre de sensibilité ?

– Il se trouve que mon métier c'est d'écrire. Or, pour cela, il faut être sensible à la musique. Tout écrivain est d'abord musicien, il doit avoir de l'oreille, de l'intensité et du rythme. Or, pour être absolument attentif au rythme de la phrase, à l'intensité des voyelles, à la respiration du *langage, il faut se plonger dans* le calme.

LOUNES/GAMMA

– Lorsque vous avez terminé d'écrire un texte, est-ce que vous le relisez à haute voix pour en « *tester* » *la sonorité* ?

– Ce n'est pas la peine si l'on possède une bonne oreille. La vue du texte restitue aussi bien le rythme et la couleur des voyelles. L'oreille et l'œil physiques sont des organes indispensables à l'écriture, et c'est à cause de cette hygiène fondamentale que j'ai été forcé de mener une vie qui réduit les éclairements et les sons à zéro. Je ne parle toujours pas de morale ni de pensée, mais simplement de la gymnastique de celui qui écrit, s'il veut élaborer une phrase qui ait musique, sonorités, couleurs, ombres...

– Est-ce que vos pensées jaillissent davantage dans l'obscurité que dans la lumière ?

– Probablement. Mon travail demande la santé du corps et des sens. *Plus on* est *drogué, moins on* peut écrire ; or nous sommes drogués, et tout l'effort consiste à me désintoxiquer. Par exemple, visiter un site en groupe empêche de le voir à cause du bruit du collectif ; étudier un sujet avec des citations empêche de le connaître, parce qu'on est forcément amené par ce bruit citationnel à une autre vision. Un bon texte ne porte pas de noms propres.

– Pourrait-on aller encore plus *loin* en soutenant que *toute* culture qui nous est inculquée à longueur de vie est un « bruit » dont il faut savoir se libérer pour replonger dans un silence authentique ?

– On passe sa jeunesse à étudier des choses qu'on cherche à oublier à l'âge mûr.

– A un certain moment de la vie, l'oubli serait-il plus important que la mémoire ?

– Certes ! Après avoir acquis *certaines informations* sur un sujet donné, il faut penser tout seul, oublier cette information préalable. Je suis maintenant assez vieux pour adopter devant le savoir la même attitude ; autrement dit, je ne lis plus de livres...

– Mais vous écrivez des ouvrages que d'autres vont lire ; ils vont donc subir votre bruit à vous !

– Je m'excuse à l'avance de mon existence comme émetteur de bruit !

– Nous vivons dans une société d'interdépendance dans laquelle les autres ont besoin de votre pensée pour s'enrichir...

– J'en suis moins sûr que vous.

– Peut-être êtes-vous arrivé à un stade privilégié où vous pouvez vous retirer dans votre silence en refusant le bruit culturel des autres...

– Je ne le refuse pas, j'en ai moins besoin. Par ailleurs, la loyauté de celui qui réfléchit ou qui a écrit consiste à dire exactemant ce qu'il pense grâce à ses propres moyens, et non pas en recopiant ceux d'autrui. Pas seulement pour des raisons morales, mais parce que le groupe fait un bruit qui empêche de percevoir la chose à dire.

– Toute quête de vérité serait-elle donc un travail de solitaire et monacal ?

– J'aime vivre dans le silence et l'obscurité, au sens moral *autant qu'au sens physique.* Il est très difficile pour un écrivain de rester un être privé, de vivre dans l'*obscurité qu'il aime. Je vis* assez douloureusement cette contradiction : je suis obligé d'être dans le *public, alors que je préférerais* de loin être dans l'obscur.

» L'autre paradoxe consiste à exercer un art, celui de la parole, qui implique un certain type de musique, de rythme et donc de bruit, alors que j'aime le silence. Cette contradiction est certes difficile à assumer, mais enfin elle est la mienne... et je m'en arrange.

– Serait-ce donc pour remédier à votre production de bruit que vous vous appliquez à écrire une prose qui est presque de la poésie ?

– Il faut toujours se faire pardonner l'effort qu'on demande au lecteur : de vous lire. Mais je ne crois pas qu'on puisse m'appeler poète.

– Pourtant, votre style est très pur, très ciselé...

– Si vous écrivez dans le bruit, vous ferez un texte bruyant ; si vous écrivez dans le silence, vous avez quelque chance de créer un *texte proche de la musique*. De même, si vous vivez dans une lumière mate et monotone, vous *n'obtiendrez jamais dans vos* textes les subtiles différences et le chatoiement que doit receler un bon tableau.

» Pour bien écrire, il faut suivre une sorte d'hygiène, de diététique sensorielle : pour celle de l'oreille, le silence est le pain quotidien ; et pour celle de l'œil, c'est l'obscurité. Hors d'eux, les sens ne prennent plus que de l'opium. Et je préfère le pain. » ■

PRISONS FRANÇAISES

LE VERROU

Mercredi 8 mai 1985
une dizaine de détenus
sur les toits
de la maison d'arrêt
de Bois-d'Arcy

THOMAS/COLLECTIF

A moins d'y avoir vécu, comme détenu ou comme surveillant, la prison se devine plus qu'elle ne se décrit. Car la prison est doublement close : parce qu'elle est lieu de punition qu'il faut subir aussi longtemps que dure la peine d'enfermement ; *close* aussi parce qu'elle est incompré*hensible, réserve faite de* l'intuition, au regard étranger. On ne *pénètre pas plus facilement* la prison qu'on ne s'en évade.

*Aboutissement d'un pro*cessus judiciaire qui emprunte au *sacré ou du moins au rite,* la prison est elle-même un lieu de mystère dont les frontières sont franchies par la mise en mouvement de serrures et de verrous, apparences mécaniques des mots de passe et des formules sacramentelles des temples d'autrefois.

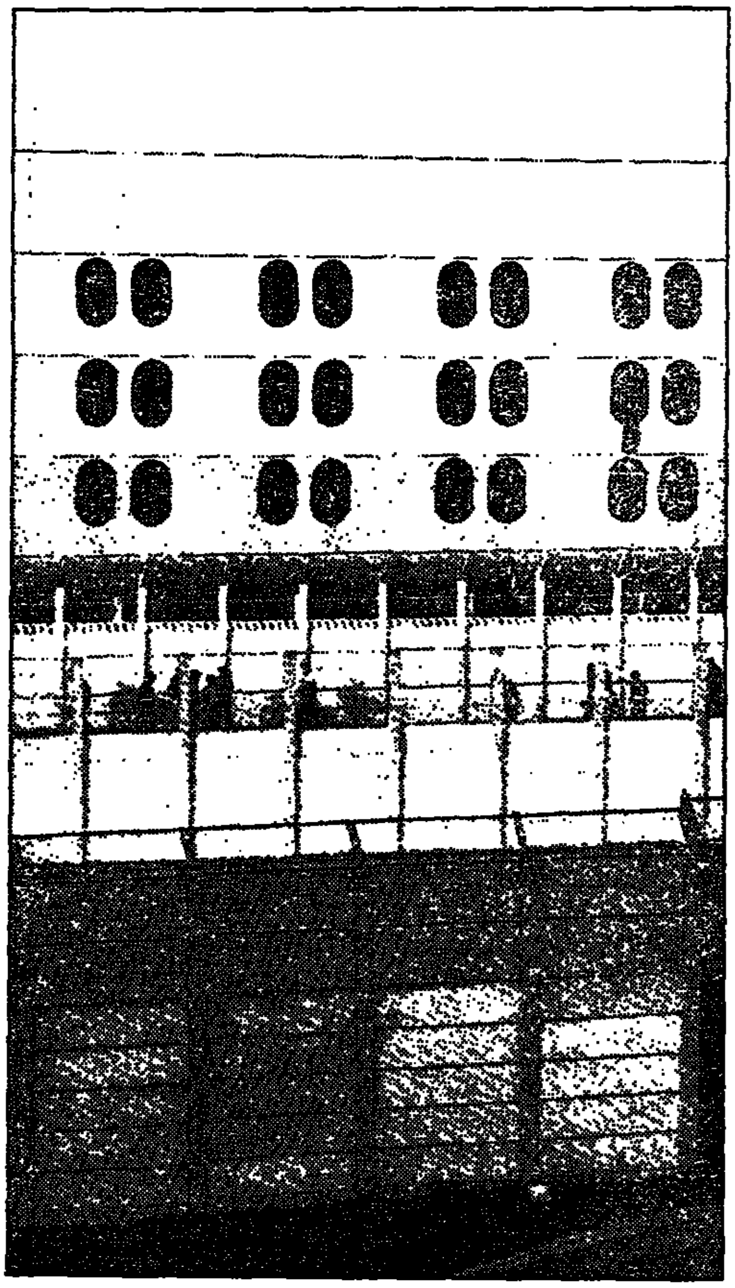
Cette quasi-science exacte qu'est la photographie donne à voir le décor et ceux qui l'arpentent. Mais la prison, c'est d'abord une image, une image de prison, plus vraie que la prison elle-même, quelque rôle qu'on y tienne. Une telle image, le photographe ne peut la saisir dans les têtes où elle se cache. La prison n'est pas ce qui se voit. Même *lorsqu'elle paraît s'exhiber au* hasard de révoltes qui tentent de *renouer un lien entre le monde* reclus et le monde libre.

Ce lien est cassé, alors qu'il a existé. Ne serait-ce qu'aux époques où, de part et d'autre du mur, la vie était également rude, également stagnante. Passant d'un univers à l'autre, le délinquant ne subissait que la seule punition d'être privé de sa liberté d'aller et venir. Il ne mangeait guère plus mal au-dedans qu'au-dehors. *Il n'était pas retranché* d'un univers du divertissement *puisque celui-ci restait à naître.*

Rien de tel aujourd'hui. Passé le mur pénitentiaire, le détenu quitte une société qui a fait du changement des comportements et des techniques son maître mot. Il plonge dans une société *pour qui tout doit rester immo*bile, choses et gens, coutumes *et lois. Le détenu n'est pas que* puni, il est exilé d'une société dans une autre, d'une époque dans une autre.

A l'instar des autres pays industrialisés, la France vit une *époque intermédiaire* où les normes sont d'autant moins certaines, donc rassurantes, que l'idée de norme elle-même paraît ici et là incongrue. *C'est si vrai* que la France n'a plus de code pénal alors qu'un tel livre a valeur de Bible, pour l'enfreindre ou s'y conformer, mais aussi pour s'y référer.

Or la loi au-dehors est devenue vacillante. Le code pénal bâti sur l'ordre de Napoléon, synthétiseur de son temps et du passé de son temps, est aujourd'hui démantelé, sur le papier autant



Bois-d'Arcy
1982

Surveillants
Lyon 1982



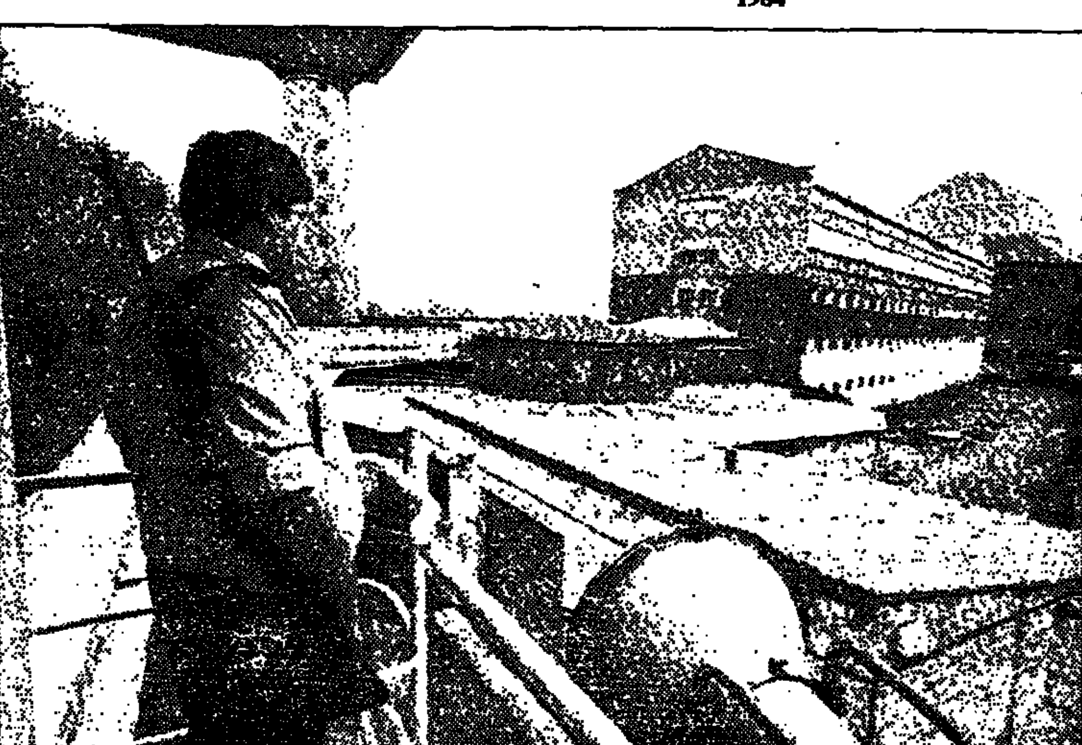


Parloir libre
Perpignan 1984

Cellule-type
Perpignan 1984



Surveillant
sur un mirador
Loos-lès-Lille
1984

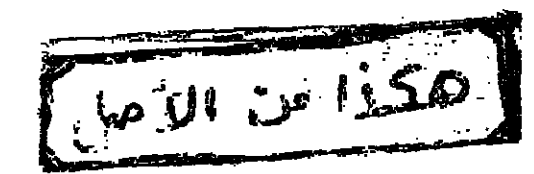


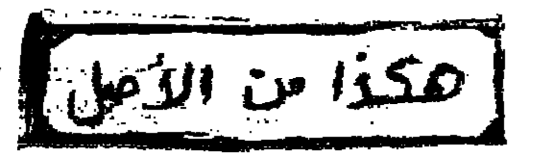
Cour du mitard
Lorient 1984











PRISONS FRANÇAISES





DES CONSCIENCES

par Philippe Boucher

que dans les opinions, et l'apparition d'un code nouveau — dans la mesure où il le serait — relève de l'utopie parlementaire.

La prison est le contraire de ces hésitations.

Rien n'est à proprement parler inquiétant au sein de la prison puisqu'il n'y a pas place pour *l'éventuel. Le doute est banni de* la prison, comme la nécessité d'avoir à choisir pour soi. S'il est une situation d'assisté absolu, c'est bien celle du prisonnier. Manger, s'éclairer, dormir, se laver (parfois), sont des gestes, jamais des soucis. En prison, la peur du lendemain n'existe pas puisque demain vaudra hier.

Si nombre de suicides se produisent dans le temps qui précède *l'achèvement d'une longue* peine, ça n'est pas pour une autre raison que cela. Sorti de *prison, il va falloir vivre, c'est-*à-dire s'occuper de soi.

En ce sens, la libération est bien le symétrique de l'incarcération, lorsque le détenu, au contraire, est privé de lui-même. *A cet autre instant interviennent* les autres suicides de détenus : lorsqu'ils sont exclus d'eux-*mêmes. Aux deux extrémités de* la peine, la prison est une peur, qu'on y soit soumis ou *qu'on en* soit affranchi.

Nul contresens n'a lieu d'être à ce propos. Il ne s'agit pas de *verser des larmes vraies ou simulées* sur la condition pénitentiaire. La réflexion sur la prison *n'a que faire de l'émotion ou de* la compassion. Mais elle doit, politiquement parlant, compter avec les passions.

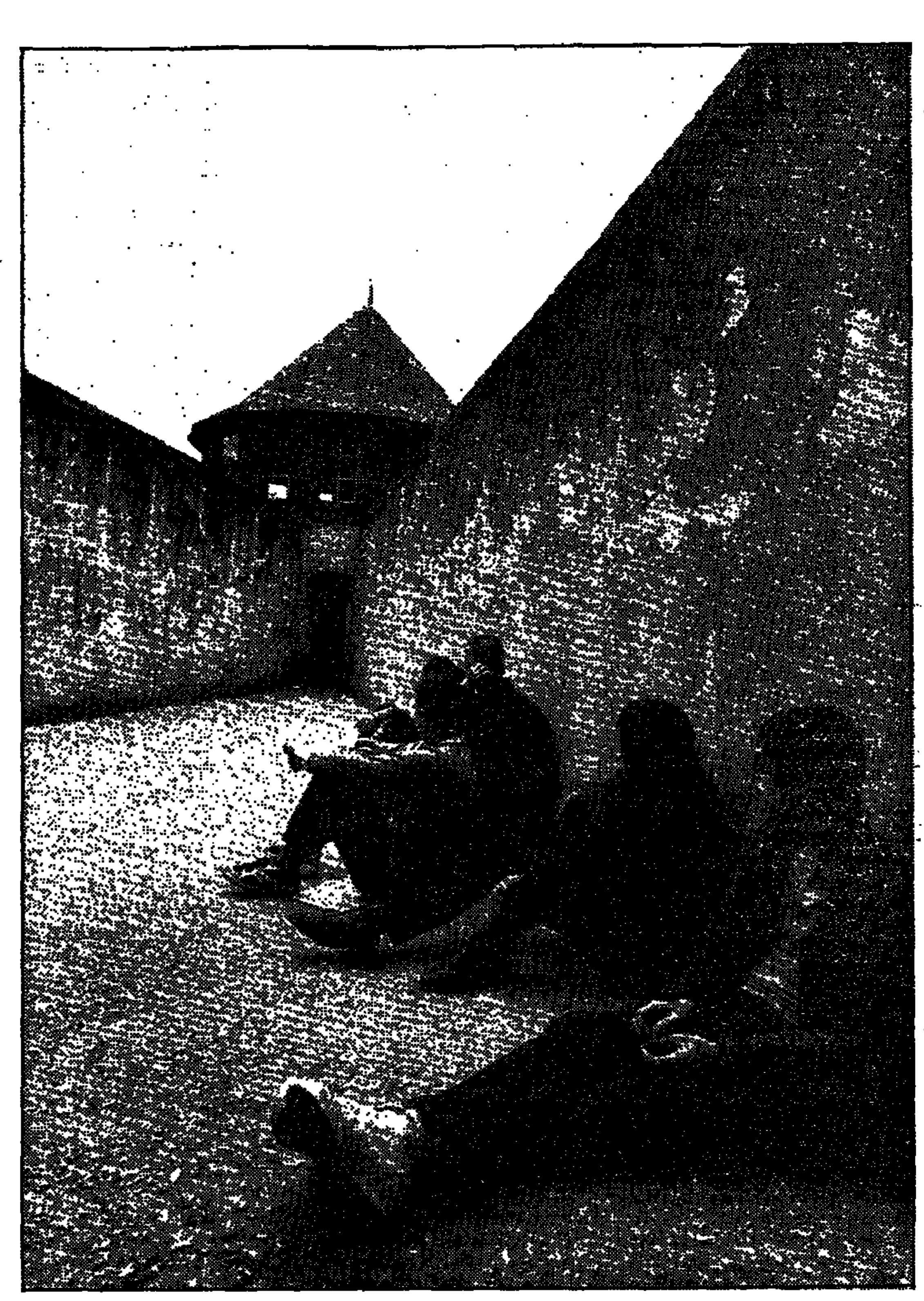
L'enfermement est un des sujets les plus passionnels qui soient. *Au point qu'il peut paraître* plus facile d'augmenter la pression fiscale que d'annoncer *au pays une amélioration de la* condition pénitentiaire.

Le mot d'amélioration est d'ailleurs impropre. On ne saurait améliorer une situation qui, pour ne guère avoir de solution de rechange, est, au sens propre, contre-nature. Ne voit-on pas d'ailleurs qu'en matière d'enfermement les hommes sont en retard sur les animaux ? Pour ceux-ci, on délimite, à juste titre, les grands espaces de Thoiry. Les zoos sont à terme voués à la disparition. On ne continue d'en imaginer qu'à l'usage des humains.

L'image persiste du bipède derrière ses barreaux alors qu'elle n'a plus d'avenir pour les quadrupèdes. Mais cette image est dangereuse. Car lorsque, d'un coup, sous le feu de la révolte, les détenus lancent au pays l'image qui est dans leur tête, le pays, aussi, a sous les yeux une image de ce qu'il est, qui naît de ce qu'il veut. ■

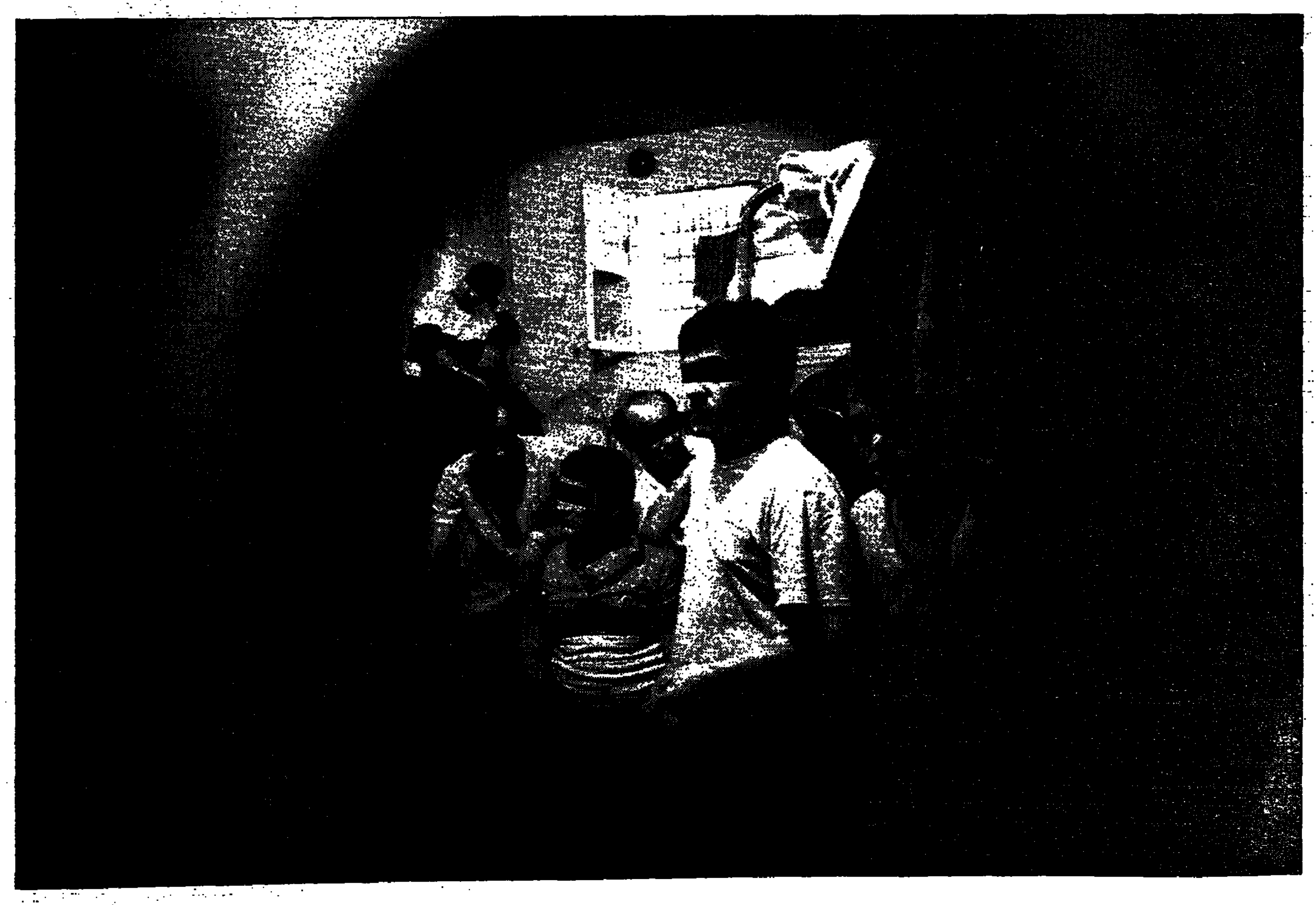


A gauche, surveillant
Lyon 1982
A droite, cour de promenade
Rouen 1984.
Ci-dessous, cellule
Perpignan 1984.





REPORTAGE PHOTO
MANUEL VIMENET/COLLECTIF



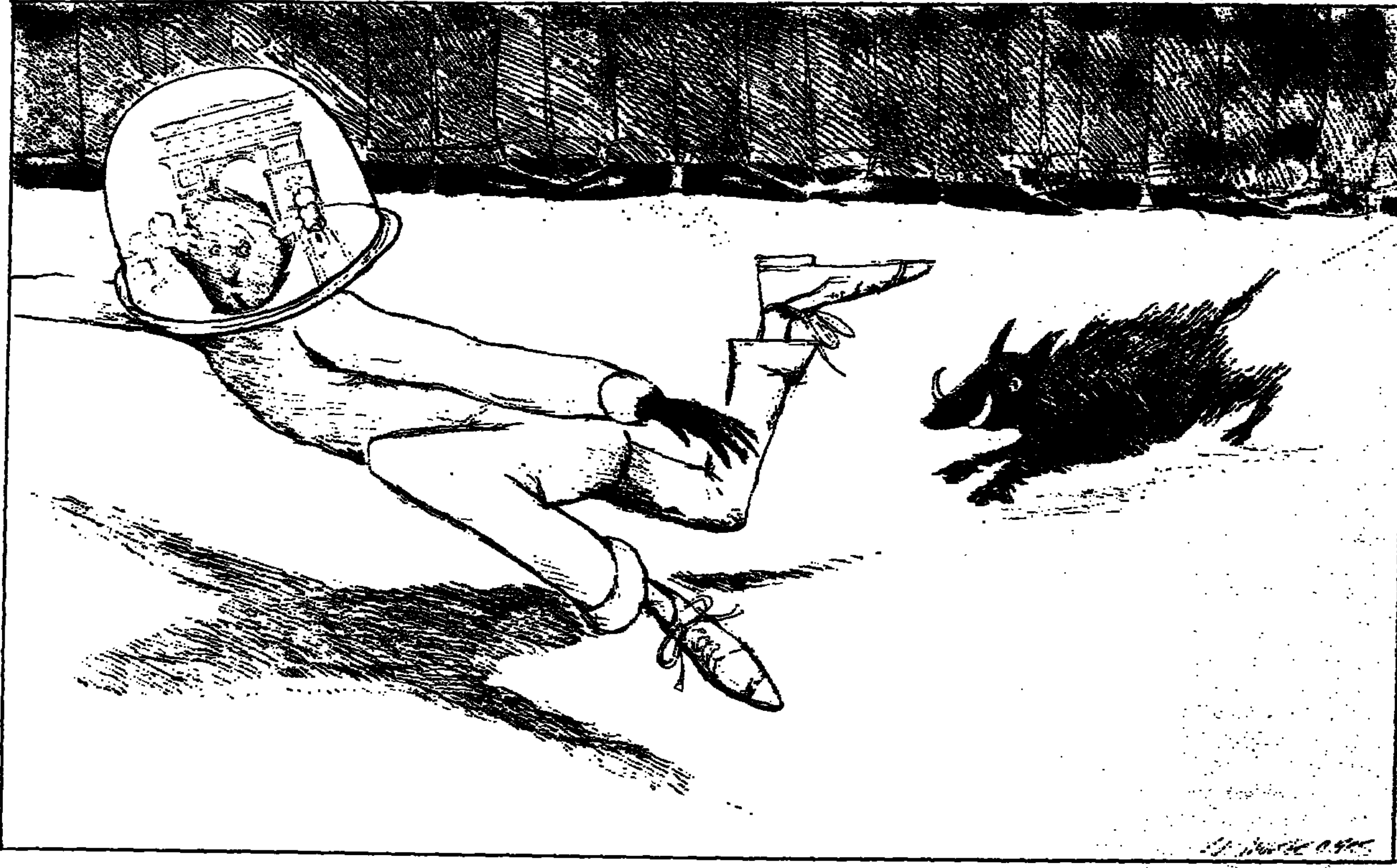
NOUVELLE

L'AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

par Aliou Diongue

JE ne suis pas sûr de pouvoir reconnaître la rue par *laquelle* on est arrivés parce que j'ai dormi pendant tout le trajet depuis l'aéroport. Quand nous sommes parvenus devant l'hôtel, il a fallu que le chauffeur de taxi *me réveille. Je pense qu'il a eu du* mal à le faire ; il a dû s'y prendre à plusieurs reprises tellement j'étais tassé contre la banquette arrière de sa luxueuse CX Prestige, dormant à poings fermés. J'ai sursauté lorsqu'il a commencé à tirer sur mon pantalon. J'ai dit précipitamment : « *Hôtel Belvédère, dans le quatorzième arrondissement* », en sortant un petit rectangle de papier de la poche intérieure de mon veston. Le chauffeur, un Asiatique entre deux âges, à l'air très courtois, a eu un sourire indulgent : il a dit : « *Oui, Hôtel Belvédère, nous y sommes. C'est ici* », et il a ouvert la portière pendant que je me penchais pour *regarder* l'hôtel. C'est la première chose que je me souviens avoir vue de Paris parce que j'ai commencé à dormir dès que je suis monté dans le taxi.

Aussitôt après avoir été inscrit sur le registre de l'hôtel et avoir reçu ma clé, je suis monté directement dans ma chambre et je n'en suis pas sorti. Il était 16 heures. Après avoir pris une douche et défait ma valise, je me suis étendu pour finir de lire le magazine que je feuilletais dans l'avion. Je crois que je me suis endormi tout de suite.


LA MOUCHE

Ce bruit qui m'a réveillé, il a dû être fait par mes voisins de gauche qui *libéraient sans doute* leur chambre. Un couple d'Américains, vraisemblablement, avec beaucoup de bagages, quatre enfants et une vieille dame qui doit être la *grand-mère* des *petits*. Je les ai croisés hier en montant. Ils ont fait un boucan de tous les diables et ça m'a réveillé – forcément. Ma montre indiquait 9 h *10 minutes. Quand* j'ai ouvert ma porte pour voir ce qui se passait dans le couloir, je suis tombé sur le rectangle en carton que j'avais accroché à la poignée ; « *Do not disturb* », avertissait-il. J'ai compris alors qui était *responsable* de ma grasse matinée involontaire.

Je ne sais pas d'où m'est venu ce besoin subit de dormir. Pourtant, averti que le voyage serait long *et sans doute assez fatiguant* pour quelqu'un qui n'avait *jamais* voyagé pendant deux heures successives, j'avais pris une bonne réserve de sommeil avant de quitter *Dakar. Ce besoin irrépressible* de dormir, peut-être faut-il le *mettre* sur le compte de l'émotion anticipée que j'attends de la rencontre avec l'objet de ma visite à Paris.

Il y a sept ans que je prépare ce voyage, certains diront ce pèlerinage. J'ai commencé lorsque j'ai entendu parler de l'objet de ma visite pour la première fois par un *cousin qui avait séjourné* pendant longtemps à Paris. Par la *suite*, j'ai écouté tous les récits possibles et imaginables des voyageurs et j'ai lu ce que j'ai pu. Entre-temps, *j'ai dû interrompre mes études* pour prendre un emploi et *gagner* l'argent qui m'a permis de faire le voyage. Je n'ai pas été plus loin que le baccalauréat. J'ai tout de suite *suivi une formation* pour devenir instituteur et j'ai été affecté dans un petit village de brousse. J'ai dû beaucoup me serrer *la ceinture*. Je ne pouvais pas faire autrement, *avec une maman* veuve et paralytique et treize frères et sœurs à nourrir. Mais il me fallait voir l'avenue des Champs-Elysées, alors j'ai beaucoup économisé. *Maintenant*, je suis à Paris.

Je dois dire que je suis venu à Paris moins pour visiter l'avenue des Champs-Elysées que pour vérifier un détail, je veux dire pour me rendre *compte si l'image* que je me faisais de cette artère célèbre coïncide bien avec sa réalité telle qu'elle est. J'ai toujours *pensé qu'on entendait* par avenue des Champs-Elysées un endroit d'où on s'élève, de quelque manière, vers le ciel, vers la félicité, une sorte d'aéroport d'où on prend son envol pour le bonheur. Peut-être cette *identification* vient-elle de la similitude entre Champs et champ dans champ d'aviation et de la parenté, plus lointaine encore, entre le terme Elysées *et le verbe élancer, s'élancer*. J'en aurai le cœur net aujourd'hui.

JE suis surexcité lorsque je franchis pour la deuxième fois la porte coulissante de *l'hôtel. Mais dès que j'ai mis* le pied dehors, j'ai ressenti un petit pincement au cœur ; un sentiment diffus de déception et d'inquiétude a furtivement étreint mon cœur. *Le soleil qui tombe* en cascade sur la *terre est en effet* le seul promeneur en vue. Pourtant, la matinée est assez avancée et, comme l'été est là depuis déjà un *mois, il* devrait au moins y avoir plein de touristes *dans* les *rues*. Pourquoi cette désolation ? Et puis, je ne fais pas très attention : je ne vais pas tarder, me dis-je, à rencontrer la foule de Paris – les Parisiens. *M'étant situé*, je m'élance sans trop me presser pour ne rien perdre du spectacle de ces rues par trop baroques.

Le soleil, de plus en plus intensément chaud, continue à suinter le long des arbres, des *murs* et des lampadaires. Pas une âme qui vive. Mais la crotte des chiens qui sèche de-ci, de-là atteste que des *humains* habitent quand même dans cette ville, et les *pigeons* repus qui continuent à s'ébattre sur les trottoirs, picorant sans relâche le grain qu'une vieille *femme*, probablement, leur a gracieusement offert. Je marche.

C'est là que ça s'est produit, au tournant de cette rue que rien pourtant ne distingue des autres. J'ai d'abord vu un groupe de quatre *hommes, de même taille* et de même corpulence, habillés exactement de la même manière, marchant au même niveau les uns que les autres et ne faisant absolument *aucun* bruit, aucun mouvement. On eût dit des robots programmés. Ils se ressemblaient tellement, j'ai pensé que c'étaient des *quadruplés*, des quadruplés adultes. Je n'avais jamais vu cela de ma vie. Ils marchaient sur le trottoir en face de moi. Ils m'ont regardé, je leur ai souri, ils n'ont *rien dit. Ils n'ont pas rendu* le sourire. J'ai pensé alors que cela s'engageait mal. Mais ils ont tout de suite tourné à droite et je les ai perdus de vue. Je ne me suis pas *laissé* décourager par cet incident de parcours. Il en eût fallu beaucoup plus pour gâcher ma matinée et altérer la joie que je savais proche.

Puis les quatre hommes sont *revenus, ou d'autres*, je ne sais plus. Ils marchaient en *tout* cas de la même façon, étaient pareillement vêtus et jetaient sur moi le même regard à la fois absent et profondément inquisiteur – un regard fuyant. *J'ai pensé* alors que dans cette ville où j'étais un étranger, on me jaugeait, on me dévisageait et que le moindre geste pou*vait entraîner* de la part de ces hommes *mécaniques* une provocation qui eût été absolument néfaste à la réalisation de mon projet. Et si, d'aventure, ils avaient eu vent de mon projet et *voulaient s'y opposer pour une raison* ou une autre, je serais bien avisé, me dis-je, de ne rien faire qui eût pu me faire tomber dans leur piège. Me tenir tranquille et marcher *du même pas! Cependant*, je ne pouvais détacher les yeux de ces hommes : ils étaient fascinants.

Mais aussi ce silence ! *J'étais* dans cette *ville depuis* près de vingt-quatre heures et je n'avais parlé à personne en dehors de mon chauffeur de taxi et du per*sonnel de l'hôtel*. Comment un homme pourrait-il ne pas parler à d'autres hommes lorsqu'il les rencontre ? Oh, ils parleront. Si seulement je leur adresse la parole ! *J'ai dit : « Bonjour! »* quand il sont arrivés à ma hauteur en faisant un signe de la main avec un large sourire. Ils n'ont pas cillé. *J'ai failli* crier. J'ai juste pensé à *ce moment à lever la tête, sans* quoi je dépassais la rue où je devais tourner à gauche. En même temps que je tournais, quatre hommes – les mêmes, je crois – ont débouché d'une rue sur la droite, en face de moi. Seulement, ils étaient sur le trottoir opposé. Alors, j'ai pensé que quelque chose *devait vraiment être minutieusement* calculé dans cette rencontre sans cesse différée.

J'AI essayé cependant de garder mon calme. Et quand j'ai vu les femmes apparaître derrière un autre groupe d'hommes, *je me suis dit que* ça allait changer, que quelque chose allait se passer. Déjà, elles souriaient. De loin, je leur ai fait un signe de la main : même flegme que *chez* les *hommes*. *D'ailleurs*, qu'est-ce qui les distingue ? Peut-être seulement le fait que les femmes ne sont que trois. Mais elles sont alignées de la même *façon*, exactement de manière à être *centrées par rapport aux* hommes. Elles portaient toutes le même manteau de fourrure (l'été !) et arboraient chacune. une rose rouge accrochée à leur *chevelure. Les hommes portaient* un imperméable vert olive très stylisé et un béret basque. Ils ont alterné pendant quelques centaines de mètres avec les femmes. Puis, ça a *été le flot*, un torrent ininterrompu de robots masculins et féminins, mélangés cette fois, mais gardant la même attitude à la fois distante et cordiale. *Le fleuve s'écoulait, intarissable*, pareil à une procession laïque. Et quelque effort que je fisse pour entrer en communication avec ces *humains, ils* demeuraient impénétrables, *comme si j'étais descendu* d'une autre planète, comme s'ils avaient déjà appris mon existence et mon arrivée et n'étaient point *étonnés de me voir là*.

Lorsque j'ai débouché sur la rue de Rivoli, *j'ai enfin* compris tout le manège de ces personnages bizarres. Toute leur tactique consistait à surgir au coin d'une rue et à disparaître aussitôt dans mon dos. Sitôt *que j'ai enfilé la* longue rue de Rivoli, ils ont compris qu'ils n'avaient pas le choix : ou ils étaient devant moi ou ils étaient derrière, mais il fallait bien qu'ils *fussent visibles* longtemps, puisque *j'occupais* le *trottoir* où donnaient le plus de rues adjacentes. Alors le fleuve a commencé à *se tarir pour être bientôt* complètement à sec. J'ai hâté le pas, soulagé, et j'ai pénétré dans le jardin des Tuileries.

Et puis, enfin, voilà ! Ouvrez le ban ! Place de la Concorde *! Avenue des Champs-Elysées !*

Le ciel a fait un pas en arrière et le soleil a soudain soufflé un flot de feu qui a dévalé devant moi comme une lave de volcan en éruption. Par-delà le dôme ver*doyant de la longue futaie* étendue à mes pieds, l'arc de triomphe de l'Etoile donnait déjà la réplique à l'obélisque de Louqsor. J'ai tout de suite voulu m'engager dans la brèche ouverte par le feu solaire. *Mais un bloc de vent* – un « thiàlvère » – a soudain surgi de ma droite et a traversé la place de la Concorde de part en part, avec un bruit de tissu déchiré. Quand *tout s'est enfin tu*, j'ai compris que quelque chose d'exceptionnel venait de se produire. J'ai attendu. Au bout d'un moment, une voix que je n'ai pas pu localiser m'a *soufflé* à l'oreille : « *Tu as vu ce noyau au milieu du « thialvère » ? C'était Dieu.* » Oui, j'avais vu : c'était nébuleux, indéfinissable. Puis, plus rien. J'ai encore attendu un tout petit peu. J'étais *soulagé : si* mon comité d'accueil avait voulu me réserver une mauvaise surprise, non seulement il n'y était pas parvenu, mais encore tout ce qui allait désormais survenir était d'avance sanctifié par le Tout-Puissant : ma route était clairement balisée, mon pèlerinage béni. Je me suis ébranlé.

RIEN d'extraordinaire : une *forêt* bien entretenue, quelques *rivières* en *cascade* et puis un tunnel de cristal et, au bout de ce tunnel, un sentier dans un paysage sahélien. C'est là *que tout* a commencé. Il y a eu d'abord le buisson poussiéreux et, derrière ce buisson, un squelette de serpent et un vieillard famélique prisant du tabac. Le *silence est de règle* ; j'ai appris ma leçon : *je ne souffle* mot. Puis, lorsque j'ai été en vue de l'Arc de triomphe, un sanglier est sorti de terre, en un point situé au centre *du momument. Un vieux sanglier* de plus de cinq *ans, drapé dans sa* solitude. Je me suis arrêté et je l'ai regardé dans les yeux. Il marchait dans ma direction, tanguant au beau milieu de l'avenue. Cent mètres environ nous séparaient.

Sans qu'il y parût, j'ai rebroussé chemin et j'ai changé de trottoir. Au bout d'un moment, je *me suis retourné* et *j'ai vu que* le sanglier était *toujours* là ; la distance qui nous séparait demeurait constante. Alors je me suis mis à réfléchir rapidement. Que me voulait donc ce sanglier ? Il n'était pas *question de fraterniser* avec lui ; j'ai beau venir de la brousse, je ne suis pas habitué aux sangliers, je ne sais pas s'ils font du mal à l'homme. Mais dans ce *sentier* à peine praticable, encaissé entre deux collines de béton, où trouver un refuge ? J'ai à plusieurs reprises songé à escalader le long tronc d'un de ces marronniers. Mais ils sont si longs et si lisses... *Pourtant*, me *suis-je* dit soudain, c'est de ce *marronnier*, de celui-ci, que me viendra le salut.

Je m'approche. Le sanglier avance toujours de son pas lourd et triste. Il semble être sûr de son fait. J'aperçois une *jeune fille qui* a déjà escaladé aux trois quarts le tronc de mon marronnier. Je me précipite au pied de l'arbre et j'essaye d'imiter la jeune fille. En vain : à *chaque tentative, je glisse* et retombe avant d'avoir escaladé un mètre. Les mains commencent à me brûler. Alors je recule et je crie à la jeune fille en me servant de ma *main comme d'un* portevoix : « *S'il vous plaît, mademoiselle ! Comment faut-il faire pour monter ?* » C'est à ce moment que j'ai entendu une foule d'hommes et de femmes *ricanant qui se pressaient* tout autour de moi. Je ne leur ai prêté aucune attention. L'arbre et mon salut seuls m'importaient. J'attends la réponse à ma question. La *fille* ne semble pas pressée de la fournir. Elle a d'abord détaché lentement son buste nu du tronc de l'arbre. elle a *tourné la tête* en arrière puis elle s'est légèrement penchée vers moi. Elle a alors posé sur moi son regard atone de vieille momie. Elle n'a rien dit. ■

● Né en 1952, à Sine-Saloum (Sénégal), Aliou Diongue vit en France depuis cinq ans. Il est journaliste.